
UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00284389 4

SEPTIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

où il y a un recensement
et un appel de l'administration

Cahiers de la Quinzaine

ÉDITIONS DES CAHIERS
PARIS
16, rue de la Sorbonne, au second

Nos Cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs;
des abonnements ordinaires à vingt francs;
des abonnements de propagande à huit francs,
et des abonnements gratuits à deux francs.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient; le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nos abonnés peuvent nous aider

en acceptant les reçus que nous leur faisons présenter;

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires;

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient;

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits;

en nous envoyant des documents et renseignements.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des noms et adresses de vouloir bien prévenir eux-mêmes les personnes à qui, sur leur indication, nous envoyons les cahiers. Rien ne vaut la propagande et la présentation personnelle.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés qui demeurent à Paris de vouloir bien venir nous voir, quand ils ont affaire à nous. La correspondance écrite est beaucoup plus onéreuse, moins commode et moins exacte que l'entretien le plus bref.

CASSE-COU

Quand mes amis me revinrent, ils me trouvèrent alité. Une attaque un peu sérieuse de la grippe habituelle m'avait surpris par le mauvais temps dans un excès de fatigue survenu après un excès de travail. Je me hâtai de les rassurer.

— Je dois vous avouer que cette maladie a fort incommodé le dilettantisme où l'on sait que je me complais. Mais soyez sans inquiétude. Je vais beaucoup mieux, parce que j'ai employé les moyens révolutionnaires.

— Serait-ce, dit Pierre Baudouin, que vous vous êtes frappé la poitrine à tour de bras, que vous êtes monté sur les tables, que vous avez poussé des clameurs inarticulées, assommé votre médecin, battu votre femme, incendié votre maison.

— Point. Je me suis couché de mon long dans mon lit et tenu tranquille.

— Comment serait-ce là cette fameuse méthode révolutionnaire ?

— Quand le samedi matin je me réveillai malade je reconnus la grippe. Il me restait à choisir entre la méthode bourgeoise et la méthode révolutionnaire. La méthode bourgeoise consiste à s'imaginer que l'on porte remède aux maux utilement sans toucher aux causes réelles des maux. La méthode révolutionnaire consiste ici à constater que l'on ne porte remède aux maux utilement qu'en s'attaquant aux causes réelles des maux. Souvent il advient que c'est la méthode bourgeoise qui

fait du tapage et la méthode révolutionnaire qui est la silencieuse. La méthode bourgeoise consiste à farder grossièrement les aspects de la vie. La méthode révolutionnaire consiste à changer de vie. La méthode socialiste révolutionnaire demande que l'humanité change de vie sociale.

— Tu parles beaucoup pour un malade, interrompit Pierre Deloire. Il me semble que tu retombes aux moyens bourgeois.

— Nous y retombons souvent. Mais cela ne sera rien. Quand j'eus reconnu la grippe solennelle je me couchai de mon long dans mon lit bien chaud. Le médecin vint. Je suivis ponctuellement ses ordonnances. Il me commanda de cesser tout travail. Je reposai pendant deux jours, dormant ou sommeillant, la tête aussi débarbouillée de soucis que si je ne dusse plus jamais fournir de copie et n'eusse pas signé pour des échéances mensuelles des traites lourdes. Je vais mieux. Laissez-moi dormir. Demain je me lèverai. Après-demain je travaillerai. Ne bravons pas. Suivons les méthodes révolutionnaires.

— Puisque je suis venu, dit Pierre Baudouin, permets que je travaille ici. Mets à ma disposition tes collections de journaux et de revues. Il y a longtemps que j'ai envie d'écrire deux mots à Jaurès. Il finira bien par me lire sérieusement et j'espère qu'il me répondra justement, aussitôt qu'il aura donné réponse à tous les grands de ce monde politique. Nous te laissons.

— Comment feras-tu pour écrire, dit Pierre Deloire, impatient que tu es, et grand amateur des phrases parlées, qui vont plus vite.

— Assieds-toi là, répondit Pierre Baudouin. Puisque

tu es historien, tu découperas et tu colleras les fragments dont je ferai citation.

Mon cher Jaurès,

Dans *la Petite République* datée du mardi 8 janvier 1901, vous avez publié un article que je vous demande la permission de vous reproduire en entier :

LA PHILOSOPHIE DE VAILLANT

Depuis quelques semaines le citoyen Vaillant, s'élevant au-dessus des passagères querelles et des dissentiments secondaires qui troublent encore l'action socialiste, semble tracer avec une haute sérénité les grandes lignes de sa méthode. Il reste le révolutionnaire de combat qu'il a toujours été, prêt à seconder, à encourager, demain comme hier, les mouvements généreux et soudains par lesquels les opprimés brisent leurs chaînes. Il lui paraît douloureux que, si souvènt, le progrès humain soit acheté au prix de la violence, et il désire que le développement intense de la démocratie, en donnant un jeu plus libre, plus aisé et plus vaste à l'action populaire, dispense le prolétariat des moyens sanglants qui ont affranchi la bourgeoisie révolutionnaire. Mais il sait qu'il ne dépend pas de la classe ouvrière seule de régler les méthodes de révolution. Elle aura peut-être à se défendre contre les agressions brutales des dirigeants, contre les violences des privilégiés ; et la bestialité que le nationalisme « décerveleur » déchaîne dans les « hautes » classes et les classes moyennes ne permet guère l'idyllique espérance d'une évolution pleinement pacifique.

Mais, et c'est ici surtout qu'il convient d'insister, il s'en faut que le citoyen Vaillant conçoive la révolution sous la forme soudaine et théâtrale qu'on lui donne trop souvent.

« Pour être un révolutionnaire de pied en cap, dit-il avec ironie, il faut se créer à soi-même, dans l'illusion optimiste, les conditions imaginaires qui mettent le résultat à la portée immédiate de l'effort. »

Ainsi, ceux qui semblent rêver à tout propos d'un coup de main décisif, ou même espérer d'une catastrophe l'entier renouvellement social, sont les dupes à demi volontaires d'une illusion. Or, selon le citoyen Vaillant, cette illusion devient de plus en plus malaisée à mesure que le socialisme se surcharge de considérations doctrinaires, c'est-à-dire à mesure qu'il comprend mieux la complexité des faits sociaux et la loi d'évolution qui impose à toute pensée révolutionnaire une longue période de préparation économique et politique.

*
* *

Longtemps on a cru qu'il suffirait de briser quelques rouages du mécanisme capitaliste, pour le remplacer tout entier. On le conçoit aujourd'hui « comme un organisme transformable », qui doit évoluer vers le socialisme, sous la direction consciente du prolétariat organisé. Longtemps aussi on a cru utile, pour animer le prolétariat à l'action d'amoindrir dans des prophéties à court terme les chances de durée et les forces de résistance du capitalisme.

Il a encore bien des moyens de renouvellement : l'expansion coloniale fournit une issue à sa production surexcitée. Il est certainement condamné à périr, mais il serait téméraire d'assigner la date de sa fin : « A travers quelles étapes arriverons-nous à notre but ? dit le citoyen Vaillant. Nul de nous ne peut le déterminer. »

Nous ne pouvons même dire avec assurance que les progrès prochains des sciences de la mécanique, de l'électricité, de la chimie, créeront automatiquement, par l'accroissement prodigieux de la production, les conditions suffisantes du communisme.

Il faut que le prolétariat connaisse bien le milieu où il agit, c'est-à-dire il faut qu'il connaisse bien les résistances formidables qu'il a encore à vaincre. « Ainsi, dit le citoyen Vaillant, nous aurons moins d'illusions, mais nous aurons moins de déceptions. » Ce n'est point par la vaine excitation des songes, c'est par le sévère et noble enthousiasme de la vérité que le citoyen Vaillant anime la classe ouvrière à l'infatigable action, à l'effort continu de révolution.

Cette philosophie politique et sociale du citoyen Vaillant se rattache à sa philosophie générale de l'univers et de la vie. Il déclare souvent qu'il est matérialiste et athée, et c'est bien, en effet, la traduction la plus populaire, et dans la langue de la philosophie française, la plus exacte, de sa pensée. Mais, au fond, c'est le grand esprit de la philosophie allemande qui l'anime, l'esprit de Spinosa, de Fichte, de Hegel et de Feuerbach. Il est *moniste*, c'est-à-dire que pour lui tous les phénomènes de l'immense univers, toutes les forces en apparence les plus diverses ou les plus contraires se ramènent à l'unité de principe, de substance ou de loi. Il n'admet pas la dualité et l'opposition de ce qu'on appelle matière et de ce qu'on appelle esprit; et si le spiritualisme lui fait horreur, c'est parce qu'il coupe la réalité en deux, et qu'en instituant deux principes, il livre nécessairement l'un à la tyrannie de l'autre. Qui dit dualité dit oppression; car des deux forces opposées l'une doit dominer l'autre, à moins que ces deux forces ne s'équilibrent et ne se neutralisent dans le néant.

C'est ainsi que l'Église a soumis la vie naturelle à la tyrannie de l'âme, artificiellement isolée du corps. C'est ainsi que le christianisme et le spiritualisme ont soumis le monde à la tyrannie de Dieu. Le dualisme engendre donc oppression et terreur. Au contraire, si tous les phénomènes et tous les êtres sont les manifestations infiniment variées d'une même force ou d'une même idée, aucun ne peut prétendre à opprimer les autres; et une libre et croissante harmonie des énergies et des êtres est possible dans l'immense et mouvante unité. Quelle est la nature de cette force une qui enveloppe à la fois ce que nous appelons matière et ce que nous appelons esprit? Le citoyen Vaillant paraît considérer la réponse comme secondaire.

Il a écrit expressément il y a quelques années, que le monisme, qu'il fût matérialiste ou idéaliste, répondait en tout cas au besoin de la pensée qui aspire à unifier le monde, et au besoin de la vie qui ne veut se plier à aucune force extérieure. Je me garderai bien d'entrer ici, et aujourd'hui, dans ces grands problèmes. Je veux dire seulement au passage qu'à mes yeux l'heure approche où le prolóta-

riat socialiste et révolutionnaire devra s'approprier une doctrine organisée de l'univers et de la vie. Ce qu'a été l'Encyclopédie pour la bourgeoisie révolutionnaire, il faudra qu'une Encyclopédie nouvelle, infiniment plus hardie et plus vaste, le soit pour le prolétariat.

Il faudra reprendre le mouvement de la pensée humaine depuis Kant jusqu'à Renan, en passant par Hegel, Comte et Marx. Il faudra reprendre le mouvement de la science de Laplace à Maxwell, en passant par Darwin, proposer les principaux résultats et les tendances principales au prolétariat qui veut vivre de la pleine vie et projeter sur l'univers une ardente lumière où les clartés de la pensée individuelle se mêleront à l'ardent rayonnement de la vie sociale. Cette organisation vivante d'une Encyclopédie socialiste sera une des plus hautes tâches qui s'imposeront demain à notre parti et à l'humanité.

*
* *

Mais je reviens à la belle conception moniste du citoyen Vaillant, et je dis que cette unité profonde de toutes les forces, de tous les phénomènes, implique que d'une force à l'autre, d'un phénomène à l'autre la réalité peut se mouvoir par des degrés continus. Il y a perpétuelle transformation, perpétuel effort, et sous les fausses apparences des formes figées, éternelle fluidité, incessante aspiration de la vie. De là, dans l'ordre social, la philosophie à la fois profondément évolutionniste et hardiment révolutionnaire du citoyen Vaillant.

Il n'y a pas de forme sociale immuable et nécessaire qui puisse arrêter la poussée des forces économiques et l'élan des énergies humaines. Voilà la pensée de révolution. Et aussi, même quand il semble qu'il y a passage brusque d'une forme de vie à une autre, d'une forme de société à une autre, c'est par un sourd travail, c'est par un obscur réarrangement moléculaire, c'est par l'infatigable rongement du flot sur le roc, du désir et de l'action sur le privilège, que les transformations révolutionnaires sont préparées. Le citoyen Vaillant répugne à tout ce qui immobilise et catégorise. Ce qu'il reprochait, par exemple, au programme agraire

du Parti ouvrier français, ce n'était pas de maintenir provisoirement la petite propriété paysanne, ce n'était pas d'instituer une transition, mais c'était d'en faire, si je puis dire, une transition figée : c'était de ne pas assez dire que, même avant de se perdre enfin dans le communisme, la petite propriété paysanne serait déjà modifiée par le contact ou même par les approches du communisme ; c'était de la poser comme une pierre au bord du flot, hors du courant des transformations.

Cette philosophie profonde et subtile lui donne le sens très délié de toutes les réformes de transition, de toutes les évolutions nuancées qui préparent et qui commencent la Révolution. Il ne consentira jamais à dire, comme tant d'autres socialistes, que telle réforme, telle action, telle institution est impossible tant que le capitalisme ne sera pas tombé tout entier. C'est, pour lui, comme si on disait que l'aube incertaine est impossible tant que n'a pas disparu toute la nuit.

La vérité est que telle institution de solidarité sociale et de dignité ouvrière aura, dans le milieu capitaliste, une forme plus basse, une efficacité moindre que dans le milieu socialiste. Mais le citoyen Vaillant ne conclut pas que ce désaccord entre l'institution nouvelle et le milieu capitaliste rend impossible l'institution. Il conclut, au contraire, que la multiplicité des institutions nouvelles de solidarité et de dignité finira par rendre impossible le milieu qui les déforme et les abaisse.

*
* *

Voyez, par exemple, la conclusion si nette, si importante au point de vue de la méthode, de l'article qu'il publiait récemment dans *le Petit Sou*, sous le titre : « Assurance sociale ». Il s'agit d'assurer tous les travailleurs contre l'intégralité des risques qu'ils courent : accidents, vieillesse ou invalidité, chômage :

« C'est à la contribution propriétaire et patronale de tous ceux qui sont employeurs de salariés; c'est aux budgets actuels de l'assistance de fournir les fonds nécessaires, et à l'État de compléter annuellement tout ce qui peut manquer

pour le fonctionnement de l'assurance et son développement.

« Dans l'égalité de fait de la société socialiste, l'assurance disparaîtra à son tour dans les formes plus hautes des institutions de solidarité, comme aujourd'hui elle doit absorber et transformer les institutions vieillies de l'assistance et les essais partiels et incomplets d'assurance. La charité, l'assistance publique et l'assurance sociale sont les trois étapes successives qu'il nous faut franchir avant que l'émancipation de la classe ouvrière et la République sociale les rendent inutiles. »

C'est une vue admirable de netteté, tout ensemble, et d'ampleur. J'ajouterai seulement que ce n'est pas sur cette seule ligne de l'assistance et de l'assurance que des étapes et des demi-étapes doivent être marquées : c'est sur toutes les voies convergentes qui aboutissent à l'ordre socialiste. Ainsi, par exemple, de la condition du salarié isolé et dans la dépendance absolue du patronat au travailleur pleinement affranchi de la cité communiste, plusieurs transitions décisives peuvent être marquées. Mais ce que je retiens, c'est l'idée même de ce mouvement, de cette progression.

Et je dis qu'à l'heure présente notre effort passionné doit tendre à assurer, à hâter cette marche méthodique. Trois conditions, à mon sens, sont nécessaires, que je ne puis aujourd'hui qu'indiquer d'un mot :

1° Il faut qu'une philosophie générale, à la fois révolutionnaire et évolutionniste, se communique peu à peu à l'élite consciente du prolétariat, et de proche en proche au prolétariat tout entier. C'est cette Encyclopédie socialiste et prolétarienne dont je parlais plus haut, et sur laquelle je reviendrai.

2° Il faut que le prolétariat s'organise en un parti politique de classe unifié, ayant une conscience très nette de son but suprême, et sachant marquer, aussi, dans toutes les questions, dans la question de l'enseignement, dans la question de la propriété individuelle ou agricole comme dans la question de l'assistance et de l'assurance, les étapes que le prolétariat devra franchir. Ce sera l'objet du programme d'action que tracera le Parti unifié.

3° Enfin, il faut qu'à cette action évolutive et de transition, il faut qu'à cette *société de transition* corresponde un organe législatif et gouvernemental approprié. Évidemment, puisque le citoyen Vaillant nous propose cette marche par étapes, cette action évolutive par des lois de plus en plus populaires, il croit possible un appareil législatif et gouvernemental capable de produire ces lois et de les appliquer.

* * *

Quel sera cet organisme constitutionnel de transition? Quelle part y sera faite au parlementarisme transformé, à l'initiative populaire, au referendum? Je ne sais. Mais voici ce que je sais bien : la condition première, absolue, de tout ce mouvement, de toute cette évolution réglée et hardie que le citoyen Vaillant prévoit dans un ordre particulier de questions et qui s'étendra à toutes, c'est que la force législative et gouvernementale soit républicaine, démocratique et agissante. Notre premier devoir est donc, à cette heure, d'arracher le Parlement et le gouvernement aux forces de réaction systématique à la Méline et au chaos impuissant et hurlant des bestialités nationalistes.

Voilà pourquoi la formation d'une majorité de gauche, si timide qu'elle soit, soutenant avec constance un gouvernement de gauche, si hésitant ou insuffisant qu'il soit, est à mes yeux un fait d'une importance extrême. C'est, selon moi, le rudiment informe, mais nécessaire, de l'organisme législatif et gouvernemental qui devra diriger prochainement le mouvement de notre société vers les fins suprêmes d'égalité voulues par nous. C'est une première manifestation, à bien des égards infirme, incohérente et décevante, de la puissance organique de la démocratie faiblement pénétrée de socialisme.

Il se peut que le gouvernement actuel ne combatte que mollement et maladroitement l'Église et le prétorianisme. Mais il a contre lui le pape, les congrégations, les coteries militaires qui haïssent le général André, et aussi les affamés de servitude cosaque. Il a tout cela contre lui, *et il dure*. C'est le signe qu'avec un nouvel effort de la démo-

cratie et avec une organisation plus puissante du prolétariat, des gouvernements de gauche, mais plus hardis et plus agissants, seront possibles. Je m'étonne qu'après le règne presque continu des Périer, des Ribot, des Dupuy, des Méline et des Cavaignac on paraisse faire fi de ce symptôme et de cette promesse. C'est dans ce sens que je suis et que je reste ministériel.

*
* *

Je ne crois pas, malgré les trésors de talent et de sincérité passionnée que Péguy dépense à sa thèse dans les *Cahiers de la Quinzaine*, qu'il nous suffise, en une sorte d'anarchisme moraliste, de susciter, de conscience individuelle à conscience individuelle, la fierté du juste et du vrai. Il faut forger encore, à l'usage du prolétariat, l'outil de gouvernement et de législation. Il se peut très bien, d'ailleurs, que le premier outil sorti de la forge soit élémentaire et maladroit, souvent réfractaire à notre vouloir. En connaissez-vous, maintenant, un meilleur ?

Je voudrais aussi rassurer un peu Lagardelle qui, dans *le Mouvement Socialiste*, s'afflige de notre racornissement. Peut-être pensera-t-il que l'action législative et gouvernementale de notre parti doit se rattacher à sa conception générale. Or, si nous devons, comme l'indique avec tant de force Vaillant lui-même, passer par une société de transition, il nous faut susciter aussi, dans la démocratie, une action législative et gouvernementale de transition. Et il ne faut point dédaigner les ébauches qui annoncent, même de loin, la possibilité de cet organisme.

Lagardelle, par le docte intermédiaire d'une citation de Marx, nous accuse tranquillement de « crétinisme parlementaire ». Non, je me trompe ; nous n'y sommes pas tout à fait arrivés encore. Là aussi il y a évolution, et nous sommes seulement en marche vers cet état fâcheux. Ah ! qu'il est donc cruel d'avoir doublé le cap de la quarantaine ! Les hommes entre deux âges ont toutes les infortunes. Nos aînés nous accusent formellement d'intrigue ambitieuse, et nos cadets nous accusent presque de « crétinisme », avec définition doctrinaire, je le veux bien, et atténuante. Nous

sommes dans une ruelle étroite, et des deux toits opposés, il pleut également sur nous. Vienne enfin le beau soleil de l'unité socialiste pour nous sécher un peu !

Lagardelle est assez grand garçon pour s'expliquer avec vous. Péguy aussi vous donnera les explications qu'il vous doit. Je veux, moi, vous en demander plusieurs qui me paraissent indispensables.

Vos amis avaient remarqué dès longtemps que vous introduisiez vos articles sous le couvert d'une autorité camarade. Vos formules préférées étaient les suivantes : *C'est avec beaucoup de raison qu'à la tribune Sembat s'est élevé* — ou : *Dans son dernier article de* la Revue Socialiste *Rouanet dit fort bien* —. Distribution où vos ennemis, comme il convient, avaient la meilleure part.

Cette politesse avait de nombreux avantages : elle exerçait l'humilité qui vous est chère, elle flattait la vanité de vos amis, elle pouvait calmer ou ajourner l'animosité de vos ennemis. Elle vous permettait d'échapper ou vous promettait que vous échapperiez au personnalisme jaurésiste que vous redoutez sur tout. Elle faisait plaisir autour de vous. Elle vous noyait un peu dans la masse. Elle vous diminuait.

Elle n'avait qu'un inconvénient : elle n'était pas sincère. Vous la vouliez sincère sans doute, mais elle n'était pas sincère, puisque vous superposiez des parrains inutiles à des idées qui devaient et pouvaient fort bien se présenter toutes seules, vous étant venues toutes seules. Aujourd'hui nous ne savons plus, dans l'insincérité de cette politesse, où commence et où finit la vérité. Je défie le lecteur le plus attentif de distinguer dans l'article que je vous ai reproduit où commence et où finit ce qui est mis pour faire plaisir à Vaillant et

ce qui est mis parce que c'est la vérité, ou du moins parce que vous croyez que c'est la vérité.

Vous avez tort de vouloir plaire ainsi au citoyen Vaillant. On ne doit jamais vouloir plaire par des compliments mondains. Cette complaisance n'est pas seulement insincère et injuste. Elle est vaine. Elle ne sert qu'à renforcer et à fonder le grossier mépris qu'un autoritaire comme Vaillant peut avoir pour un homme comme vous. Quand vous nous vantez la *haute sérénité* du citoyen Vaillant, il ne voit dans le compliment qu'un témoignage grossier de faiblesse. Étant grossier il voit grossièrement. Ayant beaucoup tapé sur vous, il sait qu'au fond vous êtes un faible, un bon faible, c'est-à-dire un qui cède à la peur de déplaire à ses ennemis, à la peur de leur faire de la peine, et un peu, à la peur de leur autorité.

Je laisse pour aujourd'hui la politique et m'en tiens à ce que vous nommez *la philosophie de Vaillant*. Je ne puis croire que vous n'ayez pas au moins soupçonné ce que c'est. Demi-ingénieur et demi-médecin, empileur de lectures et compilateur de textes, Vaillant est l'inépuisable bafouilleur tiède. Nous l'avons entendu dans les congrès et dans les réunions. Quand vous l'intitulez philosophe, puisque vous le connaissez comme il est, ou bien vous oubliez ce que c'est qu'un philosophe, ou bien vous vous moquez de nous, pauvres pécheurs, pour la plus grande gloire de l'unité socialiste.

Quand vous dites que le citoyen Vaillant s'élève au-dessus des querelles et des dissentiments, vous nous mentez, pour l'unité socialiste. Vous savez bien que le vieux conspirateur blanquiste romantique jouit dans les dissentiments, les querelles et les combinaisons.

Vous savez quel jeu inquiétant il joue, allant de la brutalité guesdiste sectaire à la fausse universalité du Comité général, demeurant au Congrès pour y faire le jeu de ceux qui avaient quitté le Congrès. Vous savez aussi de quel caprice fou de capitaliste véreux et noceur *le Petit Sou* nous est né. Pourquoi traiter ce journal d'ignobles affaires comme un asile de la philosophie?

Pourquoi traitez-vous de passagères les querelles et de secondaires les dissentiments qui partagent le socialisme français. Et ne voyez-vous pas que cette habileté facile de polémique charitable se retourne contre vous. Si des querelles passagères et des dissentiments secondaires produisent toutes les colères haineuses, tous les ressentiments envieux et les jalousies recuites que vous ne pouvez nous cacher, qu'avons-nous donc à redouter d'un dissentiment grave et de querelles qui ne seraient pas secondaires? Qu'aurions-nous de plus grave à redouter de dissentiments primaires? Pourquoi nier l'indéniable, et que l'appétit furieux de puissance autoritaire a douloureusement rendu malade le socialisme français. Mais ce qu'il y a d'incroyablement fou, et d'incroyablement dangereux, c'est de masquer ainsi la vérité dans le même temps que l'on prêche le respect de la vérité : *Ce n'est point,* dites-vous, *par la vaine excitation des songes, c'est par le sévère et noble enthousiasme de la vérité que le citoyen Vaillant anime la classe ouvrière à l'infatigable action, à l'effort continu de révolution.* Mais vous, citoyen Jaurès, en parlant ainsi, par quoi donc animez-vous la classe ouvrière? et comment traitez-vous le peuple?

Vous traitez le peuple en enfant qu'il faut encou-

rager, par le mensonge au besoin et par l'illusion. Nous demandons pour nous peuple un enseignement sérieux. Pas un professeur de philosophie, respectant ses élèves, n'oserait leur tenir le langage que vous tenez au peuple. Que dis-je? Vous êtes, vous Jaurès, professeur agrégé de philosophie. Oseriez-vous faire en classe la leçon qui vous semble bonne pour le peuple?

Cette philosophie politique et sociale du citoyen Vaillant se rattache à sa philosophie générale de l'univers et de la vie. Êtes-vous fou? Nommer *philosophie politique et sociale du citoyen Vaillant* le ramassis d'inanités par quoi il maintient son autorité soupçonneuse. Mais *sa philosophie générale de l'univers et de la vie!* Les mots me manquent. Je voulais vous demander raison. Mais les mots me manquent.

Cette simple phrase embrasse tant d'impudence naïve sous sa facilité bénévole ou tant d'ignorance voulue que j'en reste idiot.

Il va donc falloir à présent que l'on soit matérialiste et athée. Il va falloir que moi Baudouin, que Deloire, que Péguy et tous ses abonnés nous soyons matérialistes et athées avec le citoyen Vaillant. Comme si le matérialisme n'était pas une métaphysique, et l'athéisme une théologie. Quand un bourgeois français inculte et grossier proclame qu'il est matérialiste, cela veut dire en gros qu'il a envie d'outrager la morale usuelle. Et quand il dit : *Je suis athée*, cela veut dire en gros qu'il a envie d'embêter les curés. Je ne vois pas quel avantage nous aurions, ni quel intérêt, à imiter les vieux-bourgeois dans ce qu'ils ont de grossier et d'inculte, à imiter les vieux-radicaux dans leurs infirmités mentales, ou morales.

On m'a d'ailleurs assuré que le citoyen Vaillant n'entendait pas son matérialisme et son athéisme au sens grossièrement vieux-bourgeois, mais en un sens philosophique. Ou plutôt en un sens pseudo-philosophique. C'est-à-dire non pas au sens où les entendrait un véritable philosophe, mais au sens où les retiendrait un bon cuistre de philosophie dont la mémoire inévitable serait barbouillée de courtes éruditions livresques inintelligentes. Et c'est ici que toute la gravité de votre imagination redoutable apparaît. C'est ici qu'apparaît tout l'imprévu de votre invention inconsidérée.

Pour le philosophe le matérialisme est un système de la métaphysique parmi les systèmes assez nombreux de la métaphysique. Permettez-moi de le caractériser d'un mot en disant qu'il tend à réduire tout à la matière, comme le spiritualisme tend à réduire tout à l'esprit. Beaucoup de gens aimeraient que tout fût réduit à la matière. Ils ne savent pas ce que ça veut dire, mais ça leur ferait plaisir tout de même. On ne sait pas pourquoi, mais ils aimeraient ça. Non seulement beaucoup de vieux-bourgeois en seraient contents pour embêter les moralistes, mais beaucoup d'intellectuels, ayant gémi sous des professeurs cousiniens, désirent plus ou moins confusément se revancher ainsi des persécutions cousiniennes. Et puis le matérialisme a un aspect de nouveauté, de hardiesse, il a l'air d'embêter les sergots. Il plaît ainsi aux amateurs de manifestations faciles. On ferait plaisir à beaucoup d'électeurs si l'on réduisait tout à la matière.

Le malheur est que cette réduction ne marche pas toute seule. Nous avons de la matière une idée plus confuse encore et moins utilisable que celle que nous

avons de l'esprit. Placé devant cette idée assez inutile, ou bien le matérialiste y réduira brutalement l'univers des idées : ce sera pour ainsi dire un coup d'État métaphysique, puisque le matérialiste ne pourra effectuer la réduction demandée qu'en niant arbitrairement les immatériels de l'univers, c'est-à-dire la plupart de la réalité. Ou bien, placé devant cette idée stérile, sèche, le matérialiste y réintroduira sournoisement les qualités et le contenu des immatériels : ce sera, si vous permettez d'employer ce mot, un coup de jésuitisme métaphysique, puisque le matérialiste ne pourra effectuer la réduction demandée qu'en insinuant frauduleusement, sans les nommer et sans en avouer l'origine, les qualités des immatériels dans l'idée confuse que nous pouvons avoir de la matière.

Ainsi non seulement le matérialisme est pour le philosophe une métaphysique parmi les métaphysiques, mais ce matérialisme, où se résume selon vous la philosophie du citoyen Vaillant, est de toutes les métaphysiques la plus intenable, celle qui d'abord présente les difficultés les plus redoutables, et, à dire vrai, les impossibilités les plus insurmontables, demandant une singulière grossièreté si on l'entend au sens grossier, mais exigeant une singulièrement rare subtilité si on l'entend au sens habile. Et cela est si vrai, cette position est si intenable que vous-même l'abandonnez aussitôt que vous l'avez occupée. Après nous avoir déclaré que le matérialisme est l'expression, *la traduction la plus populaire, et dans la langue de la philosophie française la plus exacte,* vous sautez rapidement du matérialisme, qui est un monisme, au monisme en général. Cet empiétement n'est pas plus justifié que

celui qui consisterait à sauter du monisme spiritualiste au monisme en général.

Pareillement l'athéisme est une métaphysique et une théologie. Or autant nous entendons ce que nous disons quand nous affirmons que nous ne croyons pas au Dieu des chrétiens, en particulier au Dieu des catholiques, ou que nous ne croyons pas aux dieux des païens, autant nous serions embarrassés de nous prononcer sur l'athéisme absolument, c'est-à-dire indifféremment parlant. Un athéisme suppose un Dieu que l'on nie, ou des dieux que l'on nie, et la définition de ce que l'on nie. Au moins en ce sens un athéisme est ou suppose une théologie métaphysique. Réduisant au monisme en général, après le matérialisme de Vaillant, l'athéisme de Vaillant, vous faites une opération de métaphysique théologique, et sans doute une opération de métaphysique théologique arbitraire.

Laissant l'opération, je m'en tiens provisoirement au résultat. Nous en sommes au monisme, et vous tenez à ce que ce monisme soit *le grand esprit de la philosophie allemande, l'esprit de Spinosa, de Fichte, de Hegel et de Feuerbach*. Si vous parlez ainsi pour accompagner la mode, je vous plains, et vous êtes en retard de quarante ans, ou de vingt. Le grand bateau de la philosophie allemande est aujourd'hui abandonné. Demandez aux philosophes de ce temps quelle part Fichte — comme philosophe — Hegel et Feuerbach ont eue dans la formation philosophique des générations nouvelles. Et jusqu'où leur philosophie a-t-elle été allemande, ou humaine, ou scolaire, ou vivante, ou sociale, ou vaine? Et pourquoi voulez-vous attribuer Spinosa, né juif portugais d'Amsterdam, à la famille allemande? Est-ce de

la politesse internationale? Ne soyons pas Allemands. Ne soyons pas nationalistes allemands. Ne soyons pas non plus nationalistes français. Soyons exactement internationalistes, c'est-à-dire français devenus internationalistes.

Après Spinosa, Fichte, Hegel et Feuerbach, et en leur compagnie Vaillant est *moniste, c'est-à-dire que pour lui tous les phénomènes de l'immense univers, toutes les forces en apparence les plus diverses ou les plus contraires se ramènent à l'unité de principe, de substance ou de loi.* Amertume et vanité. Que nommez-vous unité? Serait-ce comme l'unité socialiste ? Que nommez-vous principe? Que nommez-vous substance ? Que nommez-vous loi ? Que nommez-vous forces ? Que nommez-vous apparence ? Que nommez-vous diverses? Que nommez-vous contraires ? Quelle définition hâtive, incomplète. Et surtout quelle définition dangereuse. Par là si vous entendez qu'au moment que Deniel tenaille Dreyfus, au moment que le Boxeur tourmente le missionnaire, et le soldat le Chinois, au moment que les bourgeois de Calais affament leurs ouvriers, en ces moments exemplaires les jarrets de Dreyfus et le poignet du bourreau, la peau du missionnaire et les doigts du Boxeur, la peau du Chinois et les doigts du soldat, le ventre creux des ouvriers et le ventre plein des patrons appartiennent au même système cosmique, physique, chimique, physiologique, mécanique, vous prononcez au moins une inutilité. Que si vous allez plus loin, si à votre définition arbitraire théoriquement vous voulez donner je ne sais quelle prolongation pratique, elle devient singulièrement dangereuse.

De ce que les bourgeois de Calais et leurs ouvriers

appartiennent au même système matériel, et, en un sens, au même système mental, et, quelque peu, au même système moral si vous concluez, comme il semble, à je ne sais quelle résignation métaphysique ; de ce que l'injuste et le juste, le faux et le vrai appartiennent, en un sens, au même système, au même monde si vous concluez plus ou moins confusément que l'injuste et le juste, le faux et le vrai rentrent dans je ne sais quelle unité supérieure, prenez garde : à force de bonté, d'optimisme, c'est la Providence même que vous nous rétablissez. Vous finirez par nous avouer que tout revient au même, parce que tout est dans les voies insondables de l'Un métaphysique.

La Providence divine a été sans doute imaginée en particulier par de braves gens qui, d'âme religieuse, assistaient impuissants et navrés à l'accomplissement des péchés de ce monde. Ils imaginèrent la Providence parce qu'ils aimaient passionnément la bonté finale. Si consolante pourtant que fût l'hypothèse de la Providence, nous avons délibérément refusé de l'admettre. Vous savez pour quelles raisons. Allons-nous la rétablir sous la forme que vous nous proposez. A la place de la Providence chrétienne allons-nous instituer la Providence laïque, sous les espèces du monisme métaphysique. La Providence religieuse, la Providence chrétienne supposait le monisme religieux, le seul Dieu chrétien, tout puissant, créateur du ciel et de la terre et souverain seigneur de toutes choses. Inversement un certain monisme laïque emporte une institution de Providence laïque. Or ne croyez pas que nous ayons renoncé à l'hypothèse de la Providence religieuse pour y substituer l'hypothèse de la Providence laïque, du mo-

nisme optimiste, ou de l'optimisme moniste. Vous savez pour quelles raisons. Permettez-moi de vous les rappeler à mesure que je relis le texte que vous nous avez proposé.

Le citoyen Vaillant *n'admet pas la dualité et l'opposition de ce qu'on appelle matière et de ce qu'on appelle esprit ;* — moi je veux bien, pourvu que le citoyen commence par définir ce qu'il entend par matière, ce qu'il entend par esprit, ce qu'il entend par dualité, ce qu'il entend par opposition. Quand il nous aura défini ses mots, nous pourrons causer ; nous verrons si nous pouvons lui accorder la réduction qu'il nous demande, ou plutôt que vous semblez nous commander. En attendant nous constatons que le réel nous présente non seulement des dualités, mais des multiplicités, des pluralités. Que l'on puisse et que l'on doive réduire ces pluralités à l'unité, cela est un problème, cela est en question, mais cela n'est pas résolu d'avance, et ne se résout ni par un commandement ni par un enthousiasme, ni par un coup d'autorité, ni par un coup de la grâce.

Et si le spiritualisme lui fait horreur, c'est parce qu'il coupe la réalité en deux. Non, citoyen, ce n'est pas le spiritualisme qui coupe la réalité. La réalité nous paraît et se présente coupée en beaucoup. Le spiritualisme est innocent aussi longtemps qu'il n'introduit pas de coupures factices. Les coupures et les soudures ne sont valables que si elles ne sont pas factices.

Et qu'en instituant deux principes, il livre nécessairement l'un à la tyrannie de l'autre. Où avez-vous connu que la dualité ou la pluralité comporte nécessairement la tyrannie de l'un des deux ou de l'un des plusieurs ? Cela est vrai si l'un des deux est tyrannique et le

deuxième servile, mais cela n'est pas vrai si le premier a la modestie et le deuxième la fierté de l'homme libre. Je me permets de faire intervenir l'homme libre dans ces discussions métaphysiques parce qu'il devient évident ici que vos préoccupations métaphysiques sont commandées par vos soucis politiques. Vous êtes moniste en métaphysique parce que vous êtes et comme vous êtes unitaire en politique. En politique aussi vous croyez qu'en instituant deux principes on livre nécessairement l'un à la tyrannie de l'autre. C'est que dans vos évaluations vous négligez totalement la considération de la liberté. L'homme libre, qu'il soit l'un des deux dans la dualité ou l'un des plusieurs dans la pluralité, n'exerce pas la tyrannie et ne la supporte pas. Le véritable anarchiste a encore un dégoût plus profond pour exercer l'autorité que pour la subir. C'est même la raison pour laquelle un orateur qui veut lancer la foule des grévistes à la queue d'un drapeau noir, ou qui, armé d'un fusil, monte la garde auprès de ce drapeau, est tout ce que l'on voudra, mais non pas un véritable anarchiste.

Qui dit dualité dit oppression; car des deux forces opposées l'une doit dominer l'autre, à moins que ces deux forces ne s'équilibrent et ne se neutralisent dans le néant. C'est exactement ici qu'est le vice intime de votre mentalité métaphysique et politique. Le jour où *la Petite République* publia l'article que je vous commente, je dis à plusieurs camarades combien cet article me paraissait un symptôme inquiétant. — Laisse donc, me répondirent-ils, c'est un article hors série, aussitôt oublié. Demain Jaurès n'y pensera plus, et ses lecteurs encore moins. — Je crois au contraire, je vous fais

l'honneur de croire que cet article travaillé vous exprime profondément, exprime, sincèrement en ces passages, les arrière-pensées, les arrière-idées qui depuis longtemps commandent votre politique et toute votre action. Je crois que vous êtes profondément moniste en métaphysique et profondément unitaire en politique. Je crois que de là viennent les hésitations et les inconstances, les déviations, les faillites et les amnisties récentes. Je dois donc saisir avec empressement la révélation profonde que vous nous faites cette fois. Vous croyez profondément que l'unité est la condition de tout, qu'il faut faire l'unité avant tout, que de l'unité tout viendra. De la dualité, de la pluralité vous n'attendez rien que la tyrannie victorieuse de l'un sur l'asservissement du deuxième, ou la neutralisation dans le néant d'un équilibre stérile.

C'est ainsi, dites-vous, — c'est-à-dire par la dualité — *que l'Église a soumis la vie naturelle à la tyrannie de l'âme, artificiellement isolée du corps.* Il est toujours téméraire de ramasser en quelques mots une histoire aussi vaste et aussi profonde que celle de l'Église. Mais il me semblerait plutôt que l'Église a failli par un excès d'unité. Unité du dogme, qui liait les consciences. Unité du rite, qui liait les gestes. Unité de l'organisation, qui liait les vies. Unité formelle, au moins. Mais n'est-ce pas celle que l'on veut nous imposer? L'asservissement du corps à l'âme était le résultat d'un mystique monisme spiritualiste. *C'est ainsi,* dites-vous, *que le christianisme et le spiritualisme ont soumis le monde à la tyrannie de Dieu. Le dualisme engendre donc oppression et terreur.* Singulière conclusion. Rapide, facile, téméraire conséquence. Il paraît plutôt que c'est encore un besoin

mystique de monisme religieux qui a poussé les chrétiens à ramasser en l'unité d'un Dieu créateur l'indéfinie variété des créatures. Il n'y aurait donc pas à dire que le dualisme livre le monde à la tyrannie de Dieu, le corps à la tyrannie de l'âme; il n'y aurait pas à dire que la dualité livre un principe esclave à la tyrannie d'un principe maître. Mais il y aurait à dire tout simplement que la vieille autorité s'exerce en dualisme et en monisme; elle aime à s'exercer partout; en dualisme elle tend à établir un asservissement extérieur; en monisme elle tend à établir un asservissement intérieur. Vous attribuez complaisamment à Vaillant une solution métaphysique, une révolution métaphysique; politesse vaine à une révolution vaine; elle consisterait à substituer un asservissement intérieur à un asservissement extérieur. J'ai peur que cette mutation de servitude métaphysique ne symbolise exactement la révolution que vous rêvez dans l'installation du parti socialiste. Ne peut-on dire, dans l'état des hommes et des événements, que, voulant unifier le parti socialiste, vous ne voulez rien que substituer aux haines extérieures les déchirements intérieurs, aux envies extérieures les ressentiments domestiques.

Il faut que je vous presse en politique sur le sens de votre unité, il faut que je vous presse en métaphysique sur le sens de votre monisme. Ce monisme vous laisse des remords et vous en relâchez la définition. Comme les matérialistes font rentrer sournoisement les immatériels dans leur idée de la matière, ainsi vous distendez bonnement, pour ne mécontenter personne, les parois de votre unité métaphysique. Par une remarquable analogie, en vous la franchise, la droiture philosophique

chancelle devant le monisme ainsi que la droiture politique a chancelé devant l'unité. *Si tous les phénomènes et tous les êtres sont les manifestations infiniment variées d'une même force ou d'une même idée, aucun ne peut prétendre à opprimer les autres.* On serait aussi fondé à dire : Si tous les hommes sont frères, aucun ne peut prétendre à opprimer les autres ; ou bien : si tous les chrétiens sont frères en Jésus-Christ, aucun ne peut prétendre à opprimer les autres ; ou bien : si tous les Français sont fils de la même patrie, aucun ne peut prétendre à opprimer les autres ; ou bien : si tous les socialistes ont le même Comité général, aucun ne peut prétendre à opprimer les autres. Il faut avoir la candeur d'un enfant et l'insolente confiance que vous aimez pour oser proposer de tels remèdes. L'histoire tout entière, publique et privée, de l'humanité s'élève contre cet enfantillage dangereux. Les ressentiments domestiques, les haines intérieures ont une aigreur qui les rend plus redoutables que la plupart des autres mauvais sentiments.

Que vous le vouliez ou non, votre unité infiniment multiple ou votre multiplicité une se réduit pour la pratique en ses deux éléments, se résout en sa multiplicité matérielle et en son unité formelle. En vain vous admettez qu'*une libre et croissante harmonie des énergies et des êtres est possible dans l'immense et mouvante unité.* Si vous laissez à la multiplicité des énergies et des êtres toute sa valeur, votre unité devient surérogatoire et encombrante. Une libre et croissante harmonie peut se passer, doit se passer d'une supérieure unité, si mouvante et immense que l'on distende cette unité. Si vous laissez vraiment à la multiplicité

toute sa variété libre, il n'y a aucun avantage à garder quelque part, sous le nom d'unité, je ne sais quelle survivance d'un Dieu que nous avons renoncé. *Quelle est la nature de cette force une qui enveloppe à la fois ce que nous appelons matière et ce que nous appelons esprit ? Le citoyen Vaillant paraît considérer la réponse comme secondaire.* Il a tort, et je vais lui donner une réponse importante : la véritable nature de cette force comme il peut se la représenter est la nature divine. *Il a écrit expressément il y a quelques années, que le monisme, qu'il fût matérialiste ou idéaliste, répondait en tout cas au besoin de la pensée qui aspire à unifier le monde.* On m'a répété tout au long de mes classes que la pensée humaine éprouvait le besoin d'unifier le monde. Je croyais que c'était vrai, parce que j'étais un enfant docile. Je l'ai répété moi-même aussi longtemps que je fus un élève discipliné. Cette répétition me valut des prix et des accessits. Elle n'en était pas moins la répétition d'une insincérité. Quand je m'interrogeai moi-même, il me sembla que je n'éprouvais nullement ce besoin. Je fais pourtant partie de la pensée humaine. J'ai connu des paysages variés. Je n'ai pas éprouvé le besoin que la plaine fût la montagne ou que le plateau devînt identique à la vallée. Je n'ai pas même éprouvé le besoin que la vallée de l'Yvette fût identique à la vallée de la Bièvre. Aujourd'hui j'éprouve ce besoin moins que jamais. Quand les servitudes économiques me laissent quelque loisir, mon esprit se promène en bon bourgeois, je veux dire en honnête homme, parmi la variété des phénomènes, parmi la variété des événements, parmi la variété des hommes. Je connais Pierre et je connais

Paul, et je n'éprouve aucunement le besoin que Pierre soit Paul ou que Paul soit Pierre ou que Pierre et Paul soient un Tiers supérieur. Pierre est Pierre. Paul est Paul. Jaurès est Jaurès. Vaillant est Vaillant. Je sais ce que cela veut dire. Je vais plus loin. Quand je me rappelle, dans ces loisirs, l'avancement de ma pensée humaine, il me semble que la plupart des fois elle avançait en distinguant des nuances nouvelles dans ce qui me paraissait jusqu'alors homogène. Je me rappelle un temps, mon cher Jaurès, où les socialistes me paraissaient tous des hommes qui indistinctement avaient abandonné leur personne et leur bien à la préparation de la Révolution Sociale. Je m'imaginais que Vaillant, Guesde, Lafargue, Jaurès, Baudin l'ancien, Fournière, Sembat, Zévaès étaient identiquement le même homme. J'avais donc laissé régner dans ma mémoire entre les images que j'avais de ces hommes une remarquable unité, mieux réussie que toutes celles que vous essayerez. Faut-il en conclure que je devais rester toute ma vie aussi stupide? Oserez-vous dire que cette stupidité unitaire valait mieux que les difficultés multiples où nous nous débattons à présent?

Je n'éprouve aucun besoin d'unifier le monde. Plus je vais, plus je découvre que les hommes libres et que les événements libres sont variés. Ce sont les esclaves et les servitudes et les asservissements qui ne sont pas variés, ou qui sont le moins variés. Les maladies, qui sont en un sens des servitudes, sont beaucoup moins variées que les santés. Quand les hommes se libèrent, quand les esclaves se révoltent, quand les malades guérissent, bien loin qu'ils avancent dans je ne sais quelle unité, ils avancent en variations croissantes. Les élèves

à l'école ou au catéchisme sont beaucoup plus près de l'unité. L'adolescence n'est pas seulement de la croissance en âge et en grandeur et en sagesse : elle est avant tout la croissance en variété. Les ouvriers écrasés de fatigue sont en général beaucoup plus près d'une certaine unité. A mesure que la révolution sociale affranchira l'humanité des servitudes économiques, les hommes éclateront en variétés inattendues.

Il a écrit expressément il y a quelques années, que le monisme, qu'il fût matérialiste ou idéaliste, répondait en tout cas au besoin de la vie qui ne veut se plier à aucune force extérieure. Vous jouez sur les mots. L'extérieur ne me restera pas moins extérieur parce que nous serons vaguement englobés, lui et moi, dans un tout externe ou subsumés à un tout supérieur. Vous ne fondez pas le Boxeur dans le chrétien ni le chrétien dans le Chinois parce que vous constatez qu'ils appartiennent à la même humanité. Vous ne fondez pas l'Anglais et le Boer parce que vous constatez qu'ils appartiennent à la même race blanche. Vous ne fondez pas le tulliste et son patron quand vous constatez qu'ils sont de la même France. Vous ne me fondrez ni avec Zévaès ni avec Vaillant quand vous aurez institué entre eux une artificielle et formelle unité socialiste. Quand Zévaès veut exercer une autorité sur moi, cette autorité m'est extérieure. Quand Zévaès, demeurant exactement le même à l'égard de la justice et de la vérité, mais insinué dans l'unité formelle factice, voudra exercer une autorité sur moi qui, du moins je l'espère, serai demeuré le même aussi aux mêmes égards, l'autorité de Zévaès ne me sera pas moins extérieure.

Nous touchons au point où le danger de votre inven-

tion prend définitivement corps. A vos yeux *l'heure approche où le prolétariat socialiste et révolutionnaire devra s'approprier une doctrine organisée de l'univers et de la vie.* Non, citoyen. L'heure approche où le prolétariat socialiste et révolutionnaire devra s'approprier au moins les grands moyens de production et d'échange ou de communication. Vous êtes séduit par des analogies trompeuses. Mais comparaison n'est pas raison. *Ce qu'a été l'Encyclopédie pour la bourgeoisie révolutionnaire, il faudra qu'une Encyclopédie nouvelle, infiniment plus hardie et plus vaste, le soit pour le prolétariat.* Je ne sais pas s'il n'est pas dangereux de se référer ainsi à l'ancienne révolution bourgeoise quand on veut se représenter la prochaine révolution sociale. Quelque passionnantes que fussent la grandeur dramatique et la grandeur historique des principaux révolutionnaires bourgeois et du peuple contemporain, le moins que l'on puisse dire de la révolution française est qu'elle n'a pas réussi, puisque nous avons à la recommencer tous les jours. Il y a dès lors présomption pour qu'elle soit un modèle et même un précédent au moins incomplet. S'il est vrai d'ailleurs que le succès de ces événements vient pour la plupart de leur préparation, si en particulier pour la Révolution française les héroïsmes les plus rares, les dévouements les plus généreux ont abouti à peu près à une immense faillite, il est permis de penser que cette révolution non seulement fut poursuivie suivant de mauvaises méthodes révolutionnaires, mais surtout avait commencé après une insuffisante ou mauvaise préparation révolutionnaire. Cela me diminue considérablement la valeur de la grande Encyclopédie. Non pas que je ne reconnaisse

et n'admire la grandeur de cet effort. Plus que personne je respecte les précurseurs. Mais, justement parce qu'ils furent nos précurseurs, il est probable que nous les avons dépassés. Les mépriser serait d'une imbécile fatuité. Mais les imiter servilement serait d'une admiration docile un peu niaise. Croyez bien que s'il revenait parmi nous Diderot serait le premier à n'imiter pas Diderot, vu qu'il était peu imitateur.

J'entends bien que vous n'imiteriez pas servilement l'Encyclopédie. Vous avez de plus hautes ambitions : *Il faudra reprendre le mouvement de la pensée humaine depuis Kant jusqu'à Renan, en passant par Hegel, Comte et Marx. Il faudra reprendre le mouvement de la science de Laplace à Maxwell, en passant par Darwin, proposer les principaux résultats et les tendances principales au prolétariat qui veut vivre de la pleine vie et projeter sur l'univers une ardente lumière où les clartés de la pensée individuelle se mêleront à l'ardent rayonnement de la vie sociale. Cette organisation vivante d'une Encyclopédie socialiste sera une des plus hautes tâches qui s'imposeront demain à notre parti et à l'humanité.* Et vous revenez *à la belle conception moniste du citoyen Vaillant.* Je n'y reviens pas encore avec vous. Je reste à la première des *trois conditions* qui *sont nécessaires* pour *assurer, hâter la marche méthodique :*

1° Il faut qu'une philosophie générale, à la fois révolutionnaire et évolutionniste, se communique peu à peu à l'élite consciente du prolétariat, et de proche en proche au prolétariat tout entier. C'est cette Encyclopédie socialiste et prolétarienne dont je parlais plus haut, et sur laquelle je reviendrai.

Je me permets d'arrêter sur ces lignes l'attention des

censeurs. Pourquoi vous arrêter, m'a-t-on dit, à ces projets en l'air. Je réponds qu'ils sont sérieux, qu'ils vous tiennent à cœur, qu'ils sont dans le sens de toute une école en formation, qu'ils ont déjà reçu un commencement d'exécution. Quand on se permit d'intituler *histoire socialiste* une histoire contemporaine où devaient collaborer après vous et un peu sous votre direction tous les fragments de l'unité socialiste, bien peu de vos amis vous furent assez dévoués pour vous crier *casse-cou*. Vous recommencez donc, et vous aggravez. Je recommencerai aussi, et j'aggraverai. L'histoire n'est pas socialiste. Elle est historique. La philosophie n'est pas socialiste. Elle est philosophique. Et une véritable Encyclopédie ne sera pas socialiste. Il est déjà impossible qu'elle soit encyclopédique.

Je vous sais gré d'avoir dans le mouvement de la pensée humaine, outrepassant ce que vous nommez la pensée allemande, restitué Renan, Comte et Laplace. Mais ce légitime élargissement déjà fait éclater à nos yeux la variété des philosophes anciens, des philosophies devenues historiques. C'est usurper le passé commun de l'humanité que de vouloir y installer une laborieuse unité factice. Parce que vous êtes moniste en métaphysique et unitaire en politique, vous voulez arbitrairement que la pensée humaine soit, en ses travaux variés, la matière d'une histoire unitaire et moniste. Mais il vous serait beaucoup plus impossible, pour ainsi dire, d'accorder Kant et Renan, Hegel et Comte, Fichte et Spinosa, que de vous arranger avec le citoyen Vaillant. Car les grands philosophes aimaient leur liberté. C'est même un peu pour cela qu'ils furent de grands philosophes. Soyez assuré que s'ils vivaient parmi nous les cinq ou

six que vous avez nommés ne tiendraient nullement des congrès pour instituer le grand parti de l'unité philosophique. Mais ils vivraient librement, — et sans doute séparément, — leur vie. Librement, — et sans doute séparément, — ils feraient leur métaphysique ou leur physique ou leur philosophie. Professeur plus ou moins ignoré, ouvrier syndiqué en instruments de précision, répétiteur de mathématiques, ils travailleraient librement et non pas unitairement. La seule différence qu'il y aurait serait sans doute que la vie matérielle, indispensable, préliminaire, leur serait beaucoup plus pénible, parce que la société bourgeoise, où nous vivons, est plus dure pour le libre travail intellectuel que ne le furent la plupart des sociétés précédentes. Mais ne croyez pas qu'ils feraient des comités, tiendraient des séances, ouvriraient et fermeraient des sessions, proposeraient des motions, rédigeraient des ordres du jour, procéderaient à des scrutins. Toute l'économie de la liberté philosophique repose d'abord sur ce fondement : qu'un seul peut avoir contre tous raison, et même qu'il peut y avoir des temps où aucun n'ait raison. Les grands philosophes dont les vies dans l'histoire ont jointé n'ont en général manifesté aucun enthousiasme pour le travail en commun. Cela ne prouve pas que le travail en commun soit négligeable, mais cela me semble prouver que le travail en commun, comme le travail en retraite, a son domaine et ses convenances.

Il vous plaît que le mouvement de la pensée humaine soit un mouvement linéaire pour qu'il soit un mouvement unitaire, la ligne étant une. Il vous plaît de situer les grands philosophes et les grands savants à la queue leu leu comme les petits enfants des écoles. Il

vous plaît de vous représenter et de nous représenter les grands cœurs et les grands esprits comme attachés à réaliser un progrès continu de la pensée humaine où chacun serait le continuateur du précédent et le prédécesseur exact d'un nouveau continuateur. Cette imagination scolaire ne me paraît pas conforme à la réalité. Elle n'est pas conforme à l'idée que la plupart des grands philosophes ont eue d'eux-mêmes et de leur philosophie. A moins d'attribuer une assez grossière vanité à des hommes qui n'en paraissent pas tous capables, on est forcé de remarquer et d'accepter ce fait considérable, que la plupart des grands philosophes ignoraient ou méconnaissaient beaucoup de leurs prédécesseurs et beaucoup de leurs contemporains. Et encore ceux qu'ils n'ignoraient pas ou ne méconnaissaient pas, ils se les appropriaient souvent, les adaptaient, les adoptaient, les accaparaient un peu. Ils ne se considéraient pas comme les transmetteurs fidèles de la pensée humaine, comme les gardiens, comme les intendants de l'humanité. Ils n'avaient pour la plupart aucun soin d'assurer l'unité linéaire de la pensée humaine, l'unité de la pensée humaine à travers l'histoire. Tout au plus faisaient-ils aboutir à eux-mêmes ce qu'ils connaissaient de l'histoire de la pensée humaine. La plupart négligeaient de fabriquer cette singulière unité de la pensée humaine à laquelle vous tenez tant, parce que vous voulez préposer l'unité historique à l'unité socialiste et à l'unité métaphysique. Les grands philosophes n'ont pas pensé à continuer et à compléter leurs prédécesseurs, mais bien plutôt à les rafraîchir et à les renouveler. Ils n'ont pas pensé à se faire continuer et compléter par leurs successeurs, mais ou bien ils croyaient sincèrement tenir la vérité défini-

tive, au moins essentielle, ou bien ils pensaient, ils comptaient que les successeurs les traiteraient comme ils avaient traité eux-mêmes les prédécesseurs, ils comptaient qu'on les renouvellerait et qu'on les rafraîchirait. Vous eussiez sans doute surpris un homme comme Renan si vous lui aviez parlé de compléter Kant en passant par Hegel, Comte et Marx. Il était historien et connaissait mieux ces grands philosophes ou professionnels de la philosophie. Et il était avisé. Il connaissait mieux l'art et la philosophie et la vie même et sans doute il pensait qu'il faut, comme on dit, en prendre et en laisser. Vous n'en voulez pas laisser. Mais, qui trop embrasse, n'étreint pas.

L'humanité n'est pas un capitaliste avare qui entasse et superpose, monceau à monceau, strates sur strates, les trésors accumulés d'un savoir mort. Cette conception que vous avez n'est même pas tout à fait vraie de la science. Elle n'est nullement vraie de l'art. Elle n'est pas vraie de la philosophie. Même en science nous connaissons par l'histoire que les avancements se sont faits souvent par violence mentale, révolution intellectuelle, effraction, non pas seulement par la capitalisation lentement régulière des résultats modestes. L'introduction, ou l'intervention des différentielles en mathématiques n'a pas été la simple continuation d'une épargne ancienne. Sans doute les événements, les observations, les expériences, les faits se capitalisent — en capitaux parfois écrasants pour le savant ou l'historien —; mais l'interprétation ou la simple pénétration de la matière ainsi capitalisée peut avancer par soubresauts. Or une attentive analyse laisse voir que l'interprétation et la pénétration font partie des faits mêmes, qu'en un cer-

tain sens nous faisons les faits. A plus forte raison la philosophie avance-t-elle souvent par sursauts. Le véritable philosophe remet à chaque instant tout en question, ou du moins, si une entière instabilité est intenable, au seuil de sa méthode, au seuil de son enquête, au seuil de son œuvre, au seuil de sa vie enfin, au seuil d'un travail il remet tout en cause. Il utilise ou non ses prédécesseurs : c'est son affaire, sous sa responsabilité personnelle de philosophe. Il est évident qu'en fait il ne les ignore pas. Mais il est incontestable que sa philosophie est caractérisée d'abord parce qu'il remet tout en cause, absolument, et non parce qu'il utilise plus ou moins adroitement tel ou tel des anciens philosophes.

La condition préliminaire, indispensable, sans laquelle on peut devenir un historien de la philosophie, mais sans laquelle on ne peut pas, on n'est pas un véritable philosophe est qu'au moins une fois on ait tout remis en cause. Personnellement, sous sa responsabilité, à son compte, à ses frais, à ses risques. Pareillement on n'est pas un véritable artiste si l'on n'a pas remis en cause pour son compte les données antérieures. Mais, plus profondément que dans l'art, et plus profondément que dans la philosophie, on n'est pas un homme si dans la vie on n'a pas une fois tout remis en cause. Malheureux celui qui n'a pas au moins une fois, pour un amour ou pour une amitié, pour une charité, pour une solidarité, remis tout en cause, éprouvé les mêmes fondements, analysé lui-même les actes les plus simples. Malheureux et peu révolutionnaire.

Car c'est ici que vous jouez de male chance : les formes de la pensée, les formes de l'action que vous éliminez en accordant je ne sais quel monopole à quelle unité

de la pensée humaine sont justement celles qui sont exactement révolutionnaires. La science n'est pas révolutionnaire. Quand Zola répète que la science est révolutionnaire, il entend par là qu'elle fournit aux révolutionnaires les moyens les plus puissants de la révolution, et il entend que l'application des résultats scientifiques souvent conduit à des pratiques ou à des effets révolutionnaires. Mais la science pure n'est pas révolutionnaire. Elle n'est rien du tout, que scientifique, sincère et patiente. Elle ne peut nous donner que des renseignements, des indications, puisqu'elle n'est qu'une enquête poursuivie par l'humanité sur certains objets proposés de la réalité. Dès que l'on passe à l'action, dès que l'on quitte la connaissance pure, on fait de l'art, de la philosophie ou de l'action. C'est-à-dire que l'on remet en cause, et que l'on est révolutionnaire.

La science même est toute enveloppée d'art. Quand les incultes comme Vaillant parlent de science on croirait que l'univers est un mécanisme rigide, un jeu de ficelles. Mais quand, au lieu d'avoir affaire à des agrégés de philosophie, — je ne dis pas cela pour vous, je parle pour des agrégés de philosophie que je connais, qui sont tombés dans la sociologie, et qui veulent nous faire une sociologie plus raide que la mécanique des mécaniciens, — quand, au lieu d'avoir affaire à des agrégés de philosophie, on cause avec de véritables savants, avec de véritables arithméticiens, avec un véritable géographe, ou avec un naturaliste qui a poussé au delà du P. C. N. indispensable, on est tout surpris de voir comme le véritable savant est baigné d'art, comme les mathématiques sont harmonieuses, plastiques, intuitives, comme l'histoire naturelle suppose de

la souplesse et de la mobilité, comme en toute science les découvertes, les inventions et le jeu des hypothèses demande la fraîcheur, la nouveauté, le renouvellement, le rafraîchissement, — et ce fécond irrespect de la continuité, de l'unité de la pensée humaine que nous nommerons proprement le sentiment révolutionnaire.

Si nous sommes socialistes révolutionnaires, citoyen, c'est justement parce que, parvenus à l'âge d'hommes et n'écoutant plus nos maîtres, nous avons rompu en nous, chacun pour sa part d'homme et sous sa responsabilité, l'unité antérieure de la pensée humaine, ainsi qu'elle parvenait jusqu'à nous, c'est parce que nous avons remis en cause la société, le monde social, sans nous attarder à considérer que nous étions pauvres, faibles, ignorants, et que nos aînés étaient beaucoup savants. Nous avons remis en cause les actes les plus simples, les pratiques les plus coulantes, comme de manger, boire et dormir, d'acheter et de payer, d'aimer ou de n'aimer pas. Cette remise en cause nous a fait faire, n'en doutez pas, des découvertes merveilleuses. Non parce que nous faisons merveilles, mais parce que toute remise en cause révolutionnaire sera féconde en résultats.

Il m'a été donné de causer plusieurs fois quelques minutes avec Duclaux. Vous ne contesterez pas qu'il ne soit un véritable savant. On est tout surpris qu'il ait cette souplesse et cette mobilité. Ces hommes sont toujours prêts à douter de tout ce qu'ils ont fait, pourvu qu'on leur démontre que cela est douteux. Ils accueilleront toujours l'hypothèse nouvelle, pourvu qu'elle soit plus probable, eux-mêmes ils propageront l'idée nouvelle, pourvu qu'elle soit ou leur semble juste, quand même leurs trente ans de laboratoire en seraient inutili-

sés, quand même l'unité de leur vie en serait rompue. C'est en cela qu'ils sont profondément révolutionnaires. C'est pour cela que dans la vie publique ils donnent quand ils s'y mettent l'action profondément révolutionnaire que vous connaissez. Ils préfèrent la vérité à l'unité. Ou plutôt ils croient savoir ce que c'est que la vérité. Mais quand on leur parle de l'unité, ils se demandent ce que cela peut bien vouloir dire. Ils font profession de chercher et parfois ils trouvent la vérité. Ils ne cherchent pas l'unité pour elle-même. Péguy a depuis trois mois et publiera dans quelques semaines la sténographie de la leçon que M. Duclaux fit à l'*école des hautes études sociales* pour l'inauguration du cours préparatoire à l'enseignement des universités populaires. Vous y verrez comme l'auteur est peu préoccupé d'assurer l'unité de l'enseignement. Duclaux doit savoir un peu comme on doit enseigner les sciences. Bien loin qu'il veuille unifier l'enseignement, c'est-à-dire étendre à l'enseignement populaire les méthodes et les moyens de l'enseignement bourgeois, ou à l'enseignement primaire les moyens de l'enseignement secondaire, même en mathématiques ce révolutionnaire demande que l'on change, que l'on rompe l'unité, que l'on enseigne les mathématiques populairement pour les enseigner plus vraiment. Il ose ne pas respecter un mathématicien dont le nom s'impose à la plus jeune enfance. Vous verrez ça.

Le nom de *l'Encyclopédie* ne vous a-t-il pas abusé ? Fut-elle en son temps un monument de la pensée humaine, un répertoire de l'humanité ? Ne fut-elle pas plutôt une machine de guerre, lourde et redoutable ? Je n'ai jamais lu *l'Encyclopédie*. Mais j'ai entendu attentivement sur *l'Encyclopédie* les leçons soignées d'un

maître consciencieux. L'impression qui en ressortait n'était pas que ce dictionnaire d'articles fût un monument universel du savoir humain, de la pensée ou de la philosophie. J'ai lu le *discours préliminaire :* c'est la pauvreté même. Il n'y a là d'intéressant que la répartition des articles et les noms des collaborateurs. Les exemples que vous citez se retournent contre vous. Les grandes philosophies ou les grandes œuvres dont vous faites les chaînons de votre unité humaine sont l'œuvre de personnes individuelles. Ni Kant ni Renan n'étaient des congrégations, des syndicats, des collectifs. Et votre *Encyclopédie,* jusqu'où fut-elle œuvre collective ? Jusqu'où au contraire fut-elle individuellement l'œuvre de Diderot ? Eût-elle été sans l'incessante action individuelle de Diderot ? Ne vérifierait-elle pas cette loi que dans les œuvres collectives qui marchent il y a presque toujours *quelqu'un ?*

Pour faire cette Encyclopédie nouvelle vous demanderez des Encyclopédistes. Nous savons qui vous répondra. Si *l'Universitaire* avait quitté sa classe pour enseigner la vérité au peuple, s'il avait cessé d'enseigner les fils de bourgeois pour aller enseigner les fils du peuple, s'il avait quitté sa classe trop petite pour un auditoire plus vaste, nous lui eussions souhaité la bienvenue parmi nous. Mais dans *la Petite République* datée du vendredi 26 octobre 1900, nous avons lu avec beaucoup de peine cet article démagogique :

A BAS LA CALOTTE !

Dans les universités populaires. — A propos d'une conférence de l'abbé Denis. — Notre tactique envers les cléricaux

C'est encore la question de la liberté de l'enseignement que M. Deherme et son nouveau collaborateur, l'abbé

Denis, viennent de poser à la Coopération des idées. Nos camarades du faubourg Antoine se sont chargés de la résoudre avec autant de simplicité que de promptitude : ils ont mis le « curé » à la porte.

J'étais là. Tout s'est passé très honnêtement. J'étais venu pour entendre l'abbé Denis, curieux de savoir ce qu'il oserait nous dire sur le « rôle social du christianisme ». Et je me proposais de lui donner la réplique, de l'inviter en termes courtois à nous commenter deux ou trois articles du *Syllabus*. Mais j'ai pu me rendre compte, dès l'abord, qu'un débat contradictoire n'était pas nécessaire pour éclairer la religion des fidèles de l'Université populaire. Et je me suis réjoui de les entendre crier : « A bas la calotte ! » Quand il s'agit de réfuter la doctrine du bayado, je goûte fort les objections présentées sous cette forme vigoureuse et synthétique.

*
* *

Je sais bien ce que vont nous dire les gazettes bourgeoises, ce que nous a dit Deherme avant-hier, lorsqu'il nous a présenté le citoyen-curé :

« A la Coopération des idées, comme son nom l'indique, tout le monde a le droit de formuler sa pensée. On laisse à chacun le soin de comparer les opinions en présence, d'en apprécier la valeur et de se faire une conviction raisonnée. »

Là-dessus, Deherme nous a rappelé quelques phrases éloquentes d'un discours de Gabriel Séailles, et il en a conclu que nous devions écouter religieusement l'homélie de M. Denis. Je ne serais pas éloigné de croire que Deherme s'est mépris quelque peu sur la pensée de M. Séailles ; si l'éminent professeur avait entendu les commentaires dont la citation fut accompagnée, j'imagine qu'ils auraient pu lui paraître indiscrets. Quoi qu'il en soit, n'est-il pas très affligeant de voir que M. Deherme s'est laissé prendre aux sophismes des prétendus libéraux, et que son erreur risque de compromettre le succès de son œuvre ?

Il ne faut pas, en effet, que sous couleur de libéralisme, les cléricaux se paient notre tête, — fût-ce au prix de quelques actions d'un futur palais du peuple. Le prêtre qui nous

fait des avances nous invite à méditer la déclaration cynique de Veuillot : « Nous leur demandons la liberté parce qu'elle est dans leurs principes; nous la leur refusons, parce qu'elle n'est pas dans les nôtres. » Puisque nous sommes prévenus, tâchons de ne pas être dupes. Si cette phrase résume très exactement toute la politique cléricale, elle nous indique du même coup quelle attitude nous devons observer à l'égard du catholicisme. Cette attitude défiante et défensive n'est que trop justifiée. Puisque les cléricaux ne veulent pas de la liberté, ils ne sauraient prétendre qu'on la leur refuse. Ils se sont enlevé le droit de se plaindre. Comme le disait Ferry, dont j'aime à évoquer la mémoire, pour faire plaisir au *Temps :* « Il serait absurde et criminel d'avoir de la tolérance pour les intolérants. »

Non seulement Deherme ne s'est pas conformé à son programme, comme il paraît le croire, mais encore il s'est mis en contradiction flagrante avec ses principes. A l'Université populaire du faubourg Antoine, l'on expose librement toutes les idées. C'est fort bien. Mais cela ne peut vouloir dire qu'une chose : qu'on accueille avec la même sympathie tous ceux qui se présentent et qui parlent *au nom de la raison*. Or, de son propre aveu, le catholicisme n'est-il pas la négation brutale de tout ce qui est rationnel? N'est-ce pas l'absurdité même érigée en dogme ? Nous autres, nous parlons raison ; et nous ne pouvons nous entretenir avec ceux qui ne parlent pas notre langue.

C'est pourquoi je me joins à Maurice Bouchor pour supplier Deherme de ne pas confondre l'esprit et le Saint-Esprit. Qu'il ouvre largement sa porte à ceux qui viennent lui apporter ou lui demander de la lumière ; mais qu'il la ferme à ceux qui viennent pour souffler sur le flambeau. « A bas la calotte ! » signifie : « A bas l'éteignoir ! »

Sans doute il n'eût pas été sans élégance de dire à l'abbé Denis :

— Admirez notre tolérance. Jamais vous n'auriez permis à un libre penseur de prendre la parole dans votre église. Mais nous autres, nous sommes d'esprit plus large et plus généreux : nous consentons à vous écouter. Reconnaissez de bonne grâce que c'est nous qui mettons en pratique le

précepte de votre Christ : C'est nous qui rendons le bien pour le mal ».

N'est-ce pas là ce qu'a voulu Deherme ? Je suppose que s'il a sollicité ou accepté le concours de cet ecclésiastique, c'est moins par faiblesse que par coquetterie. Mais le moment est-il bien choisi pour flirter avec l'Église ? Ce n'est pas à l'heure où les cléricaux rôdent autour des universités populaires et cherchent à s'y glisser sournoisement « afin d'en modifier l'esprit », qu'il convient de leur ouvrir les bras et d'essuyer leur baiser Lamourette.

On a crié, l'autre soir : « Il ne faut pas introduire le loup dans la bergerie ». N'exagérons rien : Je suis tout disposé pour ma part à considérer l'abbé Denis comme un loup très redoutable ; mais j'ai pu me convaincre, avant-hier, que nos camarades du faubourg ne sont pas prêts encore à se laisser dévorer.

***

Il ne saurait y avoir d'équivoque sur le sens de leurs protestations. Le peuple n'a pas assez de loisirs pour écouter les théologiens. Il est un petit nombre de vérités acquises, de postulats qu'il est inutile de remettre sans cesse en question. En venant à l'Université populaire, l'abbé Denis perd son temps, et le nôtre.

D'ailleurs, voilà bientôt deux mille ans que les gens d'Église ont la parole ; nous commençons à savoir ce qu'ils ont à nous dire. Et ils ont encore assez de chaires pour le répéter à ceux qui désirent les entendre. S'ils veulent nous permettre d'aller chez eux leur donner la réplique, s'ils invitent Jaurès ou Pressensé à venir exposer la doctrine socialiste aux fidèles de Saint-Sulpice ou de Notre-Dame, alors nous serons charmés de leur rendre leur politesse. D'ici là, que les cléricaux ne s'étonnent point si dans nos rapports avec eux nous leur faisons l'honneur d'adopter la politique cléricale.

Un Universitaire

Je ne veux pas traiter incidemment l'incident Deherme. Je crois que cette affaire, oubliée aujourd'hui,

mais qui reviendra sous quelque forme, reste moralement la plus grave et la principale de toute cette année. Je ne connais pas Deherme. Je ne connais pas bien son affaire. Je me renseignerai là-dessus. Mais j'attire l'attention des honnêtes gens, de vous, de l'Universitaire, qui est un honnête homme, sur le ton de cet article. Écrit par un polémiste, il serait inquiétant, mais habituel. Écrit par un universitaire il est déplorable. Je vous le dis en vérité, Jaurès : toutes les fois que la parole articulée est couverte par du bruit, par de la clameur inarticulée, quand même la parole serait celle de nos pires ennemis, et quand même la clameur serait de nos amis, pour qui sait voir au fond, c'est nous qui sommes vaincus.

Les symptômes se multiplient. Aveugle qui ne les voyez pas. Dans *la Petite République* datée du mercredi 9 janvier 1901 le même *Universitaire* écrit :

En revanche, ce qui me déplaît dans le manuel de M. Brunetière — que, par un orgueilleux hommage à son maître Bossuet, il qualifie lui-même de *Discours sur l'histoire de la littérature* — c'est qu'il nous apparaît comme une manière d'appendice au *Discours sur l'histoire universelle ;* ce qui m'effraie, c'est qu'il est animé du même esprit sectaire et qu'il pourrait porter le même sous-titre : « Pour expliquer la suite de la religion » ; ce qui me paraît monstrueux, c'est qu'un professeur laïque, dont le premier devoir est d'apprendre à ses élèves la valeur et le bon usage de la raison, s'applique insolemment à convaincre la raison d'erreur, d'imposture et d'imbécillité...

Crime de haute trahison, s'il en fût ! Et je n'exagère point. Esterhazy, révélant à Schwarzkoppen le mécanisme du 120 court, fut-il plus coupable en vérité que ce maître de conférences à l'École normale et au Vatican, qui prétend livrer à l'Église l'âme de la jeunesse française ?

Je vous le demande Jaurès, vous qui avez des premiers mesuré pour nous le crime d'Esterhazy, admettez-vous que la trahison de M. Ferdinand Brunetière soit identique à la trahison du commandant comte? Si, comme je le crois, *l'universitaire* est sérieux, si vraiment le crime de M. Brunetière est comme le crime de M. Esterhazy, le même crime emporte la même sanction et vous apercevez le chemin qui mène au bûcher des livres, en attendant le bûcher des auteurs. Si *l'universitaire* n'est pas tout à fait sérieux, de quel droit n'écrit-il pas sérieusement pour le peuple qui lit sérieusement son journal?

Ailleurs que chez vous les symptômes se multiplient. La manie de la persécution et la manie des grandeurs qui altèrent la mentalité de Gohier y exercent des ravages croissants. Vous avez connu la brutalité toute militaire avec laquelle hier et naguère il a traité un homme comme Jean Grave. Dans *l'Aurore* du mardi 5 février il écrivait :

Puisqu'on exige, pour appliquer la loi contre la soutane, que l'exhibition de la soutane soit un sujet de scandale et une cause de désordre, rien n'est plus facile que de remplir cette condition.

Dans les communes où la municipalité est assez républicaine pour prendre les arrêtés dont il s'agit — la majorité des électeurs est assez républicaine pour en faciliter l'exécution.

Que les anticléricaux fassent donc le nécessaire.

Qu'on voie des frocs et des soutanes dans les cabarets les plus bruyants, dans les établissements les plus mal famés. Que tous les ivrognes arrêtés sur la voie publique se trouvent, comme par hasard, affublés d'une soutane. Que l'apparition d'une soutane excite dans le village, comme

par enchantement, les hurlements des chiens et les huées des galopins.

Les juristes les plus exigeants seront satisfaits, et le maire interviendra dans la plénitude de ses pouvoirs.

Vous savez lire assez pour que ces lignes se passent de commentaires. Des quotidiens ces mœurs ont débordé dans les revues, qui, par leur institution même et par leur clientèle, avaient quelque tenue encore. Dans *la revue blanche* du premier avril 1900 François Daveillans publiait cette *note politique et sociale*. De tout ce que l'on a publié de cynique sur l'amnistie, cette note est ce qu'il y a de plus cynique. C'est sur elle et sur son auteur que retombe le plus lourdement la lettre de Zola et l'irréprochable lettre du colonel Picquart. Je vous reproduis cette note :

Il conviendrait de l'aborder une bonne fois entre dreyfusards de l'avant-veille, entre dreyfusards violents et intransigeants — dont je suis, — mais j'entends de l'aborder autrement que par des ululements ou des rodomontades, ou autrement aussi que par des silences et des abstentions. Il faut voter oui ou non et donner de son vote *des raisons*.

1° Notre cause nous autorise-t-elle à y sacrifier des innocents ? Voilà sur quoi d'abord il faut se prononcer. Je compte nos otages. Puisque, n'est-ce pas ? nous avons confiance dans la partialité de la justice militaire et que même un ministre de la guerre dreyfusard, lui ordonnant, par innovation, d'être effectivement une justice, ne serait pas obéi, le colonel Picquart, s'il arrive devant le conseil de guerre qui le menace, recevra de deux à cinq ans de prison. Puisque nous comptons sur un jury nationaliste à Versailles, Émile Zola, qui n'aura pas dans sa poche un ordre écrit donné par le ministre aux juges d'Esterhazy, n'aura pas fait la preuve et recevra peut-être bien un an de prison. Puisque nous nous défions, par expérience, du jury possible à Paris

même, nous devons tenir pour possible une année de prison à Joseph Reinach. Avons-nous le droit, non de laisser accomplir, mais de *faire* accomplir le sacrifice qu'offrent ces hommes à notre cause?

2° Les compensations à ce sacrifice, que maintenant je suppose s'accomplissant (avec ou sans notre aveu), valent-elles? Comptons. Le général de Boisdeffre, le général Gonse, le général de Pellieux, le général Chamoin, le colonel Maurel, le commandant Lauth, l'archiviste Gribelin, — j'en passe, — pour les divers crimes, faux témoignages, faux et complicité de faux, falsification de dossiers judiciaires, collusion, etc., dont ils peuvent être accusés, sont justiciables de conseils de guerre. C'est assez dire. Faut-il ajouter qu'en l'espèce ces « tribunaux » seraient d'autant plus suspects qu'ils se composeraient d'officiers plus élevés en grade? D'autre part, il nous répugnerait (car nous avons eu et nous aurons de ces délicatesses), de faire abolir la compétence des conseils de guerre en matière de droit commun, par une loi qui, pour être justifiable en équité et applicable en droit, n'en coïnciderait pas moins trop étroitement avec la circonstance. Et obtiendrions-nous cette loi? Reste le général Mercier, qui pourrait être déféré à la haute Cour. Mais outre que cette procédure, sans précédent depuis notre constitution présente, serait par suite aléatoire, quels griefs seraient invoqués pour la poursuite ? La communication de pièces secrètes à des juges, qui est sans doute un crime abominable, a le défaut de n'être pas expressément prévue par notre Code. Ici, en matière de pénalité et non plus de procédure, une loi ne pourrait rétroagir sans violer un principe fondamental de droit public. Alors quoi? Faux et usage de faux (usage du texte inexact de la dépêche Panizzardi)? Ou quoi encore?

Ce qui n'est pas chanceux, ce qui ne dépend pas d'une déficience regrettable de la loi, c'est que cet homme, pour la plupart des consciences que nous connaissons, est, de toute certitude, de toute conviction, un criminel. Eh bien ne peut-il pas purger, par nous seuls, au milieu de nous, une peine plus redoutable qu'aucun code ne pourrait lui en infliger? Avez-vous déjà rencontré cet homme, dans une

rue, l'œil fuyant et malgré tout inquiet, le dandinement de la démarche trop « crâne » pour n'être pas affecté ? Cet homme, je vous le dis, a peur de se sentir reconnu, reconnu de ces passants, de ces enfants qu'il ne connaît ni ne reconnaît, lui, — et qui ont la conscience tranquille. Nous, simples citoyens, de notre propre et légitime autorité, nous pouvons à nous tout seuls décider, et, par des portraits répandus, par des conférences, par une vaste publicité édificatrice, nous pouvons à nous tout seuls faire exécuter ce châtiment du général Mercier : *que partout, que toujours il soit reconnu.*

3° Les questions, ainsi qu'elles sont posées actuellement, le sont-elles au mieux de notre cause ? Les dreyfusards qui, dans l'affaire Dreyfus, n'ont vu que Dreyfus ne comprendront pas ce doute. Je m'adresse aux autres. Il est entendu que le capitaine Dreyfus ne peut être dépouillé de son droit d'homme, du droit de se démontrer innocent et se réhabiliter légalement. Dès lors, avons-nous lieu de consacrer une ou plusieurs années de lutte, à démontrer que le colonel Picquart n'a pas livré le dossier Boulot et n'a pas trahi le secret des pigeons-voyageurs ? Avons-nous chance, sur le reste de l'histoire, ou sur le principal même, d'arriver je ne dis pas à ce que la vérité totale apparaisse, mais seulement à ce que la part de vérité conquise à ce jour soit reconnue vérité par des adversaires rivés à leur mauvaise foi ou à leur imbécillité ? Avons-nous chance d'entraîner, à l'œuvre de cette conversion impossible, la masse républicaine du pays ? — Par contre je vois notamment une autre position de la question. Des jésuites et de nous, eux sont de trop, ou bien nous, dans le même pays, pour la même « république ». Ici le terrain est large, ici il est solide, ici nous serons suivis. « Allons-y ! »

François Daveillans

Je ne m'attarde pas à vous commenter cette note. Vous savez encore lire. Je vous l'ai reproduite parce qu'elle représente exactement la mentalité de vos prochains encyclopédistes. L'auteur est un homme impor-

tant, le plus important de vos jeunes encyclopédiques. Il est agrégé de philosophie. Reçu premier, je crois. Il est l'un des quatre auteurs de l'*histoire des variations de l'État-Major*. Il y aurait à écrire une lamentable *histoire des variations des auteurs et des lecteurs de l'histoire des variations de l'État-Major*. Enfin c'est quelqu'un dont M. François Simiand a la plus haute opinion. Dans *la revue blanche* du premier février 1901, sous ce titre : *ce que comprendront les électeurs*, il publiait cette leçon d'immoralité politique. Je vous répète que l'auteur a de hautes ambitions et vous me direz si votre conscience d'honnête homme est rassurée.

Saisis, bon gré mal gré, de la question par le vote de la Chambre qui impose à leur attention, dans tous les coins du pays, les grandes affiches blanches portant le discours de M. Waldeck-Rousseau, les électeurs vont-ils s'initier à la controverse subtile des jurisconsultes, prendre parti pour ou contre « la cause ou l'objet contraire à l'ordre public », et avoir une opinion précise sur le droit commun ou le droit d'exception applicable aux congrégations religieuses ?

Leur jugement, sans doute, sera moins technique et plus simple. Les uns jugeront que « la République » déclare la guerre à « la Religion », c'est-à-dire à leur religion, au catholicisme. Les autres jugeront que « l'Esprit moderne » entame une nouvelle lutte avec « l'Esprit du passé ». Faut-il respecter ou bien faut-il, une fois de plus, essayer d'entraver le catholicisme militant en France ? Voilà la question sur laquelle se comptera la majorité.

Les députés peut-être nuancent un peu davantage leur jugement, et peut-être s'arrêtent un peu plus à des scrupules de doctrine, par conscience illusoire de législateurs dont le grossier empirisme s'imagine volontiers être et développer un système rationnel de principes. Mais, en gros, les députés *représentent* assez exactement le simplisme des électeurs.

Que nous en ayons regret ou non, il ne dépend pas de M. Waldeck-Rousseau que la volonté démocratique, dont, en cette affaire, il tire sa force et son élan, soit soucieuse et ravie de fonder une belle construction juridique. Là n'est pas son œuvre. Elle est d'abattre le jésuitisme et de fortifier la démocratie. C'est affaire aux avocats de trouver les raisons de parade derrière lesquelles l'intérêt de conservation, ayant encore des timidités à affirmer purement et simplement sa légitimité, abrite volontiers sa défense, et de choisir les formules honnêtes qui, revêtues de la généralité de la loi, assureront les fins poursuivies dans le cas présent, sans risquer pour l'avenir, d'en compromettre d'autres, également chères et également fondées.

Mais que, par amour de leurs fictions réalisées, et par superstition de leurs systèmes inadéquats à la vie concrète du droit et des mœurs, ces délégués à la formule juridique aboutissent à gêner les mouvements de la démocratie elle-même alors qu'ils ont pour seule mission de gêner ceux de ses adversaires, voilà ce que la volonté démocratique ne comprendra et ne supportera pas. Le but ne sera pas, par nous, subordonné aux moyens.

Il faut espérer, pour la part du but qui nous est commune, et pour le succès de l'œuvre totale, amorcé ou compromis au premier détail, que les divergences pressenties dans le bloc de la majorité, dont le cabinet Waldeck-Rousseau a jusqu'ici mérité et obtenu l'appui, sauront s'atténuer et devenir entente nouvelle et meilleure, assez vite et assez tôt pour que le commun et attentif adversaire soit une fois encore déçu.

François Daveillans

LIBRAIRIE DES CAHIERS

Étant donné qu'à partir du quatrième cahier inclus nous avons cessé d'envoyer nos cahiers à tous ceux de nos nouveaux abonnés éventuels qui n'avaient pas accepté nos reçus, André Bourgeois a fait depuis les envois suivants :

	Quatrième cahier (1)	Cinquième cahier	Sixième cahier (2)
Paris	484	480	475
Seine	58	66	70
Seine-et-Oise	32	33	37
Départements.	715	711	711
Belgique et autres pays.	187	177	67
En tout . . .	1476	1467	1360

La baisse brusque de la *Belgique et autres pays* pour le sixième cahier vient de ce que nos reçus ne nous sont revenus de ces pays qu'après l'envoi du cinquième cahier.

Dans les nombres que nous donnons ci-dessus comptent quelques abonnés éventuels. Nous continuons en effet à recenser les citoyens qui dans *l'Aurore* font publier leur protestation contre *l'amnistie scélérate* et nous leur envoyons éventuellement nos cahiers. Nous prions ces derniers abonnés éventuels de vouloir bien nous manifester sans retard leurs intentions.

---

(1) *Les Intellectuels devant le socialisme.*

(2) *Danton.*

Nous supprimons rigoureusement l'envoi des cahiers à tous ceux de nos anciens abonnés qui, n'ayant pas accepté nos reçus de réabonnement, ne nous ont pas au moins écrit pour nous manifester leurs intentions.

Nos finances restent lourdes. Je ne puis en donner l'état aujourd'hui. Le mouvement des fonds, entrées et sorties, est si considérable qu'un état de situation, arbitrairement daté, n'aurait aucun sens. Au moment où nous avons commencé la deuxième série, deux méthodes se présentaient : la méthode petite-bourgeoise et la méthode révolutionnaire. Sur les quatre cents abonnés fermes que nous avions alors, nous étions assurés que plus de la moitié nous resteraient fidèles. Nous pensions aussi que près de la moitié ne demandaient qu'à nous quitter. Je ne veux pas faire incidemment l'histoire de nos cahiers. Il y faudra tout un cahier. Cette histoire sera une sérieuse contribution à l'histoire de l'action et de la pensée contemporaine. Je ne puis pourtant pas m'empêcher de dire que si nous n'avions pensé qu'à nos anciens abonnés, fidèles ou non, nous eussions fait beaucoup moins de dépense, mais nous fussions morts peu à peu d'inanition. Je conterai quelque jour comment nous fîmes un effort vraiment révolutionnaire pour sortir de nos anciens abonnés, comment cet effort audacieux fut soutenu par une infatigable sûreté d'exécution, comment le public, ou plutôt comment les différents publics répondirent, comment ce lancement devint une enquête véritable.

Nous avons donc dépensé beaucoup d'argent, tout en réduisant nos frais au minimum strict. Nous avons ainsi

obtenu un personnel d'environ 1.200 abonnés fermes, répartis ainsi à peu près :

deux à trois cents abonnés gratuits ;
cinq à six cents abonnés de propagande ;
quatre à cinq cents abonnés ordinaires ;
quelques abonnés de souscription.

Dès à présent nos cahiers se suffiraient à eux-mêmes si nous ne servions pas des abonnements gratuits. Ce qui revient à dire que, les abonnements ordinaires se suffisant à eux-mêmes, les abonnements de souscription et les souscriptions mensuelles compensent pour nous le poids dont nous grèvent les abonnements de propagande. Mais nous sommes décidés à épuiser nos finances plutôt que de renoncer à servir des abonnements gratuits. Les pauvres ont droit à l'enseignement de la vérité. Sans commencer incidemment le cahier que je ferai sur l'institution des cahiers, je veux dissiper un malentendu. — *En quoi*, m'a-t-on dit, *vos cahiers peuvent-ils servir aux instituteurs ?* — Nos cahiers ne vont pas *aux instituteurs*. Nos abonnements gratuits ne sont pas servis *aux instituteurs*, pas plus que nos abonnements de propagande ne vont *aux répétiteurs* et nos abonnements ordinaires *aux professeurs*. Dans l'état présent des institutions et des esprits, nos cahiers ne vont jamais qu'à des individus, ou, pour parler exactement, à des *personnes*. Ces personnes sont en majorité universitaires, pour des raisons que je dirai. Mais de jour en jour nous débordons l'université. De jour en jour nous débordons sur les métiers qui ne sont pas universitaires. Nous servons nos abonnements gratuits à deux ou trois cents personnes, à des instituteurs, à des militants obscurs, pauvres, qui, par des lettres

écrites soit à nous soit à M. Émile Boivin, secrétaire des *Journaux pour tous*, ont prouvé qu'ils pouvaient lire utilement nos cahiers, ou qui nous étaient recommandés par de sérieuses références. La plupart de nos abonnés gratuits nous assurent que nos cahiers sont beaucoup lus autour d'eux et voyagent en pays abandonnés.

Sur demandes fortement motivées, nous avons gardé quelques abonnements entièrement gratuits.

Décidés que nous sommes à garder toutes nos charges, nous demandons que nos abonnés nous procurent les moyens d'équilibrer nos budgets.

Plusieurs de nos abonnés gratuits ont d'eux-mêmes souscrit des abonnements de propagande. Nous nous permettons d'attirer l'attention de nos abonnés gratuits sur leur situation. Nous les prions d'examiner, chacun sous sa responsabilité, s'ils peuvent ou s'ils ne peuvent pas devenir pour huit francs abonnés de propagande.

Nous maintenons à deux francs l'abonnement gratuit. Nos *anciens* abonnés gratuits nous doivent ces deux francs depuis le commencement de janvier, pour la deuxième série.

Nos abonnés de propagande n'ont pas tous payé leur abonnement à la deuxième série. Nous prions ceux qui sont en retard de vouloir bien s'acquitter. Un tiers environ de nos abonnés de propagande pourraient souscrire un abonnement ordinaire. Nous nous permettons d'attirer leur attention sur cette situation. Nous les prions d'examiner, chacun sous sa responsabilité, s'ils peuvent ou s'ils ne peuvent pas devenir pour vingt francs abonnés ordinaires.

Cependant nous attirons l'attention de tous nos amis sur l'avantage que nous avons à ce que de *nouveaux* abonnements de propagande soient souscrits. Sans doute le prix de l'abonnement de propagande est très sensiblement inférieur au prix de revient, mais, les frais généraux, la composition, la correction, la mise en pages, la mise en train demeurant les mêmes, l'introduction de tout nouvel abonnement fait baisser le prix de revient pour chaque exemplaire. Tout industriel et tout commerçant me comprendra. Nous avons donc intérêt financier à ce que nos anciens abonnés nous fassent des abonnements nouveaux, fût-ce des abonnements de propagande.

C'est dire que nous avons le même intérêt à ce que nos abonnés de propagande ne se désabonnent pas, sous prétexte que leur abonnement nous était onéreux. Un abonné de propagande qui se désabonne, en faisant monter le prix de revient, nous devient plus onéreux encore.

Quelques abonnés de propagande ont eu la délicatesse de nous dire : Mon cher Péguy, je ne suis pas socialiste. Je ne veux pas rester à charge à une institution socialiste. Je m'en vais. — Pour la raison que j'ai indiquée ils nous laissaient en partant une charge plus lourde. Et ils cédaient à un sentiment mal entendu. *Abonnement de propagande* ne veut pas dire *prix doux pour les amis*. Au contraire, et sauf exceptions, nos meilleurs amis nous paient le plus cher. *Abonnement de propagande* veut dire abonnement pour la propagande, et nous croyons que la propagande s'exerce le plus utilement parmi ceux qui ne sont pas convertis.

Nos abonnés ordinaires n'ont pas tous payé leur abonnement à la deuxième série. Nous prions ceux qui sont en retard de vouloir bien s'acquitter.

Nous avons eu quelques abonnés de souscription à la première série. Nous espérons qu'ils nous continueront leur abonnement. Nous avons peu de ces grands abonnements. Depuis que nous sommes institués nous n'avons pas reçu un sou des républicains honnêtes qui subventionnent les autres institutions de propagande républicaine. Je ne ferai pas de démarches. Mais je me permets d'attirer sur cette situation l'attention des intéressés, de ceux qui les approchent.

Je répète que je n'admets pas que l'on ne soit pas abonné aux cahiers, quand on le peut. Non pas que j'en veuille aux innombrables citoyens qui ne sont pas abonnés. Mais quelques amis anciens et anciens camarades m'ont dit : Mon cher Péguy nous avons résolu d'ignorer tout à fait tes cahiers. Nous ne t'en gardons pas moins notre vieille amitié. — Cette vieille amitié me sembla de même qualité que la vieille gaieté française.

Nous savons que beaucoup de personnes lisent nos cahiers de mains en mains, sans s'abonner. Nous nous permettons d'attirer de nouveau leur attention sur ce que cet usage a de parasitaire.

Mais l'expérience et le calcul ont démontré que la principale force de nos cahiers leur viendrait des souscriptions mensuelles. Nous avons tous des budgets mensuels. Nous devons constituer aux cahiers un budget mensuel régulier.

Quand je fondai les cahiers, plusieurs amis anciens me dirent : Mon cher Péguy nous refusons formellement de t'accorder aucuns subsides, car ce serait encourager une institution qui ne peut durer. Ce serait mal administrer nos finances, et te servir de mauvaise amitié. — Aujourd'hui que nos cahiers non seulement durent mais sont de toutes les institutions socialistes, révolutionnaires, libertaires, libérales, républicaines, la plus viable — avec *Pages libres* — je prie formellement ces quelques anciens amis de vouloir bien nous dire nettement s'ils entendent garder la même attitude.

J'avoue que j'ai toujours mieux aimé la simple amitié de ces amis anciens et nouveaux, qui, au lieu de faire leurs maîtres d'école, vinrent bonnement au secours de toutes leurs forces. Les cahiers ont vécu par eux. Ils ont fait l'appoint indispensable. Je ne ferai aucun tort à nos confrères en affirmant que jusqu'ici aucune revue socialiste ou libertaire, que pas une seule publication socialiste ou libertaire n'a vécu de ses abonnements. Toute publication socialiste ou libertaire qui vit a derrière elle ou des affaires, bonnes ou mauvaises, propres ou non, ou des libéralités individuelles ou collectives, ou la générosité d'un capitaliste honnête ou non, ou la générosité d'un groupe. Nos cahiers ont derrière eux un syndicat d'amitiés. Plusieurs de nos amis, pauvres, ont versé régulièrement et versent au budget des cahiers des mensualités de un — deux — trois — cinq — huit — dix — vingt — et vingt-cinq francs. Si l'on veut bien penser que ces sommes considérables sont prélevées sur des traitements de professeurs, de répétiteurs, d'étudiants, sur des bourses de licence ou d'agrégation, sur le produit de leçons particulières, on admettra qu'un

dévouement si parfaitement administré donne aux cahiers une force unique.

Malheureusement ces dévouements ne sont pas assez nombreux. Nos amis immédiats finiraient par succomber sous la charge librement assumée. Je demande instamment qu'il se révèle des vocations amies. Dans un personnel aussi nombreux, parmi douze cents abonnés fermes, il est impossible qu'il ne se lève pas une centaine environ de syndicataires. Plusieurs de nos nouveaux abonnés ont eu d'eux-mêmes cette intention. D'autant plus que cette souscription se confond au besoin avec l'abonnement. Des abonnés gratuits, des abonnés de propagande, des abonnés ordinaires nous ont écrit : Monsieur je suis trop pauvre pour vous envoyer d'un coup huit ou vingt francs. Mais si vous le voulez je vous enverrai un franc — ou deux francs — tous les mois. Non seulement nous le voulons bien, mais nous aimons beaucoup ces abonnements.

Plusieurs amis anciens et anciens camarades m'ont dit : Je suis partagé entre trente-six institutions. Il n'y a pas de raisons pour que je fasse pour les cahiers plus que pour n'importe quelle institution. — Je crois au contraire que mes camarades et mes amis doivent donner plus aux cahiers. Il faut que chaque institution ait pour la nourrir et pour la protéger un entourage d'amis personnels. Quand je demande que les amis des cahiers fassent plus pour les cahiers, je sous-entends que les amis de Guieysse fassent plus pour *Pages libres,* les amis de Lagardelle plus pour *le Mouvement Socialiste,* et les amis de Vaughan plus pour *l'Aurore,* et ainsi de suite. Il est indispensable que chaque institution libre ait un entourage d'amis consciencieux, et que

ces amis soient assurés qu'une souscription mensuelle régulière à une publication soignée est d'une action plus efficace à beaucoup près qu'une accumulation de parlements.

A ceux de nos abonnés qui nous ont demandé comment se partager entre les institutions libres nous donnerons dans le neuvième cahier des indications utiles.

On n'attend pas que je présente incidemment la justification des cahiers. Chacun des reproches que l'on nous a faits demanderait au moins un cahier. Nous respectons nos abonnés : jamais nous ne traiterons en cinq sec les questions importantes. L'introduction des romans, poèmes et drames, le choix des documents et contributions, les annonces, les communications, les conférences demanderaient des cahiers entiers. D'ailleurs nous ne voulons pas employer tous nos cahiers à démontrer que nos cahiers ont raison. Nous aimons mieux vivre, agir, produire. Je ne retiens qu'un point : plusieurs de nos abonnés nous avaient demandé que nos cahiers devinssent un peu plus primaires. Nous les renvoyons à *Pages libres.* L'institution de cette revue hebdomadaire nous permet de continuer à travailler exactement dans le sens où nous avons commencé. Nous sommes heureux d'annoncer à nos abonnés que *Pages libres* a passé récemment ses 1100 abonnés, qu'il reçoit un abonnement régulièrement et rapidement croissant, qu'il aura bientôt passé les *cahiers* même, et que dès lors il sera la première des revues libres pour le nombre des abonnements.

A partir du 10 mars nous ferons présenter des reçus par la poste à ceux de nos abonnés qui ne nous auront pas manifesté leurs intentions. Nos reçus sont en géné-

ral calculés de manière que nos abonnés de propagande paient leur abonnement en trois ou quatre mensualités de deux ou trois francs, et que nos abonnés ordinaires paient le leur en quatre mensualités de huit, quatre, quatre et quatre francs. Nous ne faisons d'exceptions que pour ceux de nos abonnés que nous connaissons personnellement.

Enfin nous fondons *la librairie des cahiers,* c'est-à-dire que nous faisons pour nos abonnés la commission de *tous* les livres. Nous réservons rigoureusement ce service à nos abonnés.

Nous avons en librairie une puissance d'achat assez considérable. Nous n'avons plus aucune raison de porter ailleurs les avantages de cette clientèle. Nos cahiers ont besoin d'argent. Nous devons leur donner tout l'argent que nous pouvons. Les bénéfices de la *librairie* seront versés intégralement au budget des cahiers.

Nous donnerons dans le neuvième cahier tous les renseignements nécessaires sur le fonctionnement de cette librairie.

Le huitième cahier sera le *Bacchus* de notre ami Lionel Landry. Nos abonnés savent que notre ami est en Chine. Je lui avais promis de lui faire une édition rouge et noire, comparable à de belles éditions anglaises qu'il aime. Je ne puis tenir cette promesse. Il me pardonnera. Nous avons dû corriger les épreuves sans lui. De grosses difficultés d'orthographe se présentaient pour les noms propres. Il fallait passer des noms grecs aux noms français par des variations voulues. Nous avons fait pour le mieux.

Un des beaux livres du monde est *le roman de Tristan et Iseut* comme l'a reconstitué M. Joseph Bédier. L'auteur clôt son travail par cette présentation :

Seigneurs, les bons trouvères d'antan, Béroul, Thomas de Bretagne, et monseigneur Eilhart et maître Gottfried, ont conté ce conte pour tous ceux qui aiment, non pour les autres. Ils vous mandent par moi leur salut. Ils saluent ceux qui sont pensifs et ceux qui sont heureux, les mécontents et les désireux, ceux qui sont joyeux et ceux qui sont troublés, tous les amants. Puissent-ils trouver ici consolation contre l'inconstance, contre l'injustice, contre le dépit, contre la peine, contre tous les maux d'amour !

Vient de paraître chez Calmann Lévy, éditeur

HISTOIRE CONTEMPORAINE

MONSIEUR BERGERET
A PARIS

PAR

ANATOLE FRANCE

Pris dans nos bureaux ou franco à domicile à Paris	3 francs

Franco à domicile en province ou à l'étranger :

Seul ou dans une commande inférieure à onze francs	3 francs 50
Dans une commande égale ou supérieure à onze francs	3 francs

La série de l'*histoire contemporaine* est ainsi portée à quatre volumes :

I. — L'Orme du Mail.
II. — Le Mannequin d'Osier.
III. — L'Anneau d'Améthyste.
IV. — Monsieur Bergeret à Paris.

Les quatre volumes, dans nos bureaux ou franco à domicile, 12 francs.

Vient de paraître chez Fasquelle, éditeur, dans la Bibliothèque Charpentier

LA VÉRITÉ EN MARCHE

PAR

ÉMILE ZOLA

La vérité est en marche
et rien ne l'arrêtera.

PRÉFACE

Je crois nécessaire de recueillir, dans ce volume, les quelques articles que j'ai publiés sur l'affaire Dreyfus, pendant une période de trois ans, de décembre 1897 à décembre 1900, au fur et à mesure que les événements se sont déroulés. Lorsqu'un écrivain a porté des jugements et pris des responsabilités, dans une affaire de cette gravité et de cette ampleur, le strict devoir est pour lui de mettre sous les yeux du public l'ensemble de son rôle, les documents authentiques, sur lesquels il sera permis seulement de le juger. Et, si justice ne lui est pas rendue aujourd'hui, il pourra dès lors attendre en paix, demain aura tout le dossier qui devra suffire à faire la vérité un jour.

Cependant, je ne me suis pas hâté de publier ce volume. D'abord, je voulais que le dossier fût complet, qu'une période bien nette de l'affaire se trouvât terminée;

et il m'a donc fallu attendre que la loi d'amnistie vînt clore cette période, en guise de dénouement tout au moins temporaire. Ensuite, il me répugnait beaucoup qu'on pût me croire avide d'une publicité ou d'un gain quelconque, dans une question de lutte sociale, où l'homme de lettres, l'homme de métier tenait absolument à ne toucher aucun droit. J'ai refusé toutes les offres, je n'ai écrit ni romans ni drames, et peut-être voudra-t-on bien ne pas m'accuser d'avoir battu monnaie avec cette histoire si poignante, dont l'humanité entière a été bouleversée.

Pour plus tard, mon intention est d'utiliser, en deux œuvres, les notes que j'ai prises. Je voudrais, sous le titre : « Impressions d'audiences », conter mes procès, dire toutes les monstrueuses choses et les étranges figures qui ont défilé devant moi, à Paris et à Versailles. Et je voudrais, sous le titre : « Pages d'exil », conter mes onze mois d'Angleterre, les échos tragiques qui retentissaient en moi, à chaque dépêche désastreuse de France, tout ce qui s'évoquait loin de la patrie, les faits et les personnages, dans la complète solitude où je m'étais muré. Mais ce sont des désirs, des projets simplement, et il est bien possible que ni les circonstances ni la vie ne me permettent de les réaliser.

D'ailleurs, ce ne serait pas là une histoire de l'affaire Dreyfus, car ma conviction est que cette histoire ne saurait être écrite aujourd'hui, parmi les passions actuelles, sans les documents qui nous manquent encore. Il y faudra du recul, il y faudra surtout l'étude désintéressée des pièces dont l'immense dossier se prépare. Et je voudrais uniquement apporter ma contribution à ce dossier, laisser mon témoignage, dire ce

que j'ai su, ce que j'ai vu et entendu, dans le coin de l'affaire où j'ai agi.

En attendant, je me contente donc de réunir dans ce volume les articles déjà publiés. Je n'en ai naturellement pas changé un mot, les laissant avec leurs répétitions, avec leur forme dure et lâchée de pages écrites à la volée souvent, en une heure de fièvre. J'ai cru seulement devoir les accompagner, aux versos des faux titres, de petites notes, où j'ai donné les quelques explications nécessaires, pour les relier tous, en les remettant dans les circonstances qui m'ont amené à les écrire. De cette façon, l'ordre chronologique est indiqué, les articles reprennent leur place à la suite des grandes secousses de l'affaire, l'ensemble en apparaît nettement, dans sa logique, malgré les longs silences où je me suis enfermé.

Et, je le répète, ces articles ne sont eux-mêmes qu'une contribution au dossier en formation de l'affaire Dreyfus, les quelques documents de mon action personnelle, dont j'ai tenu à laisser le recueil à l'Histoire, à la Justice de demain.

Paris, le premier février 1901

ÉMILE ZOLA

Ce volume contient :

M. Scheurer-Kestner, article paru dans *le Figaro* du 25 novembre 1897;

Le Syndicat, dans *le Figaro* du premier décembre 1897;

Procès-Verbal, dans *le Figaro* du 5 décembre 1897;

Lettre à la jeunesse, brochure publiée le 14 décembre 1897;

Lettre à la France, brochure publiée le 6 janvier 1898;

Lettre à M. Félix Faure, président de la République, publiée dans *l'Aurore* du 13 janvier 1898;

Déclaration au jury, lue le 21 février 1898 devant la cour d'assises de la Seine, et publiée dans *l'Aurore* du lendemain 22;

Lettre à M. Brisson, président du conseil des ministres, publiée dans *l'Aurore* du 16 juillet 1898;

Justice, article publié dans *l'Aurore* du 5 juin 1899;

Cinquième acte, publié dans *l'Aurore* du 12 septembre 1899;

Lettre à Madame Alfred Dreyfus, publiée dans *l'Aurore* du 29 septembre 1899;

Lettre au Sénat, publiée dans *l'Aurore* du 29 mai 1900;

Lettre à M. Émile Loubet, président de la République, publiée dans *l'Aurore* du 22 décembre 1900;

Mon père, François Zola, quatre articles publiés dans *l'Aurore* du 28 mai 1898, des 23, 24 et 31 janvier 1900.

La préface du volume a été publiée dans *l'Aurore* du samedi 16 février 1901.

Cette confrontation devait passer dans la première série. Nos anciens abonnés la placeront avec les discours et les allocutions d'Anatole France que nous avons publiés l'année dernière.

POUR ET CONTRE DIDEROT

La Petite République datée du mardi 31 juillet donnait le texte du discours prononcé l'avant-veille à la salle Wagram par Anatole France pour la célébration de Diderot :

DIDEROT, AMI DU PEUPLE

Citoyens,

Des maîtres, qui sont nos amis, viendront ici nous parler de Diderot philosophe et de Diderot savant. Ce n'est pas à moi, c'est à Duclaux, de vous montrer en Diderot le précurseur de Lamarck et de Darwin, c'est à Ferdinand Buisson, c'est à Gabriel Séailles de vous parler du philosophe qui préféra l'examen utile des faits à la vaine recherche des causes et enseigna qu'il faut demander à la nature non pas : *Pourquoi cela?* comme font les enfants, mais : *Comment cela?* à la manière du chimiste et du physicien.

Pour moi, je n'ai qu'un mot à dire. Je voudrais vous montrer Diderot ami du peuple.

C'était un homme excellent que le fils du coutelier de Langres. Contemporain de Voltaire et de Rousseau, il fut le meilleur des hommes dans le meilleur des siècles. Il eut la passion des sciences mathématiques, physiques, des arts et métiers. Connaître pour aimer fut l'effort de sa vie entière. Il aimait les hommes et les œuvres pacifiques des hommes. Il forma le grand dessein de mettre

en honneur les métiers manuels abaissés par les aristocraties militaires, civiles et religieuses. *L'Encyclopédie,* dont il conçut le plan avec génie et dont il poursuivit l'exécution si courageusement, *l'Encyclopédie* est le premier grand inventaire du travail fourni par le prolétariat à la société. Et cet inventaire, avec quel zèle, quelle ardeur, quelle conscience Diderot et ses collaborateurs prirent soin de le dresser, c'est ce que le prospectus de *l'Encyclopédie* nous fait connaître.

On s'est adressé, y est-il dit, aux plus habiles — ouvriers — de Paris et du royaume ; on s'est donné la peine d'aller dans leurs ateliers, de les interroger, d'écrire sous leur dictée, de développer leurs pensées, d'en tirer les termes propres à leurs professions, d'en dresser des tables et de les définir, de converser avec ceux de qui on avait obtenu des mémoires, et (précaution presque indispensable) de rectifier dans de longs et fréquents entretiens avec les uns ce que d'autres avaient imparfaitement, obscurément et quelquefois infidèlement exprimé.

Et Diderot ajoute :

On enverra des dessinateurs dans les ateliers ; on prendra l'esquisse des machines et des outils ; on n'omettra rien de ce qui peut les montrer distinctement aux yeux.

Citoyens,

A l'heure où les ennemis coalisés de la science, de la paix, de la liberté s'arment contre la République et menacent d'étouffer la démocratie sous le poids de tout ce qui ne pense pas ou ne pense que contre la pensée,

vous avez été bien inspirés en rappelant, pour l'honorer, la mémoire de ce philosophe qui enseigna aux hommes le bonheur par le travail, la science et l'amour et qui, tourné tout entier vers l'avenir, annonça l'ère nouvelle, l'avènement du prolétariat dans le monde pacifié et consolé.

Son regard pénétrant a discerné nos luttes actuelles et nos succès futurs. Ainsi Diderot enthousiaste et méthodique recueillait les titres des artisans pour les mettre au-dessus des titres des nobles ou des grands. Et il n'est pas possible de se méprendre sur ses intentions, si extraordinaires pour le temps. « Il convient, a-t-il dit, que les arts libéraux qui se sont assez chantés eux-mêmes, emploient désormais leur voix à célébrer les arts mécaniques et à les tirer de l'avilissement où le préjugé les a tenus si longtemps. »

Voilà donc au milieu du dix-huitième siècle, les métiers honorés, chose étrange, nouvelle, merveilleuse. Les artisans demeurent humblement courbés sous les dédains traditionnels. Et Diderot leur crie : Relevez-vous. Vous ne vous croyez méprisables que parce qu'on vous a méprisés. Mais de votre sort dépend le sort de l'humanité tout entière. Diderot a inséré dans *l'Encyclopédie* la définition que voici de l'ouvrier manuel, du journalier :

« *Journalier,* ouvrier qui travaille de ses mains et qu'on paye au jour la journée. Cette espèce d'hommes forme la plus grande partie d'une nation ; c'est son sort qu'un bon gouvernement doit avoir principalement en vue. Si le journalier est misérable, la nation est misérable. »

Est-ce trop de dire après cela que Diderot dont nous célébrons aujourd'hui la mémoire, Diderot mort depuis

cent seize ans, nous touche de très près, qu'il est des nôtres, un grand serviteur du peuple, un défenseur du prolétariat, j'oserai dire, en prenant le mot dans une large acception, un socialiste.

La victoire du prolétariat est certaine. Ce sont moins les efforts désordonnés de nos adversaires que nos propres divisions et les indécisions de notre méthode qui pourraient la retarder. Elle est certaine parce que la nature même des choses et les conditions de la vie l'ordonnent et la préparent. Elle sera méthodique, raisonnée, harmonieuse. Elle se dessine déjà sur le monde avec l'inflexible rigueur d'une construction géométrique.

ANATOLE FRANCE

Le Socialiste (1) du 5 août publiait dans sa *Semaine* le commentaire suivant :

Les journaux « socialistes » ont fait les honneurs de leurs colonnes au panégyrique de Diderot prononcé par le « socialiste » Anatole France.

Le discours est joli. Il s'y trouve une belle citation, où l'auteur du *Supplément au voyage de Bougainville* définit le « journalier » de son temps, celui qui devait bientôt devenir le « prolétaire ».

Non seulement nous ne voyons pas d'inconvénient à ce que la bourgeoisie française célèbre la mémoire de ses grands hommes, mais nous sommes prêts à les commémorer avec elles.

Ce qui est seulement insupportable, c'est de transformer l'admirable ouvrier de *l'Encyclopédie*, l'un des plus puissants artisans de la révolution bourgeoise, en « défenseur du prolétariat ».

---

(1) Nos anciens abonnés se rappellent que *le Socialiste* est l'organe officiel du Parti Ouvrier Français.

Quand c'est précisément l'essor de l'industrie, dû à la prise de possession du pouvoir politique par le Tiers, qui a achevé de dégager du milieu économique le type de « l'ouvrier libre », entièrement séparé des moyens de production et ne vivant exclusivement que du travail de ses bras.

Confondre avec le mouvement « socialiste » la préparation de la victoire de la bourgeoisie révolutionnaire, qui seule a fait naître les conditions où pouvait plus tard se produire le socialisme, c'est ce qui vraiment n'est pas permis même aux membres de l'Académie française.

Le prospectus est de novembre 1750.

Nous lisons de d'Alembert dans le *Discours préliminaire des éditeurs* à *l'Encyclopédie :*

— Tout nous déterminait donc à recourir aux ouvriers.

Mais il est des métiers si singuliers et des manœuvres si déliées, qu'à moins de travailler soi-même, de mouvoir une machine de ses propres mains, et de voir l'ouvrage se former sous ses propres yeux, il est difficile d'en parler avec précision. Il a donc fallu plusieurs fois se procurer les machines, les construire, mettre la main à l'œuvre; se rendre, pour ainsi dire, apprenti et faire soi-même de mauvais ouvrages pour apprendre aux autres comment on en fait de bons.

Plus loin :

On a envoyé des dessinateurs dans les ateliers. On a pris l'esquisse des machines et des outils ; on n'a rien omis de ce qui pouvait les montrer distinctement aux yeux.

Plus loin :

Mais ce travail, — celui de d'Alembert lui-même — tout considérable qu'il est, l'est beaucoup moins que celui de M. Diderot, mon collègue. Il est auteur de la partie de cette *Encyclopédie* la plus étendue, la plus importante, la plus désirée du public, et, j'ose le dire, la plus difficile à remplir ; c'est la description des arts. M. Diderot l'a faite sur des mémoires qui lui ont été fournis par des ouvriers ou par des amateurs, dont on lira bientôt les noms, ou sur les connaissances qu'il a été puiser lui-même chez les ouvriers, ou enfin sur des métiers qu'il s'est donné la peine de voir, et dont quelquefois il a fait construire des modèles pour les étudier plus à son aise. A ce détail qui est immense, et dont il s'est acquitté avec beaucoup de soin, il en a joint un autre qui ne l'est pas moins, —

Enfin les noms de ces amateurs et ouvriers :

M. Le Romain, ingénieur en chef de l'île de la Grenade, a donné toutes les lumières nécessaires sur les sucres, et sur plusieurs autres machines qu'il a eu occasion de voir et d'examiner dans ses voyages, en philosophe et en observateur attentif.

M. Venelle, très versé dans la physique et dans la chimie, sur laquelle il a présenté à l'Académie des sciences d'excellents mémoires, a fourni des éclaircissements utiles et importants sur la minéralogie.

M. Goussier, déjà nommé au sujet de la coupe des pierres, et qui joint la pratique du dessin à beaucoup de connaissances de la mécanique, a donné à M. Diderot la figure de plusieurs instruments et leur explication. Mais il s'est particulièrement occupé des figures

de *l'Encyclopédie* qu'il a toutes revues et presque toutes dessinées; de la lutherie en général, et de la facture de l'orgue, machine immense qu'il a détaillée sur les mémoires de M. Thomas, son associé dans ce travail.

M. Rogeau, habile professeur de mathématiques, a fourni des matériaux sur le monnayage, et plusieurs figures qu'il a dessinées lui-même ou auxquelles il a veillé.

On juge bien que sur ce qui concerne l'imprimerie et la librairie, les libraires associés nous ont donné par eux-mêmes tous les secours qu'il nous était possible de désirer.

M. Prevost, inspecteur des verreries, a donné des lumières sur cet art important.

La brasserie a été faite sur un mémoire de M. Longchamp, qu'une fortune considérable et beaucoup d'aptitude pour les lettres n'ont point détaché de l'état de ses pères.

M. Buisson, fabricant de Lyon, et ci-devant inspecteur des manufactures, a donné des mémoires sur la teinture, sur la draperie, sur la fabrication des étoffes riches, sur le travail de la soie, son tirage, moulinage, ovalage, etc., et des observations sur les arts relatifs aux précédents, comme ceux de dorer les lingots, de battre l'or et l'argent, de les tirer, de les filer, etc.

M. La Bassée a fourni les articles de passementerie, dont le détail n'est bien connu que de ceux qui s'en sont particulièrement occupés.

M. Douet s'est prêté à tout ce qui pouvait instruire sur l'art du gazier qu'il exerce.

M. Barrat, ouvrier excellent dans son genre, a monté

et démonté plusieurs fois, en présence de M. Diderot, le métier à bas, machine admirable.

M. Pichard, marchand fabricant bonnetier, a donné des lumières sur la bonneterie.

MM. Bonnet et Laurent, ouvriers en soie, ont monté et fait travailler, sous les yeux de M. Diderot, un métier à velours, etc., et un autre en étoffe brochée : on en verra le détail à l'article *Velours*.

M. Papillon, célèbre graveur en bois, a fourni un mémoire sur l'histoire et la pratique de son art.

M. Fournier, très habile fondeur de caractères d'imprimerie, en a fait autant pour la fonderie des caractères.

M. Favre a donné des mémoires sur la serrurerie, taillanderie, fonte des canons, etc., dont il est bien instruit.

M. Mallet, potier d'étain, à Melun, n'a rien laissé à désirer sur la connaissance de son art.

M. Hill, Anglais de nation, a communiqué une verrerie anglaise exécutée en relief et tous ses instruments, avec les explications nécessaires.

MM. de Puisieux, Charpentier, Mabile et de Vienne ont aidé M. Diderot dans la description de plusieurs arts. M. Eidous a fait en entier les articles de maréchalerie et de manège, et M. Arnauld, de Senlis, ceux qui concernent la pêche et la chasse.

Enfin, un grand nombre d'autres personnes bien intentionnées ont instruit M. Diderot sur la fabrication des ardoises, les forges, la fonderie, refenderie, tréfilerie, etc.

Le Gérant : Charles Péguy

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

Imprimerie de Suresnes (G. Richard, administrateur), 9, rue du Pont.—4014

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des documents et des renseignements de vouloir bien écrire très lisiblement et d'un seul côté de la page. Quand leurs études sont d'ensemble et un peu longues, ils peuvent les rédiger. Mais toutes les fois qu'ils nous envoient des renseignements pour ainsi dire instantanés, mieux vaut nous écrire privément et laisser au citoyen rédacteur le soin d'exercer son métier.

La rédaction et l'administration des cahiers sont installées 16, rue de la Sorbonne, au second.

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — le matin de dix à onze heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction

le jeudi soir de deux heures à cinq heures et de huit heures à dix heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance d'administration : abonnements et réabonnements, rectifications et changements d'adresse, cahiers manquants, mandats, indication de nouveaux abonnés. N'oublier pas d'indiquer dans la correspondance le numéro de l'abonnement, comme il est inscrit sur l'étiquette, avant le nom.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nos collections de la première série sont toutes épuisées. Nous prions ceux de nos abonnés qui ont des exemplaires en double ou qui ne tiennent pas à garder leurs collections de vouloir bien nous les renvoyer.

Nous avons donné le bon à tirer après correction pour seize cents exemplaires de ce septième cahier le samedi 2 mars 1901.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien acheter leurs livres à la

Librairie des Cahiers

Nous faisons dans nos bureaux les plus fortes réductions usuelles, c'est-à-dire que nous y vendons les livres exactement aux prix de l'Odéon.

Nous envoyons franco à domicile à Paris aux mêmes conditions.

Nous envoyons franco à domicile en province et à l'étranger aux prix marqués pour toute commande inférieure à onze francs.

Nous envoyons franco à domicile en province et à l'étranger avec les plus fortes réductions usuelles, c'est-à-dire exactement aux prix de l'Odéon, pour toute commande égale ou supérieure à onze francs.

Notre service de librairie est rigoureusement réservé à nos abonnés.

HUITIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

LIONEL LANDRY

BACCHUS

drame en trois actes

CAHIERS DE LA QUINZAINE

PARIS

16, rue de la Sorbonne, au second

Nous mettons ce cahier dans le commerce

nous le vendons deux francs

Ce qui suit est dédié à deux hommes dont je suis heureux de réunir ici les noms

M. Jacques de Boisjoslin
M. Lucien Lévy-Bruhl

Bacchus

DRAMATIS PERSONÆ

Bacchus
Persée
Penthée
Tirésias
Damis
Glaucos, affranchi de Penthée
Xénon, esclave de Penthée
Symaion

Dioomédon Antenor Diotimos Cynès Cléonymos Déméas Rhamphias Amphidoros	Thébains

Autonoé, sœur de Penthée
Andromède

Un héraut
Prêtres
Thébains
Esclaves

Servantes d'Autonoé

HUITIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

LIONEL LANDRY

BACCHUS

drame en trois actes

ÉDITIONS DES CAHIERS

PARIS

16, rue de la Sorbonne, au second

La scène se passe vers 1600 avant Jésus-Christ, à Thèbes, dans la grande salle du Palais de Penthée.

Au fond, une grande baie, par laquelle on voit l'aître du palais ; deux baies plus petites à droite et à gauche.

Bancs, escabeaux et coussins.

Au troisième acte s'élève, au fond à gauche, une estrade supportant un thrône.

PREMIER ACTE

XÉNON entre, introduisant Persée

Roi Penthée, un étranger vient d'arriver, fatigué d'une longue route, et, pendant que tes serviteurs lui préparent un repas, je l'ai invité à venir te saluer.

PENTHÉE, se levant

Sois le bienvenu, étranger! et, d'après la loi sacrée d'hospitalité établie par Cadmus, sieds-toi ici, pendant que mes serviteurs apprêtent ta nourriture, et dis-moi ton voyage, car tu sembles venir de loin, et tu parais avoir vu des peuples étranges, aux mœurs incroyables. Mais ce voyage a peut-être un caractère sacré qu'il n'est pas permis de révéler?

PERSÉE

Salut à toi, dynaste de Thèbes, enfant illustre d'Échion! Le soleil réfléchissait sur la mer un disque non entier tandis que ce matin je traversais les brumeuses Thermopyles, et je voudrais arriver

aujourd'hui au port de Tanagra. Je ne saurais donc m'arrêter longtemps et je maudis même la nuit qui étend sur mes membres le doux sommeil.

PENTHÉE

A Tanagra, désires-tu prendre passage sur quelque nef rapide ?

PERSÉE

Sur quelque nef rapide, qui, frétée pour un port d'Égypte ou de Libye, m'emportéra, poussée par un vent favorable, et fendra les flots en se guidant sur les étoiles.

PENTHÉE

Je soupçonne, étranger, par la hâte où tu me parais être, ou bien que tu poursuis quelque dessein très noble et difficile, ou bien que, chassé pour un meurtre de ta patrie, tu fuis le ressentiment d'un ennemi puissant. Mais, si tu veux te confier à moi, sache que le fils de Cadmus saura te couvrir contre toute vengeance, ou te faciliter le plus lointain voyage ; si tu veux garder ton secret, dis-moi ton nom, au moins, ou celui de ton père, ou quelque surnom qui me permette de te saluer un jour, et de te rappeler le lien d'hospitalité qui existe entre nous.

PERSÉE

Tu as touché le but, comme un habile archer.

PENTHÉE

Tu commis un meurtre?

PERSÉE

A Larissa, oui, je commis un meurtre.

PENTHÉE

Quelle fut ta victime?

PERSÉE

Un vieillard qui m'avait opprimé jadis.

PENTHÉE

N'y avait-il pas dans le pays un roi qui pût te faire rendre justice?

PERSÉE

Celui que je tuai lui-même était roi; il avait retenu ma mère captive et tenté de me faire périr.

PENTHÉE

Et pourtant tu ne devais pas t'attaquer au pouvoir que Zeus a établi sur la terre. Sans doute les crimes que tu reproches à ce chef étaient simplement de rapides moyens pour rétablir dans un pays l'ordre et la paix. Faut-il préférer au salut d'un peuple le bonheur d'un seul? Et la victime d'une de ces nécessités politiques ne doit-elle pas s'incliner et se sacrifier?

PERSÉE

Mieux vaut sacrifier le coupable que la victime.

PENTHÉE

Le roi que tu frappas était-il ton parent ?

PERSÉE

Il fut le père de ma mère.

PENTHÉE

Tu osas verser ton propre sang !

PERSÉE

Lorsque mon aïeul voulut me faire périr, le sang qui coulait dans mes veines ne lui était pas étranger.

PENTHÉE

Ne crains-tu pas qu'il n'arrive malheur à mon palais pour avoir donné asile à un homme souillé d'un meurtre aussi affreux ?

PERSÉE

S'il devait arriver un malheur, ce serait plutôt à moi, qui l'ai commis.

PENTHÉE

Peut-être espères-tu que les dieux n'auront pas aperçu ton crime ?

PERSÉE

J'espère qu'ils s'occuperont d'abord des leurs.

PENTHÉE

Je vois que tu méprises aussi les dieux !

PERSÉE

J'ai plus qu'un autre le droit de les mépriser.

PENTHÉE

Explique ta pensée.

PERSÉE

Je dois le souffle aux débauches d'un Ouranien.

PENTHÉE

Laisse-moi te vénérer, Issu d'un sang immortel.

PERSÉE

Je croyais que les lois établies par Cadmus proscrivaient l'enfant adultérin ?

PENTHÉE

Ce qui serait faute chez le petit est divertissement chez le grand.

PERSÉE

Tu parles en roi !

PENTHÉE

Je suis habitué à parler et agir en roi, et toi, fils d'un dieu et de race royale, tu devrais penser et dire comme moi.

PERSÉE

Rois ou dieux, que je ne suive jamais les exemples de mes ancêtres!

PENTHÉE

Quel est le dieu à qui tu dois le jour?

PERSÉE

Le plus puissant et le plus criminel de tous, j'ai nommé Zeus.

PENTHÉE

Et comment partagea-t-il le lit de ta mère?

PERSÉE

Ma mère céda à l'appât de l'or.

PENTHÉE

Et pour cacher sa honte, ton aïeul l'enferma dans une tour?

PERSÉE

Non; elle était captive déjà quand elle me conçut.

PENTHÉE

Quelle était la raison de cette captivité?

PERSÉE

La crainte de mon aïeul d'avoir un héritier plus jeune et plus fort que lui, qui le détrônât comme lui-même avait détrôné son père.

PENTHÉE

Sans doute, un oracle.

PERSÉE

Il y a toujours un oracle.

PENTHÉE

Crains et respecte les oracles, étranger !

PERSÉE

Il est digne d'un vieillard débile de remettre son destin aux mains d'une vieille folle.

PENTHÉE

Et lorsqu'il sut ta naissance, que fit ton aïeul ?

PERSÉE

Il me livra, couché dans une corbeille, aux hasards des flots.

PENTHÉE

Il est dur d'avoir à sacrifier son propre sang.

PERSÉE

Quoi ! C'est le vieillard meurtrier que tu plains !

PENTHÉE

Roi, je dois ma sympathie aux rois.

PERSÉE

Nous n'aurons pas les mêmes amis.

PENTHÉE

Et qui recueillit le fragile esquif où tu gisais ?

PERSÉE

Un nain difforme, habitant d'une hercynienne forêt, qui m'éleva et m'enseigna tous les exercices de la force et tous les arts de la connaissance. La crainte seule, il ne put me l'enseigner.

PENTHÉE

Est-ce sous nos climats que tu vécus une telle jeunesse ?

PERSÉE

Non, mais bien loin vers l'Ourse, où vivent les rennes et les aurochs.

PENTHÉE

Bien que tu sois né sous le ciel bleu d'Argos ou de Sicyone, ta chevelure blonde est celle d'un Cimmérien.

PERSÉE

Là-bas, je portais un nom, célèbre encore aux bords d'un grand fleuve à sept bouches ; et ce nom prédit la Paix qui par ma Victoire régnera sur le monde.

PENTHÉE

Quels exploits te rendirent célèbre ?

PERSÉE

Le meurtre de Méduse.

PENTHÉE

Qui était Méduse?

PERSÉE

Dans cette forêt s'ouvrait une profonde caverne, où gisaient, trésors précieux, la volonté de savoir, la recherche libre, la haine de l'oppression, et cette caverne se nommait Ekhthrantre, et un monstre à figure de femme en gardait l'entrée, non par la force, mais par la puissance d'un vieux conte, et cela, que nul n'osait regarder son visage, capable, disait-on, de pétrifier le plus audacieux — et, superstitieuse influence, une grande Méduse enchaînait les hommes, qui préféraient se laisser opprimer par leurs maîtres, et terrifier par le vol sinistre d'un oiseau ou les cris rauques d'une pythonisse. Et comme je ne craignais point, je suis venu, et j'ai tué Méduse.

PENTHÉE

C'est donc à cause de toi que maintenant on ne respecte plus rien ?

PERSÉE

L'exemple que j'ai donné, peu l'ont suivi ; mais les hommes commencent à savoir qu'ils peuvent tuer, s'ils le veulent, la Méduse qui les opprime.

PENTHÉE

Dans Ekhthrantre gisait un trésor. Quel bien y pris-tu ?

PERSÉE

Cette épée. Peux-tu lire les caractères gravés sur la lame, hiérodoule du Passé.

PENTHÉE

Non.

PERSÉE

Ces mots, écrits en une langue si ancienne que peut-être elle n'a jamais existé, disent : *Prends-moi*. Comprends-tu mieux ce qui est empreint sur l'autre face ?

PENTHÉE

Non.

PERSÉE

Cette langue-ci ne sera parlée que dans cinquante siècles, et voici ce que le nain m'enseigna à lire : *Laisse-moi*.

PENTHÉE

Quel est le sens de cette énigme ?

PERSÉE

Le temps sera venu alors où je pourrai déposer l'épée.

PENTHÉE

Que de siècles amers, de luttes, de haines !

PERSÉE

La victoire est ma joie ; ma joie sera la paix.

PENTHÉE

Tu vas maintenant, ô mon hôte, à un prochain combat ?

PERSÉE

Je vais délivrer une femme enveloppée de grands dangers.

PENTHÉE

Tu vas encore lutter contre les rois et les lois.

PERSÉE

Et les dieux qui ordonnèrent sa captivité.

PENTHÉE

Où gémit cette coupable ?

PERSÉE

Pourquoi dis-tu cette coupable ?

PENTHÉE

Elle est coupable, puisque les dieux l'ont condamnée.

PERSÉE

Sur la côte aride de Libye, la victime des dieux attend un sauveur.

PENTHÉE

Entre les murs d'une tour sombre.

PERSÉE

Enchaînée à un rocher, face à la mer.

PENTHÉE

A qui est-elle offerte, sacrifice expiatoire ?

PERSÉE

A la haine de Héra aux yeux de bœuf.

PENTHÉE

Quelle est la cause de cette haine ?

PERSÉE

Héra maudit la souveraine beauté d'Andromède. Elle sait que d'elle et de moi sortira, héritière de mon épée, la lignée des révoltés vengeurs. Gardienne des lois anciennes, elle hait en moi l'enfant adultérin de Zeus, par qui ces lois doivent tomber un jour.

PENTHÉE

Étranger, j'ai peur des dieux. Ils sont, invisibles, autour de nous, nul lieu sans esprit mystérieux qui l'habite. Maîtres inconnus de cette vie, maîtres éclatants de la vie souterraine, ils ont sur nous un pouvoir définitif.

PERSÉE

Sur qui les craint, définitif est le pouvoir des dieux. Mais qu'un homme t'enseigne à bannir ces vaines terreurs de ton esprit!

PENTHÉE

La haine des dieux s'est élevée contre moi, fidèle adorateur des autels respectés!

PERSÉE

Mauvais est l'ordre sous lequel tu courbes les hommes; fausse est la liberté dont tu les berces, liberté de quelques-uns payée par l'asservissement du plus grand nombre! Mais ce nom seul de liberté, quelles que soient les idées qui doivent un jour l'animer et le remplir, est en haine aux dieux. Et parce que l'œuvre de Cadmus est l'organisation des richesses, la protection de l'industrie humaine, les dieux, dont le culte rêveur et despotique répugne à l'actif et sain travail, cherchent à détruire cette œuvre, comme jadis celle de Prométhée.

PENTHÉE

Le deuil sombre, dont mon nom est l'emblême, envahit mon esprit. Je verrai la mort des cités antiques.

PERSÉE

Les dieux détestent ce qui relève l'homme. Souviens-toi du Prévoyant, qui donna la flamme aux éphémères et qui gémira, enchaîné au Caucase, et dévoré par le chien ailé de Zeus, l'aigle vorace, jusqu'au jour où mon épigone viendra le délivrer ! Souviens-toi du Chananéen sagace, inventeur de l'alphabet, qui rampe, changé en serpent, et qui, maudit partout, erre à travers le monde, parce que, lampadophore heureux, il sut transmettre la sagesse antique! Héritier de Cadmus, tremble pour toi-même! Et maintenant, adieu! Loin encore est Tanagra, plus loin la Libye où Andromède m'attend.

PENTHÉE

A ton retour, passe par Thèbes, ô mon hôte.

PERSÉE

Je reviendrai à Thèbes, sage fils d'Échion.

PENTHÉE

Tu m'as dit sous quel nom te connaissent les peuples de l'Ourse; dis-moi quel est ton nom dans le pays akhaien.

PERSÉE

Je suis le fils de Danaé, Persée! Au revoir, Penthée. Il sort.

PENTHÉE seul

Dieux ingrats, pourquoi cherchez-vous à égarer mon esprit! Zeus, roi des holocaustes, comblé de victimes, réponds à ma supplication; protège-moi contre l'imposteur Iacchus, qui veut renverser tes autels, et dont tu foudroyas la mère, lorsqu'elle se vanta faussement d'avoir partagé ta couche.

GLAUCOS entrant

Salut, roi Penthée.

PENTHÉE

C'est toi, Glaucos! As-tu, d'après mes ordres, observé les démarches de Bacchus?

GLAUCOS

Oui, maître, je me suis mêlé à la foule de ses disciples.

PENTHÉE

A la foule, dis-tu? Seraient-ils nombreux?

GLAUCOS

Plus de deux mille personnes de tout âge et de tout sexe.

PENTHÉE

Où rejoignis-tu cette cohue?

GLAUCOS

Sur la route, au sortir de la porte Elektra.

PENTHÉE

Où Bacchus vous mena-t-il?

GLAUCOS

Sur la Montagne.

PENTHÉE

Sur le Cithéron?

GLAUCOS

Sur le Cithéron.

PENTHÉE

Quel enseignement donna-t-il?

GLAUCOS

Il glorifia son père, l'illustre Zeus, et raconta comment lui-même était né d'une jeune fille issue de la race royale pour régénérer le culte des dieux. Il nous affirma que son destin était de mourir et de ressusciter, et qu'il prenait pour cette raison le surnom de dithyrambe; il nous prédit qu'il descendrait aux enfers —

PENTHÉE

Voilà qui est bien intéressant! il prêche ainsi souvent sur la Montagne?

GLAUCOS

Oui, maître, puisque ses disciples l'ont surnommé Bacchus Oreios.

PENTHÉE

Enfin, s'il tient à descendre aux enfers, nous lui faciliterons ce voyage.

GLAUCOS

Maître, il affirme qu'il sera broyé, et renaîtra plus fort et plus jeune pour régner ensuite mille ans.

PENTHÉE

Osa-t-il parler contre l'ordre établi?

GLAUCOS

Il ne paraît pas le respecter beaucoup. Il prétend, par exemple, qu'on ne doit pas se soucier de sa nourriture, ni du vêtement de son corps, que Iacchus s'en occupera pour ses fidèles.

PENTHÉE

Mais c'est une doctrine ridicule. Quand ses disciples n'auront plus la ressource de mendier chez ceux qui travaillent encore, que feront-ils?

GLAUCOS

Il a dit aussi : *Ne jugez pas les autres et vous ne serez pas jugés*. J'ai tout noté sur mes tablettes.

PENTHÉE

Mais c'est une doctrine d'assassin qui recherche l'impunité ! Cet homme-là a un meurtre sur la conscience.

GLAUCOS

De plus il révèle les mystères.

PENTHÉE

Crime digne de mort. Répète-moi encore quelques-uns de ses enseignements.

GLAUCOS

Il pousse ouvertement à la division dans les familles ; il dit : *Je ne suis pas venu apporter la paix dans Thèbes ; je suis venu apporter, non la paix, mais la lance*, et en disant cela il agitait son thyrse qui cachait un fer de lance. — *Je suis venu mettre la division entre le fils et le père, entre la belle-mère et la bru, et on aura pour ennemis ses propres esclaves* — — —

PENTHÉE

Jamais Zeus ne lui aurait inspiré une doctrine pareille.

GLAUCOS

Cependant on dit que Zeus détrôna son père.

PENTHÉE

Justement. La doctrine donnerait trop de force à l'exemple.

GLAUCOS

Bacchus est un grand thaumaturge; il fait des miracles.

PENTHÉE

Les anciens dieux prouvaient leur puissance autrement que par des tours subtils.

GLAUCOS

On dit qu'il ressuscite les morts.

PENTHÉE

Que n'a-t-il ressuscité sa mère et son aïeul Cadmus !

GLAUCOS

On affirme que l'autre jour, à Anthédon, buvant avec ses disciples et manquant de vin, il changea en vin l'eau contenue dans six grandes amphores, et en fit couler de toutes les fontaines.

PENTHÉE

Rapporte seulement ce que tu as vu.

GLAUCOS

Sur la montagne, comme, vers midi, les assistants avaient faim, il leur fit distribuer du pain et du poisson.

PENTHÉE

Maigre repas ; est-ce là le miracle ?

GLAUCOS

Oui ; mais on prétend que pour faire cette distribution, il n'avait en tout que cinq pains et deux poissons.

PENTHÉE

Tu me fais rire dans un sujet trop grave. Rapporte-moi encore quelques-unes des déclamations subversives de ce prétendu dieu.

GLAUCOS

Il dit que les ablutions et les sacrifices offerts aux dieux sont inutiles.

PENTHÉE

C'est que sa puissance n'est pas encore reconnue.

GLAUCOS

Il condamne le travail et l'intelligence. Il prétend qu'il faut vivre comme de petits enfants.

PENTHÉE

Il ose prêcher cette doctrine aux fils de Cadmus, célèbres par leur ingénieuse industrie !

GLAUCOS

De plus, il proscrit le mariage. Je crois qu'il n'admet les plaisirs des sens qu'en secret.

PENTHÉE

S'il proscrit le mariage, il doit encourager la débauche. O temps ! O mœurs !

GLAUCOS

Il est suivi d'une troupe d'hommes méprisables, de bateleurs, de filles publiques, avides de l'entendre sans même le comprendre toujours.

PENTHÉE

Bel entourage, et bien digne de lui.

GLAUCOS

L'autre jour, au temple de Délion, il chassa les vendeurs d'encens et de myrrhe qui se trouvaient à l'entrée. Cela m'a paru singulier de quelqu'un qui se dit dieu !

PENTHÉE

Décris-moi l'aspect de l'imposteur.

GLAUCOS

Il est grand, maigre, pâle, avec des traits doux et presque féminins ; sa barbe est blonde ; en public il penche toujours un peu la tête et prend un air pensif : on prétend que pendant les Bacchanales il est tout autre.

PENTHÉE

Que fites-vous après tous ces discours ?

GLAUCOS

Les disciples de Bacchus passèrent la nuit sur la Montagne.

PENTHÉE

Ils ne célébrèrent pas les Bacchanales ce soir-là ?

GLAUCOS

Non, car le vin manquait.

PENTHÉE

Tu perdis là sans doute un spectacle curieux.

GLAUCOS

A vrai dire, je le regrettai.

PENTHÉE

Vers quelle heure Bacchus a-t-il quitté le Cithéron ?

GLAUCOS

De grand matin, marchant vers Thèbes.

PENTHÉE

Que firent-ils le long de la route ?

GLAUCOS

Ils se livrèrent aux pires désordres.

PENTHÉE

Quels furent ces désordres ?

GLAUCOS

Je crains ta colère.

PENTHÉE

Parle, les seuls coupables seront punis.

GLAUCOS

Les femmes, les cheveux flottants, leurs nébrides au vent, demi-nues, quelques-unes tenant dans leurs bras des chevreaux ou des louveteaux auxquels elles offraient le sein, s'avançaient les premières, couronnées de chêne, de lierre et de smilax. Une d'elles frappa de son thyrse un rocher, et en fit jaillir une fontaine d'eau pure.

PENTHÉE

As-tu vu ce prodige ?

GLAUCOS

On me l'a raconté ; pour moi je n'ai vu que la fontaine.

PENTHÉE

Continue ton récit.

GLAUCOS

Une autre laissa retomber son bâton sur le sol, et il jaillit un flot abondant de vin.

PENTHÉE

Et ce miracle-là, l'as-tu vu ?

GLAUCOS

Je n'ai pas vu le vin, mais j'ai vu le bâton.

PENTHÉE

Bien. Continue.

GLAUCOS

Soudain l'une des Bacchantes vit une troupe nombreuse de bergers placés en embuscade dans un taillis touffu, et s'écria : O mes fidèles compagnes, chiennes agiles de Bacchus, voilà que des hommes nous poursuivent, mais attaquons-les, armant nos mains de nos thyrses. — Et voici que les bergers, frappés d'une terreur panique, fuient à l'approche des Bacchantes ; et celles-ci, les laissant fuir, fondent sur les troupeaux qui paissaient dans

la prairie, elles saisissent une grasse génisse et la déchirent en pièces, toute mugissante ; les lambeaux de chair, les os, et les membres palpitants volent de toutes parts et restent suspendus aux arbres voisins dont les rameaux dégouttent de sang ; les taureaux, cornes en avant, sont enveloppés de la nuée des jeunes filles qui les saisissent et les déchirent. Tel le gypaète qui fend les airs d'un vol rapide — et la victime qu'il a choisie du haut du ciel succombe avant même de l'avoir vu —, telles les Bacchantes s'élancent dans la riche plaine de l'Asope, où les moissons blondes, espoir de Thèbes, ondulent au soleil ; et fondant en ennemies sur les villes d'Hysia et d'Erythra, situées au pied du Cithéron, elles y portent la dévastation ; des maisons enflammées, elles arrachent les enfants et les jettent à terre ; elles traversent la flamme sans paraître en souffrir. Les habitants courent aux armes ; mais on vit alors, ô roi, un spectacle bien étrange ; les javelots ferrés ne blessaient pas et les thyrses des Bacchantes portaient des coups inévitables ; ces faibles femmes, exaltées par un dieu, mettaient les hommes en fuite ; elles arrivèrent enfin au bord de l'Asope, et là elles lavèrent le sang qui couvrait leurs visages, leurs bras et leurs poitrines ; puis comme dans le pillage elles avaient trouvé du vin, elles s'assemblèrent en groupes et se livrèrent aux orgies sacrées ; enfin se levant et se divisant en trois

chœurs, elles enlacèrent leurs danses jusqu'au moment où les rayons perpendiculaires du soleil les virent s'étendre, fatiguées, couchées dans les prés pêle-mêle avec les suivants du dieu. Mais quand le soleil commença à s'incliner sur l'horizon, elles se levèrent, rajustèrent leurs vêtements et soudain je m'écriai : A Thèbes, à Thèbes ! Allons à Thèbes ! — et ce cri, mille et mille fois répété, retentit dans la vallée du Cithéron : Bacchus prit la tête du cortège, agitant son thyrse et suivi par les Bacchantes aux cheveux épars. Et j'avais pensé que cette foule avinée serait une proie facile une fois amenée dans le voisinage de Thèbes. Or nous arrivâmes bientôt à la porte Elektra : elle était fermée et des gardes armés couronnaient les tours. Bacchus fit alors arrêter ses disciples et les ramena jusqu'à un petit bois voisin ; je parvins à me dissimuler et revins par la porte Néilide.

PENTHÉE

Tu es un fidèle serviteur et j'userai de toi à l'occasion. Savoir diriger l'émeute, la porter sur le point où elle est le moins redoutable, engager des conspirateurs à assouvir leur colère sur une statue ou un monument, au lieu de frapper un homme puissant, c'est une partie non méprisable du grand art de gouverner. Mais il faut, pour manier ainsi la foule, les longues traditions que l'on trouve, par

exemple, dans la famille de Cadmus ; des hommes nouveaux ne joueraient pas aussi subtilement avec les difficultés. Compte donc sur ma reconnaissance. Je vais réunir les citoyens pour attaquer la bande désordonnée des Bacchantes. *Glaucos sort.* O Zeus puissant, c'est pour toi que je combats ! cet étranger qui se dit ton fils te détrônerait si je le laissais faire. La faveur mobile de la foule va volontiers aux dieux les plus jeunes. Celui-ci, par l'aspect spécieux de son culte nouveau, attirerait à lui les femmes légères et frivoles, les hommes à l'imagination déréglée, et les brigands trop heureux de masquer leurs crimes.

XÉNON, *entrant*

Roi Penthée, Tirésias et Diomédon sont là.

PENTHÉE

Qu'ils entrent.

Xénon sort. Entrent Tirésias et Diomédon

TIRÉSIAS

Salut, Penthée, fils d'Échion ! J'ai reçu ton message à mon observatoire et je suis venu savoir tes intentions.

PENTHÉE

Tirésias, je connais et je révère ta haute sagesse. Si la déesse Pallas t'enleva la vue humaine et matérielle, elle te donna en échange un regard tout divin

sur les choses du présent et de l'avenir. Or voici qu'un grand danger menace la race de Cadmus. Un bâtard issu de cette race, fruit de la faute de Sémélé, revient de la Lydie, où il s'est fait passer pour dieu. Il ramène avec lui une tourbe de prostituées et de gens sans aveu qui vivent dans le désordre et l'ivresse, dévastent les pays où ils passent et en ce moment, campés devant la porte Elektra, menacent Thèbes elle-même. Ce Bacchus, ou Iacchus, dit Sabazius, dit Bromius, portant enfin plus de noms que n'en porte d'ordinaire un honnête homme, prêche une morale qui serait subversive de toute société. Je vais donc profiter de son impudente audace, sortir avec quelques soldats et détruire ces misérables. Mais avant de commencer cette expédition, ô noble Tirésias, je veux être sûr des Thébains, et je compte sur toi pour les maintenir dans le devoir, dans le respect de leur roi et dans le culte des anciens dieux.

TIRÉSIAS

J'approuve tes intentions, Penthée. Mais ne réfléchis-tu pas que si tu convaincs Bacchus d'imposture, tu flétris le sang de ton aïeul Cadmus ? Lors même que ce jeune homme ne serait pas dieu, tu devrais encore affirmer qu'il l'est et, par un honnête mensonge, assurer à Sémélé la gloire d'avoir enfanté un dieu et sauver l'honneur de ta maison.

PENTHÉE

Certes le respect dû à la famille royale est chose importante, mais néanmoins je ne puis tolérer les désordres de cet homme.

TIRÉSIAS

De plus, la prédication de Bacchus aura un heureux effet sur la religion. Les cultes des anciens dieux ne sont plus aujourd'hui que de vaines formalités ; il faut de temps en temps un élan nouveau, un prophète plus jeune qui secoue la poussière d'indifférence attachée aux cultes traditionnels.

PENTHÉE

Et que fais-tu dans tout cela du pouvoir royal ?

TIRÉSIAS

La religion est l'alliée naturelle du pouvoir.

PENTHÉE

Comme l'homme est l'allié naturel du cheval.

TIRÉSIAS

Ne blasphème pas les dieux !

PENTHÉE

Ainsi Tirésias lui-même est contre moi.

TIRÉSIAS

Je verrais de sérieux avantages à établir ici le culte de Bacchus.

PENTHÉE

Lesquels ?

TIRÉSIAS

D'abord il se ferait à Thèbes un grand pèlerinage, une affluence de peuple apportant leurs présents, dont ils paieraient la dîme aux péages, aux portes, aux hôtelleries. La ville gagnerait en renom ; enfin, pendant quelques années, les Thébains ne s'occuperaient pas de politique.

PENTHÉE

Bacchus est dieu, Tirésias est son prophète.

TIRÉSIAS

J'aurai eu en tout cas l'honneur de l'avoir deviné.

PENTHÉE

Tirésias, j'ai le plus grand respect pour ton âge et ta sagesse. Je n'en suis que plus surpris de te voir humilier tes cheveux blancs sur les pas d'un adolescent. Suppose néanmoins que tu m'aies converti, que me conseillerais-tu de faire ?

TIRÉSIAS

Il faudrait admettre Bacchus dans Thèbes, lui consacrer un temple et réglementer son culte ; on constituerait un collège de prêtres, dominés par un Grand-Prêtre du dieu —

PENTHÉE

Tirésias, par exemple —

TIRÉSIAS

— et un collège de Bacchantes auquel ne seraient admises que des femmes de mœurs irréprochables, choisies avec soin, passant des examens sévères —

DIOMÉDON

Penses-tu, par de telles propositions, émouvoir l'âme fière de Penthée, Tirésias ? Écoute-moi, Penthée ; as-tu peur de ce qui a lieu après la mort ?

PENTHÉE

Oui, j'ai cette peur.

DIOMÉDON

Lorsque, par un soir d'hiver, tu sieds dans ta salle de festin, entouré de tes fidèles, buvant l'hydromel et le vin noir, et que tu te sens heureux d'être ainsi enveloppé de lumière et de joie, tu vois parfois un oiseau entrer par une porte entrebâillée,

traverser la salle chaude et claire et disparaître comme il était venu. Ainsi nous passons, ô Penthée, sortis d'une nuit inconnue pour disparaître dans une nuit plus profonde, et des millions d'âmes qui sont allées vers le Hadès, nulle n'est revenue nous dire quelles y sont les âmes errantes, et pour connaître la route, il nous faut faire ce voyage aussi. Et voici : Iacchus nous fait connaître cette vie de l'au-delà, et moyennant une brève durée de privations et de dévotions à son culte, il assure les éphémères d'une éternité bienheureuse. N'est-ce pas, ô roi, le parti le plus sage de l'écouter et de lui obéir ?

PENTHÉE

Et s'écroulerait ainsi la splendeur de l'orgueilleuse cité !

DIOMÉDON

Pour l'édification d'une éternelle et divine cité !

PENTHÉE

La gloire serait ternie de la race Cadméide.

DIOMÉDON

O combien heureux qui s'humilierait en vue d'une gloire immortelle !

PENTHÉE

Non ! — Tous deux, sortez ! A vous, je pardonne,

mais Bacchus périra, et je vais à l'instant rassembler les citoyens pour exterminer sa bande.

DIOMÉDON

. Adieu, Penthée!

TIRÉSIAS

Adieu, Penthée au nom de deuil!

Ils sortent.

PENTHÉE, seul

O Persée! Que n'es-tu resté pour combattre ce nouvel ennemi!

Il commence à s'équiper. Soudain Bacchus apparaît à la porte.

BACCHUS

Fils d'Echion, Penthée, homme impie, las de t'attendre aux portes de Thèbes, je suis venu te chercher jusque dans ton palais!

PENTHÉE

Ha! — — Il tire son épée, se précipite vers Bacchus, mais s'arrête en voyant deux esclaves s'avancer derrière celui-ci pour le saisir. Ha! Ha! La bête féroce est venue se prendre au piège! Impudent! penses-tu m'éblouir par les mêmes prestiges que tes crédules adorateurs? Tu connais mal le fils d'Echion, ô fils de Sémélé! L'ombre de ta divinité va se dissiper bientôt. Les esclaves attachent les mains de Bacchus. N'es-tu pas dieu, Bacchus? Tu sauras bien te déli-

vrer tout seul! Avec fureur : Thaumaturge! faiseur de miracles! Tes liens ne sont pas encore brisés! Tu as su tirer l'eau des rochers et la changer en vin; ne viendras-tu pas à bout d'une simple corde? Il tire son épée et s'approche de Bacchus. Ne crains rien, fils de Sémélé; cette épée, au contact de ta gorge, se brisera comme du verre. Si par hasard je te tuais, tu reprendrais tout naturellement ta forme divine. Il pose la pointe de son épée sur la gorge de Bacchus impassible, puis la remettant au fourreau, et parlant aux esclaves qui tiennent Bacchus : Jetez cet homme dans le caveau qui est sous l'étable, après lui avoir lié tous les membres; fermez le caveau par une lourde pierre, et restez toute la nuit à l'entrée! S'il échappe, vous répondrez de lui sur vos têtes! Tu mourras demain, Bacchus! On entraîne Bacchus. — Depuis quelques instants le jour a beaucoup baissé; PENTHÉE, tendant le bras vers la porte : O Zeus, dis-moi par un signe manifeste que vraiment je combats pour toi, et que je remporterai la victoire.

Un éclair illumine la scène, un coup de tonnerre retentit; Penthée sort.

Rideau

DEUXIÈME ACTE

Penthée est assis à droite ; Symaion, Damis, Autonoé (voilée) sont debout à gauche ; derrière eux, Glaucos et des gardes ; assis au fond, Tirésias.

PENTHÉE à Glaucos

Sois prêt à m'amener Bacchus ; je vais d'abord interroger ces prisonniers. Sur un geste de Penthée, les esclaves poussent devant lui Symaion. Glaucos sort. — A Symaion : Qui es-tu ?

SYMAION

Je suis Symaion, du bourg de Délion.

PENTHÉE

Tu fis pour venir jusqu'à Thèbes une longue route.

SYMAION

Un daimôn sacré me poussait.

PENTHÉE

Quelle inspiration te soufflait-il ?

SYMAION

Il m'assurait qu'avant de mourir je verrais le dieu nouveau.

PENTHÉE

C'est l'imposteur Bacchus que tu nommes ainsi ?

SYMAION

C'est le divin Bromius, fils de Zeus, qui doit vivre, mourir et renaître, et régénérer les cultes anciens.

PENTHÉE

Les cultes anciens ne te suffisaient donc plus ?

SYMAION

Une foi nouvelle sollicitait mon cœur encore jeune.

PENTHÉE

Et tu vis Bromius —

SYMAION

Sur le Cithéron, parmi les divines Bacchanales.

PENTHÉE

Et que dis-tu ? Remercias-tu Zeus d'avoir prolongé ta vie au delà du terme naturel ?

SYMAION

Je dis au fond du cœur : O Zeus je fus pour toi un serviteur fidèle, et maintenant, suivant l'inspiration

du daimôn sacré, tu me laisses aller et m'endormir avec mes pères, content d'avoir vu avant de mourir le dieu nouveau ton fils.

PENTHÉE

Tes cheveux blancs ne descendront pas en paix dans le Hadès.

SYMAION

Que m'importe? J'ai vu ce qu'il me fallait voir!

PENTHÉE

Maudis la vieillesse qui te fit atteindre une mort déshonorante.

SYMAION

Il ne sera pas déshonorant de mourir en l'honneur de Bacchus.

PENTHÉE

Je te donnerai cette satisfaction. *Aux esclaves.* Emmenez-le. *A Damis, qu'on amène devant lui pendant que d'autres entraînent Symaion.* Et toi, homme à l'aspect heureux, qui es-tu?

DAMIS

Je suis Damis, depuis trois ans je m'attache aux pas de Bacchus.

PENTHÉE

Quel était auparavant ton négoce?

DAMIS

J'affermais les péages à Cyzique. Il me vit assis et me dit : *Lève-toi et suis-moi* et j'obéis.

PENTHÉE

Tu crois donc aussi que Bacchus est fils de Zeus ?

DAMIS

Oui, en procédant d'Hermès, esprit divin de Zeus.

PENTHÉE

Explique-toi.

DAMIS

Le dieu s'engendre lui-même et reparaît dans une nouvelle génération après avoir traversé le sein d'une déesse, à la fois son épouse et sa mère.

PENTHÉE

Je ne comprends pas.

DAMIS

C'est pourtant bien simple. Zagreus —

PENTHÉE

Qui est Zagreus ?

DAMIS

Fils de Coré et de Hadès, le même que Iacchus.

PENTHÉE

Quel est encore celui-là ?

DAMIS

C'est Bacchus enfant, autrement dit Coros, époux et fils de Coré.

PENTHÉE

Continue.

DAMIS

Iacchus est donc le fils de Coré ; il est père et fils à la fois ; de là vient son surnom de Dimetôr.

PENTHÉE

J'ignorais ce surnom. Poursuis.

DAMIS

Deux couples divins se balancent et s'équilibrent. Dionysos Eleutherios et Coré Sôteira correspondent nettement à Dionysos Sôter et Coré Eleutheria.

PENTHÉE

Cela saute aux yeux.

DAMIS

Iacchus est le double fils de ces deux couples ; il se tue lui-même et se survit.

PENTHÉE

C'est clair !

DAMIS

Et cette dualité se transforme ainsi en Trinité.

PENTHÉE

Par quel moyen?

DAMIS

Ne connais-tu pas Bacchus Triphyès ou Trigonos?

PENTHÉE

Je l'ignorais absolument.

DAMIS

Il est triple; trois ans dans les enfers, il fut l'époux de Perséphoné.

PENTHÉE

Dans trois heures il pourra de nouveau être l'époux de Perséphoné.

DAMIS

Il doit trois fois naître, mourir et ressusciter.

PENTHÉE

Et Sémélé?

DAMIS

De bons esprits pensent qu'elle fut la nourrice de Bacchus. Mais cette combinaison est fortement entachée d'évhémérisme. J'incline plutôt à croire qu'elle n'a pas existé.

PENTHÉE

Sémélé, sœur de ma mère, n'a pas existé !

DAMIS

Non ; elle est un mythe solaire et terrestre à la fois. Sémélé, Thémélé ou encore Thyoné personnifie la Terre.

PENTHÉE

Et moi, suis-je un mythe solaire ?

DAMIS

Peut-être. J'étudierai la question après ta mort.

PENTHÉE

Tu crois donc me survivre ?

DAMIS

Je suis immortel. Conçois-tu un dieu, un prophète ou un sage sans un Damis qui recueille ses belles pensées.

PENTHÉE

Comment maintenant ce Bacchus qui est un avec son père est-il fils de Hermès ?

DAMIS

Bacchus n'est pas fils de Hermès, mais Hermès transmit l'enfant de sa mère à sa nourrice.

PENTHÉE

Que signifie le culte du vin ?

DAMIS

Le vin symbolise ou contient — je ne sais au juste — le sang de Bacchus, de même que dans les mystères de Déméter et Coré infernales, le froment représente son corps, ou plutôt son corps représente le froment. Ce que tu ne soupçonnes peut-être pas, c'est que Coré était vierge quand elle enfanta Bacchus ; son nom du moins le laisse supposer ; et ceci porte d'ailleurs le coup de grâce aux interprétations évhéméristes. Ce qui est sûr, c'est que Hermès, l'esprit divin, procède de Zeus par Bacchus, et Bacchus de Zeus par Hermès, et qu'ils sont d'une nature semblable ou similaire.

PENTHÉE

Voilà qui est élégant, simple et compréhensible ! Et mes deux villes pillées, mes bestiaux égorgés, mes serviteurs tués, l'oisiveté, le meurtre, la rébellion prêchés partout dans mes états, comment l'évhémérisme rend-il compte de tout cela ?

DAMIS

Comment — on a pillé ! c'est incroyable ; c'est inadmissible, ce sont des agents provocateurs —

PENTHÉE

Cesse de railler. As-tu compris que ton heure est venue ?

DAMIS

Bacchus est immortel ; s'il le veut il pourra me sauver.

PENTHÉE

Il a ressuscité des morts, n'est-ce pas ?

DAMIS

Il a fait mourir aussi d'insolents vivants. Que le sort de Lycurgue, roi de Thrace, t'instruise et te ramène à la sagesse.

PENTHÉE

Qu'arriva-t-il à Lycurgue ?

DAMIS

Il avait voulu arracher la vigne de son pays ; Bacchus le frappa d'une folie furieuse, pendant laquelle ce roi viola sa mère, tua sa femme et son fils, se coupa le pied avec une hache, fut précipité du haut du Rhodope et déchiré par des panthères.

PENTHÉE

Tout ceci est affreux, mais n'est-ce pas aussi un mythe solaire ?

DAMIS

On l'a soutenu. Lycurgue signifierait l'hiver, meneur de loups, menaçant pour la vigne — dans cet ordre d'idées, tout peut se défendre.

PENTHÉE

Ne crois pas Damis, parce que tu m'as fait rire, que ta vie soit épargnée. Si ta folie paraît moins dangereuse que celle des pillards et assassins du reste de la bande, elle est plus menaçante pour l'avenir. — Ah ! si jamais Bacchus et toi vous aviez le pouvoir, avec quelle férocité méticuleuse n'exterminerais-tu pas tous ceux qui penseraient autrement que toi sur la vie de ton maître et la moralité de ses exploits ! En Damis, je punirai la rage néfaste des subtilités mystiques ! *Sur un geste de Penthée on entraîne Damis et on amène Autonoé devant lui.* Enlève ton voile, femme, et dis-moi ton nom.

AUTONOÉ

J'aime mieux, s'il le faut, mourir voilée et inconnue.

PENTHÉE

Ta voix n'est pas nouvelle à mon oreille, bien que tu cherches à la déguiser. *Aux esclaves :* Enlevez ce voile.

AUTONOÉ, *se dévoilant*

Connais maintenant qui je suis.

PENTHÉE

Ma sœur parmi les captifs! Est-ce une erreur, ou pris-tu part aux infâmes Bacchanales?

AUTONOÉ

Je me glorifie d'avoir célébré les Bacchanales sacrées.

PENTHÉE

Ne cherche pas à m'irriter; attends-tu de moi un châtiment?

AUTONOÉ

Ce que je crains le plus est de voir ton cœur égaré jusqu'au bout!

PENTHÉE

Dis-moi pourquoi tu allas aux Bacchanales.

AUTONOÉ. Elle met un genou en terre devant son frère, et lui prend doucement la main

Pour adorer le doux, le divin Bacchus!

PENTHÉE

Tu aimes cet homme!

AUTONOÉ

J'adore ce dieu.

PENTHÉE

Quand le vis-tu pour la première fois?

AUTONOÉ

Ce fut un jour d'automne où je revenais des Mystères de Coré, rêveuse et l'âme dispose à recevoir le souffle divin. Je vis sur une place une grande foule autour d'un homme jeune, pâle, et qui me sembla beau. Les hommes, agenouillés, tendaient les mains vers lui; les femmes, les cheveux épars dans la poudre, cherchaient de leurs lèvres les pans de ses vêtements. Mais lui, rêveur, se taisait et semblait regarder en lui-même, et, comme j'étais voilée et accompagnée d'une seule servante, j'osai m'arrêter et je l'écoutai.

PENTHÉE

Que disait-il?

AUTONOÉ

Il flétrissait les Rois, les Prêtres, les Riches; sa parole me révoltait et m'attirait. Il dévoua au malheur la maison de Cadmus; il annonça la destruction de Thèbes. J'étais pénétrée d'horreur, mais d'une sorte d'horreur religieuse; quand je fus partie, ma pensée resta tournée vers lui, et par moment je maudissais mon rang et ma fortune. — Puis je le vis en songe, vêtu de blanc, et il me dit qu'il devait mourir, offert en sacrifice à son père Zagreus, à son père, qui, disait-il, était lui-même.

— Souvent ainsi je l'ai vu en songe. Mais voici comment je le revis. — Une de mes esclaves, fidèle à son culte —

PENTHÉE

Nomme-moi la proxénète de Bacchus!

AUTONOÉ

Elle est morte maintenant — Comme elle mourut paisible, heureuse, parlant de fiançailles, de mariage divin avec Iacchus — J'étais presque jalouse de cette mort nuptiale — Un soir elle m'avait menée dans l'obscure hypogée où Iacchus enseignait en secret — Il y avait là maint disciple, mais je ne vis que lui —

PENTHÉE

Quelles conjurations néfastes, quelles paroles atroces prononçait cet homme pervers?

AUTONOÉ

Il disait : *Aimez-vous les uns les autres ; comme je vous ai aimés, aimez-vous les uns les autres. Je vous laisse ma paix, je vous donne ma paix; je ne vous la donne pas comme le monde la donne : que votre cœur ne se trouble point, et ne craignez point.*

PENTHÉE, troublé

Que signifient ces paroles?

AUTONOÉ, en extase

Bacchus me vit, et s'avança vers moi; mais je tombai à genoux devant lui, et je lui dis : Maître, je te donne mon amour entier. — Il me répondit : *Femme, tu ne me donnes pas ton amour entier, car tu n'as pas sacrifié au fond de ton cœur le dernier souvenir de tes affections terrestres.* Je lui dis : Maître, je n'aimerai que toi. — *Tu ne dois aimer*, me dit Iacchus, *que celui qui m'aime, et tu ne dois pas aimer celui qui me hait, car nul ne peut servir deux maîtres. Celui qui m'aime, tu l'aimes en moi, et si tu aimes celui qui me hait, tu me hais pour autant que tu l'aimes.*

PENTHÉE, en lui-même

Je ne suis pas venu apporter la paix — — — le père aura son fils pour ennemi — —

AUTONOÉ

O combien je fus triste, lorsque je me crus abandonnée du dieu! mon âme me sembla mourir en moi-même — — quelle nuit tombait sur moi, quelle nuit du Hadès! c'est alors que j'appris ton crime, mon frère, et que tu retenais captif le dieu sauveur.

PENTHÉE

Oui! Cet homme, cet imposteur, est en mon pou-

voir. Il va expier ses crimes par une mort lente et ignominieuse.

AUTONOÉ

Non! Iacchus n'est plus ton captif : Je l'ai vu libre, cette nuit!

PENTHÉE

Bacchus est libre!

AUTONOÉ

Bacchus est libre! Écoute! Quand j'appris qu'il était captif, je m'enfuis, folle de douleur, hurlante par les rues. J'allai vers les adorateurs du dieu. Avec eux je pleurai jusqu'au moment où tes soldats sont venus attaquer cette foule sans armes. Je ne voulus point fuir; je ne pus mourir; des hommes m'entraînèrent, captive, proférant des insultes que je comprenais à peine. Avec les autres prisonniers, je passai la nuit dans la cour du palais. Comme j'étais debout, transie de froid, baignée de larmes, je vis à côté de moi, dans une clarté vague, un homme, vêtu de blanc et que je ne reconnus point. Il me dit : *Femme, pourquoi pleures-tu?* et je lui dis : Je pleure parce que j'ai perdu Iacchus, mon maître et mon dieu — et, pensant que c'était un serviteur du palais, j'ajoutai : Ne peux-tu me dire où ils le retiennent captif? — Mais il m'appela de mon nom : *Autonoé!* Je le

reconnus, alors, et je dis : O divin Bacchus ! — Mais il dit : *Ne me touche pas, mais va vers mes frères et dis-leur que je vais régner au nom de mon père Zeus.*

PENTHÉE

Impostures ! folies ! Bacchus est captif, lié de liens solides, au fond d'un obscur caveau. Et maintenant son heure est venue. Tout ce que je vois, tout ce que j'entends accroît ma haine. La trahison s'est assise à mon foyer ; ma sœur se prostitue à mon pire ennemi ; mais plus grand est le danger, plus terrible sera la vengeance. Qu'on m'amène Bacchus ! Des esclaves sortent, conduits par Glaucos. Cet homme déshonore par sa naissance le sang des Cadméides. — A Autonoé : En ta personne, il essaya de le déshonorer encore, mais maintenant son heure est venue. — A Tirésias : Tu assisteras au jugement de ton complice. Assieds-toi, et écoute.

TIRÉSIAS

Ce jugement ne confondra pas qui tu crois.

Glaucos entre, suivi des esclaves qui amènent Bacchus, les mains liées sur le ventre. Bacchus lève les yeux, regarde d'abord Tirésias et Autonoé ; puis son regard s'arrête fièrement sur Penthée. Les esclaves et Glaucos vont se placer à gauche.

PENTHÉE, à Autonoé

Tu fis, cette nuit, un rêve tôt démenti. Vois de tes yeux ton Iacchus captif. — Aux esclaves : Faites entrer

ici tous ceux qui attendent devant les portes. Je veux que la cité assiste au jugement de cet homme!

Les esclaves sortent; peu à peu, toute la gauche de la scène se remplit d'assistants. Penthée, après avoir fait quelques pas, s'arrête soudain devant Bacchus, et l'interpellant brusquement avec ironie :

PENTHÉE

En effet, étranger, tes traits sont faits pour plaire aux femmes que tu veux séduire. Ta chevelure longue et flottante respire la mollesse et la grâce; ta peau blanche et délicate n'a point perdu son éclat dans le caveau où je t'avais mis à l'abri du soleil. Dis-moi ton origine; j'aimerais à entendre de nouveau ce récit.

BACCHUS

Pourquoi perdrais-je des paroles à te raconter ce que tu ne saurais comprendre? Je te renvoie à mon disciple Damis.

PENTHÉE

J'ai déjà interrogé Damis, et j'espérais que tu serais plus clair que lui.

BACCHUS

Ce qui est clair pour le sage est obscur pour l'insensé. Tu confonds la clarté et la précision.

PENTHÉE

Pourquoi apportes-tu dans la Hellas des mystères inconnus?

BACCHUS

Depuis longtemps mes mystères se célèbrent dans la fertile Lydie.

PENTHÉE

Les Hellènes doivent-ils prendre des barbares pour modèle?

BACCHUS

En m'ignorant, ils sont plus barbares que les barbares.

PENTHÉE

En quoi consiste ce culte?

BACCHUS

Nous célébrons les Orgies Sacrées.

PENTHÉE

Ces Orgies, quelles sont-elles?

BACCHUS

Il est interdit de les révéler aux non initiés.

PENTHÉE

Quels avantages en retirent ceux qui y prennent part?

BACCHUS

Tu ne peux le savoir, mais ils sont dignes d'être proclamés.

PENTHÉE

Tu disposes bien tes paroles pour exciter en moi le désir de les connaître.

BACCHUS

Les mystères des dieux sont voilés aux yeux des impies.

PENTHÉE

Est-ce la nuit ou le jour que sont célébrés les mystères?

BACCHUS

Le plus souvent la nuit; il y a dans l'obscurité quelque chose d'auguste.

PENTHÉE

La nuit est dangereuse pour la vertu des femmes.

BACCHUS

Le vice se montre également au grand jour.

PENTHÉE

Et quel est l'enseignement que tu répands?

BACCHUS

Tu ne peux le comprendre.

PENTHÉE

Pourquoi?

BACCHUS

Parce que tu n'as pas appris, dans l'assistance aux mystères, le sens véritable de mes préceptes.

PENTHÉE

Tu es à double face, tu donnes d'une main et retires de l'autre.

BACCHUS

D'après quels indices condamnes-tu mon enseignement?

PENTHÉE

D'après les rapports d'agents fidèles.

BACCHUS, montrant Glaucos

Crois-tu de tels hommes capables de saisir le sens des mystères?

PENTHÉE

Tu te dérobes quand tu devrais t'expliquer. Sauras-tu éviter aussi bien le glaive?

BACCHUS

Celui qui m'aime me comprend. L'insensé verse le parfum dans un vase souillé.

PENTHÉE

Tu tiens, fils de Sémélé, à parler le dernier!

BACCHUS

J'aurai l'éternité divine pour parler, et toi, tu te tairas bientôt!

PENTHÉE

Je ne te demanderai pas de m'expliquer toutes les divagations qu'on rapporte sur ta naissance. Je ferai payer cher à ton fidèle Damis l'ennui qu'il m'a infligé tout à l'heure avec ces histoires. Que tu sois double, triple, ton propre père ou ton propre fils, voilà qui a peu d'intérêt puisque, ce jour écoulé, tu auras cessé d'être. C'est à toi que je m'adresse maintenant, Tirésias, dernier survivant des Spartes, vénérable par ton âge bien que ton esprit affaibli ait cédé un moment à la tentation. L'ordre social établi par Cadmus repose sur le travail et la domination familiale héréditaire. Le père vénérable, qui dirige l'activité de ses enfants et de ses serviteurs, est leur intermédiaire naturel auprès des dieux ; il apaise les Maîtres d'en haut par des rites traditionnels, faciles à suivre et reposants pour l'âme. Une hiérarchie paternelle va du dynaste de l'Olympos au plus humble des esclaves. Chacun sait ce qu'il doit de respect à son maître, et de protection à son serviteur. Ces liens sacrés, Bacchus les brise ; il isole l'homme ; il l'incline, il le prosterne, il l'écrase dans la poudre devant des dieux tout puissants et des prêtres redoutés. Il excite et flagelle ses sens,

par l'attrait de la crainte et l'image de la faute défendue multipliée par son culte; il prêche aux hommes une oisiveté démoralisante, qui peut les amener aussi bien aux privations insensées qu'on nous raconte des sages de l'Orient, ou bien aux débauches des Bacchanales. — Donnant à nos efforts un but mystique et extérieur à la vie, il veut laisser l'homme végéter immobile et sauvage, sans espoir de bien-être ni de progrès, tel qu'il était avant que survinssent le très sage ravisseur du feu, et le fils révéré d'Agénor et de Téléphassa, inventeur des signes qui parlent à l'esprit, et fondateur de cette cité.

A ces paroles, tous s'inclinent, excepté Bacchus.

TIRÉSIAS

J'ai deux âges d'homme de plus que toi, ô Penthée, j'ai vu naître et mourir bien des cultes et je crois que nul n'est dangereux, parce que leur esprit intime n'est jamais compris et observé par la foule mobile. Introduis demain le culte de Bacchus; quelles choses seront changées dans la ville? Il y aura chaque année deux ou trois fêtes de plus; un nouveau collège de prêtres et de prêtresses se créera, ainsi que je te l'avais proposé. La vie matérielle de la cité sera à peine modifiée, car on ne saurait vivre toute une année en Bacchanales.

PENTHÉE

La vie morale de la cité sera profondément troublée.

TIRÉSIAS

Je te dirai, Penthée, qu'il ne faut pas tenir les rênes trop tendues, ni l'écluse trop haute. Les femmes surtout s'ennuient vraiment dans les Gynécées, et l'ennui est le plus détestable conseiller. Le jour où elles se sentiront l'âme un peu inquiète, permets-leur d'aller s'épancher en prières plus spontanées et plus intimes que celles du rite ancien ; tu auras évité de mauvaises pensées, sinon des fautes graves. Un pays très libre, laissant chacun libre de se développer comme il l'entend, peut se contenter d'une religion froide et austère. Mais ici où la loi est dominatrice, où chacun suit le sentier marqué à ses pas, affranchis au moins les imaginations. En un mot, si tu veux garder serrées les entraves politiques, brise au moins les liens religieux.

PENTHÉE

Si je cède sur un point, on m'arrachera tout. Il faut présenter à toute espèce de revendications un mur inattaquable.

TIRÉSIAS

Tu es encore jeune et entier ; je suis vieux et plein d'expérience, et si Bacchus comprend bien les nécessités politiques — —

BACCHUS, véhémentement

Vieillard aveugle, qui as un glaçon à la place du cœur, oublies-tu que je suis un dieu, que ma vérité est une et absolue, et que prouver par des raisons politiques la divinité de ma mission, c'est proférer un blasphème ?

Tirésias fait un geste de découragement.

PENTHÉE

J'aime mieux que tu parles ainsi. Au moins tu mourras sans t'être démenti. Mais je veux savoir aussi comment tu excuseras les crimes qu'on te reproche.

BACCHUS

Quels crimes ? Ma vie fut toujours pure et conforme à mon enseignement.

PENTHÉE

En Étolie, tu fus l'hôte d'Æneus.

BACCHUS

Il reçut en effet ma doctrine.

PENTHÉE

Althaia, sa femme, reçut aussi ta doctrine.

BACCHUS

Je ne comprends pas ton sourire. Althaia reçut aussi ma doctrine.

PENTHÉE

Sur ce point je n'ai pas de preuves. Je n'ai connu non plus que des rapports vagues sur les débauches auxquelles se livraient, sous ta direction, les Mimallones et les Clodones de Thrace. A cette époque, tu avais pris le nom de Sabazios — —

BACCHUS

Sont-ce là tous tes griefs ?

PENTHÉE

En Laconie, tu fus l'hôte de Dion. Tu séduisis sa fille Carya, et tu la changeas en noyer.

BACCHUS

Est-ce du noyer que tu tiens cette information ?

PENTHÉE

L'histoire est connue.

BACCHUS

A des accusations aussi ridicules, je ne répondrai pas.

PENTHÉE

Les miracles que tu montres sur le Cithéron aux âmes crédules et simples, les crois-tu entièrement exempts de ridicule ?

BACCHUS

Si ton esprit n'était pas enivré d'orgueil, ils t'auraient depuis longtemps jeté à mes pieds.

PENTHÉE

Que diras-tu de ta visite chez Icarios ?

BACCHUS

Tu vas abuser d'un déplorable accident.

PENTHÉE

Oui ou non, entraînas-tu dans l'orgie les bergers d'Icarios ?

BACCHUS

Icarios mourut par hasard, en tombant dans un fossé.

PENTHÉE

L'errante Érigone porta contre toi une accusation formelle.

BACCHUS

Elle était folle ; elle a mis fin à ses jours.

PENTHÉE

Il n'est pas toujours bon d'être ton hôte.

BACCHUS

Il est toujours mauvais d'être mon ennemi.

PENTHÉE

Tu séduisis et rendis folles les filles de Mnyas.

BACCHUS

Juste châtiment de leur impiété !

PENTHÉE

Quant à l'histoire de Prosymnos, je ne saurais la répéter devant Autonoé. — — Mais les mots sont d'hier et les actes sont d'aujourd'hui. Esclaves! Saisissez cet imposteur! Suspendez-le aux murailles de la ville, face au soleil de midi, pour qu'il expie ses crimes dans une mort longue et atroce.

BACCHUS

Et moi aussi, j'élève la voix! Vous connaissez tous la puissance de ma haine; plus grande encore est celle de mon amour. Tremblez de crainte aujourd'hui devant moi, demain, du frisson de l'extase divine. Tous! à genoux!

Presque tous les assistants se prosternent; seuls quelques esclaves restent debout, retenus par la crainte de Penthée.

PENTHÉE

Saisissez-le! Personne ne bouge. Lentement Bacchus s'avance vers la droite. Il frôle Penthée interdit, immobile. A mesure qu'il s'avance, il étend sa main droite vers les esclaves, et ceux-ci se prosternent l'un après l'autre. Soudain Penthée ressaisit son courage et s'élance vers Bacchus, Bacchus se retourne vers lui, et Penthée, subissant le même ascendant, s'arrête effrayé. Il jette ses regards autour de lui et voit la foule prosternée, et d'une voix sourde: Ainsi, tu m'as trompé, Zeus, auteur des trahisons éternelles! La voie large et fleurie que Prométhée et Cadmus avaient montrée à l'homme, tu ne veux pas que l'homme la suive! et toi-même incapable de lui montrer ces chemins de rêve étrange où tu veux le séduire, tu envoies cet homme, ce dieu nouveau, ton

fils ! Malheur à toi ! Ton fils est stérile, et mourra un jour, et t'entraînera dans la mort ! Malheur à toi ! Le dernier né divin mourra à son tour ! L'altier Olympos où tu habites s'enflammera aux rayons ardents du désir de savoir allumé par Prometheus au cœur de l'homme ! Il s'écroulera, ton fier Olympos, il s'écroulera avec toi, et avec tous les grands dieux Ouraniens ! Malheur à toi ! Je serai vengé et je connais mon vengeur, et ton pouvoir divin, ô Bacchus ! ne saura l'arrêter, car il ignore la crainte. — Voici devant vous le dernier descendant de Cadmus, père de la cité. Il jette ses armes. Frappez-moi, si vous l'osez ! Tous hésitent. Qui donnera le coup de la Mort au dernier des grands rois Thébains ?

AUTONOÉ

Moi !

Elle se jette sur Penthée un couteau à la main et le frappe. Tous alors se ruent sur lui ; il tombe accablé de coups. Les uns sortent alors, traînant son cadavre, les autres se prosternent, tout sanglants, devant Bacchus.

GLAUCOS, se prosternant aussi

Maître, au fond de mon cœur je t'ai toujours adoré.

BACCHUS

Relève-toi ! tu es l'ouvrier de la onzième heure, et ton salaire ne sera pas moindre.

Tous restent devant Bacchus, un genou en terre ou inclinés, excepté Autonoé, qui est couchée à ses pieds.

Rideau

TROISIÈME ACTE

Diomédon et Antenôr sont debout au premier plan

ANTENOR

Et toi, Diomédon, quelle est ton opinion dans l'affaire qui irrite et divise le pays ? Crois-tu Bacchus fils de Sémélé ou fils de Coré ?

DIOMÉDON

Antenôr, je ne veux pas être trop crédule. Nous savons maintenant très bien que Bacchus n'est pas le fils d'une vierge fécondée par Zeus descendu du ciel sous forme d'éclair ou de pigeon, mais bien l'enfant de Sémélé séduite par le soldat Pantherus. Le vieux Cadmus, qui dépassait nos petits politiques d'aujourd'hui, eut l'idée d'attribuer à Zeus l'enfant qu'il envoyait élever à l'étranger. Bacchus l'a peut-être cru, longtemps je l'ai cru aussi, mais aujourd'hui je suis plus défiant.

ANTENOR

Quelles idées te sont venues, Diomédon, depuis

ton voyage d'Athènes ? Jadis tu fus un ardent promoteur du culte nouveau.

DIOMÉDON

Antenôr, quand Bacchus parut, je me sentais l'âme remplie de trouble et d'amertume, et j'avais peur de ce qui est au delà de cette vie. Les cultes traditionnels ne me suffisaient plus ; ils me montraient des dieux que je craignais sans pouvoir les aimer ; ils ne m'offraient pour réparer mes fautes que des purifications toutes rituelles qui ne satisfaisaient mon cœur, ni ma raison. Quand Bacchus parut, un élan nouveau m'emporta vers lui. Mon cœur fut saisi d'un amour divin et je crus apaisée, rachetée à jamais, la Colère des dieux. — Mais Bacchus lui-même je le vis comme les autres irrité, égoïste et jaloux ; le charme s'effaça de l'adoration première. — Son culte avait, nouveau, apaisé en mon cœur des craintes mystérieuses ; il n'avait pas satisfait mon éternel désir de savoir, ni l'amour de liberté qu'avait allumé en moi les mœurs premières de la cité, et qui m'avait fait espérer avec joie la destruction des castes et des rigides liens de la Famille antique ! — Et c'est à Athènes que je connus un homme, de la race ancienne des Philaïdes, et qui fut pour mon âme un vrai Secours ; et cet homme, par la Science, me guérit des vaines Terreurs.

ANTENOR

Il t'enseigna le mépris des dieux.

DIOMÉDON

Ou bien, disait-il, *les dieux n'existent pas, ou bien, éloignés du monde par leur immensité même, ils sont incapables de s'occuper des affaires terrestres.*

ANTENOR

Tu recherches la science ! Prends garde ! Songe à Tirésias qui devint aveugle le jour où la Science Suprême, où Pallas Athéné laissa devant lui tomber ses voiles !

DIOMÉDON

O comme tu comprends mal le châtiment qui frappa Tirésias ! A lui seul entre les mortels, la sagesse de Pallas s'offrait tout entière. Mais quand il la vit devant lui, éclatante et dévoilée, saisi d'un respect superstitieux, il n'osa porter la main sur ce corps qu'il croyait divin. Et de cette crainte, la cécité fut le châtiment et non de l'audace ; et c'est pourquoi, incapable de voir et de savoir ce qui est réel, il ne peut plus maintenant qu'expliquer le vol des oiseaux ou les entrailles des victimes. Et toujours, à l'essor de sa haute raison, la superstition première, dont il n'a su se défaire, oppose une barrière invincible.

ANTENOR, après un silence

Reconnais cependant quelles nobles idées le culte de Bacchus a introduites dans les esprits.

DIOMÉDON

Maintenant que ces idées peuvent, seules, faire leur chemin, Bacchus n'est plus pour moi que le passé qui s'attarde.

Entre Glaucos.

ANTENOR

Salut, Glaucos ; quelles sont les nouvelles ?

GLAUCOS

Une qui doit rester secrète : Polydore, fils de Cadmus, est à Thèbes, inconnu.

ANTENOR

Veut-il revendiquer son trône ?

GLAUCOS

Il le revendiquera.

DIOMÉDON

L'épée hors du fourreau, encore, et pour longtemps.

Après un silence, entre Tirésias.

ANTENOR, bas

Tirésias vient ici ! il est perdu.

GLAUCOS, bas

Bacchus sera impitoyable !

DIOMÉDON, bas

Bacchus pardonnerait peut-être, mais Damis ne pardonnera pas.

La scène se remplit peu à peu de nouveaux arrivants.

DIOMÉDON, bas

Voyez comme la foule servile fuit le contact de Tirésias, maintenant qu'il est suspect et menacé !

ANTENOR, bas

A des âmes aussi viles, il faut une religion.

DIOMÉDON, bas

C'est au nom de la religion que ces hommes accomplissent leurs bassesses et leurs crimes ! Interroge-les : c'est l'erreur de Tirésias qu'ils diront haïr, et non sa déchéance !

UN HÉRAUT, de la porte

Le dieu va manifester sa présence.

DIOMÉDON

J'aime mieux ne point voir ce qui va se passer.

Il sort, tous les autres se prosternent.

Deux prêtres entrent, puis Bacchus qui jette sur la foule prosternée un regard de domination et de mépris; d'autres prêtres viennent ensuite, et, fermant la marche, le Grand-Prêtre Damis.

DAMIS

Relevez-vous ! Le dieu a repris sa forme humaine et maintenant les yeux profanes peuvent le voir sans danger.

Les Thébains se relèvent, secouant leurs robes aux genoux.

BACCHUS, désignant Tirésias de son thyrse

Voilà l'insolent qui osa nier ma divinité !

Vieillard ! Faut-il te répéter ce que tu devrais savoir ? Tu donnes pour mère au dieu Bacchus une simple mortelle ! A Damis : Prêtre, proclame la vérité, afin que nul n'erre à l'avenir ! Il s'assied.

DAMIS

L'Enfant que Zeus engendra dans le sein de la vierge Coré fut transmis à Sémélé par Hermès. Ainsi Bacchus naquit trois fois : de Coré d'abord, dont la virginité répudiait le travail de l'enfantement ; — la seconde fois de Sémélé, quand elle eut été frappée de la foudre ; — et la troisième fois de Zagreus, qui fut Bacchus préformé, à la fois mâle et femelle, pour se contenir et s'enfanter lui-même. De même, Bacchus mourra trois fois : la première fois en tant que Zagreus, Bacchus divin et primitif ; la seconde fois en tant que Bacchus terrestre ; la troisième fois en tant que Coros Sôter ou Rédempteur, époux infernal de Coré Eleutheria, la libératrice qui intercède auprès de lui.

LES PRÊTRES

Gloire à Bacchus ! Rédemption au Rédempteur !

DAMIS

Et quiconque niera les vérités que je viens d'exprimer sera puni comme corrupteur de la jeunesse et contempteur des dieux. Vive sensation.

DIOTIMOS

Ces trois formes de la divinité de Bacchus sont-elles successives ou simultanées, distinctes ou confondues ?

DAMIS

Elles sont à la fois distinctes et confondues, de même que, dans le triangle qui en est l'emblème, les trois côtés existent par eux-mêmes et existent comme tout ; elles sont successives et simultanées comme les trois lignes que nous connaissons successivement en tant que lignes et simultanément en tant que triangle. D'ailleurs, à la hauteur où plane la divinité de Bacchus, l'espace et la simultanéité, le temps et la succession ne sont que de vains mots.

DIOTIMOS

C'est clair !

DAMIS

Silence !

BACCHUS

Maintenant que vous possédez *la Voie, la Vie et la Vérité, il faut arracher d'entre vous l'arbre qui ne porte pas de bons fruits, il faut couper le membre gangrené :* j'ai nommé le vieillard Tirésias, qui répandait parmi vous de pernicieuses doctrines, insinuant que ma nature était différente de celle de mon père, et tombant dans les plus lamentables hérésies. *Or il faut que le scandale arrive, mais malheur à celui par qui le scandale arrive !* Donc Tirésias sera puni en avertissement aux obstinés.

TIRÉSIAS

J'ai vu les Hellènes se faire des guerres sanglantes pour des intérêts parfois légers ; j'ai vu le Locrien détester l'Étolien, le Thessalien menacer le Béotien, l'Athénien attaquer les terres de Mégare. J'ai vu des hommes s'injurier parce que les uns étaient Asiatiques, les autres Européens ; encore combattaient-ils sous des chefs différents et parfois l'un contre l'autre. Mais jamais jusqu'à ce jour la Hellas n'avait vu les citoyens d'une ville condamner à mort d'autres citoyens de la même ville parce qu'ils pensaient différemment sur un point d'interprétation de dogme.

BACCHUS

La raison de mon pouvoir est l'établissement de l'unité. Je veux régner sur des sujets de la même

race et pensant de même sur chaque chose. Le dissident est l'ennemi; si légère que soit l'hérésie, elle est suffisante pour faire tache. J'ai fait condamner et vendre comme esclaves des métèques asiatiques riches, industrieux, intelligents, mais d'une autre race et d'une autre religion, et je poursuivrai la même politique d'isolement et de conformisme.

CYNÈS, bas, à Antenôr

Le plus curieux, c'est que Bacchus n'a pas une goutte de sang thébain dans les veines! Sa mère était Phénicienne, et son père — Il se tait sur un geste effrayé d'Antenôr.

TIRÉSIAS

Est-ce là l'application de ces doctrines de fraternité et d'amour que tu as prêchées jadis? N'est-ce pas toi qui disais : *Aimez vos ennemis; quel mérite y a-t-il à aimer ses amis? Un péager le ferait!*

DAMIS

Oui, mais le Maître a dit aussi : *Si ta main te fait tomber en faute, coupe-là; il vaut mieux entrer dans la vie avec une main que dans la mort avec deux.*

TIRÉSIAS

N'as-tu pas dit : *Ne jugez point et vous ne serez point jugés.*

DAMIS

Oui, mais le Maître a dit aussi : *Les hommes rendront compte au jour du jugement de toutes les vaines paroles qu'ils auront dites.* Rires

TIRÉSIAS

Sont-ce de vaines paroles, celles par lesquelles je défends ma vie ?

DAMIS

Le mauvais sera jeté dans la fournaise ardente.

TIRÉSIAS

Bacchus ! Laisseras-tu ce valet me railler plus longtemps ?

BACCHUS

N'insulte pas Damis, sûr dépositaire de ma doctrine ! Tu le hais parce que tu souhaitas d'être Grand-Prêtre et que tu ne pus l'obtenir. Mais ta haine et ton erreur vont être châtiées. — A Damis : Je te livre cet homme pour prononcer sur lui.

DAMIS

Que cet homme soit maudit et retranché de la Communauté des Fidèles ! Mais comme nos croyances sacrées nous interdisent de juger et de condamner, nous veillerons simplement à ce qu'il soit enfermé dans une enceinte sûre, afin que sa mauvaise doctrine ne corrompe personne, et nous

interdisons de lui apporter nourriture ni boisson. Qu'on le saisisse, qu'on l'emmène, Anathema, Maranatha !

Les Thébains se précipitent à l'envi sur Tirésias, qui est brutalement entraîné au dehors. La foule sort peu à peu avec force génuflexions. — Autonoé et ses suivantes entrent et viennent se prosterner devant Bacchus et se ranger à sa droite ; les Prêtres se placent à gauche. Autonoé et Damis sont assis sur deux sièges au pied de l'estrade, les autres debout.

DAMIS

Qu'on introduise les pèlerins étrangers.

Entrent une dizaine de pèlerins, hommes et femmes ; chacun remet une offrande à un prêtre placé près de l'entrée et va se prosterner devant Bacchus, puis sort par la porte de gauche.

Pendant ce défilé, chant religieux :

DAMIS, *intonation*

Hocus pocus !

LES PRÊTRES

Bonus jocus !

DAMIS

Bacchus protogonos !

LES PRÊTRES

Protège-nous !

Bacchus aux deux mères !

Protège-nous !

Bacchus aux deux formes !

Protège-nous !

Bacchus aux deux sexes !

Protège-nous !

DAMIS

Bacchus, roi de Nysos!

LES PRÊTRES

Protège-nous!

Bacchus, reine chaste et sacrée!

Protège-nous!

Bacchus aux mille noms!

Protège-nous!

Bacchus trois fois revenu!

Protège-nous!

Bacchus qui gémis sur l'Olympe!

Protège-nous!

Bacchus caché!

Protège-nous!

Bacchus farouche!

Protège-nous!

Bacchus ineffable!

Protège-nous!

Bacchus guerrier!

Protège-nous!

DAMIS

Bacchus prophétique!

LES PRÊTRES

Protège-nous!

Bacchus front de taureau!
Protège-nous!

Bacchus Euios!
Protège-nous!

Bacchus Lysios!
Protège-nous!

Bacchus Lenaios!
Protège-nous!

Bacchus Eleutherios!
Protège-nous!

Semence vénérable!
Protège-nous!

Germe sacré des dieux!
Protège-nous!

Porteur de thyrse!
Protège-nous!

DAMIS

Porteur de férule!

LES PRÊTRES

Protège-nous!

Tour d'ivoire!

Protège-nous!

Miroir de justice!

Protège-nous!

Porte d'or!

Protège-nous!

Persée entre tout droit et reste debout au milieu de la salle, regardant cette cérémonie d'un œil étonné; Andromède, qui le suit, s'arrête à côté de lui.

DAMIS

Fleur sacrée!

LES PRÊTRES

Protège-nous!

Rose mystique!

Protège-nous!

Ami de la joie!

Protège-nous!

A la belle chevelure!

Protège-nous!

DAMIS

Étoile d'espérance!

LES PRÊTRES

Protège-nous!

Trois fois broyé!

Protège-nous!

Rédempteur du Monde!

Protège-nous!

Qui te réjouis des épées et du sang!

Protège-nous!

Bacchus agréable à tous!

Protège-nous!

Bacchus fructueux!

Protège-nous!

Un prêtre court à Persée; il lui fait comprendre qu'il doit remettre une offrande, suivre la file et aller se proterner : Persée le regarde avec étonnement, puis se met à éclater de rire.

DAMIS

Bacchus frénétique!

LES PRÊTRES

Protège-nous!

Bacchus, ami des Ménades!

Protège-nous!

DAMIS

Bacchus —

PERSÉE

Parle donc! Explique-moi ce que tu désires!

DAMIS

Quel est le mortel qui ose parler en présence du dieu?

PERSÉE

Quel dieu? Ce n'est pas mon hôte Penthée qui s'est affublé de cette mitre?

Geste d'horreur des Prêtres.

DAMIS

Tais-toi donc! Veux-tu que la foudre descende sur ta tête?

PERSÉE

Cet intendant commence à m'ennuyer.

ANDROMÈDE

Persée, je t'en prie —

A ce nom, Bacchus se lève.

PERSÉE

Alors, que l'on s'explique! J'arrive de Libye et ne suis pas au courant. Où est Penthée? Que se passe-t-il ici?

Cependant les pèlerins étrangers sont sortis.

BACCHUS, imposant silence à Damis

Je suis Bacchus, roi de Thèbes. J'ai succédé à Penthée au printemps dernier.

PERSÉE

Penthée est donc mort?

BACCHUS

A la chasse, par accident.

PERSÉE

A quel titre lui succédas-tu?

BACCHUS

Comme époux de sa sœur Autonoé.

PERSÉE

Et d'où te vient ce costume étranger?

BACCHUS

Élevé dans la Lydie, j'en ai conservé les mœurs. Et toi, mon hôte? J'ai cru entendre qu'on te nommait Persée.

PERSÉE

Je suis Persée.

BACCHUS

Quelle est cette femme?

PERSÉE

Ma compagne Andromède, fille de Cassiopée, que j'ai délivrée de la mort.

BACCHUS

Pourquoi n'as-tu pas dit : *mon épouse?*

PERSÉE

Parce que l'épouse est esclave et que celle-ci est véritablement une autre moi-même.

BACCHUS

Sieds-toi, étranger, et sois mon hôte.

Persée et Andromède vont s'asseoir à droite. Sur un signe de Bacchus, les Prêtres sortent par la porte du fond, les femmes par la porte de gauche. Bacchus se lève et fait signe à Damis, qui vient le rejoindre au premier plan.

DAMIS, bas

Bacchus, pourquoi n'as-tu pas voulu manifester ta divinité à cet insolent?

BACCHUS, bas

Ne cherche pas à pénétrer les voies divines.

DAMIS, bas

Je m'humilie devant ta sagesse.

BACCHUS, bas

Il faut gagner cet homme. Je connais sa vaillance, son désintéressement et l'idéal qu'il poursuit. Si

nous pouvions l'avoir avec nous, nous ne craindrions aucun ennemi.

DAMIS, bas

Et comment veux-tu faire ?

BACCHUS, bas

Je veux redevenir pour lui ce que j'étais autrefois — Il soupire. — quand je n'étais pas dieu. Il faut lui montrer tout ce que ma doctrine contient d'amour et de fraternité ; dissimuler de ton mieux le côté métaphysique et théocratique, qui lui inspirerait sans doute de vives défiances.

DAMIS, bas

Comme ta doctrine est profonde ! Comme elle est riche ! Comme elle est souple !

BACCHUS, bas

Je me flatte que chacun y trouve ce qu'il y cherche. Le puissant y voit un appel à l'obéissance, à la résignation, au détachement des biens de ce monde qui lui semble propre à tranquilliser ceux qu'il opprime. Le pauvre est satisfait dans sa haine pour le riche par la pensée des châtiments que celui-ci ne saurait éviter après sa mort, non plus que le chameau ne saurait passer par le trou d'une aiguille. La dureté des peines éternelles plait aux âmes justicières et

vindicatives; et j'ai semé assez de belles paroles pour endormir et charmer les âmes simples et tendres.

DAMIS, bas

N'est-ce pas là le caractère de la vérité divine, de renfermer ainsi en elle toutes les vérités humaines?

BACCHUS, bas

Je te confie donc Persée; endoctrine-le, fais qu'il se donne corps et âme à mon œuvre.

Damis va s'asseoir à côté de Persée. Sur un signe de Bacchus, Autonoé se lève et s'approche; il l'arrête au moment où elle va s'agenouiller devant lui.

AUTONOÉ

Quelle est ta volonté, Maître?

BACCHUS, bas

Tu m'as dit, Autonoé, que tu m'aimais par-dessus toutes les affections terrestres?

AUTONOÉ

J'essayai de te le prouver.

BACCHUS

M'aimes-tu plus que toi-même?

AUTONOÉ

Je t'aime vraiment plus que moi-même.

BACCHUS

M'aimes-tu plus que ton amour pour moi ?

AUTONOÉ

Que veux-tu dire ?

BACCHUS

M'aimes-tu assez pour sacrifier ton amour, s'il le faut ?

AUTONOÉ

Je suis ton esclave obéissante.

BACCHUS, bas

Il faut qu'Andromède soit à moi. Autonoé baisse la tête et soupire. Je compte sur toi pour me seconder.

AUTONOÉ

Ordonne, et tes ordres seront accomplis.

BACCHUS, bas

Je veux séduire l'âme aujourd'hui libre d'Andromède par le charme féminin de ma religion. En la femme, nous voyons pour ainsi dire une idéale et divine impureté. En proclamant la crainte que nous avons d'elle, le crime qu'elle est, nous en faisons le génie du mal, adorable, exécrable, tout puissant. L'idée de la faute pimente le charme des actes amoureux ; l'habitude des macérations et des ascétismes suggère à l'esprit de nouveaux excitants

d'amour. Dans l'ancienne loi, la femme n'était qu'esclave; Persée la rend libre, l'égale et la compagne de l'homme. Il faut qu'Andromède connaisse un autre état, celui où la femme, soi-disant obéissante, dirige en fait l'homme qui l'aime. Je compte user encore d'autres armes pour détruire l'œuvre de cet aventurier, tout en conservant à mon profit la jeune force qui l'anime. *Il va vers Persée.* Étranger, Damis va te mener au bain, cependant que je confierai Andromède à Autonoé. Nous te reverrons tout à l'heure.

PERSÉE

Merci, Bacchus, de ton hospitalité.

Il sort avec Damis. Autonoé et Andromède vont l'une vers l'autre, se prennent les mains et causent de l'air le plus amical en se rapprochant de Bacchus.

BACCHUS

Eh bien, Autonoé, Andromède te donne-t-elle beaucoup de détails sur les formes nouvelles du costume libyque?

AUTONOÉ

Bacchus! crois-tu donc les femmes incapables de parler sérieusement? C'est plutôt moi qui instruis en ce moment Andromède.

ANDROMÈDE

Autonoé m'enseigne un art que j'ignorais jusqu'ici. Elle prétend que je ne saurai pas retenir

l'amour de Persée, que je l'admire trop, que je le regarde avec trop de complaisance, que je suis trop constamment tendre et aimante : L'art de résister, dit-elle, sert autant que l'art de céder.

AUTONOÉ

Andromède est une sauvage; elle croit l'amour chose bien simple et ignore toutes les sensations que la civilisation nous amène à rechercher. Quand je lui affirme que pour retenir l'homme que nous aimons, nous feignons parfois d'en aimer un autre, elle refuse de me croire.

BACCHUS

La résistance, ou la menace d'un autre amour, sont pour les femmes des armes puissantes. Tout ce qu'une femme arrive à ne pas montrer de sa beauté ou à ne pas donner de son amour s'ajoute à son prestige.

ANDROMÈDE

Pourquoi ce marchandage?

AUTONOÉ

Coquetterie cela s'appelle — mais pour conserver l'ascendant. Le voile ne donne-t-il pas un caractère mystérieux à la beauté des femmes et le refus un caractère religieux à leur amour?

ANDROMÈDE

C'est justement ce caractère religieux que je crains. Pourquoi ne pas vivre simplement et naturellement ?

AUTONOÉ

Le plaisir s'affaiblit par la continuité.

ANDROMÈDE

Aussi les actes de l'amour ont-ils leur temps limité dans une vie bien ordonnée.

BACCHUS

Non pour nous, car ils sont une faute et la seule fin de l'existence est par conséquent de les éviter ou de les rechercher. Apprends quelle valeur notre religion leur donne. Elle les met en balance dans certains cas avec l'éternité de bonheur ou de souffrance.

ANDROMÈDE

Certes, de mettre l'amour en parallèle avec une éternité de bonheur ou de souffrance doit aboutir soit à le faire rechercher avec passion, soit à le faire fuir avec terreur.

BACCHUS

A l'un et à l'autre.

ANDROMÈDE

Quelle étonnante complication de vie !

BACCHUS

Elle nous amène à une grande richesse de sensations.

ANDROMÈDE

Comme les esprits doivent être troublés!

AUTONOÉ

Ce trouble même fait notre bonheur.

BACCHUS

Ce trouble, nous prenons soin de l'accroître et de le perpétuer. D'autres laisseraient ignorer à la femme ses erreurs, ses hésitations, ses fautes légères; nous l'obligeons, au contraire, à en conserver le souvenir, à les repasser souvent dans sa mémoire, et — à des époques déterminées — à venir les confier à un homme sage — et ainsi l'état troublé subsiste en elle.

ANDROMÈDE

Et pourquoi n'est-ce pas au compagnon de sa vie que la femme fait de telles confidences?

AUTONOÉ

Pourrait-elle lui confier les sentiments qu'il apprendrait avec déplaisir?

ANDROMÈDE

Et les hommes qui se chargent de cette direction d'âmes n'essaient-ils jamais d'en abuser?

BACCHUS

Rarement. D'autres satisfactions plus raffinées leur sont offertes.

ANDROMÈDE

Que leurs âmes aussi doivent être troublées ! Et à quel âge faites-vous commencer ces dangereux examens ?

BACCHUS

Chez l'enfant, à onze ou douze ans. Et, vers la même époque, nous faisons subir à l'enfant une initiation au mariage : c'est notre principale cérémonie religieuse.

ANDROMÈDE

Il me paraît sage, en effet, d'enseigner à l'enfant ce que c'est que l'amour avant qu'il ne s'y laisse précocement attirer.

AUTONOÉ

Bien au contraire, nous lui en laissons ignorer la nature exacte : nous lui en faisons pressentir les impressions.

ANDROMÈDE

Cependant vivant les uns à côté des autres, les enfants —

AUTONOÉ

Nous prenons soin de séparer les sexes, afin de laisser à l'amour l'attrait de l'inconnu.

ANDROMÈDE

Vous l'interdisez et vous l'excitez ainsi.

BACCHUS

Nous lui donnons par là une importance capitale.

AUTONOÉ

C'est la même fin que nous poursuivons dans toute notre vie. Les femmes ont comme vêtement de nuit ou d'intérieur de longues robes flottantes cachant leur gorge, leurs bras, et dissimulant leurs formes, et quand elles vont aux assemblées où elles rencontrent les hommes, c'est une émulation à qui sera la moins vêtue.

ANDROMÈDE

Et pourquoi ce contraste étrange ?

AUTONOÉ

A quoi sert de montrer sa beauté à l'homme qui vous possède et dont les désirs sont sûrs d'être satisfaits ? La dévoiler au contraire à l'étranger qui peut-être ne touchera pas votre main, c'est allumer un désir irréalisable, qui profitera peut-être à une autre femme.

ANDROMÈDE

Pour moi, je ne saurais faire un mystère à Persée

de mon corps, qu'il connut tout entier quand j'étais enchaînée, nue, sur le rocher.

BACCHUS

Voilà une faute dont tu dois te purifier.

ANDROMÈDE

Tout ce que tu me dis me trouble ; je voudrais vivre, ne fût-ce qu'un instant, cette vie raffinée et surnaturelle.

AUTONOÉ

Essaie seulement de pénétrer les sentiments intimes de ton âme ; Bacchus, qui est prêtre autant que roi, t'aidera à le faire.

ANDROMÈDE

Je verrais du mal à cela.

BACCHUS

Toutes les femmes le font ici et n'en sont pas moins épouses fidèles.

AUTONOÉ

Ta vertu n'est pas à la merci d'un tel essai.

ANDROMÈDE

Certes le danger ne m'inquiète pas

BACCHUS

Tu ne sembles pas être faite pour mener une telle vie.

ANDROMÈDE

Comment dois-je faire, Autonoé ?

AUTONOÉ

Mets-toi à genoux devant Bacchus.

ANDROMÈDE

En signe d'humiliation ?

AUTONOÉ

Non, pour lui parler de plus près.

Andromède s'agenouille devant Bacchus ; Autonoé, assise derrière elle, lui met la main sur l'épaule.

ANDROMÈDE

Que dois-je dire ?

BACCHUS

Tes pensées les plus intimes.

ANDROMÈDE

Saurai-je les formuler ?

BACCHUS

L'habitude me donne la science divinatoire des sentiments. J'excelle à faire connaître le mal à qui l'ignore.

ANDROMÈDE, faisant un mouvement pour se lever, mais retenue par Autonoé

Quelle nuit ! A quoi bon revenir sur ce qui est fait et se tourmenter de l'irréparable — Ma vie m'apparaît maintenant affreuse et sombre — Est-ce donc là le bonheur promis ?

BACCHUS

Parle, Andromède, je saurai te consoler.

ANDROMÈDE

Je ne puis.

AUTONOÉ

Enfant !

ANDROMÈDE

Persée !

AUTONOÉ

Ton amour est chose profane !

ANDROMÈDE

Depuis un instant je suis là, à genoux devant toi, et cet instant a suffi à me donner plus de pensées mauvaises que vingt ans de vie !

BACCHUS

Parle ! dis ces pensées ! Confesse tes péchés ; ils te seront remis ici-bas et là-haut.

ANDROMÈDE

Est-ce pécher que vivre sa nature! Je résisterai à la séduction. *Elle se dégage et se lève; au même moment Persée entre.* Persée! à moi! *Elle se précipite dans ses bras; Persée la conduit doucement vers les coussins où elle tombe assise. Puis il revient vers Bacchus.*

PERSÉE

Bacchus, ton grand prêtre porte fort mal le vin.

BACCHUS

Quelle est cette plaisanterie?

PERSÉE

Damis est réellement sous une table.

BACCHUS

L'imbécile!

PERSÉE

De plus il m'a appris bien des choses que je ne savais pas, entre autres les desseins que tu me fais l'honneur d'avoir sur moi.

Or je refuse absolument de m'y prêter. Je suis libre et ne veux combattre pour aucune tyrannie. — Oh! Il m'a aussi enseigné les trois faces de ta doctrine et je n'aime déjà pas les gens à double face. De plus je sais que tu prétends être dieu, et j'ai encore moins de sympathie pour les dieux que pour les rois — le Grand-Prêtre a été très éloquent!

BACCHUS

L'ivrogne!

PERSÉE

Quelles séductions essayais-tu sur Andromède? Je ne resterai pas un moment de plus dans ce palais. *Il fait un signe à Andromède qui se lève, et la précède vers la porte; Bacchus se précipite au devant de lui et lui barre le chemin.* Tu veux me forcer à la violence? Je ne combattrai pas mon hôte.

Il va passer par la porte de droite; Bacchus décroche une épée pendue au mur et se jette sur lui; Persée, sentant son mouvement, dégaine et se retourne.

BACCHUS

C'est un dieu que tu combats!

PERSÉE

Puissé-je les tuer tous en toi! *Il attaque Bacchus qui recule jusqu'à la porte du fond.* Bacchus, tu es mon hôte; jette cette épée et laisse-moi passer.

BACCHUS

Jamais! à moi, serviteurs! à moi, Thébains. *Il attaque Persée, qui le frappe et le renverse. — A terre.* Tueur de dieux! *Il meurt.*

PERSÉE

J'accepte cet augure!

La scène se remplit de Thébains et d'esclaves. Tous s'arrêtent, saisis d'une terreur superstitieuse, devant le corps de Bacchus, sur lequel s'est jetée Autonoé. Persée a reculé vers la droite et reste l'épée à la main, au premier plan; derrière lui Andromède est adossée à la muraille.

PERSÉE, *l'épée basse, calme, et d'une voix claire*

Thébains, je vous appelle à la liberté! Sur les ruines du pouvoir civil et du pouvoir religieux, vous pouvez élever l'édifice de votre bonheur. Pourquoi vous soumettiez-vous à travailler pour des maîtres? Gardez ces dîmes de vos champs, qui ne servaient qu'à enrichir vos ennemis; que le travail profite à ceux-là seuls qui ont travaillé! Soyez frères, unissez-vous pour épargner vos efforts et pour mieux combiner votre tâche; mais à cette union n'imposez pas de chefs et cessez de croire que la richesse et le pouvoir soient choses sacrées et d'essence mystique. Quant aux dieux, voyez à quoi sait les réduire un homme libre!

Les Thébains applaudissent sans paraître bien comprendre. Plusieurs se réunissent au premier plan à gauche.

CLÉONYMOS, *bas*

L'occasion est superbe.

DÉMÉAS, *bas*

Il faut le nommer roi.

CLÉONYMOS, *bas*

Rédigeons une adresse.

DÉMÉAS, *bas*

C'est cela, voici mon écritoire.

Tous deux discutent l'adresse, que Déméas écrit. Persée remet son épée au fourreau; il vient prendre la main d'Andromède.

PERSÉE, à Andromède

Ma tâche est accomplie ; partons !

Andromède fait un geste d'assentiment ; Persée va, écartant la foule, sortir par la grand porte, quand Diotimos et Rhamphias s'avancent vers lui.

DIOTIMOS, véhément

Persée, tu nous as délivrés du Tyran oppresseur, mais borneras-tu là tes services ? Ne faut-il pas aussi réprimer dans cette ville l'hydre de l'anarchie qui relève la tête ? Rétablir la société sur des bases justes, mais solides, qui, nonobstant ce par quoi l'impossibilité consécutive aux contingences abolies — —

RHAMPHIAS

Bref, Persée, nous sommes les interprètes du sentiment général en t'offrant les pouvoirs sacrés avec le titre de grand-prêtre —

DÉMÉAS. Il a terminé l'adresse et la lit à Persée

Persée, noble descendant des dieux, il te convient plus qu'à un autre de restaurer l'ordre qu'ils établirent anciennement à Thèbes. Tu ne peux donc refuser de reprendre les traditions de Penthée, qui lui-même les tenait de Cadmus, son auguste grand-père. Il s'agit de présider à une vigoureuse politique de résistance contre ces blâmables innovations, qui —

CLÉONYMOS

En un mot, Persée, il faut abolir ce titre de grand-prêtre, qui rappelle la déplorable époque d'une théocratie obscurantiste, et revenir aux saines traditions des âges — —

PERSÉE, étonné

Mais vous n'y êtes pas du tout —

DÉMÉAS, à gauche

Vive le roi Persée!

RHAMPHIAS, à droite

Vive le Grand-Prêtre Persée!

Les deux cris sont répétés ; Diotimos et Cléonymos s'empoignent au premier plan.

PERSÉE

Bande d'idolâtres! Je viens de vous le dire, passez-vous de rois et de prêtres!

Silence. Persée fait une tentative pour sortir.

CYNÈS, ironiquement, à Amphidoros

Nommez-le donc dieu pendant que vous y êtes.

AMPHIDOROS, à part

C'est vrai! haut Celui qui vainquit un dieu ne peut plus être que dieu! Vive le DIEU Persée!

Tous répètent ce cri, beaucoup se prosternent.

PERSÉE

Je suis autant qu'un dieu, étant un homme affranchi ! L'une après l'autre, tomberont par moi les lois des âges anciens ; mais écoutez ! *Avec la pointe de son épée il grave des lettres sur le mur.* Le jour seulement où par l'effort personnel de votre intelligence vous arriverez à lire ces conseils, ce jour-là, vous serez dignes d'être libres !

Il sort suivi d'Andromède.

AMPHIDOROS, *se relevant à demi*

Où est le dieu ?

DÉMÉAS, *se relevant*

Il a disparu !

Tous se relèvent ; de nouveaux arrivants surviennent, entre autres Diomédon et Antenôr. Diomédon examine les caractères empreints sur le mur.

CLÉONYMOS

J'ai vu une flamme sortir de l'épée.

CYNÈS

Que signifient ces lettres ?

DIOTIMOS

Persée ! Persée ! Aie pitié de nous !

DAMIS, *depuis un moment debout au seuil de la porte*

A mes yeux, Thébains, Persée vient de disparaître ;

il s'élève vers l'Olympe dans un nuage de pourpre, et enlève avec lui l'élément divin de Bacchus.

RHAMPHIAS

Gloire à Persée et Bacchus réconciliés !

DIOTIMOS

Persée fut messager de Zeus pour aller quérir l'âme divine de Bacchus.

CLÉONYMOS, *à Damis*

Damis, explique-nous ces mots que Persée traça de son épée fulgurante !

DAMIS

Il ne faut pas les expliquer, mais les adorer.

Tous se pressent vers la muraille. Antenôr et Diomédon restent seuls au premier plan.

ANTENOR

As-tu compris cette inscription ?

Glaucos entre et parle bas à Damis.

DIOMÉDON, *à Antenôr*

Écoute un apologue :

Un devin, voulant récompenser son hôte, lui révéla qu'un trésor était contenu dans son champ. L'hôte joyeux bêcha et fouilla son champ avec plus d'ardeur — —

DAMIS

Thébains ! Maintenant les volontés du ciel se manifestent clairement à mon esprit. Le descendant de nos rois, Polydore Cadméide, est ici ! Soumettons-nous à son sceptre !

CLÉONYMOS

Gloire à Polydore Cadméide.

CHŒUR DE LA SYSSITIE PANBŒOTIENNE

Gloire à la soumission ! Gloire à l'obéissance ! Gloire à la tradition ! Gloire au respect ! Gloire à Polydore Cadméide.

CYNÈS, à Damis

Persée et Bacchus, tout cela, ce sont des mythes solaires, n'est-ce pas ? — —

Rideau

Paris

Octobre 1898 — 28 Janvier 1900

Fini d'imprimer seize cents exemplaires
le samedi 2 mars 1901

à l'Imprimerie de Suresnes

(G. Richard, administrateur)

9, rue du Pont

Les Cahiers de la Quinzaine sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs;
des abonnements ordinaires à vingt francs;
des abonnements de propagande à huit francs,
et des abonnements gratuits à deux francs.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient; le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nos abonnés peuvent nous aider

en acceptant les reçus que nous leur faisons présenter;

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires;

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient;

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits;

en nous envoyant des documents et renseignements.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des noms et adresses de vouloir bien prévenir eux-mêmes les personnes à qui, sur leur indication, nous envoyons les cahiers. Rien ne vaut la propagande et la présentation personnelle.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés qui demeurent à Paris de vouloir bien venir nous voir, quand ils ont affaire à nous. La correspondance écrite est beaucoup plus onéreuse, moins commode et moins exacte que l'entretien le plus bref.

par *Louis Ango,*
Claude Briand,
Léon Bruel,
Désiré Charret,
Alexandre Collet,
Émile Daviot,
Jules Desportes,
Marius Drouard,
Gustave Lucas,
Émile Lutz,
Auguste Mahlmann,
Alexandre Mancel,
Georges Moine,
Charles Moge,
César Petit,
Ernest Payen,
Élie Peyla,
Auguste Princhette,
Jacques Rétif,
Camille Richard,
Charles Robert,
Louis Trioreau.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des documents et des renseignements de vouloir bien écrire très lisiblement et d'un seul côté de la page. Quand leurs études sont d'ensemble et un peu longues, ils peuvent les rédiger. Mais toutes les fois qu'ils nous envoient des renseignements pour ainsi dire instantanés, mieux vaut nous écrire privément et laisser au citoyen rédacteur le soin d'exercer son métier.

La rédaction et l'administration des cahiers sont installées 16, rue de la Sorbonne, au second.

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — le matin de dix à onze heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction

le jeudi soir de deux heures à cinq heures et de huit heures à dix heures.

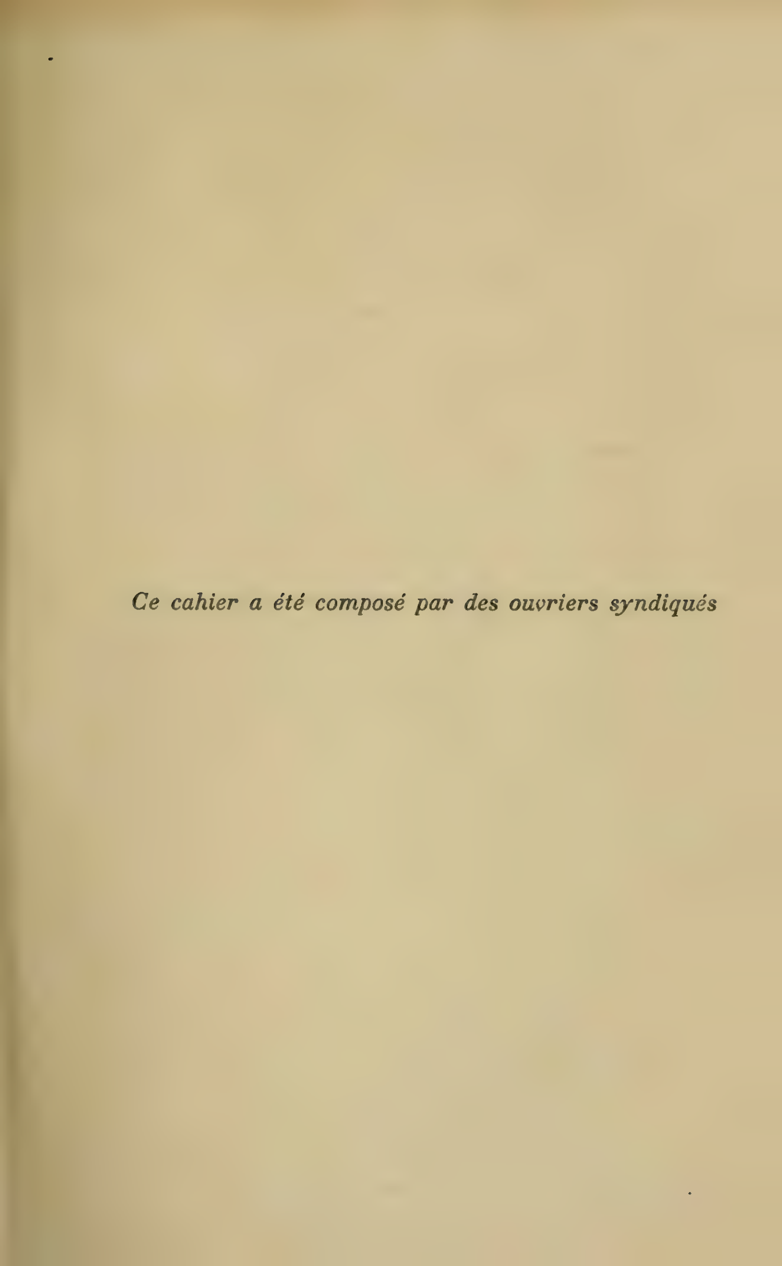
Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance d'administration : abonnements et réabonnements, rectifications et changements d'adresse, cahiers manquants, mandats, indication de nouveaux abonnés. N'oublier pas d'indiquer dans la correspondance le numéro de l'abonnement, comme il est inscrit sur l'étiquette, avant le nom.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nos collections de la première série sont toutes épuisées. Nous prions ceux de nos abonnés qui ont des exemplaires en double ou qui ne tiennent pas à garder leurs collections de vouloir bien nous les renvoyer.

Nous avons donné le bon à tirer après correction seize cents exemplaires de ce huitième cahier le jeudi 28 février 1901.

4008 *Le Gérant : Charles Péguy*



Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

Les Cahiers publient du même auteur

des courriers de Chine

NEUVIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

Cahiers de la Quinzaine

ÉDITIONS DES CAHIERS

PARIS

16, rue de la Sorbonne, au second

Nos Cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires : la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs ;
des abonnements ordinaires à vingt francs ;
des abonnements de propagande à huit francs,
et des abonnements gratuits à deux francs.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient : le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nos abonnés peuvent nous aider

en acceptant les reçus que nous leur faisons présenter :

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires :

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient :

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits ;

en achetant tous leurs livres à la librairie des cahiers :

en nous envoyant des documents et renseignements.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des noms et adresses de vouloir bien prévenir eux-mêmes les personnes à qui, sur leur indication, nous envoyons les cahiers. Rien ne vaut la propagande et la présentation personnelle.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés qui demeurent à Paris de vouloir bien venir nous voir, quand ils ont affaire à nous. La correspondance écrite est beaucoup plus onéreuse, moins commode et moins exacte que l'entretien le plus bref.

PROCÈS-VERBAUX

Le samedi 9 février dernier, quelques instants avant le moment où je me décidai enfin à fonder une librairie pour subvenir aux besoins des cahiers, je reçus la convocation suivante :

SOCIÉTÉ NOUVELLE
DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION

Directeur : Félix MALTERRE
17, rue Cujas
PARIS

Téléphone 801-04

8 février 1901

CONVOCATION

Assemblée générale extraordinaire le dimanche 17 février à 10 heures à la librairie.

ORDRE DU JOUR :

Incident Péguy

Le secrétaire
MARIO ROQUES

Le dimanche 17 février, au commencement de la séance, un ami que j'avais dans la *Société* remit au président de séance une lettre que je reproduis de mémoire :

Monsieur le président *de séance* de l'Assemblée générale de la *Société Nouvelle de librairie et d'édition*, 17, rue Cujas, Paris,

Puisque vous êtes assemblés pour traiter de l'*incident Péguy*, permettez-moi de rappeler, une fois encore, aux

sociétaires que je suis personnellement à leur entière disposition. S'ils veulent bien venir me voir le jeudi de deux heures à cinq heures et de huit heures à dix heures, 16, rue de la Sorbonne, au second, je leur donnerai tous les renseignements qu'ils ont le droit et le devoir de demander.

Je reste à Paris le vendredi pour assister au cours de M. Bergson et le samedi pour assister aux cours de l'*école socialiste.* Je puis donner ou accepter des rendez-vous pour ces deux jours, à condition qu'ils soient arrêtés par avance.

Comme gérant des cahiers, et conformément aux méthodes qui nous étaient communes, je serai heureux de publier toutes les rectifications qui nous parviendraient régulièrement des intéressés.

Charles Péguy

Je demande pardon au lecteur si ce texte n'est pas rigoureusement littéral. Mais accablé de travail alors je n'éprouvai pas le besoin de le faire en double expédition. Je garantis le sens de ma reproduction.

La séance du 17 février fut pénible et longue. Le conseil d'administration avait préparé un rapport d'une incroyable violence. La discussion fut d'une violence inouïe. On prononça des paroles irréparables. On se quitta sans aboutir.

Aucun sociétaire ne vint me demander les renseignements et les références personnelles que je proposais de présenter.

La séance recommença le dimanche 24. Je ne fus pas convoqué pour ce deuxième dimanche. On y convoqua

mon ami. Solécisme juridique. On y vota un second rapport, beaucoup moins violent que le premier. J'ai reçu en ces termes communication de ce deuxième rapport :

SOCIÉTÉ NOUVELLE
DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION
—
Directeur : Félix MALTERRE
17, rue Cujas
PARIS
—
Téléphone 801-04

Paris, 28 février 1901

Mon cher Péguy,

L'Assemblée générale des membres de la *Société Nouvelle*, tenue les 17 et 24 février, a voté une résolution dont je te fais parvenir le texte, comme j'en ai reçu mission en ma qualité de président de l'Assemblée.

Bien à toi.

Paul Fauconnet

RÉSOLUTION

L'assemblée générale des membres de la *Société Nouvelle de librairie et d'édition*, réunis extraordinairement les 17 et 24 février 1901, après avoir pris connaissance du *Cahier de la Quinzaine* cinquième de la seconde série, entendu le rapport que lui a présenté à ce sujet le Conseil d'administration, et reçu l'avis de la commission spéciale instituée pour examen de l'incident :

Donne son approbation complète à la conduite du Conseil d'administration exposée dans le rapport;

Approuve le Conseil d'administration de s'être abstenu de discuter les allégations de Péguy, qui, depuis treize mois, visent la maison et ceux qui y donnent leur peine;

L'approuve d'avoir, pour toute rectification, continué de travailler à l'œuvre positive et impersonnelle qui répondait à la conscience de ses membres et des membres de la Société solidaires avec eux;

Regrette pour Péguy qu'il n'ait pas cru devoir se rendre à la présente réunion pour des explications contradictoires avec qui de droit sur les trois points suivants :

1° A la page 27 du cahier en question, dont le bon à tirer est daté du *28 janvier 1901*, se trouvent, au sujet du compte rendu du Congrès socialiste international, plusieurs affirmations contraires aux faits qui, à l'assemblée du *10 janvier précédent*, avaient été, Péguy présent, établis par le rapport du Conseil d'administration et les explications fournies à la suite; aucune note ou post-scriptum n'indique que le texte, peut-être composé avant le 10, est désormais inexact;

2° Péguy, à la page 20 du même cahier, déclare ne pas avoir obtenu communication du rapport antérieur où il était mis en cause et (page 22) ne pas savoir s'il l'obtiendra. Or au 28 janvier il y avait *douze jours* que, usant de l'autorisation que l'assemblée du 10 lui avait donnée, Péguy avait copie prise de ce rapport : aucun post-scriptum n'indique que sur ce point son incertitude a cessé. D'autre part, dans le récit qu'il donne du différend dont la publication des *Cahiers de la Quinzaine* a été l'objet entre le Conseil d'administration et lui, Péguy omet de rappeler des faits antérieurs dont le rapport montrait le lien et l'importance et, en ce qui concerne l'entrevue décisive, diffère, au moins par omission, de la relation contemporaine — et alors non contestée — qu'en donnait le même rapport. Nul usage

n'est fait ni annoncé du texte de ce rapport. — Voir annexe à la présente résolution.

3° Péguy écrit (page 15) : « Ma finance était épuisée *(au mois de décembre 1899)*, puisque les trois cinquièmes qui m'en sont demeurés étaient immobilisés pour au moins deux ans dans la fondation de la même *Société Nouvelle.* » Cette phrase donne à entendre que Péguy avait, lorsque la librairie fondée par lui s'est transformée en société, perdu les deux cinquièmes de son avoir, qu'un capital restant, égal aux trois cinquièmes, avait été engagé dans la nouvelle société et y était, pour une cause laissée obscure, rendu indisponible pour un long délai. Un rapport, lu à l'assemblée du 10 janvier dernier, a rappelé, Péguy présent et sans observation contraire, que les actions de Péguy et de son prête-nom Bellais lui ont été reconnues « en représentation d'apport » — et non contre versement de capital effectif — ; que « ces apports ont été établis dans des circonstances très particulières »; qu' « *ils ont été fixés à la somme que Péguy, d'après sa déclaration* (en juillet 1899), *avait dépensée dans la librairie avant la constitution de la Société* »; (la Société en outre prenait à sa charge un passif considérable). Ce même rapport rappelait, d'autre part, que les actions d'apport étaient frappées d'inaliénabilité par une disposition expresse de la loi ; que par l'effet de la démission envoyée à l'avance (octobre 1900) par Péguy et Bellais, *les actions, à eux reconnues comme il vient d'être dit, leur seraient, aussitôt que l'inaliénabilité légale cesserait (12 août 1901), achetées ou remboursées en espèces, dans les conditions prévues par les statuts.* De ces faits, rappelés en l'assemblée du 10 janvier 1901,

qui déterminent l'origine du capital inscrit au nom de Péguy et les circonstances du retrait opéré par lui, aucune mention n'est faite ni annoncée dans le cahier dont le bon à tirer est du 28 janvier;

L'assemblée décide que la présente résolution avec ses annexes (A et B) sera envoyée à Péguy pour être insérée dans les *Cahiers de la Quinzaine.*

Annexe A

Extrait du rapport lu à l'Assemblée du 10 janvier 1901 et résumé des explications orales, données à la suite, par le Conseil d'administration.

« Un mois avant la date assignée au Congrès... le Comité général (l'ancien, qui acceptait nos offres pour la sténographie et l'impression du Congrès national) nous demanda spontanément si nous ne serions pas disposés à organiser, aux mêmes conditions, la sténographie et la publication du Congrès international. Nous reconnûmes, après examen, qu'une sténographie proprement dite, — c'est-à-dire une sténographie complète, en trois langues, de tous les discours prononcés en français, en allemand et en anglais, — entraînerait nécessairement des frais énormes, en nous obligeant à constituer une équipe spéciale de sténographes pour chacune des trois langues; que, d'autre part, une sténographie uniquement française, qui ne sténographierait que les paroles dites en français, ne serait, à proprement parler, une sténographie complète qu'en ce qui concerne les discours des orateurs français et aurait nécessairement le caractère d'un compte rendu sténographique-

ment *analytique* pour les discours d'orateurs étrangers, qui ne pourraient, en ce cas, être notés que d'après la traduction forcément abrégée et analytique des interprètes. Nous répondîmes donc au Comité général que l'organisation d'une sténographie véritable nous paraissait, sinon impossible, du moins extrêmement coûteuse, et que nous n'estimions pas possible de l'organiser à nos frais, mais que nous accepterions volontiers de publier en une courte brochure un compte rendu analytique. Le Comité général nous donna régulièrement mission de nous en charger (lettre du 6 septembre 1900). Le Congrès se tint, sans que personne songeât à organiser un secrétariat régulier qui fût chargé de rédiger le compte rendu des séances. Nous dûmes finalement nous charger de la rédaction, qui fut faite au moyen de tous les documents accessibles, puis soumise à l'examen du Comité général, puis communiquée au secrétariat international de Bruxelles. »

Il a été ajouté oralement à cet exposé que la sténographie acquise par Péguy était seulement une sténographie des paroles françaises, donc *analytique* pour les discours prononcés en langues étrangères ; que, d'ailleurs, ce travail nous avait été offert, avant d'être acquis par Péguy, et, pour les raisons indiquées, nous avait paru sans valeur suffisante ; que le nouveau Comité général, ayant cru que cette sténographie était complète, nous avait demandé si nous ne jugions pas préférable de la substituer au compte rendu analytique ; et que, sur nos explications renouvelées, la commission déléguée par le nouveau Comité général avait reconnu que le compte rendu analytique, élaboré comme il a été dit, méritait seul la reconnaissance officielle.

Annexe B

Extrait du rapport lu à l'Assemblée générale du 18 janvier 1900. — Au nom du Conseil d'administration.

Il s'est produit il y a quelques jours un incident qui a été notre seul grand chagrin au cours de ces cinq mois. Nous devons nous expliquer là-dessus sans réticences.

Vous vous souvenez que les statuts de notre Société attribuent à un délégué à l'édition la direction du service industriel de la maison, réception et lecture des manuscrits proposés, exécution des ouvrages admis à l'édition. Péguy avait accepté de se charger de ces fonctions. Nous savions qu'elles seraient peu lourdes au début, qu'elles lui laisseraient le loisir de prendre, sans le souci du lendemain, le repos dont il avait besoin, et de s'occuper de ses travaux personnels. Il y a près de deux mois, lorsqu'il s'agit pour nous de contracter à nouveau avec *le Mouvement socialiste,* nous fîmes appel à Péguy : il était indispensable que nous eussions en temps utile les renseignements techniques qui nous permettraient, soit en nous adressant à un autre imprimeur, soit en demandant à l'imprimeur du *Mouvement socialiste* de nous faire de meilleures conditions, de traiter en connaissance de cause et aux conditions les moins onéreuses. Péguy essaya de prendre pour nous ces renseignements; puis, au bout de huit jours, nous écrivit qu'il se sentait inapte à faire ce que nous attendions de lui, et qu'il renonçait à ses fonctions. Nous ne comprîmes rien à cette démission que rien ne motivait, et qui nous parut déraisonnable et insensée. J'ai su depuis que, dès ce moment, il estimait que sa place

n'était plus dans une maison qui n'était plus ce qu'il avait espéré qu'elle serait et qui prenait l'allure d'une simple maison de commerce. Je n'arrive pas à comprendre ce grief. Si le mot « commercial » veut dire que l'on cherche, par tous les procédés usuels, à réaliser les gains les plus rapides et les plus considérables, le reproche est absurde, puisque trop manifestement aucun de nous ne poursuit son intérêt personnel, et puisque, comme cet exposé vous l'a prouvé, notre administration a usé de méthodes honnêtes et faiblement rémunératrices. S'il veut dire que l'on s'efforce, par une gestion exacte et sévère, de ne pas courir droit à la ruine, l'absurdité du reproche est plus flagrante encore.

Je ne savais rien de ces griefs et il ne m'en dit rien. Je lui remontrai, avec tout ce que j'ai pour lui d'amitié profonde et ancienne, qu'il faisait, en se séparant de nous, une folie que rien n'expliquait, que rien n'excusait. Il revint sur sa démission. A quelques jours de là, il nous déclara qu'après avoir mûrement réfléchi, il se reconnaissait impropre à une partie au moins des fonctions que nous pouvions attendre de lui en vertu des statuts, qu'il demandait à être déchargé des négociations proprement industrielles avec les imprimeurs, qu'il se démettait donc, mais provisoirement seulement, jusqu'en mars, de cette partie de ses fonctions, et qu'il conserverait le reste. Nous acceptâmes cette formule d'accord provisoire. Puis nous ne sûmes plus rien. Arriva le Congrès, la sténographie et l'impression du compte rendu, et nous nous acquittâmes de notre mieux, sans son aide, de la lourde besogne d'édition de ce volume.

Vers le 25 décembre, Péguy nous avertit par une

lettre qu'il aurait à entretenir le conseil d'administration, le jeudi suivant, d'une proposition urgente. Le même jour ou le lendemain on nous dit qu'il allait publier un périodique, dont le premier numéro paraîtrait l'un des premiers jours de janvier, que ce périodique aurait la même impression, le même caractère typographique, le même prix, et, à des dates différentes, la même périodicité que *le Mouvement socialiste.* Il vint donc le jeudi suivant. Il nous dit qu'on le sollicitait de faire un périodique d'information qui donnerait, sous la forme authentique du document, les faits politiques essentiels de la quinzaine ; que le besoin d'un périodique de ce genre était urgent ; que lui-même d'autre part avait hâte de pouvoir dire enfin ce qu'il pensait et publier ce qu'il écrirait, sans avoir à craindre les refus ou les demandes d'atténuations et de coupures de rédactions trop prudentes ; qu'il s'était tu pendant la durée du congrès, qu'il avait hâte de parler librement et de se révolter ; qu'il ne voulait pas des contraintes hypocrites ni des tyrannies ouvertes ou occultes ; que dès le premier numéro il dirait la vérité, pièces en mains, sur le cas Liebknecht, et, dans le second numéro, sur le cas Vaillant-Millerand ; que toutes les mesures étaient prises, que les frais de fabrication seraient couverts par des cotisations volontaires et par des abonnements, qu'il ne redoutait rien et ne demandait rien ; — et il nous demandait de lui répondre tout de suite, par un oui ou par un non, si la librairie consentait à prendre ce périodique en dépôt, sans frais et sans risques.

C'est moi qui lui répondis, et je le fis, j'en suis sûr, de tout cœur, avec toute la tendresse que j'ai pour lui et avec une infinie tristesse. Je lui dis qu'on ne faisait

pas tenir en cent pages, ni en cinq cents ni en deux mille les documents authentiques de la vie politique d'une quinzaine; qu'il faudrait donc choisir; que son choix, à en juger par les exemples qu'il nous avait cités, se porterait sur tout ce qui divise, sur tout ce qui irrite; que cette ligne de conduite était en contradiction ouverte avec celle sur laquelle nous étions d'accord lorsque nous étions unis; que nous avions soutenu, dans la mesure où nous soutenons quelque chose, la politique d'accord et d'union à tout prix; que la discipline acceptée comme nécessaire n'est ni de l'obéissance ni de la contrainte; qu'il entreprenait avec des intentions pures une œuvre qui aurait pour effet de jeter les hommes moins purs ou moins solides à l'anarchie violente; que s'arroger ce droit de justicier sur les personnes et sur les choses, c'était pratiquer un personnalisme et un aristocratisme dont j'avais horreur, et que, pour ma part, je serai toujours hautement hostile à une œuvre entreprise dans cet esprit. J'ajoutai que c'était une folie que de se lancer ainsi, sans ressources assurées, dans une aventure périlleuse et coûteuse, et dont les chances de succès immédiat étaient ou nulles ou très faibles. Je lui dis encore tout ce que ceux qui l'aiment lui eussent dit à ma place et je le suppliai, non pas de renoncer à son projet, mais de réfléchir, d'ajourner, d'examiner de plus près, avec nous, ses amis. Il me répondit que c'était tout réfléchi, qu'il ne reviendrait pas sur sa résolution, et il partit.

Votre Conseil d'administration s'est trouvé unanime à partager mon sentiment. Nous avons fait ce que nous avons pu pour l'empêcher de nous quitter. Il était libre de partir, il est parti, et il s'est jeté, en toute indépendance,

dans une aventure qui n'engage que lui. Nous tenions à vous dire tout simplement les motifs de notre conduite dans une affaire qui a été pour nous une sérieuse souffrance. Et nous tenions à dire tout haut à ceux qui nous ont accusé d'avoir rompu avec Péguy et de lui avoir fait la guerre, qu'ils ont été trompés, que nous n'avons pas de nous-mêmes ouvert une seule fois la bouche sur cette affaire, et que nous nous sommes contentés de donner à ceux qui nous demandaient les raisons de notre attitude les explications que nous venons de vous donner.

Je maintiens que mon cahier *pour moi* donnait exactement la situation comme elle était au premier janvier 1901, *sous cette réserve que je n'ai pas dit pour ma défense le cinquième de ce que je pouvais dire, que je n'ai pas produit le cinquième de ce que je pouvais produire.*

Question préalable : Je prie nos abonnés, devant qui je suis responsable et comptable, je prie le public de vouloir bien noter que cette *résolution* est scrupuleusement *anonyme.* La signature de M. Mario Roques au bas de la convocation officielle n'implique pas officiellement que M. Roques a voté l'approbation du rapport. La signature de M. Paul Fauconnet au bas de la communication officielle et courtoise n'implique pas non plus officiellement que M. Fauconnet a voté l'approbation du rapport. Ni le secrétaire du conseil d'administration ni le président de séance de l'assemblée générale ne sont tenus de voter comme la majorité du

conseil d'administration et comme la majorité de l'assemblée générale.

Cette résolution m'est parvenue *anonyme*. Si l'on veut bien considérer que c'est la première fois que des universitaires s'assemblent pour condamner un des leurs, on m'approuvera de ne pas laisser instituer un précédent fâcheux. Comme je ne veux pas presser le débat et que plusieurs sociétaires, à ma connaissance, demeurent ou voyagent en pays très éloignés, je donne un délai de dix semaines aux sociétaires qui ont voté cette résolution pour me faire parvenir officiellement et publiquement leurs noms. Quand on accuse, on signe. Je reçois les signatures jusqu'au 31 mai inclus.

Mais il est quelqu'un que je défendrai tout de suite. *Mon prête-nom Bellais* était mon ami quand je fondai la librairie. Comme j'étais alors boursier d'études en Sorbonne, je ne pouvais pas fonder la maison sous mon nom. La plupart de mes amis étaient aussi des universitaires. Mon ami Georges Bellais me donna tout ce qu'il avait, son nom, beaucoup de son temps, beaucoup de pas et démarches. Il signa des baux et tout ce que je voulus. Quand il fut le maître dans ma maison, il négligea de m'en chasser. Car il n'était pas hégélien. Je tiens à l'en remercier publiquement.

Mon ami Georges Bellais me charge amicalement de demander à la *Société Nouvelle* que son nom ne figure plus dans la raison sociale, *parce que la maison n'est plus la même.*

INTELLECTUELS ET SOCIALISME

Le cahier de Lagardelle a déterminé chez nos abonnés un sérieux mouvement. Nous insérons aujourd'hui les communications que nous ont envoyées à ce sujet M. Paul Mantoux, professeur agrégé d'histoire, et M. Charles Guieysse, gérant de *Pages libres*. Lagardelle répondra sans doute. J'y reviendrai aussi dès que je le pourrai. M. Mantoux nous écrit :

Paris, ce premier février 1901

Mon cher Péguy,

Je n'avais pas entendu la conférence de Lagardelle : le travail d'abord, les conférences après. Je suis bien aise que tu nous l'aies donnée dans les Cahiers. Rien n'est utile comme l'expression vigoureuse d'une pensée saine et solide. Elle nous force à penser, nous aussi, de notre mieux, et à répondre pour notre compte à certaines questions. Il en est une sur laquelle il faudrait nous expliquer une bonne fois : c'est celle des rapports du socialisme avec la science. En termes plus précis, on pourrait la poser ainsi : Doit-on devenir socialiste pour des raisons d'ordre scientifique ?

Je crois savoir ce que c'est qu'une vérité scientifique. En voici quelques exemples : Deux triangles sont égaux quand ils ont un angle égal compris entre deux côtés égaux chacun à chacun. — Les distances parcourues par un corps soumis à l'action de la pesanteur sont proportionnelles au carré des temps écoulés. — Le bioxyde de manganèse mis au contact de l'acide chlorhydrique donne de l'eau, du chlore et du chlorure de manganèse :

$MnO^2 + 4HCl = MnCl^2 + Cl^2 + 2H^2O$. — Les maladies infectieuses sont causées par la présence dans l'organisme de bactéries microscopiques. — J'ai suivi, note bien, l'ordre établi par Auguste Comte dans sa classification des sciences. J'arrive à la sociologie. Suis-je en droit d'admettre comme scientifique, uniquement scientifique, et valable au même titre que les précédentes, une proposition ainsi conçue : L'évolution des sociétés modernes organisées selon le régime de la grande industrie les conduit naturellement à la propriété collective des moyens de production, de distribution et d'échange ? *That is the question.*

Je ne veux pas qu'il y ait de doute sur mon opinion : *Je me rallie à la proposition ci-dessus.* Je la crois vraisemblable et même probable. Mais je nie qu'elle ait la certitude scientifique. Notre *Credo* doit exclure la supercherie. Nous ne faisons pas croire aux gens que nous tenons la vérité d'une révélation d'en haut. Nous ne devons pas non plus nous appuyer sur une science non contrôlée, qui, en fait, n'existe pas. Le mot de sociologie est très utile pour désigner l'extension nécessaire de la méthode rationnelle dans le domaine humain et social, comme dans tous les autres. Mais cette extension est très peu avancée. La sociologie sera : elle n'est pas. Lagardelle dit très bien : Marx n'est pas la Bible et les prophètes. J'ajouterais volontiers : Marx n'est pas Laplace ni Claude Bernard. Il dit encore : La philosophie et l'art sont un et le socialisme un autre. — De même pour la science. Le collectivisme repose sur une étude attentive, sérieuse, et qui se poursuit à chaque moment du temps présent, de la réalité économique. Sa vue de l'avenir est *une hypothèse raisonnable, appuyée sur des*

éléments scientifiques. Mais c'est tout, c'est tout. De grâce, ne ressuscitons point l'économie politique orthodoxe.

Il y a des gens en habit noir et en cravate blanche — on les appelle MM. Anatole Leroy-Beaulieu, Paul Leroy-Beaulieu, Paul Beauregard — gros comme le bras — qui répètent du haut de chaires plus ou moins officielles que *la science proclame* l'éternité des concurrences illimitées, que *la science condamne* l'intervention de l'État dans le contrat de travail, que *la science démontre* l'impossibilité du régime collectiviste. A vrai dire, ils parlent comme le mort hypnotisé d'Edgar Poë, dans *le cas de M. Waldemar.* Ils ont cessé d'exister depuis de longues années, sans s'en apercevoir. Et c'est la critique socialiste qui les a tués. Elle a prouvé que leurs prétendus axiomes ne sont que le résultat de raisonnements plus ou moins plausibles, souvent spécieux ou purement sophistiques. La science n'a rien à voir dans leur cas : la critique socialiste nous l'a montré ; elle nous a rendu ce grand service. N'allons point, nous socialistes, retomber dans leur ornière. Raisonnons le plus juste que nous pourrons, cela vaut mieux que de remplacer le charlatanisme d'une fausse science par le fétichisme d'une science à naître.

Mais tout ceci n'est que la bagatelle de la porte : j'arrive à ce qui me tient vraiment à cœur. L'avènement nécessaire de la société collectiviste fût-il une vérité certaine comme en donne le calcul des éclipses, est-ce pour cela que nous serons socialistes, que nous devrons être socialistes ? Eh bien, non ! Cela, pour une raison non pas scientifique, si on le veut bien, mais humblement psychologique. Il n'y a pas d'action sans mobile d'action.

Et tout mobile d'action est essentiellement affectif. Je m'explique. On me dit — avec certitude, selon notre hypothèse — : le régime socialiste sera. Fort bien. C'est un fait. Et puis après ? Nous nous sommes trouvés parfois dans une cohue qui nous entraînait, inéluctablement, dans une direction qui n'était pas la nôtre. Nous étions entraînés, mais de fort mauvais gré. Ainsi nous pourrions nous savoir emportés vers la cité collectiviste, mais nous révolter d'avance contre ses lois, loin d'en préparer le règne. — Le biologiste qui connaît les méthodes pasteuriennes est-il en rien obligé, de par la certitude de ces méthodes, de guérir les malades ? Encore faut-il qu'il *veuille* les appliquer à leur guérison, qu'il y soit mû par quelque *désir*. Désir de savoir davantage, désir de gagner de l'argent, désir d'action philanthropique, peu importe. Dans tous les cas, désir : c'est chose autre qu'une énonciation théorique, et sans quoi l'on n'agirait point. Être socialiste, c'est *désirer* que l'idéal socialiste se réalise le plus tôt possible et le mieux possible. Pourquoi le désirerons-nous ?

Je sais ce qu'on va me répondre. Soyez socialiste ou non, me dira-t-on, qu'est-ce que ça peut bien nous faire ? Si c'est votre intérêt de l'être, vous le serez. La classe ouvrière l'est, ou le sera, parce que c'est son intérêt. Et sa poussée irrésistible déterminera l'avenir du socialisme, sans votre concours très nul et très vain. — Dans ces conditions, il faudrait commencer par supprimer tes *Cahiers*, mon cher Péguy, et *le Mouvement socialiste* de Lagardelle, et le *Groupe des Étudiants collectivistes* auquel il a adressé sa conférence. Mais ce sont les ennemis du socialisme qui donnent ce sens étroit et faux à l'idée de la lutte de classe. Ce sont eux qui nous

représentent le parti comme un syndicat de convoitises et de haines, qui grouperait les ouvriers des villes dans leur unique intérêt, envers et contre tous. Lagardelle admet que les intellectuels peuvent et doivent collaborer à l'œuvre socialiste. Il insiste d'ailleurs pour que cette collaboration soit désintéressée, pour qu'on ne fasse pas un appel imprudent « aux prétendus intérêts de classe des étudiants pauvres ». En vérité, s'il ne s'agissait que de proclamer une fois de plus que l'homme est un loup pour l'homme, et de voter des lois ouvrières comme les raffineurs font voter des lois sucrières pour vendre leur sucre à plus haut prix, au nom de quelle science pourrait-on nous demander d'être socialistes?

Pourquoi ne pas dire : nous sommes socialistes *parce que cela est juste?* Tout simplement. Et cela suffit. Cela est un motif d'action, plus que toutes les propositions scientifiques ou soi-disant telles. Le prolétaire ne doit point être socialiste parce que sa condition est mauvaise, mais parce qu'elle est mauvaise *contrairement à la justice.* Nous critiquons et nous attaquons les formes sociales actuelles, *parce qu'elles sont injustes.* Parce qu'il est injuste que le travail humain puisse être vendu et exploité comme une marchandise. Parce qu'il est injuste qu'un homme puisse s'enrichir par ce genre d'exploitation, et réduire les travailleurs au strict nécessaire de la vie. Parce qu'il est juste que tous les hommes aient accès à la pensée, et ne soient point réduits à l'état de machines fournissant au loisir et aux jouissances d'un maître. Parce qu'il est juste de substituer, à l'âpreté animale de la concurrence naturelle, l'émulation fraternelle du travail social commun. Du jour où j'ai vu clairement tout cela, j'ai été socialiste. Je ne le

serais pas, si je ne croyais pas que c'est mon devoir de l'être. Allons-nous reculer devant ce mot-là, le devoir? Le laisserons-nous en apanage aux religions et aux hasardeuses métaphysiques ? Revendiquons-le bien haut, il est nôtre. La mathématique elle-même, si elle venait nous imposer des théorèmes socialistes, ne le remplacerait pas.

Lagardelle témoigne à la fois, pour ce qu'il appelle le sentimentalisme, un peu d'indulgence et beaucoup de dédain. Je suis d'accord avec lui, si par sentimentalisme il entend une sympathie vague et peu réfléchie, faite surtout de pitié instinctive pour des misérables, et d'admiration semi-littéraire pour l'éloquence de Jaurès. En effet, ce n'est là qu'une première orientation, qu'un point de départ. Mais la notion claire et impérieuse du devoir en présence de l'iniquité sociale, l'appellerons-nous sentimentalisme et idéologie? « Les conclusions socialistes s'imposent d'elles-mêmes aux intelligences qui veulent s'appliquer à l'étude des rapports sociaux. » Ce ne sont pas seulement les intelligences, ce sont les consciences qu'il faut conquérir. Les consciences au sens moral du mot. Pour la *conscience scientifique*, je ne sais pas ce que c'est, sinon un pur état d'esprit, tout abstrait et spéculatif, et qui ne peut que fournir des éléments à la conviction active. Les forces économiques feront la Révolution sociale, soit : mais la conscience morale des hommes la dirigera dans sa voie et en proclame par avance la légitimité.

Encore une fois, que resterait-il du mouvement socialiste, de ce mouvement immense et profond que nous croyons appelé à renouveler en quelque sorte l'humanité, si l'idée du juste et de l'injuste en était retirée? J'avoue

que je n'oserais même plus croire à son succès : car l'évolution est le produit d'un déterminisme, et non d'une fatalité, et l'absence d'une cause aussi puissante ne manquerait pas de s'y faire sentir. Si nous cherchons à le propager, ce n'est pas surtout la science qui nous y aidera. Nous dirons à ceux qui nous écoutent d'étudier de plus près les faits sociaux, nous leur donnerons l'exemple, s'il se peut, de cette étude scrupuleuse et patiente. Mais avant tout nous essaierons de leur démontrer que la justice leur ordonne de travailler avec nous à l'édification de la société nouvelle. Nous nous tiendrons pour satisfaits, si, s'étant joints à nous, ils pensent avoir fait leur devoir, et se croient tenus par devoir de persévérer. Que le devoir retentisse comme un tocsin dans les oreilles de tous ceux qu'il s'agit de convertir au socialisme. S'ils restent sourds, et qu'ils soient écrasés par l'écroulement de la cité d'injustice, ils auront mérité leur sort.

Je n'ai pas voulu contredire Lagardelle, que je regrette de ne pas connaître. Il me semble que je pense à peu près comme lui. Ses préoccupations sont, je crois, très voisines des miennes. La manière dont il définit le rôle des intellectuels, et s'élève contre ceux qui trafiquent du socialisme, m'en est le meilleur garant. Mais il faut éviter certaines confusions et certaines illusions qui ont leur danger. Pour moi, j'aime mieux me réclamer d'un devoir certain que d'une science hypothétique et incomplète. Et je ne saurais être soupçonné de médire méchamment de cette science prétendue : ce serait le fait d'un cordonnier décriant l'usage des chaussures. A toi cordialement.

Paul Mantoux

M. Charles Guieysse nous écrit :

Mon cher Péguy

J'admets bien volontiers les conclusions de la Causerie de Lagardelle, dans leur ensemble : un intellectuel doit mettre son savoir, sa puissance de pensée *au service* du prolétariat. Mais, aux précautions que les socialistes prolétaires doivent prendre contre les intellectuels, ne faut-il pas aussi opposer les précautions que les intellectuels doivent prendre contre les socialistes organisés en parti politique ?

Et puis il y a une autre question qui me semble devoir être posée, et qui domine toutes les autres à mon avis.

Lagardelle dit que le socialisme est un mouvement ouvrier, au premier degré, et un mouvement humain, au second degré ; l'*humanité* du socialisme étant le simple développement naturel de son caractère *prolétarien*. D'accord, mais cette distinction doit-elle être purement théorique ? ne doit-elle pas apparaître dans l'organisation même du socialisme ? ne faut-il point en déduire des conclusions pratiques ? Il me semble que si.

Pendant longtemps les intellectuels ont dit aux prolétaires : « Fiez-vous à nous pour changer votre condition », et presque rien n'a été changé. Puis de nouveaux intellectuels ont dit : « Chassez les politiciens bourgeois, proclamez la lutte des classes » et

ils se sont mis à la tête de la classe prolétarienne pour mener la lutte de classes. Et presque rien encore n'a été changé.

J'ai peur que pendant longtemps rien ne soit toujours changé, si ce sont des intellectuels, socialistes ou non, qui veulent gérer les intérêts de la classe prolétarienne. Et j'adopte la formule : « émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ».

Le problème ne me paraît pouvoir se résoudre qu'en résolvant séparément les deux problèmes suivants :

1° Comment la classe prolétarienne s'organisera-t-elle pour s'émanciper elle-même ?

2° De quelle manière les intellectuels pourront-ils l'aider à s'émanciper ?

Et ensuite, nous pourrons nous demander comment le mouvement ouvrier et le mouvement intellectuel se coordonneront, se composeront, se fondront, dans ce que très volontiers j'appellerai la cité socialiste.

Remarquez bien qu'ainsi je dis que le mouvement socialiste n'est pas un mouvement nouveau, qu'il est simplement une forme nouvelle du mouvement républicain, et que c'est l'histoire, l'étude des événements politiques qui légitiment cette forme nouvelle. C'est l'abandon de la conception autoritaire des idéalistes jacobins qui — par la force de la loi ou par la

force brutale, peu importe ici — veulent brusquement passer de la société mauvaise à la société parfaite, et qui jusqu'à présent se sont usés, se sont brisés contre les forces conservatrices. Aujourd'hui, nous, socialistes non-prolétaires ou idéalistes libéraux, qui rêvons d'une société meilleure, nous finissons par reconnaître notre impuissance créatrice, et nous disons aux prolétaires : « C'est vous-mêmes qui vous émanciperez ; nous, nous sommes impuissants. »

Pour conquérir son émancipation, sa liberté, le prolétariat doit, c'est évident, s'organiser très fortement, concentrer ses forces, s'unifier. Et il peut sans crainte se donner une discipline, créer une hiérarchie de comités, compliquer ses organisations tant qu'il voudra, car de cette discipline, de cette hiérarchie, de ces organisations il est le maître ; elles ne l'étoufferont point ; son œuvre, il peut constamment la détruire et la refaire, aucune force conservatrice n'existe pour la maintenir.

Et cette besogne incessante d'organisation et de réorganisation, de hiérarchies établies, brisées et rétablies, cette recherche constante d'une discipline sans autorité, seront particulièrement éducatives ; quand la classe ouvrière aura su s'organiser, s'unifier, alors elle sera à la veille de remporter la vic-

toire, et cette victoire ne coûtera pas une seule vie humaine, n'amènera aucune misère, rendra toute réaction impossible; c'est la société nouvelle, fondée sur le travail créateur et non plus sur la propriété conservatrice, qui sera moralement établie.

On croit trop facilement — et c'est là selon moi la formidable erreur initiale des guesdistes — que tout le problème socialiste tient dans la « transformation de la société capitaliste en société collectiviste ou communiste ». Il y a bien autre chose! Dans les entreprises industrielles, agricoles et commerciales collectivistes, la division du travail sera encore plus grande qu'aujourd'hui, et par conséquent la hiérarchie des fonctions sera infiniment plus étendue et complexe qu'elle n'existe aujourd'hui. Les intérêts généraux diminueront les intérêts particuliers, la réglementation de la production et la facilité de la consommation tueront la concurrence, aboliront la guerre pour la vie, et alors la liberté individuelle existera, ou plus exactement pourra exister. Mais avec la liberté apparaîtra la responsabilité ; qui s'en occupe aujourd'hui? Tel chef de fabrication, tel directeur d'entreprise, au lieu de rendre compte de ses actes à un groupe d'actionnaires, se trouvera responsable devant la collectivité, et en particulier devant ses employés et ouvriers ; ayant la responsabilité, ayant des devoirs

considérables, quels seront ses droits? quels seront les droits et les devoirs des employés et ouvriers?

Comment seront désignés les chefs techniques, les directeurs capables ? quelles sanctions, morales ou légales, existeront pour réaliser les droits et les devoirs?

Il y a là un ensemble de problèmes qui doit préoccuper les socialistes autant que la socialisation des moyens de production ; il faut arriver à une transformation des lois morales du travail, et elle est plus difficile peut-être à obtenir que le changement de propriété des instruments de travail.

Et voyez que si les intellectuels, simplement soutenus par les masses ouvrières, peuvent imposer un jour la socialisation des moyens de production, ils sont incapables d'opérer eux-mêmes la transformation des lois morales du travail, de déterminer la discipline dans le travail libre.

A la classe ouvrière appartient donc une tâche formidable, et c'est seule qu'elle doit et peut la mener à bien ; c'est aux ouvriers seuls qu'il appartient de se délivrer, de créer leur liberté et leur discipline.

Actuellement, les éléments de l'organisation ouvrière sont les suivants : 1° les groupes politiques et les groupes d'études sociales ; 2° les syndicats professionnels et les coopératives de production ; 3° les

coopératives de consommation ; 4° les universités populaires. Et l'on conçoit que ces éléments se fédèrent de deux manières principales : les éléments de même espèce existant en des lieux différents (toutes les coopératives, tous les groupes politiques, tous les syndicats, etc.), ou bien les éléments différents existant en un même lieu (coopératives, groupes politiques, syndicats, universités populaires d'une même ville). Toutes les combinaisons sont possibles, et je ne discute point leur valeur, je dis seulement la possibilité d'une organisation générale de la classe *ouvrière*, régularisant le mouvement *ouvrier*, concentrant les forces *ouvrières*.

Dans cette organisation qui est en train de se faire, quel est le rôle de l'élément politique ? Il domine tout, si l'on veut entendre le mot *politique* dans son sens large ; mais si on l'entend dans son sens étroit d'action électorale et parlementaire, il ne doit pas à mon sens dominer les autres éléments, sous peine que les mêmes duperies recommencent éternellement, sous peine de maintenir les politiciens au pouvoir, ou mieux, si l'on veut, sous peine de voir toujours des idéalistes généreux, mais autoritaires et impuissants, garder la direction du mouvement socialiste.

Il serait même habile et prudent de placer l'élément politique (au sens étroit du mot) *au-dessous* des

autres éléments de la force ouvrière. Devant les difficultés que rencontre le prolétariat pour s'organiser et s'émanciper, constamment il sera tenté de se griser de belles paroles et de faire appel aux lois révolutionnaires, pour changer des rêves inconscients en réalités maladroites ; et ainsi il peut se tromper lui-même.

Je sais une agglomération de la banlieue parisienne où est une grande usine ; on l'appelle *le bagne*, et elle occupe 1.200 ouvriers. Tous ces ouvriers sont socialistes révolutionnaires, et cela est bien égal au patron ; ils n'ont pas encore créé de syndicat, car le patron le leur défend. Ils se dupent eux-mêmes, et se laissent duper par les déclamations creuses ; ils votent révolutionnairement — avec unité, et se disputent continuellement entre eux, pour maintenir l'unité. Ils sont libres d'agir ainsi, si c'est cela qui est agir ; mais ont-ils vraiment conscience de l'action socialiste ? Ne faudrait-il pas un peu moins d'énergie de paroles, et un peu plus de volonté pratique ? Qui serait le meilleur pour eux, d'envoyer des délégués aux congrès pour faire triompher Jaurès ou Guesde, ou bien de pouvoir envoyer des délégués au patron de l'Usine ?

L'action politique électorale — essentiellement révolutionnaire, et même brutale aujourd'hui, puisqu'un parti triomphe quand il a une voix

de majorité, — et l'action politique parlementaire — essentiellement révolutionnaire aussi parce qu'une loi détruit en un jour quelque chose qui est, et fait naître en un jour quelque chose de nouveau — doivent être subordonnées au travail intérieur de la masse ouvrière, n'apparaître que pour obtenir des lois d'intérêt général, en s'inspirant de l'expérience de la vie prolétarienne et de l'observation des phénomènes économiques.

Et cette conception de mouvement ouvrier est indépendante des doctrines socialistes ; c'est une simple conception de *politique* démocratique avec un suffrage universel qui ne consiste plus à se choisir librement des *maîtres*, mais qui nomme des *délégués* avec un mandat précis et déterminé : législation des syndicats, retraites ouvrières, service de deux ans ou milice, etc., etc., — et même plus tard quand les électeurs prolétariens sauront ce que c'est que le collectivisme, auront adopté la doctrine et seront capables de l'appliquer : transformation du régime de la propriété capitaliste en régime collectiviste.

Or, les intellectuels, quels qu'ils soient, *ne connaissent pas la vie ouvrière*, parce qu'ils ne vivent pas de la vie ouvrière ; ils ne sauraient donc trouver normalement leur place dans les organisations ouvrières, ou tout au moins ils ne peuvent normale-

ment prétendre à diriger effectivement le mouvement ouvrier.

Comme le dit fort bien Lagardelle, les intellectuels ne forment pas une classe. De leur ensemble se dégage une force, la force des idées, mais ils ne peuvent réaliser quelque chose qu'en eux-mêmes, ils ne peuvent rien réaliser pour les autres. Ils peuvent individuellement se perfectionner et perfectionner des individus à leur contact, mais non point améliorer directement la société elle-même. Les intellectuels quand ils travaillent socialement, travaillent isolément, ils ne forment pas bloc.

Tandis que le mouvement ouvrier est essentiellement socialiste (c'est-à-dire tend à changer la société), le mouvement intellectuel est essentiellement individualiste (c'est-à-dire tend à changer l'individu). Et tandis que le mouvement ouvrier trouvera sa puissance dans l'unité, dans la concentration des forces, dans la discipline, dans l'organisation, le mouvement intellectuel s'arrêterait si ses forces individuelles s'unifiaient.

Toute tentative du prolétariat pour prendre la direction effective du mouvement intellectuel, serait aussi déplorable que les tentatives des intellectuels ont été déplorables pour prendre la direction du mouvement ouvrier.

Et c'est pourquoi on peut fort bien ne pas adhérer au Parti socialiste, tout en adhérant au principe de la lutte de classes et de l'organisation internationale du prolétariat, et en adoptant les doctrines collectivistes : le Parti socialiste français manifeste trop de tendances aujourd'hui à prendre la direction à la fois du mouvement intellectuel et du mouvement ouvrier, et ainsi faisant il nuit, selon moi, à la fois au mouvement intellectuel et au mouvement ouvrier.

Le socialisme veut, avec raison, substituer l'administration des choses au gouvernement des hommes, assurer l'indépendance économique pour assurer la liberté de penser. Le Parti socialiste français, tel qu'il est aujourd'hui, me paraît s'éloigner de cet idéal ; toujours il veut gouverner et non administrer, il s'occupe des questions de personnes plus que des problèmes économiques, ou bien il discute des idées abstraites et n'organise point des réalités. Quand les syndicats ont obtenu quelque chose, c'est presque toujours en dehors de lui ; et quand dernièrement il a prôné les coopératives, c'est principalement pour lutter, non contre le petit commerce, mais contre les petits commerçants parisiens, lesquels sont nationalistes.

J'ai reçu il y a quelques jours un petit papier portant en tête : Comité d'action *socialiste* contre

la guerre de Chine. Que diable le socialisme a-t-il à faire directement et exclusivement là-dedans? Faut-il donc adhérer au parti pour protester contre les massacres de Chinois et la ruine de la Chine? Est-ce au nom de la lutte des classes qu'on proteste contre le militarisme? Pour faire partie de ce comité, faut-il montrer un brevet de bachelier ès sciences collectivistes?

Lagardelle fait remarquer que les socialistes prennent actuellement la tête dans les protestations généreuses; certes, c'est vrai; mais est-ce en tant que socialistes, ou en tant qu'hommes épris d'un noble idéal personnel?

J'ai peur du Comité général et des Comités locaux; au lieu de mener la lutte économique qui est difficile, ils font campagne contre ceux qui ne pensent pas *selon les principes;* déclarer qu'un homme pense faux est tellement plus facile que de refaire la société sur de nouveaux principes!

Tant que le socialisme *organisé* n'aura pas la puissance morale de concentrer ses forces sur les questions économiques, il n'agira pas utilement suivant le mouvement ouvrier, et il nuira au mouvement intellectuel.

Je ne veux point dire cependant que le mouvement ouvrier et le mouvement intellectuel doivent

être isolés l'un de l'autre, que l'ensemble des intellectuels doit se tenir à l'écart de la classe ouvrière. Ce serait absurde, profondément absurde. Le mouvement ouvrier, force réelle, peut seul aujourd'hui créer la liberté intellectuelle, assurer le libre développement de la pensée humaine ; un intellectuel qui ne demande pas à une organisation sociale nouvelle de donner à tous les hommes la satisfaction des besoins matériels pour permettre à tous les hommes les joies intellectuelles, est, inconsciemment ou consciemment, un aristocrate et aussi un égoïste. Et, d'autre part, les intellectuels sont nécessaires aux ouvriers dans leur lutte pour construire une société fondée sur le Travail et non sur la Propriété, pour leur faire connaître les phénomènes économiques, pour leur donner conscience de tout le travail humain des générations mortes, pour ajouter à leur expérience l'expérience des siècles vécus, et aussi pour *rédiger* ce que Lagardelle appelle des « systèmes juridiques et moraux nouveaux ».

L'alliance amicale, affectueuse entre Intellectuels et Ouvriers, est indispensable ; mais alliance ne veut pas dire soumission des uns aux autres, des alliés sont des égaux volontaires ; alliance ne veut pas dire unification.

Il faut qu'intellectuels et prolétaires se mêlent,

se coudoient, discutent ensemble et sur les idées et sur les réalités, que les intellectuels influent sur le mouvement ouvrier, que les ouvriers influent sur le mouvement intellectuel ; mais avoir de l'influence ne veut pas dire prendre la direction.

Au point de vue économique, il y a lutte de classes ; au point de vue intellectuel, la lutte de classes n'existe pas, et dès à présent les ouvriers doivent recevoir, autant que les conditions de leur vie économique le permettent, la culture intellectuelle à laquelle ils ont droit. Et d'autre part, comme les abstractions n'ont de valeur qu'autant qu'elles s'appuient sur des réalités et qu'elles peuvent se réaliser un jour, les intellectuels, pour ne pas échafauder de vains systèmes, pour ne pas se perdre dans le rêve, doivent continuellement pénétrer le peuple, connaître l'ouvrier et le paysan, étudier l'homme.

Cette pénétration réciproque des intellectuels et des ouvriers ne saurait être réglée exactement, elle ne saurait être organisée d'une façon uniforme ; non seulement elle ne demande pas de lois, mais même elle craint les lois ; elle doit être libre. Et elle devra être libre plus tard aussi, quand le Socialisme sera véritablement organisé, sera unifié pour l'étude des lois morales et économiques du Travail. C'est pourquoi je critique un peu l'expression d'*employés*

de Lagardelle, et que je préfère dire que les intellectuels ont le devoir de *se mettre au service* de la classe ouvrière ; il me semble qu'ainsi je dis que non seulement ils ne sont plus des aristocrates, mais encore que c'est librement, par conscience de leur vraie dignité, qu'ils rendent des services aux ouvriers, qu'ils les instruisent, qu'ils les *aident* à s'éduquer.

Et c'est parce que cette pénétration sera libre, c'est parce que les liens d'amitié s'établiront librement et pourront se rompre sans haines, c'est parce que, dans le domaine intellectuel, les hommes inégaux de valeur ne se hiérarchisent pourtant pas, c'est pour cela que, sans danger ni pour le mouvement ouvrier ni pour le mouvement intellectuel, certains intellectuels pourront être choisis par les ouvriers et entrer temporairement parfois dans le mouvement ouvrier — et que, d'autre part, certains ouvriers pourront, sans rompre avec leur classe, devenir des intellectuels.

C'est par préoccupation politique que je veux ainsi séparer d'une certaine manière le mouvement ouvrier et le mouvement intellectuel.

De la révolution à main armée, nous en sommes maintenant arrivés à la révolution par le bulletin de vote. C'est encore insuffisant pour fonder la

paix. Si le bulletin de vote faisait révolutionnairement la transformation de la société capitaliste en société collectiviste ou communiste, les travailleurs détruiraient immédiatement leur œuvre par incapacité morale ; si les intellectuels sont capables de construire la cité socialiste, la masse ouvrière ne saurait l'habiter.

Je ne demande point pour cela l'éducation individuelle des travailleurs, celle-ci est rendue presque impossible par les conditions économiques actuelles; mais je demande aux travailleurs de poursuivre eux-mêmes leur éducation d'ensemble, leur éducation de classe. Pour les aider dans la mesure de mes moyens, je suis prêt à tout — sauf à laisser un Comité, quel qu'il soit, me dire quelles sont les vérités que je dois croire, et prendre la direction de ma pensée. Aucun parti ne détiendra jamais la science, l'art et la morale, pas plus qu'aucune Église.

Je n'aime point les formules, les idées ne peuvent exactement tenir en quelques mots ; mais s'il fallait absolument en donner une pour concentrer ce que je pense, je dirais que le mouvement socialiste devrait se définir ainsi : *méthodique organisation économique, absolue liberté intellectuelle.*

CHARLES GUIEYSSE

LIBRAIRIE DES CAHIERS

Etant donné qu'à partir du septième cahier inclus nous avons cessé d'envoyer nos cahiers à tous ceux de nos anciens abonnés qui n'avaient pas accepté nos reçus de réabonnement, André Bourgeois a fait depuis les envois suivants :

	Septième cahier	Huitième cahier (1)
Paris	430	430
Seine	70	70
Seine-et-Oise	35	35
Départements.	769	769
Belgique et autres pays.	67	67
En tout . . .	1371	1371

Nous avons en effet envoyé le septième et le huitième cahiers sous la même chemise.

Nous prions instamment nos abonnés de la *Belgique et autres pays* de vouloir bien envoyer au moins une carte postale à M. André Bourgeois. Le recouvrement par les postes étrangères des mandats français est ainsi organisé que nous ne pouvons savoir qui a payé. C'est donc à nos abonnés de nous le dire. Toutes les fois qu'il y aura doute nous serons forcés d'interrompre l'envoi.

Dans les nombres que nous donnons ci-dessus comptent plusieurs abonnés éventuels. Nous recensons en effet dans *l'Aurore* les citoyens qui ont naguère encouragé Vaughan et nous leur envoyons éventuellement nos

(1) *Bacchus*.

cahiers. Sans doute ils souhaitent que la véritable propagande ne meure pas d'inanition. Nous prions ces derniers abonnés éventuels de vouloir bien nous manifester sans retard leurs intentions.

Nous avons supprimé rigoureusement l'envoi des cahiers à tous ceux de nos anciens abonnés qui, n'ayant pas accepté nos reçus de réabonnement, ne nous ont pas au moins écrit pour nous manifester leurs intentions.

Beaucoup de Parisiens n'ont pas renouvelé leur abonnement. Mais beaucoup plus de provinciaux s'abonnent. Heureuse mutation.

Les quelques snobs, frivoles, complaisants, autoritaires et sectaires qui nous étaient venus par mégarde sont repartis. Le boycottage a presque épuisé ses effets. Parmi les désabonnements voulus d'abonnés sérieux, un seul nous a été vraiment pénible, celui de M. Charles Seignobos. M. Seignobos nous a connu en des temps rudes. Nous étions à ses côtés quand la plupart de nos boycotteurs se défilaient. M. Seignobos, comme historien, doit aimer la vérité : à quelle date et pour quelle région veut-il que l'on suspende la manifestation de la vérité ? Enfin M. Seignobos tient à déclarer à ses amis socialistes qu'il n'est pas socialiste : liberté de langage précieuse, mais qui pourrait lui coûter cher le lendemain du jour où les socialistes libertaires seraient écrasés par les dominateurs.

Nous ne voulons pas qu'il y ait malentendu sur l'appel pressant que nous avons adressé à nos amis. Un de mes amis anciens, intime, ayant lu que je demandais de l'argent, m'a envoyé des conseils. J'éprouve toujours une singulière souffrance quand un ami, au lieu de

souscriptions, m'envoie des conseils mensuels réguliers antidreyfusards. Mais cette souffrance devient amère inquiétude quand, par exception, cet ami est juif. Si donc j'en croyais cet ancien ami, nos cahiers ne diraient pas la vérité, mais ils diraient *ce qui, selon le choix des journaux réactionnaires, serait favorable au parti socialiste nationalement constitué.*

Nous ne voulons pas qu'il y ait malentendu : nous ne demandons pas des conseils d'immoralité politique ; nous demandons des souscriptions mensuelles régulières. Nous répétons que nous sommes — avec *Pages libres* — la première des publications républicaines, libérales, socialistes, révolutionnaires, libertaires, pour le nombre des abonnements et pour l'action efficace. Nous laisser tomber n'avancerait les affaires de personne. J'ai de bonnes raisons de croire au contraire que le sort de plusieurs publications amies est lié au sort des cahiers. Si la lourdeur du public nous écrase, elle ne nous écrasera pas seuls.

Nos amis ne nous ont pas gâtés. Ni Zola, ni Picquart, ni Labori, ni Havet ne sont abonnés à la seule publication qui représente exactement — avec *Pages libres* — leur méthode et leur esprit. Faut-il que nous nous fassions quémandeurs ? Les *Journaux pour tous* enverraient le *Danton* très utilement à des adresses qu'ils ont prêtes. Mais pour cet envoi personne encore n'a voulu acheter un lot de *Danton*.

Les groupes amis ou camarades ne nous ont pas gâtés. Depuis deux mois que nous avons publié le cahier de Lagardelle, *pas un seul* groupe d'études ou d'étudiants ne nous en a demandé. Le *Groupe des Étudiants Collectivistes de Paris,* qui a fait des folies

pour un citoyen quémandeur, ne nous a pas demandé un seul exemplaire de cette brochure.

Cette indifférence pour le travail imprimé est générale. Qu'il s'agisse d'organiser une représentation, une conférence, un meeting, un punch, un banquet, on trouve à peu près de l'argent pour parler, manger et boire. Mais les journaux, brochures, les revues et les livres sont négligés. Il faudra pourtant bien que l'on finisse par s'apercevoir que ce qui tient au livre est d'une action plus efficace profondément que ce qui tient au parloir.

Nos aînés ne nous ont pas gâtés. Sans doute Gérault-Richard a eu la bonne idée d'annoncer le *Danton*. Mais si Clemenceau avait produit dans *le Bloc* une *contribution aux Preuves* aussi sérieuse que celle que Pierre Félix a publiée dans nos cahiers, il est évident que Jaurès eût au moins discuté cette contribution.

Comptons donc sur nous-mêmes, en attendant que les mœurs publiques soient restituées. Pauvres, comptons sur nous pauvres. Que nos amis pauvres nous envoient régulièrement un ou deux francs par mois. Plusieurs ont déjà commencé. Que nos amis plus pauvres se mettent plusieurs ensemble et souscrivent des *abonnements collectifs* ou des *souscriptions mensuelles collectives*. On nous dit que nos cahiers circulent beaucoup. La simple probité demande que tous ceux qui nous lisent contribuent quelque peu à nous rémunérer. On ne peut demander que nos cahiers travaillent pour un salaire de famine. Toutes les fois que dans les campagnes et dans les villes de province nos cahiers sont lus en commun, que nos lecteurs s'entendent pour s'abonner et pour souscrire en commun, sans aucunes formalités.

Outre qu'elle produit beaucoup plus, la souscription mensuelle *régulière* a cet avantage moral incomparable qu'elle demande au souscripteur une attention constante, une activité maintenue, un effort soutenu. L'ouvrier, l'employé, le professeur, le répétiteur, l'instituteur qui pense à nous au commencement de chaque mois nous console plus que tout des lâchages vulgaires.

Adresser lettres et mandats à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers. Je suis surmené. Il m'est rigoureusement impossible de donner moi-même réponse aux lettres qu'on m'envoie.

Nous attirons l'attention des personnes à qui nous faisons présenter des reçus ou des traites sur ce que nous n'en faisons présenter que par la poste et qu'il est impossible de donner au facteur une somme supérieure à celle qui est portée sur l'effet.

Nous prions nos amis et nos abonnés de vouloir bien acheter *tous* leurs livres à la *librairie des cahiers*.

Il y a pour nous tout avantage à cette opération. Nous avons pour nos cahiers un personnel et des frais généraux. Sans augmenter ni ce personnel ni ces frais généraux nous pouvons faire la commission de tous les livres pour tous nos abonnés. Le personnel en fonctions est librement et entièrement dévoué aux cahiers. L'administrateur ponctuel qui a si parfaitement organisé l'administration de nos éditions organise non moins ponctuellement l'administration de la librairie.

Nous faisons dans nos bureaux les plus fortes réductions usuelles, c'est-à-dire que nous y vendons les livres exactement aux prix de l'Odéon.

Nous envoyons franco à domicile à Paris aux mêmes conditions.

Nous envoyons franco à domicile en province et à l'étranger aux prix marqués pour toute commande inférieure à onze francs.

Nous envoyons franco à domicile en province et à l'étranger avec les plus fortes réductions usuelles, c'est-à-dire exactement aux prix de l'Odéon, pour toute commande égale ou supérieure à onze francs.

Notre service de librairie est rigoureusement réservé à nos abonnés et aux abonnés de *Pages libres.*

N'ayant aucune avance, nous ne pourrons opérer qu'au comptant ou sur provision déposée.

Nos abonnés de Paris, de la province ou de l'étranger qui veulent recevoir leurs livres *franco à domicile* n'ont qu'à envoyer à M. André Bourgeois l'énoncé de la commande et le mandat correspondant. Les livres français partiront par le courrier du même jour. Les livres étrangers partiront par un courrier de la même semaine. On remplace avantageusement la lettre et le mandat par un mandat-carte.

Ceux de nos abonnés qui ont l'intention de nous faire de fortes commandes pourront *déposer* à M. André Bourgeois des sommes qui seront ainsi en compte courant. Ils n'auront plus qu'à nous envoyer leurs commandes sur carte postale. Nos factures porteront le décompte à chaque envoi.

Pour nous faciliter le travail, nous demandons à nos abonnés de nous envoyer des feuilles ou des fiches de commandes exactement énoncées.

Pour leur faciliter certain choix, nous annoncerons les nouveautés. Nous ne pouvons pas penser à faire

l'annonce des nouveautés spéciales. Mais sur les milliers de livres qui paraissent dans l'année il y en a une cinquantaine au plus que tout honnête homme et toute honnête société doit avoir dans sa bibliothèque. Nous annoncerons ces honnêtes livres, non pas en les jugeant et en les absolvant, mais en disant en bref, du mieux que nous pourrons, toutes les fois que nous le pourrons, ce qu'il y a dedans. C'est dire que nous procéderons le plus souvent par voie de citations, tables et résumés.

Nous attirons l'attention de nos abonnés sur ce qu'il y aurait de parasitaire à commander ailleurs que chez nous les livres qu'ils n'auraient connus que par nous.

Comme les livres les meilleurs ne sont pas les plus connus, nous prions instamment ceux de nos abonnés qui découvriraient des livres de vouloir bien nous faire part de leurs découvertes.

Nous avons d'avance dans nos bureaux tous les livres que nous annonçons. Nous avons en deux heures les livres français. Nous avons dans la semaine les livres étrangers.

Ceux de nos abonnés qui demeurent à Paris nous feront plaisir en venant acheter leurs livres dans nos bureaux. Notre situation est centrale, en ce sens que nous sommes à cinq minutes, et moins, de l'Odéon.

Pendant les vacances de Pâques j'attendrai nos amis de province de passage à Paris — au siège des cahiers, les jeudis 4 et 11 avril, de huit heures à onze heures et de midi à sept heures.

Nous serons heureux surtout de fournir aux bibliothèques. Nous ne saurions trop engager nos amis perdus des campagnes et des petites villes à fonder sans

formalités des bibliothèques. Autant les groupes à parloirs parlementaires sont vains, autant les sociétés d'études et de lecture sont efficaces, pourvu qu'on y lise.

Nous fournissons toutes espèces de livres, non seulement de littérature, mais de sciences, droit, médecine, et ainsi de suite.

Les bénéfices de la librairie seront versés intégralement aux cahiers. Nous publierons dans les cahiers les bilans mensuels de la librairie.

Nous demandons à nos amis et à nos abonnés de nous acheter tous leurs livres.

Aux amis communs de la *Société nouvelle* et de nos cahiers nous ne demandons pas de quitter la *Société* pour venir chez nous. Nous ne leur demandons que de partager exactement leur clientèle. Nous ne voulons tuer personne aux environs. Nous voulons seulement que l'on ne nous tue pas. Et surtout nous ne voulons pas contribuer nos finances, nos peines et nos soins à seule fin que l'on nous tue.

Il est indispensable qu'un de nos amis, qui parle et écrit le français, le russe, le polonais et l'allemand, libre jusqu'à cinq heures du soir, trouve un emploi littéraire ou commercial pour sa journée. — Écrire à M. André Bourgeois.

Nous sommes heureux de reproduire les notes que M. André Bourgeois, envoyé à Montceau par l'administration de *Pages libres*, a rapportées de son voyage. M. Bourgeois prit en outre vingt-quatre photographies, dont quatre ont passé dans *Pages libres*.

André Bourgeois

QUATRE JOURS A MONTCEAU

Montceau-les-Mines, la ville du charbon, sous la neige, ses hautes cheminées sans fumées, ses ateliers sans bruits, apparaît, à l'étranger qui débarque à l'heure matinale du premier train, comme une ville morte. Cependant descend la rue de la Gare la corvée de pain d'un bataillon d'infanterie : un conducteur tient par la bride un cheval attelé à la voiture régimentaire toute remplie de sacs à distribution bourrés de pains ; derrière, glissant, butant dans la neige, les mains cachées dans les pans de la capote relevée, six hommes de corvée, six hommes d'escorte armés, le fusil à la bretelle, trois fourriers et un caporal d'ordinaire, en tenue de campagne. Un sous-officier de dragons, à cheval, l'étui de revolver jaune à la ceinture, remonte la rue, au trot, allant communiquer des ordres. Plus bas, sur le quai du canal, en silhouettes dans la brume grisâtre, disparaissant dans leurs manteaux à grands collets, trois chasseurs à cheval attendent leur vaguemestre, à la porte du bureau de poste. En face, sur l'autre rive, un peloton de gendarmes marche en patrouille. Montceau-les-Mines est occupé militairement. Depuis un mois les mineurs sont en grève.

Montceau-les-Mines, dans la vallée de la Bourbince, est à la limite du Charolais et de l'Autunois, au pied des collines de Combrailles. Ce n'est pas une ville à proprement parler, mais bien plutôt un territoire d'en-

viron cinq kilomètres carrés, sur lequel sont disséminées ou groupées les maisons des mineurs. Ce territoire, qui comprend les gros villages de Bois du Verne, de Rugny, des Alouettes, de Bois Roulot, de la Croix des Oiseaux, de Vernoy, de Lucy, de Bois du Leu, de Magny, forme une seule commune, dont la mairie et l'église sont au groupement central particulièrement appelé Montceau. Montceau se présente comme un damier allongé avec des rues parallèles et perpendiculaires dont les trois alignements principaux — à peu près orientés N.-E., S.-O. — sont le canal du Centre, la ligne de chemin de fer de Montchanin à Roanne, et entre les deux, la plus importante rue du pays, la rue Carnot.

A Montceau, deux villes en présence. Rive gauche, la ville d'habitation, maisons grises de deux étages au plus, surmontés d'un toit pointu de tuiles rouges. Rive droite, derrière le canal, large et profond fossé, entourée de son mur d'enceinte haut et noir, la mine, la ville de travail, avec ses cheminées énormes, comme des tours, ses machines géantes dressées sur les puits, ses bâtiments de toutes sortes, scieries, lavoirs, cribles, compresseurs, fours à coke, briqueteries ; c'est la ville de puissance, la cité féodale.

Il y a lutte entre les deux villes.

La lutte dure depuis plusieurs années.

A l'heure du matin où la ville d'habitation s'éveille, où les corvées militaires disparaissent, du haut des passerelles de fer jetées sur le canal glacé encombré de bateaux portant le nom JULES CHAGOT, MONTCEAU-LES-MINES, on peut voir, par-dessus son mur d'enceinte, la ville de travail, aujourd'hui morne en sa solitude.

Pourtant une des cheminées commence à fumer, celle des compresseurs ventilateurs où la Compagnie a mis les quelques hommes qui lui sont restés. Il faut, en effet, maintenir dans les galeries l'air respirable.

Les habitants de Montceau sont les employés et ouvriers de la Compagnie, les commerçants, les fonctionnaires. Les employés et ouvriers comprennent les ingénieurs et agents de tous grades, les commis aux écritures, les mineurs, *ouvriers du fond,* et les similaires, *ouvriers du jour*, pour les machines et les transports. Depuis longtemps déjà, toute cette population est séparée en deux partis qui maintenant s'appellent entre eux les *Rouges* et les *Jaunes.* Les Jaunes, partisans de la Compagnie, les Rouges, ses adversaires.

Jules Chagot — mort en 1876 — fut le concessionnaire qui donna le premier un grand développement à la mine. Catholique convaincu, plutôt libéral, mais en somme de son temps, philanthrope comme on pouvait l'ètre alors, se croyant une mission à remplir, il aimait à sa manière ses ouvriers. Soucieux de leur santé, il bâtit un hôpital ; soucieux de leur instruction et de leur moralité, il construisit dans chacun des quartiers de la commune une église et une école. Il confia l'hôpital et les écoles aux seuls auxiliaires qu'il eût facilement à sa disposition et auxquels il pût penser, aux Sœurs et aux Frères. Sœurs et Frères soignèrent les malades, instruisirent les enfants, mais, subventionnés par Chagot et par conséquent dans sa dépendance, ils devinrent vite des agents de renseignement et de domination. Le manquement aux offices, l'absence de pratiques religieuses furent de mauvaises notes. Les femmes et les hommes qui ont actuellement de vingt à trente ans, la généra-

tion élevée dans les écoles religieuses, déclarent *avoir soupé — mais soupé jusque-là — des curés.* Le désir d'affranchissement de la surveillance cléricale naquit ainsi et s'accrut rapidement. D'où la première cause du conflit entre les ouvriers et l'autorité patronale. A celle-là, la venue des idées socialistes n'allait pas tarder à en ajouter une seconde.

Tant que Jules Chagot vécut, il représenta, aux yeux de l'ouvrier, le propriétaire légitime avec ses défauts et ses qualités. Il avait fait de gros efforts, fourni un travail individuel considérable, montré une grande activité ; il avait créé l'œuvre. Le mineur qui n'a pas, comme l'ouvrier des villes, uniquement ses outils et la connaissance de son métier pour vivre, mais qui, de plus, très souvent est propriétaire, — puisqu'à Montceau-les-Mines sur un chiffre de quinze mille mineurs, un bon tiers possèdent leur maison et le petit jardin qui l'entoure — l'ouvrier propriétaire admettait parfaitement la propriété du patron. Mais lorsque Jules Chagot et ses successeurs eurent disparu et que se forma une société anonyme par actions, l'ouvrier commença à se demander pourquoi, alors qu'il était propriétaire de sa maison, de son jardin ou de son champ, il ne pouvait pas être également propriétaire de ce qui était sous le sol de sa maison et de son champ, propriétaire de la mine où il travaillait d'un dur travail, où il passait la plupart de son temps, où plusieurs générations de ses ascendants avaient travaillé, sur laquelle il se trouvait avoir des droits de premier occupant, d'ancienneté de possession et d'exploitation. Comment pouvait-il se faire qu'un monsieur quelconque, ayant acheté un morceau de papier à la Bourse ou en banque, pût venir non seule-

ment prétendre partager le fruit de son travail, mais encore lui enlever, sans fatigues, la plus grosse part des bénéfices de l'entreprise, sous forme de dividendes. Lui que l'on ne consultait en rien, à qui l'on ne demandait jamais un avis, quelques changements que l'on apportât à la technique de l'exploitation ou à l'écoulement des produits, il en arriva à penser que l'on s'était joué de lui, qu'on l'avait roulé et qu'en vendant la mine, on avait aussi vendu les mineurs. Il se trouva alors, plus que jamais, attaché à la terre, esclave condamné à changer de maître sans le savoir, à être exploité sans merci par des indifférents, sans espérance de voir s'améliorer son sort, courbé sous le joug, non plus d'un individu facile à désigner, mais d'une chose sans nom, sans forme définie, tout d'un coup aux prises avec la puissance formidable et irresponsable du Capital.

Alors l'idée de lutte vint.

La grève fut l'arme trouvée.

C'était la seule qui pût atteindre le Capital dans ses forces vives. La première grande grève, présentant un caractère économique, remonte à environ deux ans. Elle aboutit à la reconnaissance du Syndicat des mineurs et similaires de Montceau-les-Mines : c'étaient les premiers pas vers l'organisation ouvrière ; la grève dura à peu près un mois; les ouvriers avaient bien choisi leur moment, ils ne souffrirent pas trop, venant de toucher un mois en retard qui leur était dû. Des grèves partielles de huit à dix jours eurent lieu depuis. Mais la grande victoire des Rouges furent les élections municipales de mai 1900.

Jusqu'alors la Compagnie avait été maîtresse de l'hôtel de ville; le maire et le conseil municipal lui

étaient tout dévoués. Pour la première fois, après une lutte acharnée, malgré toutes les fraudes électorales que purent commettre les agents de la Compagnie (électeurs décédés ou absents que l'on fit voter, etc...), les Rouges l'emportèrent sur toute la ligne et nommèrent un conseil entièrement composé d'ouvriers du Syndicat; le citoyen Bouveri, ouvrier mineur âgé de trente-huit à quarante ans, fut élu maire. Ce fut, ce jour-là et les suivants, le triomphe du peuple; son anxiété avait été grande, sa joie fut immense. Les femmes étaient encore plus excitées que les hommes. On avait fait venir des gendarmes de toutes les brigades du département, car l'on craignait des troubles, et le préfet lui-même se tenait en permanence à l'hôtel du Commerce, voisin de la Direction, sur le quai du Canal. Les ouvriers enthousiasmés parcouraient en masse les rues de la ville. Les femmes, armées de balais, allaient à tour de rôle malicieusement balayer le bas des portes et des fenêtres de tous les anciens conseillers non réélus et des adversaires avérés; puis, un certain nombre d'entre elles, s'étant concertées, passèrent le canal et se dirigèrent vers la résidence du préfet, et là, sur un rang, bordant le trottoir, le dos tourné vers l'hôtel, à un signal donné, relevèrent leurs jupes et montrèrent leur derrière au représentant de l'autorité gouvernementale.

Un des premiers actes de la nouvelle municipalité, ne pouvant laïciser elle-même l'hôpital, propriété de la Compagnie, fut d'en réclamer la laïcisation; elle obtint seulement la diminution du nombre des Sœurs infirmières et la réduction du traitement de celles qui restaient. Elle exigea aussi la vérification des comptes de la

Caisse de secours et demanda des explications à la Compagnie au sujet d'un déficit de plusieurs centaines de mille francs qu'elle y aurait trouvé. Les explications demandées n'auraient pas encore été fournies à l'heure qu'il est.

Cependant la Compagnie, battue aux élections, blessée au vif, atteinte dans ses moyens d'influence et d'informations, pour combattre le Syndicat rouge favorisa la formation d'un syndicat opposé, qu'on appela tout de suite le Syndicat jaune, auquel elle fit adhérer tout ce qu'elle pouvait avoir de partisans, à peu près trois mille membres, les rouges étant, de leur côté, environ douze mille. Les deux partis ainsi constitués ne pouvaient que s'exciter mutuellement, et un conflit devait naître à la première occasion.

Des différents puits que possède la Compagnie, tous ne donnent pas du charbon de même qualité. La Compagnie paie, par puits, ses ouvriers, selon la valeur du charbon tiré de chaque puits. Il s'ensuit que des ouvriers, qui accomplissent des travaux de même nature, subissent, avec ce mode de paiement, de fortes différences de salaires. Les mineurs, ouvriers du fond, travaillant à la tâche, et, par conséquent, payés à la quantité, ne souffrent pas de ce système; mais les ouvriers du jour, sur certains puits, se trouvent moins payés que leurs camarades accomplissant les mêmes besognes sur d'autres puits d'un meilleur rendement. Ceux-là s'adressèrent donc, par l'intermédiaire de leur Syndicat, à la Compagnie, et lui firent remarquer qu'ils n'étaient pour rien dans la qualité du charbon extrait, et que, pour eux, leur travail avait, comme

peine et comme temps, la même valeur que celui de leurs camarades des autres puits; en conséquence, ils réclamèrent l'égalité de salaire pour le même travail. La Compagnie ne voulut rien changer à son système. Les ouvriers du jour déclarèrent la grève, et les mineurs se joignirent à eux. La grève fut ainsi déclarée de fait le 19 janvier 1901 par la cessation du travail des travailleurs de Montmaillot, imités successivement, dès le 22, par ceux de Magny, de Lucy et des autres puits.

Dans quelles conditions allait pouvoir se faire la grève?

La paie a lieu par quinzaine; il faut de quatre à cinq jours pour établir les listes de paie. Les ouvriers avaient touché du 15 au 20 la paie de la première quinzaine de janvier. Le 8 février ils touchèrent le prix des quatre journées de travail du 15 au 19, qui avaient précédé la grève; depuis le 8, ils n'ont donc plus rien reçu de la Compagnie, et ils savent que, lorsqu'ils reprendront le travail, il leur faudra encore travailler pendant une vingtaine de jours avant de rien toucher. Un comité de grève fut nommé qui s'occupa immédiatement de trouver des ressources.

Des mineurs, un bon tiers, avons-nous déjà dit, jouissent de quelque aisance; ils ont à eux leur maison, leur jardin d'où ils tirent légumes et fruits, des lapins, une douzaine de poules, sept ou huit canards, quatre ou cinq oies. Les journées de huit heures qu'ils font à la mine leur rapportent de dix à douze francs. Ceux-là disent eux-mêmes pouvoir tenir six mois. Mais les autres, qui, gagnant quelques fois à peine trois francs par jour, n'ont jamais pu faire la plus petite épargne, allaient se trouver, leur quinzaine épuisée,

dans la misère la plus absolue. C'est alors que l'on eut l'idée des soupes populaires.

Elles commencèrent à fonctionner une dizaine de jours après la déclaration de grève. L'idée fit vite son chemin et fut partout admirablement accueillie. Le Syndicat avait en caisse de 60 à 70.000 francs ; on calcula qu'il fallait de 1.800 à 2.000 francs par jour pour nourrir tous les nécessiteux. Les dons en argent ou en nature affluèrent de toutes parts et les envois n'ont pas encore cessé. Les mineurs plus riches envoyèrent, celui-ci des œufs, celui-là du lard, un autre de la farine, un autre encore une chèvre, que les grévistes, ce jour-là, promenèrent triomphalement dans les rues ; enfin tout le pays donna. Le mouvement fut immense.

Le Syndicat, depuis sa fondation, est divisé en trente-trois sections. Chacune de ces sections installa une ou plusieurs cuisines selon le chiffre de ses adhérents ; c'est ainsi que certaines sections, comme celle de Bois-du-Verne, organisèrent cinq et six cuisines. Le Syndicat procure aux cuisines la viande et le pain pour la soupe. Certains bouchers lui ont accordé de forts crédits ; le pain est fourni par les boulangeries coopératives. Le Syndicat ne donne de légumes qu'à celles des cuisines qui par la situation de leur quartier reçoivent fort peu de dons en nature. Le Syndicat délivre à ses membres des bons qu'il paie ensuite aux fournisseurs.

Le siège social du Syndicat est installé au-dessus d'un café, au premier étage de la maison qui fait le coin de la rue du Nord et de la rue de la Cantine, à côté de la salle Pézerat, salle de bal où se tiennent généralement les réunions publiques et où se font les confé-

rences. Sur le mur de la maison, près de l'entrée de la salle, sont collées des affiches dont celle-ci :

VILLE DE MONTCEAU-LES-MINES

Parti Socialiste Révolutionnaire

GROUPE DE LA JEUNESSE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

NOEL SOCIALISTE

Fête d'adoption

Camarades Libres-Penseurs!

Les gouvernants de toutes les époques n'ont jamais su prendre aucune mesure pour détruire le cléricalisme.

Il faut, par des manifestations imposantes, montrer à nos dirigeants que nous entendons faire notre besogne nous-mêmes. Aussi le groupe de la jeunesse socialiste révolutionnaire, d'accord avec le groupe de Libre Pensée de Montceau et des environs, vous convie à une

FÊTE ANTICLÉRICALE

qui aura lieu le lundi 24 décembre (veille de Noël), salle Pézerat, à huit heures du soir.

PROGRAMME

1° Conférence par un élu du parti ;

2° Punch monstre offert à tous les possesseurs d'une carte (des cantiques socialistes seront chantés par plusieurs membres de la Jeunesse Socialiste pendant que brûlera le punch dans l'obscurité);

3° Grand bal.

N. B. — On peut mener les enfants à cette fête.

Des cartes sont en vente au prix de 0 fr. 50, chez tous les collecteurs du groupe de la Jeunesse socialiste, chez les citoyens.....

Le groupe de la Jeunesse Socialiste
de Montceau-les-Mines

Derrière la maison occupée par le Syndicat est installée la cuisine de la première section dans la cour donnant sur la rue de la Cantine. A côté de la porte de planches vermoulues surmontée d'un grand drapeau rouge, une longue bande de toile rouge a été pendue à la crête du mur. Sur la bande rouge, un écriteau blanc portant en grosses lettres l'inscription :

CUISINE — PREMIÈRE SECTION
SOUPE A LA CARMAGNOLE

La porte poussée, on se trouve dans une petite cour à peu près remplie par une baraque de planches et de vieilles toiles. C'est la cuisine. Un grand guichet en demi-cercle, avec un volet et une tablette, a été aménagé pour les distributions ; à côté, une petite porte simplement fermée d'un vieux rideau autrefois rouge.

Deux petits drapeaux tricolores, quelques écriteaux. A gauche, écrit à la main :

Il est interdit à toute personne étrangère
de stationner sans autorisation.

Au-dessus du guichet, imprimée, affiche blanche, encadrée d'un filet rouge :

AVIS

A partir du 14 février, les syndiqués auront seuls droit à la soupe populaire.

Il leur sera distribué avec la soupe 100 grammes de viande par personne et par repas.

Toute la famille comprise.

Tous les adhérents fourniront le pain, excepté ceux qui pourront fournir un billet de nécessiteux signé de leur boulanger.

Les sans-travail n'auront droit à la soupe que s'il y en a de reste.

Le Bureau Syndical.

En dessous, à droite, écrit à la main :

Ce matin soupe maigre sans portion.
Ce soir rata avec portion.

Soulevons la portière et entrons dans la baraque. Une dizaine de forts gaillards sont là s'agitant dans la vapeur. « Vous venez goûter la soupe ? — Bien sûr. » Et tout de suite l'on vous tend la cuiller. « Excellente, mais mettez-y encore un petit peu de sel... » Et la connaissance est vite faite. Cinq énormes marmites chantent sur des feux de bois ; elles contiennent ensemble 375 portions. Une table de bois rectangulaire occupe le milieu de la tente, de grandes cuillers sont accrochées aux murs. Sur des ficelles tendues près du plafond sèchent plus ou moins quelques guenilles et un vieux drapeau tricolore qui sert à essuyer les marmites.

Dans un coin, une petite table porte deux litres d'absinthe mélangée d'eau ; de temps en temps dans l'assistance circulent des quarts de soldat. Comme il a neigé toute la nuit et que la tente est mal close, le sol a cette boue grasse qu'on retire trop souvent des cuisines dans les casernes. Les cuisiniers sont des « lascars » et d'humeur excellente ; ils soignent amoureusement leur soupe, et, de fait, la font vraiment bonne ; et puis ces gens ont malgré tout gardé une sorte d'esprit militaire ; ils sont cuisiniers comme au régiment ; un malin, lou Crassou, porte un vieux bonnet de police ; en somme, enchantés de jouer encore au soldat.

Cependant l'heure a passé et les femmes grévistes s'amassent à la porte de la rue. Un des cuisiniers va l'ouvrir et la tête de la colonne arrive au guichet. Ces femmes, toujours proprement vêtues, sont plutôt les

mères de famille, les jeunes ne venant guère à la corvée; sous le fichu blanc ou la fanchon dont elles se couvrent la tête, elles ont en général des airs fatigués et vieillis; abîmées par la maternité, l'insuffisance de nourriture depuis plusieurs générations, et aussi l'usage de l'alcool, elles donnent le sentiment d'une très ancienne misère. Elles apportent sous leur bras, dans des serviettes d'une blancheur irréprochable, fréquemment changées, une soupière, ou un légumier, un saladier, une laitière, une casserole, une bouillotte, enfin un ustensile quelconque dont la capacité corresponde à la ration qu'elles doivent emporter dans la serviette dont elles auront noué les quatre coins, et qu'elles prendront ensuite par le nœud comme par une anse pour ne pas se brûler. « Dites-donc, les fumelles, faudrait voir à venir éplucher les truffes, ce soir », commande lou Crassou, « et puis tâchez de dire à vos hommes de venir à la corvée de bois, à deux heures, hein. »

La corvée de bois, si vous saviez comme c'est simple ! Il y a sur le port tout le chargement d'un bateau à destination d'un marchand de bois de Chalon. Eh bien, ce chargement est certainement abandonné puisqu'il ne se trouve jamais personne pour protester quand on y puise chaque jour ! Dans la campagne, c'est aussi peu compliqué. L'autre jour, à Saint-Vallier, les cuisiniers manquaient de bois; une trentaine d'hommes avec des haches et deux voitures allèrent dans les bois du grand propriétaire voisin, et sous le nez des gardes-chasse qui se contentèrent de regarder, ramenèrent au village les deux voitures pleines.

Quand tout le monde est à peu près là, un des cuisiniers, un ancien zouave, prend un clairon garni des

glands d'ordonnance à torsade tricolore, sort dans la rue et s'arrête au milieu du carrefour, caresse un instant de ses lèvres l'embouchure de l'instrument, puis, le pavillon en l'air, sonne à coups de langue secs, le refrain connu : « Tonnerre de Dieu, vous n'êtes jamais contents », qu'il fait suivre aussitôt de la sonnerie réglementaire :

C'est pas de la soupe,
C'est du rata,
C'est pas de la soupe,
C'est du rata.

Et comme c'est un loustic, le Malgache, et que ses « clients » attendent depuis une demi-heure à battre la semelle dans la neige, il s'empresse d'ajouter à pleins poumons, à la volée, en tournant sur lui-même, aux quatre coins de l'horizon le refrain : « Au pas gymnastique », vous savez, impossible à transcrire. Et, satisfait, se passant le dos de la main sur la bouche, rentre, son clairon sous le bras.

Alors commence la distribution.

« La Duprat, combien ? » — « Quatre. » — « Allez, enlevez. » Et tout cela se fait en ordre, sans bousculade, sans autorité apparente, tout le monde s'y prêtant de bonne volonté. Quand tous les syndiqués sont passés, arrivent les vrais misérables, des mariniers dont les bateaux sont bloqués par les glaces, des sans-travail, grévistes forcés, des mendiants, des « trois sous par lieue » ; s'il reste de la soupe, on leur en donne, sinon : « Eh bien, vous n'êtes qu'à la première section ici, vous en avez encore trente-deux autres à visiter, c'est bien le diable si... Seulement dépêchez-vous. » Et les autres tendent le dos et filent vivement.

La grande occupation du gréviste, c'est de manifester. La manifestation, c'est le défilé dans tout le pays, en colonne par quatre et par sections, avec fanfares de trompettes, musiques, tambours et clairons, drapeaux rouges ou tricolores; c'est aussi l'assemblée sur la place de Grève, sous le balcon de la mairie. C'est donc, en somme, une sorte de revue à laquelle les hommes ne se rendent que soigneusement rasés et fort proprement vêtus. Il est très fréquent d'entendre le matin, dans les groupes ou dans les cuisines : « Allons, viens-tu prendre un verre ? » — « Non, attends, il y a manifestation ce soir, faut que j'aille me faire raser. »

Pour ces manœuvres, les cuisiniers revêtent la grande tenue de service. La plupart portent le costume classique des marmitons de bonne maison, bonnet-tampon, courte veste et pantalon d'une blancheur immaculée; dans quelques sections seulement, la coiffure est une calotte de toile blanche en forme de pot à fleur renversé avec un gros pompon rouge comme en ont les marins. Quelques vieux barbus ajoutent à leur costume un grand tablier blanc, ce qui, avec la hache sur l'épaule, leur donne l'air d'anciens sapeurs ; certains même de ceux-là ont cousu sur le haut de la manche gauche de leur veston la brisque rouge des rengagés. Le plus fin cuisinier porte les galons de première classe; ses camarades l'appellent le *Colo*.

Tous les grévistes, femmes et hommes, portent, agrafée à la poitrine, l'insigne des mineurs : un ruban rouge avec en lettres d'or l'inscription : Syndicat des ouvriers mineurs et similaires de Montceau-les-Mines, et en dessous, en faisceau, métal jaune, le chapeau, la lampe, le pic du mineur et le marteau du similaire. Ces insignes

ne sont délivrés par le Syndicat qu'à ses adhérents ou à des militants connus. Aussi tout inconnu, qui n'a pas cette décoration, est-il dévisagé de la tête aux pieds.

La Compagnie a toujours entretenu une très nombreuse police secrète; il est certain qu'à Montceau les mouchards sont nombreux; les grévistes sont donc extrêmement défiants, et tout individu suspect qui ne donnerait pas d'explications suffisantes de sa présence ou de ses allées et venues, pourrait bien s'attirer quelque désagrément.

Les manifestations se passent sans le moindre désordre. Les grévistes sont gens fort tranquilles qui en aucune façon ne désirent de collisions avec la force armée. Les commerçants que la grève atteint dans leurs intérêts et qui sont plutôt sympathiques aux Jaunes, en gens prudents, restent chez eux. Les ouvriers jaunes qui subissent un chômage forcé font de même. Les deux cents environ qui travaillent encore, contremaîtres, surveillants, gradés de toute sorte qui sont restés à la mine, justement pour ne pas perdre leur grade, ceux-là ne sortent pas du territoire de la Compagnie et couchent sur les puits; certains ont pu faire venir leurs femmes, mais il en est qui n'ont pas vu les leurs depuis le commencement de la grève, satisfaits seulement de se faire de bonnes journées; car, surveillants à des degrés divers en temps habituel, ils font maintenant toutes les besognes, suffisant même à peine à conserver la mine en état. On prétend d'ailleurs que la Compagnie les paie double; dans tous les cas, ils reçoivent de fortes allocations, et l'on cite tel et tel, employés aux écuries, qui sont payés sur le pied de cinq cents francs par mois.

Si le matin viennent en ville quelques corvées mili-

taires, dans le jour on n'y voit pas un troupier. Il n'y a pas de postes dans la ville populaire. Seul, un escadron de dragons est cantonné, à l'autre bout du pays, à côté de l'hôpital, dans les écoles des Sœurs, mais les bataillons des 13e, 27e, 29e, 56e et 134e régiments d'infanterie, les chasseurs à cheval et les gendarmes, ces derniers au nombre d'environ six cents, sont tous de l'autre côté du Canal, limite de l'autorité centrale et de l'autorité communale. Jamais, pendant le jour, de patrouilles dans les rues. Et de part et d'autre on évite toutes causes de conflits. Le soir, à la tombée de la nuit, si dans le dos des pelotons de gendarmes passant impassibles sur leurs chevaux, on entend parfois quelques cris isolés poussés par des femmes ou des gamins : « Enlevez-les... Tas d'assassins... Hé ! les Pandores... Tu parles d'une tête... », — immédiatement il se produit dans les groupes des réprobations : « Et puis après... Oh ! c'est malin ce que tu fais là... Oh ! oui, ça vaut bien le coup... »

Il semble bien que ce soit d'ailleurs la tactique gouvernementale d'abandonner les grévistes à eux-mêmes et de laisser au maire rouge toute la responsabilité de ce qui peut se passer en ville. C'est une idée admise par tous les esprits que s'il y avait un « coup de chien » la grève serait le lendemain finie ; de là à admettre que certains désirent le « coup de chien » en question, il n'y a évidemment qu'un pas. Aussi la municipalité et le Syndicat rouges, seules forces dirigeantes à Montceau, voulant garder à la grève toute sa puissance et la maintenir jusqu'à la soumission de la Compagnie, comprennent parfaitement que leur vraie force est la seule passivité, sans troubles, sans émeutes, sans attentats, et alors sont tout de suite tentés de voir dans les exaltés, dans

les anarchistes, de simples agents provocateurs soudoyés par la Compagnie ou même le gouvernement, et destinés à amener le « coup de chien » désiré.

Il y a, en effet, des anarchistes à Montceau. Combien sont-ils ? pas beaucoup. Une bande de jeunes gens de seize à vingt et un ans, plus ou moins membres des sociétés de gymnastique, et quelques vieux terribles. C'est ce que tous les orateurs qui se disent socialistes appellent là-bas les « Inconscients », et le mot est passé dans les masses. Et puis les mineurs, qui réclament pour eux la propriété de la mine, sont loin d'être anarchistes. Ils disent que le paysan peut, comme il veut et sans péril, cultiver son champ, sans s'occuper de personne, mais que le mineur ne peut pas individuellement cultiver sa mine. L'exploitation de la mine, qui présente de grands dangers, demande l'association d'un grand nombre de travailleurs, et, de plus, une direction, une autorité responsable, individuelle ou non, possédant les plus grandes garanties scientifiques et techniques possibles, capable de prévenir les catastrophes et de veiller à la sûreté du travailleur, en exigeant de tous l'observance de règles rigoureuses de salut public. Le mineur admet donc, dans la mine, par expérience personnelle, la discipline de sécurité : et c'est pour lui, cela, tout le contraire de l'anarchie. L'anarchie ne signifie donc, à Montceau, que violences immédiates contre les non-rouges et leurs propriétés. Or les grévistes de Montceau, sans avoir un respect religieux de la propriété d'autrui inutile, n'éprouvent en aucune façon le besoin de la violer pour le plaisir ; quand c'est nécessaire, pourquoi ne prendrait-on pas ce qu'il y a sous le soleil, mais quand ça ne presse pas... ? Et, de fait, il n'y a pas eu une

seule violation de domicile privé depuis le début de la grève.

Donc, tout s'étant passé jusque-là le plus paisiblement du monde, les anarchistes de Montceau décidèrent de se montrer.

Ce fut le dimanche 17 février, au lendemain de l'émeute de Chalon-sur-Saône, qui avait eu pour résultat de faire coffrer cinquante ouvriers, qu'ils résolurent de tâter le terrain. Ils avaient été renforcés par six des principaux meneurs de Chalon, qui avaient eu le soin de ne pas se laisser arrêter, et qui, sentant que cela allait mal pour eux dans leur propre ville, étaient partis, le soir même des troubles, à grande allure, à bicyclette, pour venir chercher asile à Montceau ; et enfin dans la matinée du dimanche, par une douzaine d'autres, aussi peu rassurés, arrivés par chemin de fer ; naturellement, sous prétexte de goûter la soupe, tous ces braves allèrent immédiatement dans les sections prêcher la révolte. Seulement, ça ne prenait pas, les grévistes de Montceau trouvant fort mauvais qu'ils aient ainsi « eu l'air » de se sauver de Chalon. Ils donnaient d'ailleurs sur « la journée » des détails plus complets que ceux des journaux, à peine arrivés, et l'on écoutait leurs histoires. L'un d'eux racontait donc que lorsque les grévistes, au sortir d'une usine qu'ils venaient de saccager, voulurent se porter en masse sur une autre, ils se heurtèrent à un fort barrage de police et de troupes rassemblées là par le sous-préfet. Celui-ci leur ordonna de s'arrêter, mais ils ne voulurent rien entendre. Alors un tambour sortit des rangs pour que l'on fit les sommations. Au premier roulement, un des grévistes bondit sur le tambour et d'un furieux coup de pied de bas en haut creva la caisse,

mais le coup avait été si violent que le pied y resta et l'infortuné, pris au piège, ne fut délivré que par les agents.

Dès midi, les grévistes commencent à remplir la rue Carnot, la grande rue, et à se diriger vers la place de Grève qui descend, en pente douce, de l'hôtel de ville au canal. Les sections arrivent les unes après les autres, cuisiniers en tête, tenue de gala, avec tambours, clairons, trompettes, et la fanfare l'Écho des Travailleurs jouant *l'Internationale*. Quantité de drapeaux rouges dont quelques-uns atteignent le premier étage des maisons. Des groupes se forment bientôt autour de deux drapeaux noirs, l'un tout noir, l'autre avec l'inscription rouge : « Ni Dieu, ni Maître, vive l'Anarchie », encadrée de rouge. Ce sont les anarchistes qui réclament leur place. Un clairon sonne le rassemblement : « *Allons les hommes de garde, mettez vite sac au dos...* » Toute la foule se porte sur la place. Tous les cuisiniers et les porteurs de drapeaux se massent sur le perron de l'hôtel de ville, les deux drapeaux noirs au milieu, entre deux hommes armés de fusils dont un baïonnette au canon, la lame claire au-dessus des têtes. Trois coups de feu éclatent, coups de fusil à blanc disent les uns, simples pétards disent les autres. La foule s'entasse curieuse avec l'impression qu'on va peut-être faire un peu de « boucan ». On crie de temps en temps : Vive l'Anarchie, vive la Révolution. Il y a bien là cinq cents personnes, mais pas plus. La neige d'ailleurs tombe serrée sur une tortue de parapluies. Toutes les portes de la mairie sont ouvertes, le peuple occupe sa maison. Alors les orateurs arrivent au balcon. Fort peu ont la parole facile, et leurs discours, d'ailleurs assez brefs, ne

sont guère qu'une suite de mots à effets, sans liaison, jetés à la foule qui applaudit indistinctement. L'un réclame la grève générale dans toute la France et termine en criant : Vive la Révolution. Un autre s'écrie : « Camarades, au nom du Creusot, je vous apporte un salut fraternel et rrrévolutionnaire. (Il faut entendre ce rrrévolutionnaire et sur quel ton aigu.) Camarades, ne vous laissez pas duper par l'offre de l'arbitrage gouvernemental. (Cris : Non, non.) Les camarades du Creusot et ceux de Montceau feront leur devoir. Nous sommes la force, nous devons agir. Nous avons essayé de faire au Creusot un mouvement, seulement il a manqué. Les camarades de Montceau tiendront ferme et haut le drapeau de la Révolution. »

Un autre encore : « Camarades, le temps n'est plus de patienter. Il y a en ce moment, dans les prisons de la République bourgeoise, cinquante malheureux braves citoyens qui, hier, ont fait tout leur devoir. Camarades, allez-vous tolérer plus longtemps les crimes du Capital ? Allez-vous vous laisser enchaîner ? Allez-vous vous laisser égorger ? Camarades, l'heure est aux actes : vous marcherez derrière le drapeau noir, car c'est le drapeau de deuil et de misère. »

On applaudit ferme ; la foule s'excite visiblement, et puis, c'est si commode de crier sous un parapluie !

Enfin paraissent au balcon les orateurs habituels de la grève, les plus écoutés jusqu'à ce jour par les grévistes : Goujon, Chalmandrier, secrétaire du syndicat, et Maxence Roldes ; ils combattent la violence, font appel à l'union, défendent le drapeau rouge. Mais l'expression deuil et misère a frappé la foule ; elle reste favorable au drapeau noir.

Bouveri arrive au balcon. De taille moyenne, à peine voûté, la longue moustache blonde tombant de chaque côté de la bouche, l'œil gauche un peu voilé, donnant à la figure une expression de tristesse, à la fois maire et ouvrier, il a ce rôle difficile de résister aux excès de ceux qui l'ont élu, de ses compagnons de travail, sur lesquels il voudrait n'avoir qu'une autorité amicale. Il risque d'être pris entre deux feux, responsable désigné à tous les coups. Il a la police de la ville ; il a à sa disposition un commissaire de police et cinq ou six sergots ; mais rouge lui-même, ses agents sont rouges par définition : ils représentent des moyens extrêmes qu'il ne voudrait pas employer. Il sent qu'il faut composer ; que s'il résiste autrement, c'est le conflit, peut-être bien le « coup de chien désiré ». Il sait parfaitement que les mineurs, depuis l'attentat de Martin (ce jaune qui tira, il y a une quinzaine, des coups de revolver sur un des adjoints), ont chacun un revolver en poche. Or il n'est pas douteux pour lui que cette journée est une journée d'essai. Il parle : « Bien sûr qu'il faut désirer la Révolution ; mais si nous voulons faire la Révolution, nous ne voulons pas de sanglantes bagarres : pour faire de la besogne révolutionnaire, il n'est besoin ni d'emballement ni d'exaspération. Aujourd'hui est pour nous un jour de deuil, puisque nous allons tout à l'heure conduire au cimetière nos camarades victimes d'un triste accident. Suivons donc si vous le voulez le drapeau noir, celui qui n'a pas d'inscription ; nous n'avons pas à affirmer une doctrine, mais simplement à nous occuper du triomphe de nos légitimes revendications. Camarades, vous vous honorerez en accompagnant paisiblement nos morts à leur dernière demeure. »

Et comme il est quatre heures et qu'il y a plus de trois heures que l'on piétine dans la neige, tout le monde en a assez. On vote plus ou moins un vague ordre du jour, beaucoup de mains restant dans les poches : « Ah ! zut, il fait trop froid pour les lever. » Tous les drapeaux, les noirs en tête, rentrent à l'intérieur de la mairie, les cuisiniers aussi. La foule s'écoule, la plupart des grévistes se rendant au domicile des camarades morts.

Et ce fut un long cortège qui suivit les deux cercueils portés chacun, sans drap, sur les épaules de quatre mineurs, précédés de deux drapeaux noirs sans inscription, accompagnés de toutes les sociétés avec fanfares, tambours et clairons, et tous les drapeaux rouges. Il y eut au cimetière quelques discours d'adieux, puis une quête fut faite sur place au profit des deux familles ; elle produisit une cinquantaine de francs, et chacun s'en fut chez soi commentant les événements de la journée, que l'on s'accordait à regarder comme n'étant pas définitive.

Le lendemain lundi, quatre réunions furent tenues à la salle Pézerat par les adhérents au Syndicat rouge : seuls les syndiqués porteurs de leur livret ouvrier y furent admis. La question du drapeau noir et les principes libertaires furent discutés, et il fut décidé que l'on résisterait ouvertement aux menées anarchistes, que tout le monde considérait comme devant faire tomber les grévistes dans un piège.

Le mardi, qui était le mardi gras, on annonça l'arrivée de Guesde et de Lafargue venant de Chalon. Beaucoup de monde s'en fut au devant d'eux à la gare.

Ils débarquèrent le soir par le train de 3 heures 47 et, précédés d'un seul drapeau tricolore, escortés des grévistes, se rendirent à la mairie. La foule les attendait en bas sur la place. L'anarchiste Broutchoux déploya sur le perron un drapeau noir bordé de rouge. Bouveri lui cria du balcon : « J'engage le nommé Broutchoux à se retirer avec son drapeau noir. » L'autre ne bougea pas. C'est alors qu'une grosse vieille coiffée d'un bonnet blanc, suivie de quelques autres femmes déterminées, écartant les manifestants, montèrent lentement les marches de l'hôtel de ville, et arrivant près de Broutchoux serré dans la foule, lui arrachèrent, après une courte résistance, son drapeau noir qu'elles mirent en pièces et dont elles brisèrent la hampe aux applaudissements de l'assistance. Les sergents de ville, des fenêtres du premier, regardaient en spectateurs. Alors l'excellent bon que paraît être Lafargue vint crier à pleine voix, du balcon, que le drapeau noir n'était que le drapeau des bourgeois, que le drapeau tricolore s'était souillé dans trop de criminels attentats contre l'humanité, qu'il n'y avait qu'un seul drapeau possible, le drapeau rouge, et : « Vive le drapeau rouge ! ». Guesde et les orateurs ordinaires vinrent ajouter quelques paroles de conciliation, et donnèrent rendez-vous pour le même soir, salle Pézerat, à 8 heures.

Dès 6 heures les galeries étaient bondées, et à 8 heures la salle comble. Après un long retard, les orateurs arrivèrent enfin. Lafargue parla le premier ; il fit un grand éloge des femmes de Montceau qui avaient su se détacher du confessionnal et de la sacristie, et trouva même le moyen, à ce propos, de citer saint Paul ; il plaignit ses auditrices et les flatta

sous toutes les formes ; il fut très applaudi. Guesde fit ensuite le tableau de la cité future, celle où l'on travaillera de trois à quatre heures, et même peut-être une heure à peine par jour, et où tout le reste du temps on pourra se livrer aux joies de la nature ; « eh bien, pour arriver à ce résultat, mais vous avez tout ce qu'il vous faut dans la main ! le bulletin de vote ! avec le bulletin de vote et un peu de patience vous arriverez à tout ! » Mais à peine eut-il fini ce sermon, qu'il eut comme un remords, et, revenant sur l'estrade, ajouta qu'il craignait qu'on ne l'eût peut-être pas tout à fait compris ; qu'il avait voulu dire qu'on devrait se servir le plus longtemps possible du bulletin de vote et des moyens légaux, mais que le jour où il n'y aurait plus qu'un petit coup d'épaule à donner pour entrer dans la nouvelle légalité, il ne faudrait pas hésiter à le donner. En somme accueil assez froid. Maxence aussi vint dire son mot, raillant ceux qu'il appelle les chevaliers de l'apéritif et du digestif, toujours prêts à souffler la tourmente et à fomenter le désordre, mais trouvant toujours le moyen de disparaître lorsqu'il s'agit de récolter. Enfin, sur la demande de Chalmandrier, Bouveri, qui présidait, entonna *l'Internationale* qu'il ne savait d'ailleurs pas, et qui lui fut soufflée mot par mot par Maxence et les autres, assis derrière lui ; cela eut un succès énorme et la soirée s'acheva le plus gaiement du monde en chantant les chants révolutionnaires.

Il avait été bien convenu et annoncé la veille au peuple du haut du balcon de l'hôtel de ville que le mercredi il y aurait, à une heure, manifestation pour entendre Guesde et Lafargue. A une heure, les cinq ou six

cents grévistes qui ne manquent pas une réunion étaient groupés aux abords de l'hôtel de ville sur la place et dans la rue Carnot. La neige tombait ; il faisait très froid ; une heure entière se passa à piétiner dans la boue, car il avait un peu dégelé le matin, et toujours rien. Les grévistes commencèrent à s'impatienter. « Probable que Guesde ne s'est jamais attendu, sans ça, il saurait ce que c'est. »

Il y a, près de la mairie, un café qui s'appelle Café de l'Hôtel-de-Ville, mais que l'on ne désigne que sous le nom de Fort-Chabrol, parce que c'est là que les jaunes se réunissent. Or, en attendant Guesde et Lafargue, on surveillait du coin de l'œil le Fort-Chabrol, et voilà que, tout d'un coup, on y voit entrer, se suivant de près et narguant la foule, deux jaunes des plus connus. Alors, il y eut une poussée ; les femmes arrivaient, voulant voir : « Fallait-il qu'ils en eussent un toupet, ces jaunes ; qu'ils essaient donc de ressortir ! » Mais Bouveri arrive avec deux agents qu'il laisse près de la porte du café, et lui-même, paternellement, engueula la foule. Jurant, sur un ton très doux : « Allons, nom de Dieu ! allons, descendez sur la place... Et puis, quand vous les aurez vus, ça vous aura fait bien du bien !.. Allons, bon Dieu ! allez-vous-en. » Et il réussit ainsi, aidé d'un ou deux adjoints ou conseillers, à faire reculer les grévistes de quelques pas. « Allons, nom de Dieu de bon Dieu ! vous remplissez toute la rue, maintenant ; on ne peut plus passer ; allez-vous empêcher la circulation ? Tenez, voilà une voiture qui est arrêtée. Allons, descendez. Eh quoi ! vous les connaissez bien ; vous savez bien qu'ils ne valent pas la peine d'être regardés... » Et il gagne encore ainsi un peu de terrain.

Enfin, le clairon sonne l'assemblée, et tout le monde s'en va de l'autre côté de la mairie.

Alors il fallut bien annoncer qu'il y avait eu erreur, et que ni Guesde ni Lafargue n'avaient l'intention de parler ce jour-là. Ce fut Maxence qui se chargea de sauver la situation. Maxence est l'orateur favori des femmes de Montceau. Il a une si belle barbe. Les mauvaises langues vont jusqu'à dire que les bijoutiers ne peuvent pas suffire à fournir de médaillons leurs clientes qui gardent comme une relique un poil de la barbe de Maxence. Jeune, la figure agréable, grand, bien fait, le chapeau mou à larges bords, la coiffe en pointe, « à l'artiste », toujours élégamment vêtu, grand pardessus à double collet, les pans rejetés sur les épaules, le mouchoir blanc sortant bouffant de la poche de poitrine, Maxence Roldes « emballe » la foule, car au contraire de ses amis moins brillants, il s'exprime avec la plus grande facilité sans jamais chercher les mots ; les gens disent : il parle bien.

Maxence est donc très populaire. On appelle Maxence tous les nouveau-nés. Il y a, dit-on, maintenant trois cents petits Maxence à Montceau. Maxence arrive au balcon, s'y appuie d'une main, et de l'autre se découvre, saluant la foule. Comme il neige, on lui crie : « Chapeau, Maxence, mettez votre chapeau ! » Maxence sourit d'un vaste sourire. La foule rit enchantée. Maxence met son chapeau. Et il parle. « Citoyennes, citoyens. Ce n'est pas en cassant des vitres, en brisant des grilles, en saccageant quelques ateliers, que nous ferons la Révolution. Non. C'est au contraire par le calme, la maîtrise de nous-mêmes que nous arriverons à triompher, parce qu'alors nous sommes imprenables et que l'on ne peut

rien nous faire. Voyez ce qui s'est passé à Chalon. Dès le lendemain de la grève, on fit l'émeute. Cinquante de nos meilleurs camarades sont maintenant en prison. Dès le lendemain de l'émeute, on reprit le travail. Vous avez eu au contraire pour vous, citoyennes, citoyens, la vraie tactique; voilà plus d'un mois que vous tenez en échec la bande de vos exploiteurs. Nous allons faire un appel à la France entière, et nous aurons la victoire.» Voilà à peu près ce que dit Maxence; alors on applaudit à outrance et l'on se sépara.

C'est ainsi que l'on passe ses journées à Montceau.

Mais de l'autre côté du canal, la Compagnie anxieuse voit ses machines inertes s'abîmer, les boisements fléchir, les galeries s'emplir d'eau, de gaz irrespirables, ou de feu. Les puits Saint-François, Sainte-Eugénie, Jules-Chagot et Maugran sont en feu. Les puits Saint-Louis, Sainte-Marie, Magny ont cent pieds d'eau. Au puits Sainte-Marie les pompes qui puisaient un mètre cube d'eau par coup de piston sont cassées et l'on n'a pas encore pu les réparer. On retire l'eau avec les bennes mais c'est tout à fait insuffisant. Les deux cents hommes que la Compagnie a pu garder ne peuvent tout faire. Elle ne peut même pas faire appel à ses employés de bureau, les commis, que les grévistes savent tellement incapables de toute besogne à la mine, qu'ils les laissent parfaitement tranquilles, en dehors du conflit; et c'est un spectacle assez curieux que de voir tous les jours à onze heures ces bandes d'employés sortir de la Direction — où ils n'ont évidemment pu passer leur matinée qu'à se chauffer, — et qui s'en retournent déjeuner chez eux, universellement considérés comme inoffensifs.

Cependant le mineur, dans sa campagne, jouit, contre son habitude, de son foyer. Il reste dans sa petite maison à deux pièces où il habite avec ses vieux, sa femme et ses enfants; sur les murs blanchis à la chaux les vieilles images ont été laissées : une chromo représentant le Sacré-Cœur de Jésus, deux crucifix et un bénitier. Comme elle est bâtie sur la mine, et presque sans fondations, sans caves, elle suit les mouvements du terrain, la petite maison; à l'intérieur, les meubles y sont tout de travers; la vieille armoire à linge et l'antique pendule y ont l'air de se saluer; de temps en temps les murs se fendent et, par une brèche large comme la main, laissent voir le ciel; le toit se courbe et se recourbe et lui donne l'air d'une pagode. Comme le soldat inoccupé dans la chambrée, le mineur se distrait en mangeant; pendant que sa femme ourle un mouchoir, il surveille le fricot. Quelle que soit l'heure de la journée, il y a quelque chose sur le poêle. On mange des frites à trois heures.

Alors qui l'emportera? Qui le sait? Cela n'a pas un bien grand intérêt. Cela n'a même pas du tout d'intérêt que les similaires de Montmaillot obtiennent ou n'obtiennent pas cette fois-ci la même paie que leurs camarades des autres puits. On sait bien que cette concession faite ne changera en rien la condition des travailleurs. Il n'est pas douteux qu'après cette grève, d'autres grèves viendront. Car tout ceci n'est bien qu'un épisode d'une longue lutte maintenant irrévocablement engagée.

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

IMPRIMERIE DE SURESNES (G. RICHARD, administrateur), 9, rue du Pont.—4100

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des documents et des renseignements de vouloir bien écrire très lisiblement et d'un seul côté de la page. Quand leurs études sont d'ensemble et un peu longues, ils peuvent les rédiger. Mais toutes les fois qu'ils nous envoient des renseignements pour ainsi dire instantanés, mieux vaut nous écrire privément et laisser au citoyen rédacteur le soin d'exercer son métier.

La rédaction et l'administration des cahiers, la librairie des cahiers sont installées 16, rue de la Sorbonne, au second.

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration et pour la librairie tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — de huit heures à onze heures et de une heure à sept heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction

le jeudi soir de deux heures à cinq heures.

Par exception pendant les vacances de Pâques M. Péguy recevra le jeudi de huit heures à onze heures et de une heure à sept heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance d'administration et de librairie : abonnements et réabonnements, rectifications et changements d'adresse, cahiers manquants, mandats, indication de nouveaux abonnés. N'oublier pas d'indiquer dans la correspondance le numéro de l'abonnement, comme il est inscrit sur l'étiquette, avant le nom.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nous avons pu reconstituer avec nos retours quelques premières séries complètes. Nous les vendons au prix d'un abonnement ordinaire. Nous ne les vendons qu'à nos abonnés.

Nous avons donné le bon à tirer après correction pour seize cents exemplaires de ce neuvième cahier le mardi 19 mars 1901.

CAHIERS INDÉPENDANTS DE LA DEUXIÈME SÉRIE

Éditions des Cahiers

Nous tenons gratuitement à la disposition de nos abonnés la Jeanne d'Arc de Marcel et Pierre Baudouin et la Lumière de Jérôme et Jean Tharaud. Envoyer un franc pour les frais d'envoi.

Nous avons mis ou nous mettons dans le commerce les cahiers indépendants de la deuxième série :

René Salomé, Vers l'action	*2 francs*
Hubert Lagardelle, les Intellectuels devant le Socialisme	*1 franc*
Romain Rolland, Danton	*3 francs*
Lionel Landry, Bacchus	*2 francs*

Adresser les commandes à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers.

DIXIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

Cahier

d'ANNONCES

ÉDITIONS DES CAHIERS

PARIS

16, rue de la Sorbonne, au second

Nos Cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires : la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs ;
des abonnements ordinaires à vingt francs ;
des abonnements de propagande à huit francs,
et des abonnements gratuits à deux francs.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient : le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nos abonnés peuvent nous aider

en acceptant les reçus que nous leur faisons présenter ;

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires ;

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient ;

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits ;

en achetant tous leurs livres à la librairie des cahiers ;

en nous envoyant des documents et renseignements.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des noms et adresses de vouloir bien prévenir eux-mêmes les personnes à qui, sur leur indication, nous envoyons les cahiers. Rien ne vaut la propagande et la présentation personnelle.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés qui demeurent à Paris de vouloir bien venir nous voir, quand ils ont affaire à nous. La correspondance écrite est beaucoup plus onéreuse, moins commode et moins exacte que l'entretien le plus bref.

PROCÈS-VERBAUX

Mon cher Péguy

Nous n'eussions jamais pensé à nous assembler pour condamner la *Société nouvelle de librairie et d'édition.* Réciproquement nous n'acceptons pas la condamnation prononcée contre les *cahiers* par la majorité d'une assemblée générale de la même *Société.*

Georges Bellais, co-fondateur démissionnaire de la *Société nouvelle ;*
Daniel Delafarge, ancien élève de l'École Normale Supérieure ;
Henri Delafarge, étudiant en droit ;
Jules Isaac, licencié es lettres, démissionnaire de la *Société nouvelle;*
René Lavaud, ancien élève de l'École Normale Supérieure ;
Edmond Marix, étudiant en droit ;
André Poisson, licencié es lettres ;
Charles Tharaud ;
Ernest Tharaud, ancien élève de l'École Normale Supérieure.

Je suis profondément heureux que des amis éprouvés garantissent ma défense. Ils me laissent ainsi le loisir de travailler. Nos abonnés trouveront annoncés dans ce cahier plusieurs moyens de travailler efficacement. Nos abonnés universitaires trouveront en particulier, page 5 et suivantes, les éléments d'une action urgente.

Depuis plus de deux semaines le duel atroce engagé entre la Petite République et le Petit Sou vérifie surabondamment tout ce que nous avons dit depuis l'institution de nos cahiers. Mais nous ne serons pas le mauvais prophète, qui se réjouit du mauvais événement.

Nous n'interviendrons pas dans ce duel épouvantable. Nous l'enregistrerons plus tard, comme historiens, s'il y a lieu, quand il aura momentanément épuisé ses effets. Présentement nos sentiments sont les sentiments des militants véritables.

Hubert Lagardelle, qui revient d'une longue et réconfortante tournée dans les vallées de la Saône et du Rhône, à son retour nous disait qu'il avait vu des militants avoir les larmes aux yeux en lisant que l'administration de la Petite République envoyait au syndicat du Creusot la somme de 2.292 francs 45. Un ami de Paris nous dit qu'il a vu dans son arrondissement des militants pleurer. Nos sentiments sont les mêmes.

Il est lamentable que le plus crapuleux des bandits bourgeois, M. Edwards, par la puissance de ses sales millions, fasse la loi dans la moitié du parti socialiste. Il est lamentable que les guesdistes, les blanquistes mangent le pain de cet homme et boivent à ses banquets. Il est lamentable que la plupart des allemanistes et des

indépendants aient aussi longtemps mangé son pain et bu son champagne. Il est lamentable que vingt députés, trois cents délégués, neuf cents mandats soient aux mains de cet homme, dupes ou complices.

Mais il est déplorable que la Petite République ait au moins commis une erreur de deux mille et des cents francs dans l'administration d'une souscription. Il est déplorable que l'on ait pu démontrer que toute l'installation de ce journal reposait en définitive sur un commerce déloyal de paletots, sur une atroce exploitation du travail à domicile, sur une implacable application du sweating system.

Ce duel est sans issue. Que M. Edwards ait ou n'ait pas quarante ou soixante millions, il est assez riche pour être indémolissable en régime capitaliste. Il pourra toujours payer la copie des journalistes. Il y aura donc toujours des journalistes qui lui apporteront de la copie, pour son argent. Aujourd'hui même, dans le même temps que la Petite République publiait un copieux recensement de ses infamies passées, de ses combinaisons présentes, il recueillait M. Jacques Dhur, M. Eugène Thébault, M. Louis Marsolleau, anciens rédacteurs de la Petite République.

Il est encore permis de supposer que Jaurès lit la

Petite République. Il doit donc savoir comme cette campagne est grave. Elle disloque le parti socialiste officiel dans ses fondements économiques. Elle est sans aucun doute la plus grave atteinte que l'on ait jamais portée à l'unité socialiste formelle, apparente. Il est permis de porter ces atteintes. Mais on doit au moins savoir ce que l'on fait. Il y aurait enfantillage coupable à s'imaginer que des congrès et des comités pèsent quelque poids auprès de ce débordement de haines.

Quand un parti n'a pas eu le courage de se conformer aux lois les plus simples de l'hygiène morale, quand il a renié la justice pour la faveur, la sincérité pour la complaisance, et la vérité pour l'unité factice, quand il abandonne la réalité des mœurs pour la vanité des phrases, quand il renie son idéal pour des manies politiques, il est inévitable que des empestements pourrissent les organes.

Travaillons :

La révolution sociale sera morale, ou elle ne sera pas.

POUR LES ÉTUDIANTS RUSSES

Nous attirons instamment l'attention de nos amis universitaires sur la campagne universitaire commencée à Paris pour les étudiants russes. Nos amis ont lu et lisent dans les quotidiens les détails de l'atroce persécution exercée contre nos camarades russes. Nous ne pouvons donner ici que des renseignements généraux. Un comité d'étudiants jeunes s'est formé spontanément au quartier. M. Louis Lapicque, maître de conférences à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris, s'est mis, avec son empressement jeune, à leur entière disposition.

Nous reproduisons d'abord l'affiche apposée aux murs du quartier par les étudiants. Cette affiche a été aussi réduite en prospectus. On remarquera que les signatures sont individuelles, personnelles. Aucun des groupes régulièrement constitués au quartier ne s'est engagé dans la manifestation commune. Le groupe catholique a sans doute refusé par peur des collectivistes. Le groupe collectiviste a sans doute refusé par méfiance des catholiques. Ainsi de suite. Au contraire les noms d'hommes les plus éloignés figurent individuellement et personnellement sur l'affiche. On remarquera aussi que les signatures sont purement universitaires.

Pour les Étudiants Russes

APPEL AUX ÉTUDIANTS FRANÇAIS

Camarades,

Nous vous convions à venir témoigner à la fois votre sympathie pour les Étudiants Russes et votre attachement aux libertés universitaires.

A la suite de *désordres scolaires,* plusieurs centaines d'Étudiants de Kiev ont été, monstruosité juridique, *condamnés au service militaire* par une commission spéciale où siégeaient côte à côte *gendarmes et professeurs* et envoyés dans des régiments. Les Étudiants de la Russie toute entière, indignés, se sont solidarisés avec leurs camarades et ont cessé de suivre les cours.

C'est la question de la juridiction universitaire qui se trouve ainsi posée à l'état aigu. Les professeurs français, *sans distinction d'opinion politique,* s'accordent pour déclarer que cette juridiction peut seule assurer l'ordre et la dignité nécessaires aux études.

Les événements s'aggravent et donnent cruellement raison à nos maîtres : des émeutes et des violences sont intervenues. Nous n'avons pas en tant qu'élèves de l'Université à nous en occuper ; mais sur la question purement universitaire qui est l'origine des troubles, nous avons le devoir d'affirmer notre sympathie pour nos camarades de Russie.

APPEL AUX ÉTUDIANTS FRANÇAIS

La Science est internationale, les Universités du monde entier sont solidaires, nous voulons envoyer aux Étudiants Russes le témoignage de notre admiration pour le courage avec lequel ils défendent les principes essentiels de tout enseignement supérieur.

Camarades, faisant abstraction pour un moment de nos opinions politiques, unissons-nous pour exprimer aux Étudiants Russes notre unanime sentiment de fraternité.

MEETING

SALLE D'ARRAS, 3, rue d'Arras, le mercredi 27 mars à huit heures et demie du soir

VOTE D'UNE ADRESSE AUX CAMARADES RUSSES

LA CARTE D'ÉTUDIANT SERA RIGOUREUSEMENT EXIGÉE

Il sera perçu o franc 25 pour les frais

Bellemère (Droit), Benazet (Médecine), Bouchet (Lettres), Bourgin (Chartes), Bouysson (Médecine), Crémieu (Lettres), Delmas (Médecine), E. Delmas (Chartes), Desagher (Droit), Despetit (Institut Agronomique), Dieuzaide (Médecine), Fleurot (Médecine), Gaillard (Droit), Gazanion (Droit), Gilardoni (Sciences), Gompel (Sciences), Gouffier (Droit), Hartmann (P. C. N.), V. Henri (Sciences), Hesse (Lettres), Daniel Le Hire (Docteur en droit), Jean Longuet (Droit), Ludovic Marchand (Lettres), Maritain (Sciences), Edgard Milhaud (Agrégé de philosophie), Charles Péguy (Lettres), de la Porte (Lettres), Raimbault (Hautes Études), Marc Sangnier-Lachaud (Droit), Terroine (Sciences), Téry (Agrégé de philosophie), Weiskopf (Lettres).

Le comité d'initiative ayant besoin d'établir sa permanence au cœur du quartier, nous sommes heureux qu'il ait accepté de l'établir dans nos bureaux. Un délégué se tient tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, de deux heures à six heures, dans nos bureaux à la disposition des étudiants.

On n'a préparé aucun texte pour les maîtres. Les professeurs, maîtres de conférences, répétiteurs, chargés de cours, instituteurs qui veulent manifester leur solidarité aux étudiants russes écrivent des lettres personnelles à

Monsieur Louis Lapicque
aux soins de M. André Bourgeois,
administrateur des cahiers,
16, rue de la Sorbonne, au second
Paris cinquième

Ils doivent spécifier s'ils autorisent ou non M. Lapicque à faire un usage public de leur lettre.

Ceux de nos abonnés qui ont à écrire à M. André Bourgeois n'ont qu'à introduire dans leur lettre une feuille adressée à M. Lapicque.

Le comité d'initiative a préparé un texte pour les élèves, étudiants de toutes écoles et facultés. Des feuilles imprimées circulent pendant les cours et conférences et recueillent les signatures. Ces feuilles sont ainsi disposées :

COMITÉ DE SOLIDARITÉ UNIVERSITAIRE

En faveur des Étudiants russes (1)

Camarades des Universités Russes,

C'est avec indignation que nous apprenons les mesures oppressives dont vous êtes victimes; la constitution monstrueuse de ces commissions spéciales où siègent côte à côte gendarmes et professeurs; l'incorporation pénale de plusieurs centaines d'entre vous dans les régiments de Sibérie. — C'est avec un douloureux serrement de cœur que nous songeons à tous ceux qui, expulsés de l'Université ou incarcérés, ont perdu brusquement tout espoir d'avenir.

D'accord avec nos professeurs, nous affirmons que l'indépendance absolue de la juridiction universitaire peut seule assurer l'ordre et la liberté dans les études, nécessaires aux progrès de la science et de la pensée. C'est pour l'existence même des Universités que vous luttez; professeurs et étudiants sont tous de cœur avec vous.

Nous souffrons de ne pouvoir combattre à vos côtés pour la liberté des études et de la pensée. Mais recevez tout au moins notre encouragement fraternel; soyez sûrs de l'admiration et de l'ardente amitié des Étudiants de France.

NOMS	FACULTÉS	NOMS	FACULTÉS

(1) Permanence, 16, rue de la Sorbonne, au second, de deux heures à six heures, tous les jours, excepté le dimanche.

Les étudiants qui veulent envoyer leur nom écrivent à

Monsieur Jacques Maritain
aux soins de M. André Bourgeois,
administrateur des cahiers,
16, rue de la Sorbonne, au second
Paris cinquième

Adresser les souscriptions pour cette propagande spéciale à

Monsieur Coulon
aux soins de M. André Bourgeois.

Ceux de nos abonnés qui ont à écrire à M. André Bourgeois n'ont qu'à introduire dans leur lettre une feuille adressée à M. Maritain ou à M. Coulon.

Demander à la même adresse des feuilles imprimées que l'on fera très utilement circuler dans les Facultés de province à la rentrée de Pâques.

Les feuilles imprimées ont reçu à Paris plus de sept cents signatures. Elles continuent à circuler.

Nous ne saurions trop engager nos amis à envoyer leur signature.

M. Lapicque a bien voulu nous donner par écrit des renseignements généraux. Il a remis à jour pour les cahiers un double feuillet que l'on avait fait circuler, imprimé, au premier moment. Voici la nouvelle version, plus complète, arrêtée au 24 mars :

LA CRISE DES UNIVERSITÉS RUSSES

Les journaux nous ont apporté, il y a quelques semaines, des nouvelles vraiment étranges de l'Université de Kiev. A la suite de désordres universitaires, des centaines d'étudiants étaient *condamnés au service militaire* par une commission spéciale où siégeaient côte à côte *gendarmes et professeurs.*

Qu'est-ce que c'est que cette pénalité? Qu'est-ce que c'est que cette juridiction? Cela semble un cauchemar.

Les renseignements étaient très incomplets, passablement incohérents; les journaux nous informent très mal sur la Russie.

Au laboratoire de la Sorbonne où je travaille, j'ai pour camarade un Français qui est né en Russie et y a passé toute sa jeunesse. D'en causer avec lui, j'ai ressenti de ces événements une impression plus forte et plus vivante qu'à la simple lecture d'un fait divers. J'ai voulu savoir ce qui se passait.

J'ai pu trouver des témoignages différents par leur source et par leur tendance; je les ai contrôlés par les textes officiels, notamment par le rapport du ministère de l'instruction publique paru dans le *Messager du Gouvernement* (en russe). Les faits sont simples et clairs; qu'on les prenne à une source ou à une autre, ils sont toujours les mêmes; seule varie la couleur sous laquelle ils sont présentés.

Les voici aussi objectivement que possible. On suivra facilement, j'espère, comment des événements minuscules ont entraîné le monde universitaire russe dans une grave et douloureuse crise dont nous ne pouvons encore prévoir l'issue.

I. — LES TROUBLES DE KIEV

Les étudiants de l'Université de Kiev ayant manifesté contre un professeur qu'ils accusaient d'ignorance, le général gouverneur de la ville intervint pour révoquer ce professeur. Les étudiants, estimant qu'une question universitaire devait être réglée par l'autorité universitaire, ne trouvèrent pas qu'une telle mesure fût de nature à leur donner satisfaction.

Sur ces entrefaites, un incident d'un autre ordre vint augmenter le mécontentement : un étudiant, en compagnie d'une fille, et plus ou moins ivre, avait échangé des coups de poing avec un cocher de fiacre ; divers journaux de la ville racontèrent inexactement l'incident, et y ajoutèrent des appréciations fort désobligeantes sur l'honorabilité des étudiants en général.

Les étudiants se réunirent, chose interdite ; ils voulaient « opposer aux outrages un démenti collectif ». Un inspecteur de police pénétra dans la réunion, qui se dispersa à la première sommation.

La répression du délit fut cette fois extrêmement douce : seuls, le président de la réunion et les deux assesseurs se virent infliger quelques jours de prison universitaire, punition tout à fait anodine. Mais comme ils voulaient que l'on prît au sérieux l'objet de leur réunion et que leurs doléances parvinssent au recteur

par une autre voie que par un rapport de police, les punis eurent recours à la tactique très employée en Russie sous le nom de résistance passive : ils ne se rendirent pas à la prison et furent exclus de l'Université pour insoumission.

Les étudiants organisèrent alors un nouveau meeting à l'Université même, dans l'espoir de décider le recteur à y venir. Ils s'introduisirent à midi dans une salle de cours qu'ils trouvèrent ouverte. La salle était plutôt petite : ils s'y entassèrent environ quatre cents et firent savoir qu'ils attendraient le recteur jusqu'au moment où il consentirait à les entendre. A trois heures, heure habituelle de la fermeture, le recteur, sans leur avoir donné de réponse, quitta l'Université et prévint la police. Les bâtiments de l'Université furent aussitôt entourés par un cordon de troupes, gendarmes, cosaques et fantassins, fusils chargés. Les « émeutiers » continuèrent à attendre leur recteur. Ils avaient déjeuné d'un peu de pain et de charcuterie ; comme ils étouffaient dans la salle trop petite, aux doubles fenêtres clouées et calfeutrées, ils brisèrent quelques vitres et continuèrent à attendre.

Ce fut le chef de la gendarmerie, le général Novitzky, qui perdit le premier patience.

A huit heures du soir, il pénètre dans la salle avec une dizaine de gendarmes, sabre au clair. Les étudiants persistant à demander le recteur, le général l'envoie chercher ; le recteur vient : « Monsieur le recteur, dit le président de la réunion, il y a huit heures que nous vous attendons ; mettez-vous au fauteuil, nous avons des demandes à vous soumettre. » Le général, après quelques pourparlers, somme les étudiants de sortir

trente par trente pour qu'on prenne leurs noms ; cet ordre est exécuté sans résistance.

Le lendemain, les trois cent quatre-vingt-douze étudiants dont on avait ainsi constaté la présence étaient déférés à une commission mixte, convoquée spécialement, par le ministre de l'instruction publique (1).

Ç'allait être la première application de l'oukase du 29 juillet 1899.

II. — L'OUKASE DU 29 JUILLET 1899

Voici, textuellement traduits, les articles 1 et 2 de cet oukase, intitulé : *Règlement provisoire concernant le service militaire des élèves des écoles supérieures exclus pour désordres collectifs.*

Article 1. — Les élèves des écoles supérieures, pour l'organisation collective des désordres à l'intérieur des écoles ou au dehors, ou pour l'excitation à ces désordres ; pour l'abstention organisée des exercices scolaires, ou pour l'excitation à cette abstention, seront exclus des écoles et incorporés dans les régiments, même lorsqu'ils ont une dispense acquise soit par leur situation de famille, soit par leur degré d'instruction, ou même lorsqu'ils n'ont pas encore l'âge de la conscription, ou encore lorsqu'ils ont tiré un numéro qui les dispense du service.

Article 2. — Pour connaître des délits énumérés dans l'article 1, il est institué auprès de chaque école supérieure un conseil composé du curateur du district scolaire, président ; des membres du conseil universitaire qui disposent du pouvoir disciplinaire ; des représentants des ministères de la guerre, de l'intérieur et de la justice.

---

(1) On m'a assuré que les professeurs de Kiev avaient demandé à se réunir pour examiner l'affaire et que la permission leur avait été refusée.

Dès sa promulgation, les ministres de la guerre et de la justice firent, chacun en ce qui le concernait, les réserves les plus expresses sur la légalité de ce règlement.

Quant à la nécessité de cette juridiction d'exception, voici sur quoi elle était établie.

Au printemps de 1899, des troubles graves s'étaient produits à l'Université de Pétersbourg; nous avons eu à ce moment en Europe de vagues échos des scènes de la rue, des charges de cosaques frappant la foule à coups de fouets; les autres Universités russes, par solidarité, organisèrent la grève, avec obstruction, tout ce que l'oukase nomme l'abstention. Il y eut des arrestations en masse; un professeur, qui est un savant illustre, avait suspendu son cours, n'ayant plus d'étudiants; il reçut l'ordre formel de le reprendre : « Très-bien, répondit-il, mais où dois-je le faire ? A l'Université, ou à la prison ? »

Le général Vanovsky fut chargé d'une enquête; son rapport conclut que la responsabilité des troubles retombait sur la police, pour sa brutalité, et sur les autorités académiques, pour leur maladresse. Le général déclarait que les sociétés secrètes d'étudiants, dont on voulait faire un danger politique, n'étaient que des sociétés de secours mutuels, et que pour les empêcher d'être secrètes, il n'y avait qu'à les autoriser. Il ajoutait que, dans ces circonstances, la politique la plus sage comme la plus juste était une large indulgence.

Mais les mesures étaient déjà prises indépendamment de ce rapport; l'oukase du 29 juillet avait été promulgué.

III. — LA RÉPRESSION

Cet oukase n'avait pas encore été appliqué ; on le considérait généralement en Russie comme devant rester à l'état d'épouvantail. Le Ministre de l'Instruction publique trouva nécessaire d'y recourir contre les étudiants de Kiev.

Par télégramme, le curateur du district reçut l'ordre de réunir d'office le conseil prévu par l'article 2. Les membres de l'Université désignés pour en faire partie étaient le recteur et les quatre doyens de Kief ; les autres membres, outre le curateur, étaient le général de gendarmerie Novitzky, un procureur militaire et un procureur civil.

Aux termes du rapport officiel : « La commission tint quinze séances du 11-24 décembre au 31 décembre-13 janvier, interrogea ceux qui se rendirent à la convocation, prit connaissance des dépositions écrites de ceux qui ne s'y rendirent pas, et, après avoir jugé la conduite de chaque participant, arrêta à la majorité des voix (1) : tous les étudiants ayant pris part à la réunion du 7 décembre sont déclarés coupables et condamnés à être exclus de l'Université et incorporés dans l'armée pour les durées suivantes : 2 étudiants pour trois ans, 5 étudiants pour deux ans, tous les autres, y compris un étudiant d'une autre université, à savoir 385, pour un an ; le jugement sera soumis au Ministre de l'Instruction publique. »

---

(1) D'après un renseignement digne de foi, les voix se sont ainsi partagées : pour l'incorporation, le curateur du district scolaire, le recteur, deux doyens, et le général Novitzky ; contre, deux doyens, le procureur militaire et le procureur civil.

Le ministre confirma le jugement pour les 2 étudiants de la première catégorie et les 5 étudiants de la deuxième ; de plus, pour 176 étudiants de la troisième ; les 209 autres eurent leur peine commuée.

On dit que huit d'entre eux, à l'arrivée au régiment, suivant le système de la résistance passive, ont refusé de prêter le serment de fidélité, ont été condamnés à mort, puis leur peine aurait été commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

LES RÉPERCUSSIONS (1)

Ces condamnations eurent tout de suite un retentissement énorme. Non pas tant pour leur sévérité (en Russie, on a là-dessus un autre *standard* que nous) qu'à cause de la juridiction monstrueuse dont elles émanaient.

Les étudiants des autres Universités se solidarisèrent avec leurs camarades de Kiev. Ils tinrent des réunions, ou bien ils cessèrent simplement d'aller au cours. Nouvelle série de répressions ; *l'abstention* tombe elle-même sous le coup de l'oukase. A Pétersbourg, l'oukase est appliqué une deuxième fois ; avec plus de modération, avec quelque honte, semble-t-il, vingt-huit condamnations seulement.

Ensuite, plus rien de légal ; dans toutes les Universités, l'enseignement cesse. Ou bien les Universités sont

(1) A partir d'ici, ma documentation n'est pas aussi rigoureuse ; nous n'avons plus de rapport officiel comme guide ; nous trouvons une série de nouvelles fragmentaires, dans les journaux, déjà suffisantes pour nous révéler la gravité de la situation ; et puis j'ai eu communication de lettres privées, tout à fait dignes de confiance, qui éclairent ces nouvelles.

fermées officiellement, ou bien les amphithéâtres sont vides à l'heure des cours.

Les manifestations paraissent dans les rues.

En beaucoup de villes, les ouvriers se joignent aux étudiants ; des usines se mettent en grève, parce que, disent les ouvriers, « nous avons besoin des étudiants et nous ne voulons pas qu'on tue les Universités ».

La police répond par des charges de cosaques et des arrestations en masse. A Pétersbourg, la foule, manifestants et curieux, est littéralement écrasée sous les pieds des chevaux. Quatre étudiants et une étudiante sont morts. Des officiers, qui veulent s'interposer, sont eux-mêmes brutalisés. Lisez la protestation émouvante signée de quarante-cinq écrivains russes de toute opinion, publiée dans *le Français* du 22 mars, dans *l'Aurore* et *la Petite République* du 23, écoutez cet émouvant cri d'appel d'une indignation qui ne peut se faire jour que par la presse française, et à qui la presse française marchande si impitoyablement son concours. Quarante-cinq écrivains, hommes et femmes, beaucoup illustres, risquent délibérément la Sibérie pour faire entendre au monde, et au tsar lui-même, la vérité qui provoquera la justice. *Le Temps* donne une analyse de cinq lignes, avec trois ou quatre noms pris dans la liste des signataires, juste de quoi désigner des victimes. Les autres journaux font le silence.

Criez, intellectuels russes qu'on égorge ! Personne ne vous entendra : *La France est trop bas !*

Non ! La presse et le gouvernement trahissent par leur silence vendu la cause de l'humanité, trahissent la France elle-même, dont c'est l'honneur traditionnel de répondre à l'appel de la justice. Mais la France vaut

mieux que ce que sa presse et son gouvernement voudraient faire croire.

L'Université française, du moins, a prouvé qu'elle a une conscience.

J'ai été trouver les professeurs et les étudiants, je leur ai exposé ce qui se passe, et je leur ai demandé : Qu'est-ce que vous pensez de cette juridiction pour un enseignement supérieur?

Modéré, socialiste, ou conservateur — athée, catholique ou protestant — j'ai trouvé en chacun une même révolte, une même explosion de sympathie attristée pour les professeurs et les étudiants russes.

Près de quatre-vingts professeurs français (je ne me suis adressé encore qu'à une partie d'entre eux, et j'ai bien peu de refus) ont écrit et signé leur sentiment, pour l'envoyer à leurs collègues de Russie, avec des nuances diverses, avec une réprobation exprimée ou implicite; tous ont dit : « Ce qui se passe en Russie est abominable ; une juridiction purement universitaire peut seule assurer à la fois l'ordre et la dignité nécessaires aux études. »

Les étudiants n'ont pas été moins unanimes : le *cercle catholique* est indigné comme la Ligue démocratique des écoles. Les groupes n'ont pas pu se décider à signer un appel collectif en tant que groupes. Chose étrange, il y a des pudibonderies, des craintes de compromission, plus fortes pour une étiquette de groupe que pour une signature d'homme. Mais les individus ont subi loyalement la poussée de leur conscience. *Marc Sangnier,* du *Sillon,* a signé l'affiche commune à côté de *Ludovic Marchand,* des *Socialistes Révolutionnaires internationalistes.* L'officielle et timorée *Asso-*

ciation générale des étudiants avait, elle, courageusement, pour une fois, décidé en Comité de prendre part au meeting; ce n'est que devant le refus des groupes extrêmes qu'elle a renoncé à paraître en nom; le président et plusieurs membres de son comité ont signé. Mercredi, donc, tous les étudiants enverront leur encouragement aux camarades russes.

L'ex-professeur Milukov, un historien qui compte à Paris beaucoup d'amis, avait rédigé une supplique adressée au tsar dans les termes du plus pur loyalisme, aussi bien que du patriotisme le plus élevé; on l'a arrêté, et on a saisi sa supplique avant qu'il ait pu la faire parvenir à son souverain.

Les Universités de Belgique et d'Italie sont animées du même mouvement. J'ai reçu ce matin une protestation signée de vingt et un professeurs de l'Université de Bruxelles. Étudiants et professeurs vont se réunir en un meeting.

A Rome, Labriola et Enrico Ferri ont dû, aujourd'hui je crois, organiser un meeting dans la cour même de l'Université.

C'est donc une large manifestation universitaire qui se prépare et qui fera éclater la sympathie des intellectuels de l'Europe occidentale pour les *émeutiers* de Russie.

Si violents que soient les mouvements là-bas, ce sont en effet des mouvements universitaires. Le gouvernement russe, une partie du gouvernement russe, ne veut pas le reconnaître; il nie la pensée libre, parce qu'il la redoute. Pierre Karpovitch a tué d'un coup de revolver le ministre de l'instruction publique, ce Bogoliepov qui avait fait prendre en 1899 l'oukase qu'il a fait appliquer en

janvier 1901. Le gouvernement russe fait dire que ce n'est pas un crime politique. Karpovitch, qui est un « petit bourgeois » et nullement un étudiant, sera déféré à la justice de droit commun pour meurtre. Affaire sans relation, comme vous voyez, avec la crise universitaire. En réalité Karpovitch était étudiant il y a deux ans; s'il ne l'est plus, c'est qu'il a été exclu de l'Université, et pour éviter des châtiments plus graves, il avait franchi la frontière. De l'étranger, où il était en sûreté, il est revenu en Russie, sacrifiant délibérément sa vie.

Voici ce qui me paraît caractériser la situation en Russie : à Moscou on a promené le drapeau rouge; sur le drapeau était écrit : *Abolition de l'Oukase de 1899.*

Paris, 24 mars 1901

LOUIS LAPICQUE,

Maître de conférences à la Faculté des Sciences
de l'Université de Paris

Nous lisons dans *la Petite République* datée du dimanche 24 mars le texte annoncé par Lapicque de la grande protestation russe. Nous reproduisons ce texte :

Nous soussignés, hommes de lettres russes, privés de la possibilité d'exprimer librement nos idées sur les besoins de notre pauvre patrie, empêchés par la censure de parler de ce qui se passe sous nos yeux, d'indiquer une issue à l'épouvantable situation dans laquelle se débat notre société, conscients de nos devoirs envers le peuple, nous recourons à nos confrères étrangers pour mettre le monde civilisé au courant des atrocités qui se commettent chez nous.

Le 17 mars, place de Kazan à Pétersbourg, la police se jeta sur une foule inoffensive et désarmée de plusieurs milliers de personnes, hommes, femmes et enfants, et sans aucune provocation se mit à frapper avec une brutalité et une férocité sans égales. Les cosaques, entourant la foule et l'empêchant de circuler, chargèrent sans sommation la masse compacte, pour la plupart de curieux, frappant avec leurs fouets et écrasant littéralement les malheureux qui tombaient sous la poussée des chevaux.

Les policiers saisissaient au hasard les gens qui leur tombaient sous la main, les frappaient sans merci, à coups de poing ou de sabre. Ceux du public, même des officiers en uniforme, qui imploraient la cessation du carnage, étaient brutalisés ou même arrêtés.

Tels sont les faits dont plusieurs d'entre nous ont été les témoins oculaires. Des atrocités analogues ont été commises récemment dans d'autres villes de la Russie.

Pleins de terreur et d'angoisse devant l'avenir réservé à notre pays livré aux fouets de cosaques et aux sabres de sbires ;

Convaincus que notre indignation est partagée par tous nos confrères russes dont nous n'avons pas eu le temps d'obtenir la signature, par toute la société intellectuelle russe, par tous ceux chez qui n'ont pas encore été détruits les sentiments de dignité et d'humanité ;

Convaincus également de ce que nos confrères étrangers ne resteront pas indifférents à ce qui se passe chez nous,

Nous faisons appel à la presse du monde entier pour donner le plus de publicité possible à la constatation des faits lamentables dont nous avons été témoins.

Nicolas Annensky, publiciste ; Alexandre Bogdanovsky, homme de lettres ; Arye Bogdanovitch, S. et R. Braguinsky, Alexandre Braoud, Vladimir Berenstam, avocat ; Marie Watson, Pierre Weinberg, ex-professeur à l'Université de Pétersbourg ; G. Haline, Pierre Gay, critique d'art ; Eugène

Hanheiser, Vladimir Hessene, professeur à l'Université de Pétersbourg; Gorky (Alexis Pechkov); Alexandre Goukovsky, Michel Yermolayev, directeur de la revue *la Vie ;* Alexandre Ivantchine-Pissarev, N. J. Kareyev, professeur à l'Université de Pétersbourg; A. Kaminka, A. Kalmykov, A. Kornilov, N. Kotliarevsky, professeur d'histoire à l'Université de Pétersbourg; Vladimir Lessevitch, professeur de philosophie à l'Université de Pétersbourg; Marie Letkov, femme de lettres; D. Manine-Sibiriak, Paul Mokievsky, A. Mertvago, Nicolas Mikhailovsky, directeur de la revue *la Richesse de la Russie ;* Benedict Miakotine, professeur d'histoire à l'Université de Pétersbourg; N. Moghilansky, Seraphine Panteleyev, Longuine Panteleyev, Grégoire Potanine, V. Possé, A. Petchekonov, V. Rosenberg, N. Roubakine, Nadine Roubakine, Marie Sleptzov, A. Yarotzky, professeur d'économie politique à l'Université de Pétersbourg; P. Leshaft, professeur d'anatomie à l'Université de Pétersbourg.

Nous publierons dans un prochain cahier la supplique de Milukov, la nouvelle protestation russe, le compte rendu des réunions tenues au quartier.

Dans cette histoire politique de la Révolution française, je me propose de montrer comment les principes de la Déclaration des droits furent, de 1789 à 1804, mis en œuvre dans les institutions, ou interprétés dans les discours, dans la presse, dans les actes des partis, dans les diverses manifestations de l'opinion publique. Deux de ces principes, celui de l'égalité des droits et celui de la souveraineté nationale, furent le plus souvent invoqués dans l'élaboration de la nouvelle cité politique. Historiquement, ce sont les principes essentiels de la Révolution. On les conçut et on les appliqua différemment, selon les époques. Le récit de ces vicissitudes, voilà le principal objet de ce livre.

En d'autres termes, je veux raconter l'histoire politique de la Révolution au point de vue des origines et du développement de la démocratie et de la république.

La conséquence logique du principe de l'égalité, c'est la démocratie. La conséquence logique du principe de la souveraineté nationale, c'est la république. Ces deux conséquences ne furent pas tirées tout de suite. Au lieu de la démocratie, les hommes de 1789 établirent un régime censitaire, bourgeois. Au lieu de la république, ils organisèrent une monarchie limitée. C'est seulement le 10 août 1792 que les Français se formèrent en démocratie par l'institution du suffrage universel. C'est seulement le 22 septembre 1792 qu'après avoir aboli la monarchie ils se formèrent en république. On peut dire que la forme républicaine dura jusqu'en 1804, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où le gouvernement de la république fut confié à un empereur. Mais la démocratie fut supprimée en 1795, par la constitution de l'an III, ou du moins altérée profondément par une combinaison du suffrage

universel et du suffrage censitaire. On demanda d'abord à tout le peuple d'abdiquer ses droits en faveur d'une classe, la classe bourgeoise, et ce régime bourgeois, c'est la période du Directoire. Puis on demanda à tout le peuple d'abdiquer ses droits en faveur d'un homme, Napoléon Bonaparte : c'est la république plébiscitaire, c'est la période du Consulat.

Cette histoire de la démocratie et de la république pendant la Révolution se divise donc naturellement en quatre parties :

1° De 1789 à 1792, les origines de la démocratie et de la république, c'est-à-dire la formation des partis démocratique et républicain sous le régime censitaire, sous la monarchie constitutionnelle;

2° De 1792 à 1795, la république démocratique;

3° De 1795 à 1799, la république bourgeoise;

4° De 1799 à 1804, la république plébiscitaire.

Ces transformations de la cité politique française se manifestèrent par un très grand nombre de faits et dans des circonstances très complexes. — —

— — Les faits qui ont exercé une influence évidente et directe sur l'évolution politique, voilà... ceux qu'il faudra choisir pour y concentrer le plus de lumière. Les institutions, régime censitaire et régime monarchique, suffrage universel, constitution de 1793, gouvernement révolutionnaire, constitution de l'an III, constitution de l'an VIII, le mouvement d'idées qui prépara, établit, modifia ces institutions; les partis, leurs tendances et leurs querelles, les grands courants d'opinion, les révolutions de l'esprit public, les élections, les plébiscites, la lutte de l'esprit nouveau contre l'esprit du passé, des forces nouvelles contre les forces de l'ancien régime, de

l'esprit laïque contre l'esprit clérical, du principe rationnel de libre examen contre le principe catholique d'autorité, voilà surtout en quoi consista la vie politique de la France.

D'autres faits eurent une influence, mais moins directe : ce sont par exemple les batailles, les actes diplomatiques, les actes financiers. Il est indispensable de ne pas les ignorer, mais il suffit de les connaître en gros et dans les résultats. — —

— — J'ai donc laissé de côté l'histoire militaire, diplomatique, financière. Je ne me dissimule pas que c'est là une abstraction qui peut paraître dangereuse, et que je m'expose au reproche d'avoir faussé l'histoire en la tronquant. Mais toute tentative historique est forcément une abstraction : l'effort rétrospectif d'un esprit ne peut embrasser qu'une partie de l'immense et complexe réalité. C'est déjà une abstraction de ne parler que d'une période, et, dans une période, de ne parler que de la France, et, dans la Révolution, de ne parler que de la politique. — — Il n'est pas, en histoire, de livre qui se suffise à lui-même, qui suffise au lecteur. Le mien, comme les autres, suppose et exige d'autres lectures.

Voilà comment j'ai choisi les faits. Voici dans quel ordre je les ai exposés.

L'ordre chronologique s'imposait, et j'ai pu le suivre strictement dans presque toute la première partie de ce travail. Il n'y avait, en effet, pour la période de 1789 à 1792, qu'à exposer, à mesure qu'elles se rencontrent, les manifestations des idées démocratiques et républicaines, en les plaçant dans le cadre de la monarchie constitutionnelle et du régime bourgeois. Pour les trois

autres périodes, république démocratique, république bourgeoise, république plébiscitaire, il eût été difficile d'exposer à la fois, dans la même suite chronologique, les institutions, la lutte des partis, les vicissitudes de l'opinion publique. Ç'aurait été mettre dans le récit la confusion qui a existé dans la réalité, surtout pour la période de la république démocratique. J'ai cru devoir exposer tour à tour chacune de ces manifestations de la même vie politique, comme en plusieurs séries chronologiques parallèles. Je sais bien que les vicissitudes de l'opinion publique et celles des institutions sont connexes, se trouvent dans un rapport continuel d'influence réciproque. Aussi ai-je montré cette connexité, toutes les fois que c'était nécessaire. J'ai tâché de faire voir que ces phénomènes divers n'étaient séparés que dans mon livre, et non dans la réalité, que c'étaient les aspects d'une même évolution. — —

— — Si on n'est pleinement satisfait ni de ma méthode ni de mon plan, j'espère qu'on aura du moins, quant à ma documentation, une sécurité, qui vient de la nature de mon sujet. Je veux dire qu'on n'aura pas à craindre qu'il m'ait été matériellement impossible de connaître toutes les sources essentielles. Il n'en est pas de même pour d'autres sujets. L'histoire économique et sociale de la Révolution, par exemple, est dispersée en tant de sources qu'il est actuellement impossible, dans le cours d'une vie d'homme, de les aborder toutes ou même d'en aborder les principales. Celui qui voudrait écrire, à lui seul, toute cette histoire, n'en pourrait approfondir que quelques parties et n'aboutirait, dans l'ensemble, qu'à une esquisse superficielle, tracée de seconde ou de troisième main. Pour l'histoire politique,

si on la réduit aux faits que j'ai choisis, il est possible à un homme, en une vingtaine d'années, de lire les lois de la Révolution, les journaux influents, les correspondances, les délibérations, les discours, les procès-verbaux d'élection, la biographie des personnages qui ont joué un rôle. Or, voilà un peu plus de vingt ans que j'ai entrepris cette lecture. J'ai commencé, en 1879, par étudier les discours des orateurs, et, depuis quinze ans, dans mon cours à la Sorbonne, j'ai étudié les institutions, les partis, la vie des grands individus. J'ai donc eu le temps matériel d'explorer les sources de mon sujet. Si la forme de ce livre sent l'improvisation, mes recherches ont été lentes et je les crois complètes dans l'ensemble. Je ne pense pas avoir omis une source importante, ni avoir émis une seule assertion qui ne soit directement tirée des sources. — — —

— — Quant à l'état d'esprit où je me suis trouvé en écrivant ce livre, je dirai seulement que j'ai voulu, dans la mesure de mes forces, faire œuvre d'historien, et non pas plaider une thèse. J'ai l'ambition que mon travail puisse être considéré comme un exemple d'application de la méthode historique à l'étude d'une époque défigurée par la passion et par la légende.

Une bibliothèque monumentaire de l'affaire Dreyfus est ainsi constituée :

Le Procès Zola devant la Cour d'assises de la Seine et la Cour de cassation (7 février-23 février; 31 mars-2 avril 1898). Compte rendu sténographique *in extenso* et documents annexes. Deux volumes 10 francs ;

l'Affaire Dreyfus. — La revision du procès à la Cour de cassation (27, 28 et 29 octobre 1898). Compte rendu sténographique *in extenso*. Un volume 2 francs ;

l'Affaire Dreyfus. — La revision du procès. Enquête de la Cour de cassation. Instruction de la Chambre criminelle. Instruction des Chambres réunies. Pièces annexes. Deux gros volumes 7 francs ;

l'Affaire Dreyfus. — La revision du procès. Débats de la Cour de cassation. Rapport de M. Ballot-Beaupré, conclusions de M. le procureur général Manau, mémoire et plaidoirie de maître Mornard, arrêt de la cour (29, 30 et 31 mai, premier juin 1899). Compte rendu sténographique *in extenso*. Un gros volume 3 francs 50 ;

l'Affaire Dreyfus. — Le procès de Rennes (7 août-9 septembre 1899). Compte rendu sténographique *in extenso*. Trois gros volumes, ensemble 15 francs ;

les Preuves, de l'ancien Jaurès 1 franc 50 ;

Histoire des Variations de l'État-Major, par quatre anciens dreyfusards 1 franc ;

Joseph Reinach. *Histoire de l'affaire Dreyfus* 7 francs ;

Les douze volumes, dans nos bureaux ou franco à domicile, **40 francs.**

Vient de paraître à la *Société nouvelle de librairie et d'édition*, 17, rue Cujas, Paris :

COMPTE RENDU ANALYTIQUE OFFICIEL

DU

Cinquième congrès socialiste

INTERNATIONAL

TENU A PARIS DU 23 AU 27 SEPTEMBRE 1900

Pris dans nos bureaux ou franco à domicile à Paris	1 franc 10
Franco à domicile en province ou à l'étranger :	
Seul ou dans une commande inférieure à onze francs	1 franc 25
Dans une commande égale ou supérieure à onze francs	1 franc 10

Ce compte rendu a d'autres qualités et rendra d'autres services que le *compte rendu sténographique non officiel de la version française* en préparation aux cahiers.

NOS ANNONCES

Plusieurs désabonnés dédaignaient nos annonces. Nous annonçons les institutions où un honnête homme ordinaire peut collaborer. Nous ne demandons aux initiateurs de ces institutions ni leur avis ni leur finance.

Il n'est pas donné à tout le monde de démolir tout un gouvernement avec un morceau de carton. A tous ceux de nos abonnés qui veulent travailler modestement nous annonçons les organes et les moyens d'un travail modeste et moléculaire.

Nous ne pouvons annoncer avant que les institutions fonctionnent. Ce soin revient aux quotidiens. La plupart des institutions que nous annonçons nous paraissent assez durables pour que nous puissions les annoncer utilement en cours de route. Nous donnons ainsi des annonces plus exemplaires.

Autant que possible nous reproduisons les affiches mêmes et les prospectus officiels des institutions.

Il me sera permis de recommander personnellement l'œuvre des *Journaux pour tous*, que j'accueillis avec empressement à la librairie Georges Bellais au temps où j'en avais l'administration.

L'action des *Journaux pour tous* est moléculaire, en ce sens qu'elle attaque un par un les citoyens qu'on lui a signalés.

L'action des *Journaux pour tous* est d'éducation, en ce sens qu'elle fait lire aux personnes signalées des journaux et des publications qu'elles n'auraient pas lues d'elles-mêmes.

L'action des *Journaux pour tous* est nouvelle en ce sens qu'au lieu de propagander en vase clos elle atteint sans cesse de nouveaux citoyens soigneusement choisis parmi les non convertis convertissables.

Enfin elle est d'administration et non de gouvernement. Des jeux de fiches bien tenus sont sa seule puissance. Elle ne sert qu'à *donner la communication* entre des citoyens libres.

Le seul défaut de l'œuvre n'est pas de sa faute. Les journaux qu'elle envoie ne sont pas parfaits. Mais ils valent beaucoup mieux que les journaux qu'ils supplantent.

L'œuvre des *Journaux pour tous* présente l'occasion d'un exercice exact aux républicains sincères qui envoient les journaux. Dépenser régulièrement deux centimes une ou plusieurs fois par jour, copier régulièrement soi-même sur des bandes une ou plusieurs adresses par jour et mettre à la poste régulièrement constitue un traitement que l'on peut recommander contre la frivolité habituelle, contre la propension au bafouillage hâbleur.

Nous reproduisons d'abord l'affiche récemment composée pour cette institution :

LES

" JOURNAUX POUR TOUS "

CITOYENS,

VOUS SAVEZ TOUS que *la Croix* est distribuée *gratuitement* tous les dimanches dans tous les villages ;

Que *le Petit Journal* est le *seul* journal de Paris qui soit mis en vente régulièrement dans toutes les communes de France ;

Que ces deux feuilles se valent et que la lecture en est dangereuse et funeste parce qu'elles répandent partout des renseignements incomplets, erronés ou faux.

VOUS DÉSIREZ TOUS que la presse républicaine pénètre enfin partout pour dissiper l'ignorance et l'erreur, pour instituer la libre discussion.

NOUS VOUS OFFRONS un moyen pratique de collaborer à cette œuvre d'éducation en dépensant *deux centimes* par jour (1).

Quand vous avez lu votre journal, NE LE DÉTRUISEZ JAMAIS, mais envoyez-le à un camarade de province qui le lira avec joie et le fera lire avec fruit.

Pour cela, il suffit d'envoyer une carte postale avec votre nom, votre adresse, et le titre de votre journal ou de vos journaux au Secrétaire des " JOURNAUX POUR TOUS ", 17, rue CUJAS (cinquième arrondissement). Il vous fournira l'adresse d'un correspondant.

---

(1) Si des camarades de bonne volonté se voyaient forcés de renoncer à cette légère dépense, qu'ils nous demandent des bandes toutes timbrées : nous les leur fournirons.

M. Émile Boivin, l'infatigable secrétaire des *Journaux pour tous*, a bien voulu rédiger pour nous la notice que l'on va lire :

TOUS LES JOURNAUX POUR TOUS

L'œuvre des *Journaux pour tous* est une œuvre dreyfusiste : elle a été entreprise au mois de mai 1899, alors que M. Ballot-Beaupré préparait son rapport à la Cour de Cassation, que le lieutenant-colonel Picquart était au Cherche-Midi, et que Déroulède passait en cour d'assises. Elle est dreyfusiste, car elle a pour programme l'éducation politique des citoyens par la communication de la vérité, par la libre discussion. Elle ne se recommande d'aucun parti politique, mais de ce qu'il y a de sincère, de juste et de vrai en chacun d'eux. Les socialistes, les radicaux, les républicains collaborent ensemble à l'œuvre des *Journaux pour tous*, comme ils ont collaboré à la défense de la justice et de la vérité dans l'affaire Dreyfus. — En fait, l'œuvre des *Journaux pour tous* répand à la campagne le plus grand nombre possible de publications de toutes sortes, *tous* les journaux, *toutes* les revues, *toutes* les brochures, pourvu que ces publications soient propres et honnêtes.

L'œuvre ne sert que de trait d'union entre des personnes; elle donne la communication entre ceux qui veulent envoyer leurs journaux après lecture et ceux qui veulent ou peuvent lire autre chose que *le Petit Journal* et *la Croix*. Elle a donc deux clientèles qu'elle met en relation :

A Paris et dans quelques villes de province, elle a recruté jusqu'ici 2.300 adhérents. Ces adhérents n'ont pas donné leur collaboration par complaisance ou par

enthousiasme momentané : ce sont des adhérents convaincus et, sauf quelques rares exceptions, opiniâtres ; chaque jour ils font œuvre efficace de collaboration en écrivant une ou plusieurs bandes pour leur journal, en allant, au besoin, au bureau de poste ; *quelques-uns, même, en lisant le journal pour y souligner ce qui leur semble intéressant ;* ils entretiennent ainsi une discussion libre, une correspondance, rudimentaire mais régulière. Souvent cette correspondance imprimée s'achève en correspondances personnelles, privées ; l'envoyeur et le destinataire lient connaissance, parfois se font visite et causent pendant les vacances. L'œuvre a ainsi réussi à créer « une habitude moralisatrice ». (1)

Les destinataires des *Journaux* sont d'abord des instituteurs, cultivateurs, ouvriers qui ont connu l'œuvre par les revues pédagogiques, les journaux locaux, ou les relations personnelles, et qui, dans leur désir de s'instruire, se sont adressés directement à elle. (2) Le plus grand nombre de ces correspondants spontanés sont des instituteurs qui ont créé des associations amicales d'anciens élèves, des cours d'adultes, et qui n'ont rien à faire lire aux adhérents ainsi groupés. Il advient souvent que les journaux et les brochures envoyés à ces adresses passent dans tout le village. Que s'il y a

(1) Avant-projet rédigé en avril 1899.

(2) Une lettre entre mille :

« Monsieur,

« J'ai vu que vous envoyez des journaux gratuits pour tous. Si je vous écris, c'est que je ne suis pas riche et cependant je voudrais en lire pour savoir ce qui se passe dans notre pays et ailleurs, surtout pour notre République. Voilà donc : je vous prie que vous ayez la bonté de m'envoyer un de vos journaux. Je vous dirai que je suis un ouvrier journalier, et cependant j'aimerais à lire. — Pas autre chose à vous dire pour le moment.

« Agréez donc mes salutations. »

parmi ces demandeurs des avares qui ne sollicitent l'envoi que parce qu'il sera gratuit, l'œuvre ne peut ni ne veut le savoir : mieux vaut donner en vain que de refuser à tort. Nous sommes assurés d'ailleurs que les abus sont peu nombreux.

Une autre partie intéressante de la clientèle de campagne est celle que l'œuvre va trouver d'elle-même, sans qu'ils aient rien demandé. Nous avons, un peu partout, des *agents* de bonne volonté, simplement et spontanément choisis parmi nos correspondants fidèles ; ces précieux collaborateurs se chargent de nous envoyer des listes de noms : pour que la liste soit bien faite et complète, il faut que chaque nom soit suivi de renseignements utiles, exacts : lectures habituelles du futur destinataire — le plus souvent *le Petit Journal* ou un journal local, — état d'esprit, journal qu'il conviendrait d'envoyer à titre d'essai. On échoue quelquefois ; souvent on ignore le résultat de la démarche ; mais presque toujours le journal est accepté ; de là à le lire il n'y a qu'un pas ; quelquefois on réussit tout à fait : nous avons reçu des lettres d'où il apparaissait que la lecture des journaux républicains avait été une révélation.

Autant que possible, l'œuvre engage ses collaborateurs à entrer en relations avec leurs correspondants : c'est le meilleur moyen de rendre agréable et significative la tâche quotidienne. Elle y réussit très souvent : elle peut se vanter d'avoir fait naître des amitiés véritables entre des hommes qui sans elle ne se seraient jamais connus.

Aux bureaux de l'Œuvre même on reçoit chaque jour un courrier intéressant, plein d'une sympathie sincère,

venue de tous les coins du pays. Nos correspondants savent qu'ils parlent à des amis et nous content soigneusement tout ce qu'ils trouvent intéressant. Un cultivateur nous écrit du dernier orage, des gelées qu'il redoute; un instituteur nous écrit de la lutte qu'il soutient contre le curé; si l'on vient à ne plus recevoir de journaux, on a tellement pris l'habitude qu'on réclame purement et simplement, sans fausse honte :

Monsieur,

Ça m'étonne beaucoup de ne plus recevoir vos journaux : voilà le dixième jour que j'en ai point reçu. Je ne comprends pas s'ils passent ailleurs ou si vous ne m'envoyez plus. Je vous remercie beaucoup de ceux que vous m'avez envoyés. Auparavant, j'avais beaucoup de visites de mes voisins : tous mes camarades venaient me voir pour s'instruire sur vos journaux, et maintenant que j'en reçois plus, personne vient me voir.

Actuellement, après vingt-deux mois d'existence, l'Œuvre compte environ 2.300 expéditeurs. Un très petit nombre de nos collaborateurs se fatiguent et renoncent. Plus de 7.000 personnes ont été ou sont encore desservies : 2.000 au moins attendent leur tour.

L'Œuvre a fait de très nombreuses distributions de livres ou de brochures, grâce à des donateurs :

		exemplaires
Jaurès . .	Action Socialiste	210
Tolstoi. .	Résurrection	200
Tolstoi. .	Les temps sont proches	500
Lacombe.	La guerre et l'homme.	100
Lea . . .	Histoire de l'Inquisition	100
Déclaration des Droits de l'Homme.		100

Environ 20.000 brochures de Bouglé, Duclaux, Reinach, Havet, André Léo, Yves Guyot, Le Pic, Baggio, Fournière, J.-B. Clément, Charbonnel, Dazet, Réveillère, Jacob, Gohier.

Elle a pris des abonnements de propagande au *Rappel*, à *la Paix*, à *la Fronde*, à *la Lanterne*, au *Radical*, à *l'Aurore*, à *la Petite République*, au *Petit Bleu*, au *Paysan de France*, au *Réveil des Vosges*, grâce à des collaborateurs qui préféraient la dépense en bloc à l'effort quotidien. Des administrations de journaux ou de revues mettent d'elles-mêmes des abonnements à sa disposition : *le Paysan de France*, *le Volume*, *les Cahiers de la Quinzaine*. Enfin, par imitation et avec l'appui — au moins moral — du comité de Paris, il s'est créé des sections des *Journaux pour tous* à Belfort pour le territoire de Belfort, à Saint-Claude pour le Jura, et à Chambéry pour la Savoie.

L'Œuvre des *Journaux pour tous* s'est développée lentement, régulièrement; elle a marché pas à pas. Nous avons plus de confiance dans cette méthode, — que les circonstances nous ont d'ailleurs imposée, — que dans un essor impétueux et sans lendemain.

Émile Boivin

La création du comité *la Propagande socialiste* est une application partielle du principe des *Journaux pour tous*. Le comité sera collaborateur des *Journaux pour tous* exactement au même titre que le lecteur de *la Petite République* ou de *l'Aurore* envoyant son journal à une adresse indiquée : c'est dire à la fois la liberté d'action de chacune des deux œuvres à l'égard de l'autre, et leur complète solidarité.

Nous reproduisons d'après les journaux le programme de *la Propagande socialiste*.

LA PROPAGANDE SOCIALISTE

ENVOI DE BROCHURES

Il importe de faire connaître les principes et la doctrine du socialisme, au moment où la lutte économique devient de plus en plus âpre, et où le socialisme grandissant, s'il ne peut plus être nié, est calomnié. Il importe, avant tout, de les propager là où le Parti n'a pas d'adhérents, et on doit dire qu'il n'y a pas moins de *vingt* départements qui, aux dernières élections législatives, n'ont pas rallié *mille* voix socialistes.

Voilà pourquoi un certain nombre de socialistes, ouvriers, étudiants, employés, se sont réunis, sans distinction d'organisation, et ont créé le comité « la Propagande socialiste », qui enverra des brochures de propagande dans toute la France, et en premier lieu dans les régions qui ont été, jusqu'à présent, les plus rebelles à nos idées. Ce sera, nous l'espérons, en même temps anéantir l'action de nos adversaires et frayer la route à notre parti.

Assurée de l'appui de l'œuvre « les Journaux pour tous », qui lui fournira des adresses et lui procurera des correspondants, « la Propagande socialiste » est certaine du succès, si les camarades viennent à elle assez nombreux pour rendre son action efficace. « La Propagande socialiste » fait appel à toutes les bonnes volontés socialistes, sans exception, sans distinction d'école.

La cotisation a été fixée à 25 centimes par mois.

Les assemblées générales qui auront lieu tous les mois décideront du choix des brochures ; la commission exécutive réglera les affaires courantes.

Pour « la Propagande socialiste » :

La Commission exécutive.

N. B. — Envoyer les adhésions et les communications au citoyen Georges Weill, secrétaire, 9, rue des Feuillantines ; les souscriptions au citoyen André Hesse, trésorier, 24, rue des Halles.

« La Propagande socialiste » demande des correspondants dans toutes les villes de province.

Au dernier moment l'ami qui nous a communiqué les renseignements suivants nous fait parvenir cette notice. Il pense avec raison que l'on ne connaît bien une œuvre que si l'on connaît l'histoire des initiateurs.

Notre ami René Bazin avait été embrigadé tout jeune dans des œuvres dont le but avoué est de faire « du bien à leurs membres en les exerçant aux œuvres de charité ». Il s'en évada et courut à ceux qui croyaient possible une vie morale sans fondement religieux, à Paul Desjardins, à Jules Lagneau. Il aima longtemps les longues causeries. Mais l'homme d'œuvres qui était en lui s'éveilla. La morale sociale doit être active, nous dit-il, et il fonda, dans l'esprit de l'*Union pour l'Action morale*, la *Société des Visiteurs*.

Ses amis du même âge n'ont pas oublié la conférence de propagande qu'il fit à l'*École des Sciences politiques*. M. Anatole Leroy-Beaulieu en combattit âprement les conclusions. René Bazin n'y gagna qu'un seul collaborateur, un gentilhomme russe.

Depuis, sa vie fut d'une extraordinaire intensité. Les hommes sont exigeants et n'admettent pas qu'on se donne à moitié. Les miséreux lui prirent tout son temps, lui montrèrent toute leur misère. Bazin fut épouvanté. Il connut alors pourquoi l'instinct, qui ne trompe guère, avait empêché les camarades d'École, riches et heureux, de collaborer avec lui. C'est que l'ignorance des misères humaines est le plus solide rempart du bonheur, de l'optimisme, et du libéralisme économique. Vanterait-on la concurrence si l'on en avait vu de près les victimes?

Ainsi René Bazin devint socialiste, non dans les salons, mais dans les mansardes. Mais comme il était venu au socialisme par un sentiment profond de solidarité, il ne fut jamais un sectaire.

Ses opinions et ses sentiments conduisirent sa vie même. Il ne voulut point passer riche parmi les pauvres, et appliquant ses principes jusqu'en leurs extrêmes conséquences, il vécut à peu près comme un ouvrier. Sa famille indignée le combattit, ses chefs le méconnurent, ses amis le raillèrent. Il ne se laissa pas entamer. Mais *c'était un de ces cœurs de fabrique trop fine qui ont besoin de l'amitié de ce qui les entoure.* Il mourut de chagrin le 25 octobre 1900, âgé de trente et un ans.

Un ami nous avait communiqué cette annonce :

SOCIÉTÉ DES VISITEURS

25, rue de Lille

Autorisée par Arrêtés du Préfet de Police en date des 19 février 1896 et 11 mars 1898

PRÉSIDENT D'HONNEUR :

M. SULLY-PRUDHOMME, de l'Académie Française

But. — L'objet de la Société est de préserver de la misère définitive ; elle intervient en faveur de ceux qui ont besoin d'une aide temporaire pour échapper à l'indigence.

La Société laisse en dehors de son action tous ceux qui sont incapables de travailler et ne peuvent ou ne veulent vivre que d'aumônes.

Caractère. — La Société fait appel aux personnes soucieuses de remplir leur devoir de solidarité sociale, et qui ont reconnu l'insuffisance de l'effort individuel en matière d'assistance. Elle associe et organise les bonnes volontés dont elle multiplie ainsi la puissance.

Elle se tient en dehors de toutes questions politiques et religieuses.

Elle recherche la coopération des diverses œuvres et institutions publiques et privées.

Mode d'action. — La Société accepte tous les concours et sous toutes les formes. Elle se compose de membres Bienfaiteurs et de membres actifs ou Visiteurs.

Les Visiteurs voient à domicile les familles qui sont adoptées après enquête, ils apportent à chacune d'elles l'appui moral ou matériel reconnu le plus efficace, sans se cantonner dans un mode unique d'assistance : pla-

cement, avances d'argent, dons de vêtements, recommandations aux œuvres spéciales et aux diverses administrations, etc.

Le secours pécuniaire est donné en principe sous la forme d'un prêt gratuit, aussi élevé que possible, accordé en vue d'un besoin déterminé, et remboursable par acomptes.

Les Visiteurs se réunissent en groupes de quartiers ; un bureau central relie les groupes et gère les services généraux.

Situation et résultats. — 1896-1900 : La Société comprenait :

En 1896 :	132 bienfaiteurs	et	130 membres	actifs.
En 1897 :	157	—	168	—
En 1898 :	274	—	203	—
En 1899 :	333	—	276	—

Groupes. — Cinq.

Services généraux. — Vestiaire.
Caisse de prêts gratuits.
Bulletin périodique.
Placement.
Renseignements médicaux, juridiques, professionnels.

Budget. — Année 1896 : 7.030 francs.
Année 1899 : 30.412 francs.

Familles	adoptées depuis l'origine.	580
—	relevées — —	248
—	reconnues non relevables	158
—	restant à la charge de la Société.	174

Remboursements des prêts en 1899 : 1.234 fr. 55

Placements opérés en 1899 : Cent douze.

SOCIÉTÉ DES VISITEURS

STATUTS

APPROUVÉS PAR ARRÊTÉ EN DATE DU 11 MARS 1898

TITRE PRÉLIMINAIRE

ARTICLE PREMIER. — La Société a pour but de venir en aide à des familles qui, se trouvant dans l'impossibilité momentanée de subvenir à leurs besoins, sont reconnues susceptibles d'échapper, grâce à un appui temporaire, à la misère définitive.

ARTICLE 2. — La Société fait appel à toutes les bonnes volontés. Elle se tient en dehors de toutes questions et de toutes opinions politiques ou religieuses.

ARTICLE 3. — La Société se compose de membres d'honneur, de membres actifs ou visiteurs, de membres bienfaiteurs.

TITRE II

Fonctionnement

ARTICLE 4. — Le fonctionnement de la Société repose essentiellement sur l'initiative et sur l'activité des Visiteurs.

Chaque Visiteur se tient en relations amicales et suivies avec la famille qui lui est confiée ; il la voit à domicile, se rend compte de ses besoins et lui prête :

1° Un appui moral, sous forme de conseils, encouragements, renseignements, démarches et recommandations, notamment auprès d'autres Sociétés ;

2° Un appui matériel, en lui procurant des ressources et du travail, et en provoquant en sa faveur des avances d'argent.

Il est aidé dans sa tâche par le Groupe dont il fait partie, les services généraux et les ressources de la Société.

ARTICLE 5. — Les Visiteurs se répartissent en Groupes locaux et autonomes, dont le champ d'action tend à se limiter au territoire d'un quartier.

Chaque Groupe tient des séances périodiques pour s'entretenir des besoins des familles admises, prendre les déci-

sions et voter les dépenses nécessaires. Il élit son bureau et arrête son règlement.

Article 6. — Chaque groupe désigne des membres chargés spécialement des enquêtes. Ces enquêteurs, conjointement ou non avec ceux des autres groupes, se réunissent en une ou plusieurs commissions, qui statuent sur l'admission des familles.

Ne sont enquêtées, en vue de l'admission, que les familles présentées par un membre de la Société ou par les œuvres et associations avec lesquelles elle échange des services.

Article 7. — Les intérêts communs aux Groupes et la direction générale de la Société sont confiés à un comité central composé des Présidents des Groupes et du Bureau de la Société.

Article 8. — Le Bureau de la Société comprend un Président, qui représente la Société, un Vice-Président, un Secrétaire et un Trésorier.

Il est élu par les Présidents de Groupes pour quatre ans et renouvelable tous les ans par quart. Les membres sortants sont rééligibles. On ne peut être à la fois Président d'un Groupe et membre du Bureau de la Société.

Nul ne peut faire partie de ce Bureau s'il n'est Français, majeur, et s'il ne jouit de ses droits civiques, civils et de famille.

Article 9. — Le Bureau de la Société, avec l'aide d'adjoints choisis par lui, organise et dirige un certain nombre de services généraux mis à la disposition de tous les Visiteurs en faveur des familles admises et qui sont notamment :

Un service de relations avec les institutions d'assistance ;
Un service de placement ;
Un service médical ;
Un service de renseignements pratiques.

TITRE II

Ressources de la Société

Article 10. — Les ressources de la Société sont :

1° Les cotisations annuelles ou mensuelles des Visiteurs ;

2° Les souscriptions des Bienfaiteurs ;

3° Les subventions, dons et affectations spéciales ;

4° Le produit des ressources créées à titre exceptionnel (loteries, quêtes, etc.)

Article 11. — Les Visiteurs fixent eux-mêmes l'importance de leurs cotisations. Ils versent au moins 2 francs par an.

Article 12. — Les Bienfaiteurs se divisent en :

1° Donateurs, qui versent au moins 20 francs par an, ou peuvent se racheter de toute souscription par un versement de 300 francs une fois effectué ;

2° Adhérents, qui s'engagent à fournir à la Société des ressources régulières, de quelque nature et de quelque étendue qu'elles soient, ou à lui rendre des services équivalents.

Article 13. — Peuvent recevoir le titre de Dames patronnesses les Dames qui prêtent leur concours à la Société pour les quêtes, loteries, ventes de charité, etc.

TITRE III

Assemblée générale. — Revision des Statuts

Article 14. — L'assemblée générale des membres de la Société se réunit une fois par an. Elle entend les rapports sur la situation morale et financière, approuve les comptes de l'exercice clos, et nomme deux Censeurs pour examiner ceux de l'exercice courant.

Article 15. — Les statuts sont votés par l'Assemblée générale. Ils ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Comité central, ou du dixième des membres de la Société.

TITRE IV

Dispositions générales

Article 16. — Les mineurs ne peuvent faire partie de la Société sans l'assentiment de leurs parents.

Article 17. — Le Président fera connaître à l'autorité compétente tous les changements survenus dans la composition du bureau et chaque année il lui adressera un compte rendu sur la situation morale et financière de la Société.

Article 18. — Nul ne peut assister aux réunions s'il n'a été reçu membre actif dans la forme prévue par les statuts.

Article 19. — La Société devra se pourvoir d'une autorisation spéciale pour chaque fête organisée par ses soins, à laquelle seraient admises d'autres personnes que les sociétaires.

Article 20. — En cas de modifications aux statuts, la Société devra demander de nouveau à la préfecture de police l'autorisation prescrite par l'article 201 du Code pénal.

Article 21. — En cas de dissolution, la liquidation s'effectuera selon les règles du droit commun.

M. Noyelet, secrétaire, adressera des imprimés de la Société à quiconque voudra bien lui en faire la demande. Il se tient au siège social tous les jours, de dix heures à midi et de deux heures à sept heures, à la disposition des personnes qui seraient désireuses d'obtenir des renseignements oraux sur le fonctionnement de la Société.

Un visiteur a bien voulu rédiger pour nous la notice que l'on va lire. Il nous a promis pour plus tard de nouveaux renseignements et un bref historique.

LA SOCIÉTÉ DES VISITEURS

Sous la présidence de M. Louis Havet, professeur au Collège de France, la société des visiteurs a tenu le dimanche 10 février son assemblée générale.

La société des visiteurs « a pour but de venir en aide à des familles qui, se trouvant dans l'impossibilité momentanée de subvenir à leurs besoins sont reconnues susceptibles d'échapper, grâce à un appui temporaire, à la misère définitive. » (Article premier des statuts) Elle laisse donc de côté toutes les misères chroniques, l'indigence permanente causée par la vieillesse, les maladies incurables, un gain insuffisant, etc. ; elle ne s'occupe que des misères aiguës, des souffrances causées par des crises passagères, suite de chômage, grève, maladies guérissables, etc. Elle n'ignore pas qu'il est presque impossible aux ouvriers d'économiser dans les moments de prospérité assez d'argent pour pourvoir aux mauvais jours; qu'une fois la misère entrée dans un logis elle s'y accroche et qu'il est souvent impossible de l'en chasser sans des concours extérieurs; que l'ouvrier convalescent, obligé de travailler, ne guérit jamais tout à fait; que le chômeur lassé de chercher de l'ouvrage se couche, un jour, comme un animal blessé; que ces malheureux perdent toute initiative, toute capacité d'efforts, se résignent aux salaires de famine, aux aumônes des œuvres cléricales, à la déchéance définitive. Elle veut conserver à l'homme sa dignité d'homme

et avant qu'il ne soit tombé elle l'aide comme un ami aide son ami.

Mais, dira-t-on : pourquoi ajouter une œuvre nouvelle à tant d'œuvres de charité, impuissantes à résoudre la question sociale ? Vous avouez que vous ne pouvez rien faire pour les indigents et vous espérez améliorer le sort des familles en état de crise. Allons donc ! les efforts individuels sont vains ; la philanthropie n'a jamais sauvé personne et a tout au plus diminué l'énergie et les revenus des philanthropes. Employez tout le temps, tout l'argent que vous pouvez en de vains efforts à étudier attentivement la vie ouvrière; créez des syndicats, des coopératives, demandez l'abolition de la propriété individuelle, vos travaux, pour ne pas vous donner, comme la charité, des satisfactions immédiates, au moins ne seront pas de nul effet.

A cela je répondrai que les visiteurs ne sont pas des impassibles. Mais il ne leur est pas possible, en attendant la révolution sociale, de déjeuner gaiement, de passer au théâtre une bonne soirée, de causer même joyeusement avec des amis, sans être hantés par les misères qui à toute minute se sont dressées devant eux, sans avoir le désir d'essayer de sauver au moins celui que le hasard vient de leur jeter à la face, souffrant dans sa chair ou dans les siens.

Ils ont individuellement essayé. L'expérience leur démontra que de par le monde il existe encore quelques petits fromages de Hollande ; ils y gîtèrent leurs amis malheureux. Mais ils s'y donnèrent beaucoup de peine, car ils avaient rarement dans leurs relations la relation utile. Alors ils se syndiquèrent, et quand ils eurent mis leurs relations en commun ils réussirent quelquefois ;

et quand au lieu de dix ils furent cent, ils furent deux cents, ils réussirent presque toujours. Leur tâche est donc analogue à celle des syndicats et des coopératives. Ils s'efforcent de tirer, grâce à l'association, le meilleur parti possible de la société actuelle.

Mais comment s'y prennent-ils ? Le visiteur se tient en relation amicale et suivie avec la famille dont il a pris la charge; il va la voir chez elle, lui donne des conseils, des recommandations, l'aide dans ses démarches ; il lui prête sur l'honneur des sommes assez élevées, qui lui sont remises par le groupe ou section de quartier auquel il est affilié. Quant aux renseignements dont le visiteur a besoin pour découvrir des emplois ou donner des conseils, il les trouve au bureau central où sont organisés divers services : 1° de relations avec les institutions d'assistance ; 2° de placements ; 3° de renseignements pratiques ; 4° un office de consultations et de renseignements médicaux et d'hygiène.

Vainement on chercherait dans les autres œuvres un fonctionnement aussi simple et aussi heureux. Ce n'est certes pas dans les froides institutions organisées sur des bases administratives où un fonctionnaire assis derrière un grillage distribue maussadement de maigres pièces de monnaie ; ni dans les institutions confessionnelles qui prennent les jeunes gens à la sortie de l'école et les englobent, sous prétexte de charité, dans des œuvres de prière en commun. Dans ces dernières, hélas ! vont beaucoup de généreux qui, dès l'enfance, ont besoin de partager leur pain ou leur cœur avec les misérables. Combien de jeunes gens, presque incroyants, n'avons-nous pas vu entrer dans des œuvres confessionnelles parce que les républicains n'avaient pas su orga-

niser des foyers d'amour, et qui, resserrés peu à peu dans de discrets réseaux, rentraient doucement dans le giron des Églises ; certes, la Société des Visiteurs peut se vanter d'avoir conservé à la République bien des jeunes gens qui jadis s'en fussent détournés faute de pouvoir dépenser leur sensibilité dans une œuvre républicaine.

Mais elle fait mieux que de les conserver à la République. Beaucoup en arrivant à la Société des Visiteurs croient à la souveraine efficacité de la philantropie. Ils s'imaginent qu'il suffit, pour sauver un monde, de disperser pour autrui un peu de son superflu, un peu de ses loisirs. Mais quand ils ont fréquenté dans les tristes logis des ouvriers, quand ils ont comparé ces douloureuses existences avec leur vie trop facile, et sans insécurité ; quand ils ont assisté aux séances de nos commissions d'enquête où nous sommes obligés de refuser les familles nombreuses parce que seul l'État ou des établissements publics pourraient soulager de telles infortunes, ils s'inquiètent, s'irritent, etc.; de grands problèmes sociaux, ignorés jusqu'alors, se dressent impérieux et menaçants devant eux. Ils sont conquis. Selon leur tempérament ils deviennent socialistes aigus ou modérés, mais aucun ne reste bourgeois.

C'est pourquoi nous disons aux socialistes : Entrez à la Société des Visiteurs ; vous y trouverez le moyen d'aider vos amis malheureux ; envoyez-nous surtout ceux de vos amis que vous n'aurez pu convaincre par vos plus habiles arguments : Nous en ferons des révoltés.

André Voisin

Le Mouvement Socialiste

REVUE BI-MENSUELLE INTERNATIONALE

Paraissant le premier et le 15 de chaque mois

FRANCE : *Paris*, 17, rue Cujas. — *Téléphone* : 801.04
BELGIQUE : *Bruxelles*, 14, rue du Béguinage

Le Mouvement Socialiste paraît deux fois par mois, en une forte livraison de 64 pages. Il est avant tout une revue concrète et d'actualité, indispensable à tous les militants socialistes, qui peuvent y trouver les renseignements d'ordre théorique et pratique nécessaires à la lutte quotidienne.

Le Mouvement Socialiste publie : 1° des articles d'exposition et de discussion théoriques, et des études sur l'évolution et la constitution du socialisme dans les divers pays ; 2° des articles d'actualité générale et socialiste ; 3° des articles sur la tactique et l'organisation socialistes ; 4° des études de législation ouvrière ; 5° des correspondances sur la situation politique et socialiste dans les divers pays ; 6° des articles de critique littéraire, artistique et musicale ; 7° des études d'économie sociale ; 8° des monographies de Syndicats, de Coopératives, de Bourses de Travail, des enquêtes sur l'action des Municipalités socialistes, la situation de l'agriculture, etc... ; 9° une revue critique des œuvres d'économie, d'histoire, de philosophie, etc., qui paraissent ; 10° un index bibliographique donnant un compte rendu, succinct mais suffisamment complet, des livres et des revues de France et de l'étranger.

Le prix minime du *Mouvement* le rend accessible à toutes les bourses, et il se recommande aussi par son format commode.

Pour faciliter la propagande, l'Administration fait de notables réductions aux groupes ouvriers qui s'engagent à prendre régulièrement un nombre déterminé d'exemplaires.

PRIX DE L'ABONNEMENT

France et Belgique . . .	Un an 8 »	Six mois 4 »
Autres Pays.	— 10 »	— 5 »

Envoyer un mandat postal à la Société Nouvelle de Librairie et d'Édition, 17, rue Cujas, Paris.

DIRECTION - ADMINISTRATION - RÉDACTION

DIRECTION :

HUBERT LAGARDELLE

Secrétaire de la Direction : **Émile BURÉ**

ADMINISTRATION :

Société nouvelle de Librairie et d'Édition

PARIS — 17, rue Cujas

RÉDACTION :

(FRANCE — BELGIQUE)

COMITÉ POUR LA FRANCE :

Paul **FAUCONNET**, Georges **FAUQUET**, Marcel **LANDRIEU**
Philippe **LANDRIEU**
Marcel **MAUSS**, Louis **RÉVELIN**, J. **RIVIÈRE**
Secrétaire de rédaction : Jean **LONGUET**

COMITÉ POUR LA BELGIQUE :

Charles **GHEUDE**, Max **HALLET**, Edmond **HASEN**
Émile **VANDERVELDE**
Secrétaire : Gaston **VANDERMEEREN**

CORRESPONDANTS POUR LES AUTRES PAYS :

Allemagne : **Karl MEYER** (Berlin); **Adolf BRAUN** (Nuremberg)
Angleterre : **Mary MACPHERSON**; **H. QUELCH** (Londres)
Autriche : **Rudolf HILFERDING**; **Léon SZÉMÉRÉ** (Vienne)
Danemark : **Nina BANG** (Copenhague)
Espagne : **Pablo IGLESIAS** (Madrid)
États-Unis : **A. M. SIMONS** (Chicago)
Finlande : **J. DECK** (Helsingfors)
Hollande : **W.-H. VLIEGEN** (Amsterdam)
Italie : **A. SCHIAVI** (Rome)
Russie : **NIKTO** (Pétersbourg)
Serbie : **POPOVITCH** (Belgrade)
Suisse : **Otto LANG** (Zurich)

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

AU

MOUVEMENT SOCIALISTE

depuis sa Fondation

FRANCE. — Max Albert (Paris). — E. Alibert (Albi). — René Arot (la Martinique). — Docteur V. Augagneur (Lyon). — Henry Bauer (Paris). — Edouard Berth (Lille). — Th. Bock (Suresnes). — Marie Bonnevial (Paris). — Joseph Boucher (Paris). — Hubert Bourgin (Paris). — E. Briat (Paris). — Paul Brousse (Paris). — Charles Brunellière (Nantes). — Emile Buré (Dreux). — F. Chabrouillaud (Roubaix). — Victor Charbonnel (Paris). — Maurice Charnay (Paris). — C. Cornelissen (Paris). — P. Coupat (Paris). — V. Dalle (Paris). — Léon Deshairs (Paris). — Paul Dramas (Paris). — Paul Fauconnet (Paris). — Docteur Georges Fauquet [Louis Bosquet] (Paris). — Anatole France (Paris). — Henri Ghesquière (Lille). — Lucien Graux (Paris). — Eugène Guérard (Paris). — Xavier Guillemin (Paris). — A.-Ferdinand Hérold (Paris). — A. Hamelin (Paris). — H. Hanriot (Le Havre). — Jean Jaurès (Paris). — Hubert Lagardelle (Paris). — Georges Laporte (Paris). — Marcel Landrieu (Paris). — Philippe Landrieu (Paris). — Maurice Lauzel (Paris). — Marius-Ary Leblond (Paris). — Albert Lévy (Paris). — Jean Longuet (Paris). — A. Marpaux (Dijon). — Is. Marx (Paris). — Maurice Magre (Paris). — Marcel Mauss (Paris). — Octave Mirbeau (Paris). — Bernard Monod (Paris). — Anatole de Monzie (Paris). — A. Morizet (Paris). — Marius Moutet (Lyon). — Charles Péguy (Paris). — Fernand Pelloutier (Bruyères-de-Sèvres). — Eugène Petit (Paris). — Francis de Pressensé (Paris). — Ponard (Saint-Claude). — P. Poux (Paris). — Docteur Rappoport (Paris). — Louis Révelin (Paris). — Albert Richard (Paris). — Jules Rivière (Paris). — S. A. (Paris). — Anna Chapiré (Paris). — P. Salley (Paris). — Anthelme Simond (Lyon). — G. Som-

bart (Paris). — Georges Sorel (Boulogne-sur-Seine). — Sorgue (Paris). — André Spire (Paris). — Ernest Tharaud (Paris). — Ivo van Vaerebeke (Roubaix). — Désiré Verhaeghe (Lille). — A. Verhaert (Paris). — Jean Vignaud (Paris).

BELGIQUE. — A. Anseele (Gand). — Louis Bertrand (Bruxelles). — Louis de Brouckère (Bruxelles). — Auguste Dewinne (Bruxelles). — Emilio (Charleroi). — Max Hallet (Bruxelles). — Lalla Kufferath (Bruxelles). — A. Octors (Bruxelles). — Emile Vandervelde (La Hulpe). — Gaston Vandermeeren (Bruxelles). — E. Vinck (Bruxelles).

ALLEMAGNE. — August Bebel (Berlin). — Eduard Bernstein. — Adolf Braun (Nuremberg). — Karl Kautsky (Friedenau). — Wilhelm Liebknecht (Charlottenburg). — Rosa Luxemburg (Friedenau). — Karl Meyer (Berlin). — Max Quark (Francfort-sur-le-Mein). — Paul Singer (Berlin). — A. Südekum (Nuremberg). — Georges Weill (Strasbourg). — Von Vollmar (Munich).

ANGLETERRE. — E. Belfort Bax (Londres). — R. Brandt (Londres). — H. Quelch (Londres). — Mary Macpherson (Londres).

AUTRICHE.— Docteur V. Adler (Vienne).— Docteur Ellenbogen (Vienne). — R. Hilferding (Vienne). — Otto Pohl (Vienne).

DANEMARK. — Nina Bang (Copenhague). — Borgbjerg.

ESPAGNE. — Pablo Iglesias (Madrid). — P. Dinero (Madrid).

ÉTATS-UNIS. — A.-M. Simons (Chicago).

FINLANDE. — Jean Deck (Helsingfors).

HOLLANDE. — H. Vliegen. — Troelstra (Amsterdam).

ITALIE. — L. Bissolati (Rome). — Ettore Ciccotti (Milan). — Enrico Ferri (Rome). — A. Graziadei. — Antonio Labriola (Rome). — G. Pinardi. — Q. Nofri. — A. Schiavi (Rome).

RUSSIE. — Professeur Issayev (Saint-Pétersbourg). — Nikto.

SERBIE. — Popovitch. — P. Théodorov.

SUISSE. — J. Goldstein (Zurich).

PRINCIPAUX ARTICLES

PUBLIÉS PAR

LE MOUVEMENT SOCIALISTE

Articles de théorie ou de tactique

Adler : Théorie et tactique d'après Bernstein. — Belfort Bax : Bernstein et la théorie socialiste de l'histoire. — Bernstein : Des forces de la Démocratie industrielle. — Démocratie industrielle et démocratie politique. — Démocratie et socialisme. — Édouard Berth : A propos de la lutte de classe. — Paul Dramas : Le cas Millerand. — Engels : Lettres inédites sur la politique socialiste. — A. Graziadei : La théorie du profit (réponse à Jaurès). — J. Goldstein : La question de la dépopulation en France. — Jean Jaurès : Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste. — La leçon des fêtes de Bruxelles. — Karl Kautsky : Démocratie et lutte de classe. — Jaurès et Millerand. — Le cas Millerand et le socialisme français. — Antonio Labriola : A propos du livre de Bernstein. — Hubert Lagardelle : Le socialisme et l'affaire Dreyfus. — A propos des Universités populaires. — Le parti socialiste et la crise. — Rosa Luxemburg : Le cas Millerand. — Karl Marx : La Commune. — Marcel Mauss : L'action socialiste. — Louis Révelin : La liberté de l'enseignement. — Émile Vandervelde : La décadence de la propriété personnelle.

Histoire et organisation des partis socialistes

Enquête sur l'organisation intérieure des partis socialistes unifiés :

Braun. — Le parti socialiste allemand.
Bissolati. — Le parti socialiste italien.
Iglesias. — Le parti socialiste espagnol.
Vandervelde. — Le parti socialiste belge.
Troelstra. — Le parti socialiste hollandais.
Adler. — La Démocratie socialiste en Autriche.
Ellenbogen. — Le parti socialiste autrichien.
Borgbjerg. — Le parti socialiste danois.

A. Braun : Le prétendu « Caporalisme » des socialistes allemands. — Paul Fauconnet : Les débats sur la tactique au congrès de Hanovre.

W.-H. Vliegen. — Le socialisme en Hollande. — Ch. Cornelissen : Le socialisme en Hollande (réponse à Vliegen).

Lalla Kufferath : L'Angleterre et le socialisme. — L'unité du parti ouvrier anglais. — Quelch : L'organisation unitaire du socialisme anglais. — A propos de l'unité du parti ouvrier anglais.

Xavier de Carvalho : Le socialisme au Brésil.

A. Simons : Le socialisme en Amérique.

René Arot : Le socialisme aux Antilles.

Georges Fauquet : L'organisation du parti socialiste et les syndicats. — Jean Jaurès : L'unité socialiste. — Philippe Landrieu : Les fédérations départementales. — W. Liebknecht : Soyons unis. — Hubert Lagardelle : Pour l'unité socialiste. — Le congrès national du socialisme français. — L'œuvre du congrès. — Le congrès socialiste international. — Vers l'unité. — La leçon de la conférence Guesde-Jaurès. — Jean Longuet : Le dix-septième congrès du P. O. F. — Le congrès de l'unité socialiste. — Le second congrès du parti socialiste français. — Marcel Mauss : L'union et la question ministérielle. — Ponard : Réflexions d'un militant ouvrier avant le congrès national de 1900. — Révelin : Le congrès général du parti socialiste. — L'œuvre du congrès national.

La Politique à l'Étranger

Louis Bertrand : La Banque nationale en Belgique. — P. La Chesnais : Remarques arithmétiques sur les élections belges. — Auguste Dewinne : Le nouveau régime électoral belge. — Les alliances électorales et le parti ouvrier belge. — Le résultat des élections en Belgique. — Ellenbogen : L'antisémitisme à Vienne. — Otto Pohl : L'antisémitisme et les élections municipales à Vienne. — Ettore Ciccotti : L'unité italienne. — G. Pinardi : Les élections italiennes. — Jean Deck : La situation en Finlande. — Issayev : Les finances russes. — Pablo Iglesias : Les élections législatives en Espagne. — Marcel Mauss : La guerre du Transvaal.

— FRANCIS DE PRESSENSÉ : L'Angleterre et le Transvaal. — SUDEKUM : La justice de classe en Allemagne. — POPOVITCH : Situation économique de la Serbie. — RIVIÈRE : Les Trusts en Amérique.

Législation ouvrière

MAX ALBERT : L'Inspection du travail en France. — ADOLPH BRAUN : L'état et l'évolution de la législation ouvrière en Allemagne. — E. BRIAT : Congrès de la Prud'homie. — PAUL DRAMAS : La loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail. — FAUQUET : La réduction de la journée de travail. — Le congrès international pour la protection légale des travailleurs. — HILFERDING : L'Inspection du travail en Autriche. — HUBERT LAGARDELLE : La nouvelle loi sur la durée du travail. — ANATOLE DE MONZIE : Le droit ouvrier. — Les conseils de l'Industrie et du Travail en Belgique. — Les conseils du travail en France. — MARIUS MOUTET : La réforme de la loi sur les syndicats : le projet Waldeck-Rousseau-Millerand. — RIVIÈRE : La législation du travail en Australie. — L'industrie à domicile.

Mouvement syndical. — Grèves, etc.

RENÉ AROT : A la Martinique. — NINA BANG : Lockout en Danemark. — La fin du lockout danois. — BRIAT : La bourse du travail de Paris. — Le syndicat des ouvriers en instruments de précision. — ADOLF BRAUN : Les syndicats allemands. — COUPAT : L'union des ouvriers mécaniciens de la Seine. — VICTOR DALLE : Les employées et leur congrès. — DEWINNE : La question syndicale en Belgique. — EMILIO : Grève générale des mineurs belges. — PAUL FAUCONNET : Les secrétariats ouvriers en Allemagne. — GEORGES FAUQUET : L'interpellation sur le chômage et la fédération des Bourses de Travail. — GUÉRARD : La Confédération du Travail. — A. HAMELIN : La fédération française des travailleurs du livre. — H. HANRIOT : Les employés de magasin au Havre. — Le mouvement ouvrier au Havre. — HILFERDING : La grève générale des mineurs autrichiens. — JEAN JAURÈS : Les employés et le socialisme. — G.

Laporte : Les travailleurs de la voie ferrée. — Deux congrès des travailleurs de chemin de fer. — Jean Longuet : Le congrès international des mineurs. — Nofri : Organisation des ouvriers et employés de chemins de fer en Italie. — A. Octors : Les Dockers belges. — Le premier congrès syndical du P. O. belge. — Fernand Pelloutier : Le comité fédéral des Bourses du Travail. — La fédération des Bourses du Travail et ses congrès. — Révelin : La grève de Calais. — Rivière : La crise de l'industrie textile. — Maxence Roldes : Les grèves du Creusot et de Montceau-les-Mines. — Van Vaerebeke : La grève de Saint-Amand. — H. Verhaert : La fédération des ouvriers gantiers et ses congrès.

Mouvement coopératif

Émile Alibert : La verrerie ouvrière d'Albi. — Anseele : La coopération et le socialisme. — Bock : La coopérative « l'Abeille suresnoise ». — Dewinne : La coopération en Belgique. — Xavier Guillemin : L'Avenir de Plaisance. — Lalla Kufferath : Une association coopérative en Amérique. — Marcel Mauss : Le congrès des coopératives socialistes. — Samson : La coopérative « l'Union de Lille ».

Socialisme et militarisme

Bebel : Le militarisme et le socialisme. — Paul Brousse : Le désarmement. — Engels : La puissance militaire de la Russie. — Paul Fauconnet : La réforme militaire. — Gaston Vandermeeren : La propagande antimilitariste en Belgique.

Questions agraires

Brunellière : L'agriculture dans l'ouest de la France. — Engels : Critique du programme agraire du P. O. F. — Hubert Lagardelle : Le programme agraire du P. O. F. jugé par le P. O. F. lui-même. — Vandervelde : Influence des villes sur les campagnes : le Limbourg et Anvers, la province de Liège. — Les villes tentaculaires. — Le recensement agricole en Belgique. — Vliegen : La question agraire en Hollande.

Socialisme municipal

Chabrouillaud : L'œuvre de la municipalité socialiste de Roubaix. — Maurice Charnay : L'action socialiste au conseil municipal de Paris. — Le gaz à Paris. — Ghesquière : La municipalité de Lille. — Hubert Lagardelle : Les élections municipales et le parti socialiste. — Marpaux : L'œuvre de la municipalité socialiste de Dijon. — Singer : L'action socialiste au conseil municipal de Berlin. — Émile Vinck : Le socialisme municipal en Belgique.

Hygiène sociale

Docteur V. Augagneur : Les vraies causes et les vrais remèdes de l'alcoolisme. — L. Graux : Les habitations ouvrières. — Maurice Lauzel : L'alcoolisme. — André Spire : Le budget d'un alcoolique. — Docteur Verhaeghe : Le parti socialiste et la lutte contre l'alcool. — La lutte contre l'alcool.

Revue critique

E. Berth : Le socialisme et M. Faguet. — Marcel Landrieu : La concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord. — A. Lévy : Réponse de Kautsky à Bernstein. — G. Sorel : Le socialisme et la Révolution française. — Les industries monopolisées aux États-Unis. — La Prévoyance sociale en Italie. — La participation aux bénéfices.

Arts et littérature

Henry Bauer : Critique littéraire. — Bourgin : L'Anneau d'améthyste, d'Anatole France. — De Brouckère : Le socialisme et les intellectuels. — Émile Buré : Chroniques dramatiques : En Paix. — Le Ressort. — La Robe rouge. — La Poigne. — Deshairs : Art et socialisme. — Les Façades. — Corot et les impressionnistes. — J. Dalou : L'art à l'Exposition. — Anatole France : Science et prolétariat. — A.-Ferdinand Hérold : Henry Becque. — Le fruit d'immortalité (nouvelle). — Jean Jaurès : L'art et le socialisme. —

Marius-Ary Leblond : Résurrection, de Tolstoi. — La charpente, de J.-H. Rosny. — Maurice Magre : L'adieu du verrier (vers). — Le mineur (vers). — Octave Mirbeau : Scrupule (nouvelle). — William Morris : Une leçon de roi (nouvelle). — Charles Péguy : Les récentes œuvres de Zola. — P. Poux : Le Ferment, de Ch. Estaunier. — Jean Vignaud : De la constitution d'un théâtre populaire. — Hymne au jour (vers).

Informations — Variétés, etc.

Marie Bonnevial : Le congrès de la condition des droits de la femme. — Ch. Booth : Les clubs ouvriers à Londres. — Joseph Boucher : Le congrès des étudiants et anciens étudiants socialistes. — Victor Charbonnel : Les jeunes catholiques et l'action sociale. — Hubert Lagardelle : A la mémoire de Liebknecht. — Bernard Monod : Les réfugiés politiques en Angleterre. — Sorel : L'économie politique à l'Exposition. — Sorgue : Aline Valette. — Émile Vandervelde : La nouvelle maison du peuple de Bruxelles.

Nous répétons pour nos nouveaux abonnés ce que nous avons déclaré dès le commencement : que nous n'avons pas institué nos cahiers pour donner sur le mouvement socialiste les nouvelles simultanées complètes et les renseignements rigoureusement contemporains. Pour se tenir au courant du mouvement socialiste à mesure qu'il se meut, on doit s'abonner au Mouvement Socialiste.

Paraît le 10 de chaque mois

La Revue d'Art dramatique

Directeur : Eugène Morel.

Éditeur : Société d'éditions artistiques et littéraires, librairie Ollendorff, 50, chaussée d'Antin, Paris.

Extrait des collections :

1887 Tourgueniev. — Une Source à Sorrente.
1888 Albert Vandal. — Molière et le Cérémonial turc.
1889 Madame Segond-Weber. — Lady Macbeth.
1890 Marie Laurent. — L'Art du Comédien.
— Henri Heine. — Les Femmes de Shakespeare.
1891 Henry Becque. — Hamlet et les chroniques de Belleforest..
1892 Bjornstjerne Bjornson. — Le Gant.
— Théodore Reinach. — L'Hymne d'Apollon.
1896 Jean Jullien. — Brieux.
1897 Maurice Pottecher. — Le Drame populaire.
1898 Robert de Flers. — Alphonse Daudet.
— Gabriel Trarieux. — Sanctuaires d'Orient.
— Jean Vignaud. — Stéphane Mallarmé.
1899 Tolstoi. — Le premier Bouilleur.
— Suarès. — Wagner.
— Robert Brussel. — Emmanuel Chabrier et le Rire musical.
— J.-G. Prodhomme. — La Prise de Troie, de Berlioz.
1900 Lucien Besnard. — Les Chiens du Maître.
— Gérard Hauptmann. — Avant le Lever du Soleil.
— Ed. Schuré. — Le Drame de l'Ame.
— Weingartner. — Bayreuth.

1900 LUGNÉ POE. — L'Art du Machiniste.
— EUGÈNE MOREL. — Projet de Théâtres populaires.
— ROMAIN ROLLAND. — Danton

Récemment réorganisée, *la Revue d'Art dramatique* a publié :

Février 1901

JEAN JULLIEN et LUCIEN BESNARD. — Campagne contre la Décadence.
ROBERT BRUSSEL. — La Schola Cantorum.
HENRY LYONNET. — Le Théâtre hors de France. *Italie.*

Mars 1901

HENRY LYONNET. — Lettres inédites de Verdi.
SUARÈS. — L'Amour et la Volupté au théâtre.

Théâtres. Compte rendu et analyse des pièces jouées sur les théâtres du monde entier.

Elle publiera :

En Mai

LE THÉATRE POÉTIQUE

Nous ne pouvons demander à nos amis de s'abonner à cette Revue *comme nous leur demandons de s'abonner au Mouvement Socialiste. Mais nous leur demandons instamment d'y faire abonner les bibliothèques. La Revue d'Art dramatique a beaucoup à faire. Le retentissement d'une pauvreté misérable comme l'Aiglon fait voir que le public des représentations théâtrales est au moins aussi abruti que les autres publics bourgeois.*

Un camarade nous communique cette annonce :

tions tous les ordres relatifs aux publications françaises, aussi bien littéraires et courantes que scientifiques et techniques. Elle fournit les livres français avec les remises usuelles sur le marché parisien, sans frais supplémentaires de commission, le port seul étant à la charge du destinataire, sauf pour les commandes supérieures à 3o francs, qui sont expédiées franco à Paris et en province. Elle exécute sans frais les abonnements aux périodiques.

Les agents que la Société possède aujourd'hui à Londres, à Leipzig, à Saint-Pétersbourg, à Rome, à Madrid, à Bruxelles, à Amsterdam et à New-York, la mettent en mesure d'exécuter promptement et au meilleur compte toutes les commandes de livres étrangers. Sauf pour les livres américains, russes et espagnols, qu'il est impossible de vendre au-dessous des prix marqués, tous les livres étrangers sont vendus avec des remises qui varient selon le pays d'origine et selon l'importance de la commande. Port à la charge du destinataire, sauf pour les commandes supérieures à 3o francs, qui sont expédiées franco à Paris et en province. Abonnements aux périodiques exécutés sans frais.

La Société met à la disposition du public, pour tous les ordres de recherches, pour la constitution de bibliothèques, pour tous travaux bibliographiques, un service gratuit de renseignements.

La Société s'offre à exécuter pour les particuliers, pour les bibliothèques, les cercles, sociétés, groupes, le service délicat de la fourniture d'office des nouveautés. Sur leur demande et dans les limites des ressources régulières qu'ils pourront y affecter, elle fera pour ses

clients un choix hebdomadaire ou mensuel des nouveautés les plus importantes de la production littéraire ou scientifique. Les services de cette nature qu'elle rend déjà à des bibliothèques étrangères sont un garant du soin scrupuleux qu'elle apportera à cette mission de confiance.

Les commandes et demandes de renseignements doivent être adressées à

M. FÉLIX MALTERRE

Directeur de la *Société Nouvelle de Librairie et d'Édition*

17, rue Cujas, PARIS (cinquième arrondissement)

Aucun dissentiment, si profond qu'il soit, ne nous empêchera d'annoncer les institutions voisines. Jamais nous ne boycotterons des camarades. Jamais nous n'étoufferons nos adversaires. Mais nous énoncerons toujours leur travail avant de le critiquer.

Je suis assidûment, au moins les jeudis et les samedis, et je me permets de recommander que l'on suive assidûment les cours de l'école socialiste instituée récemment par les actionnaires de la Société nouvelle.

ÉCOLE SOCIALISTE

installée à l'*Union Mouffetard*, université populaire du cinquième arrondissement, 76, rue Mouffetard, Paris

LES LEÇONS SONT FAITES PAR :

MM.

Charles Andler, docteur es lettres; Léon Blum; Hubert Bourgin, agrégé de l'Université; Paul Fauconnet, agrégé de l'Université; Lucien Herr, agrégé de l'Université; Hubert Lagardelle, directeur du *Mouvement Socialiste;* Marcel Landrieu; Jean Longuet; Marcel Mauss, agrégé de l'Université; Edgard Milhaud, agrégé de l'Université; Eugène Petit, docteur en droit; Abel Rey, agrégé de l'Université; François Simiand, agrégé de l'Université.

Les cours de l'École socialiste s'adressent à tous ceux qui veulent entreprendre ou poursuivre leur éducation socialiste.

Ils ne sont pas faits pour satisfaire des curiosités vaines ou pour entretenir de vagues sympathies; ils veulent préparer à une action socialiste effective et réfléchie.

L'enseignement aura un caractère scientifique.

Le programme de la première année comporte quatre séries de leçons ayant pour objet :

1° *L'Histoire des doctrines socialistes;*
2° *L'Organisation des partis socialistes français et étrangers;*
3° *L'Organisation économique (coopératives, syndicats, socialisme communal);*
4° *La Législation sociale.*

Le programme sera, d'année en année, élargi et complété.

I. — L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE

Le Lundi à 9 heures du soir

Coopératives

1° 11 février I. *Histoire du mouvement coopératif.*
2° 25 février II. *Nature des diverses institutions coopératives.*
3° 4 mars III. *Le fonctionnement des coopératives de consommation.*
4° 11 mars IV. *L'organisation fédérale. — Coopérative et socialisme.*

Syndicats

5° 18 mars I. *Les formes d'organisation économique et le syndicat professionnel.*
6° 25 mars II. *Structure syndicale et fonction syndicale.*
7° 15 avril III. *Les buts syndicaux.*
8° 22 avril IV. *Les méthodes syndicales.*
9° 29 avril V. *La fonction syndicale dans la démocratie sociale.*

Socialisme communal

10° 6 mai I. *Services publics.*
11° 13 mai II. *Entreprises.*
12° 20 mai III. *Budget communal.*

II. — ORGANISATION DES PARTIS SOCIALISTES

Le Jeudi à 5 heures 1/2

Parti allemand

1° 14 février I. *La formation historique du Parti.*
2° 21 février II. *Les éléments d'organisation et les diverses formes d'action et de propagande.*
3° 28 février III. *Idem* (suite)
4° 7 mars IV. *Le mouvement politique dans ses rapports avec le mouvement syndical et coopératif.*

PARTI BELGE

5° 21 mars	I. *Histoire et programme du Parti.*
6° 26 mars	II. *Les diverses formes d'organisation et de propagande.*

PARTIS ANGLAIS

7° 28 mars

PARTI AUTRICHIEN

8° 18 avril

PARTIS FRANÇAIS

9° 25 avril	I. *Depuis la Commune jusqu'en 1889.*
10° 2 mai	II. *Depuis 1889 jusqu'au Congrès de Paris.*
11° 9 mai	III. *Le Congrès de Paris et l'Unité socialiste.*

LES CONGRÈS INTERNATIONAUX

12° 23 mai

III. — LES DOCTRINES SOCIALISTES

Le Samedi à 5 heures 1/2

1° 16 février	SAINT-SIMON ET LE SAINT-SIMONISME.
2° 23 février	FOURIER ET LE FOURIÉRISME.
3° 2 mars	LE MANIFESTE COMMUNISTE.
4° 9 mars	LE SOCIALISME FRANÇAIS EN 1848.
5° 16 mars	FERDINAND LASSALLE.
6° 23 mars	PROUDHON.
7° 30 mars	KARL MARX : I. *La plus-value.*
8° 20 avril	— II. *Le profit.*
9° 27 avril	— III. *La rente foncière.*
10° 4 mai	DOCTRINES ALLEMANDES CONTEMPORAINES.
11° 11 mai	DOCTRINES ANGLAISES CONTEMPORAINES.
12° 18 mai	DOCTRINES FRANÇAISES CONTEMPORAINES.

IV. — LA LÉGISLATION SOCIALE ET LE SOCIALISME

Les Samedi 25 et Jeudi 30 mai à 5 heures 1/2.

Les cartes d'entrée sont délivrées à la SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION, 17, RUE CUJAS. *Elles peuvent être demandées par correspondance. Elles sont délivrées moyennant une cotisation fixée, pour les quatre mois, à* **2 francs**, *payables facultativement par quarts.*

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

IMPRIMERIE DE SURESNES (G. RICHARD, administrateur), 9, rue du Pont.—4168

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des documents et des renseignements de vouloir bien écrire très lisiblement et d'un seul côté de la page. Quand leurs études sont d'ensemble et un peu longues, ils peuvent les rédiger. Mais toutes les fois qu'ils nous envoient des renseignements pour ainsi dire instantanés, mieux vaut nous écrire privément et laisser au citoyen rédacteur le soin d'exercer son métier.

La rédaction et l'administration des cahiers, la librairie des cahiers sont installées 16, rue de la Sorbonne, au second.

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration et pour la librairie tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — de huit heures à onze heures et de une heure à sept heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction

le jeudi soir de deux heures à cinq heures.

Par exception pendant les vacances de Pâques M. Péguy reçoit le jeudi de huit heures à onze heures et de une heure à sept heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance d'administration et de librairie : abonnements et réabonnements, rectifications et changements d'adresse, cahiers manquants, mandats, indication de nouveaux abonnés. N'oublier pas d'indiquer dans la correspondance le numéro de l'abonnement, comme il est inscrit sur l'étiquette, avant le nom.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nous avons pu reconstituer avec nos retours quelques premières séries complètes. Nous les vendons au prix d'un abonnement ordinaire. Nous ne les vendons qu'à nos abonnés.

Nous avons donné le bon à tirer après correction pour seize cents exemplaires de ce dixième cahier le jeudi 4 avril 1901.

LES ANNONCES DES CAHIERS SONT GRATUITES

Annonces des Cahiers

Nos anciens abonnés savent et nos nouveaux abonnés noteront qu'avec le tirage où nous avons atteint nous pourrions vendre un assez bon prix la publicité de nos cahiers.

Mais nous sommes résolus à ne nous vendre sous aucune forme.

Aussi annonçons-nous les publications, les institutions et les œuvres qui nous paraissent bonnes, sans demander aux éditeurs, aux initiateurs, aux gérants ni leur avis ni leur finance.

Nous pensions d'abord faire tout un cahier d'annonces; mais nous avons dû faire place dans ce dixième cahier à la propagande universitaire pour les étudiants russes. Nous publierons dans les prochains cahiers les annonces qui nous restent sur le marbre.

ONZIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

Cahiers de la Quinzaine

ÉDITIONS DES CAHIERS

PARIS

16, rue de la Sorbonne, au second

Nos Cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires : la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs;
des abonnements ordinaires à vingt francs;
des abonnements de propagande à huit francs,
et des abonnements gratuits à deux francs.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient : le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nos cahiers étant très pauvres, nous ne servons plus d'abonnements gratuits que sur demande fortement motivée.

Nos abonnés peuvent nous aider

en acceptant les reçus que nous leur faisons présenter;

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires ;

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient ;

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels;

en achetant tous leurs livres à la librairie des cahiers;

en nous envoyant des documents et renseignements.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des noms et adresses de vouloir bien prévenir eux-mêmes les personnes à qui, sur leur indication, nous envoyons les cahiers. Rien ne vaut la propagande et la présentation personnelle.

COMPTE RENDU DE MANDAT

Nos anciens abonnés n'ont pas oublié que mon grand cousin de province devait venir me voir avant le commencement de l'Exposition. Pourquoi il ne vint pas, cela ne vous regarde pas. Et si vous n'êtes pas contents, vous aurez affaire à lui.

— Bonjour, mon petit cousin, bonjour. Je viens te demander le compte rendu que tu me dois depuis quatorze mois passés.

— Bonjour, mon grand cousin. Mais je n'ai guère le temps.

— Tais-toi, tu n'as pas besoin de réclamer. Tu es mon délégué. Tu dois m'obéir comme un qui va les pieds devant.

— Mais oui, mais oui mon grand cousin. Seulement j'ai eu la grippe. J'ai du rhume. J'ai des abonnés.

— Je m'en fous. Je suis le public, le peuple, enfin, les citoyens, le peuple souverain. Je ne t'avais pas commandé d'avoir la grippe. Rends-moi mon compte.

— J'y consens, mais encore faut-il que le compte soit régulièrement rendu. Où est l'assistance des citoyens, où le bureau, où les assesseurs, et le verre d'eau, et la carafe?

— Où est l'assistance des citoyens électeurs, pour fumer, boire et chanter pendant le compte rendu : *Vive la Sociale! Vive la Révolution sociale! Vivent les Syn-*

dicats! Vive la République sociale! Vive la Commune! A bas les ministériels! A Chalon! A bas les démagogues! Edwards en manches de chemise. Delory aussi. *A bas les intellectuels! Silence là-bas! Vivent les coopératives de consommation! Vive la grève générale! A bas les papes! A bas l'empereur! Silence aux calotins! Et l'exode? Assassins! assassins! C'est la lutte finale — groupons-nous et demain —*

— Où est le président?

— Où le président de séance à la tapette infatigable : *Citoyens, citoyens, allons citoyens, citoyens, citoyens, citoyens, voyons citoyens. N'oubliez pas, citoyens, n'oublions pas que vous êtes assemblés, que nous sommes assemblés pour que le citoyen Péguy vous rende, nous rende compte, citoyens, du mandat, citoyens, que nous, que vous lui avez confié, citoyens, pour le, allons citoyens, pour le premier congrès national des organisations socialistes françaises. Voyons, citoyens, quel spectacle donneriez-vous aux bourgeois qui vous regarderaient. N'oublions pas, citoyens, que nous travaillons tous pour la même cause. Vive la Sociale! Voyons citoyens, laissez parler l'orateur. Nos camarades du Parti Ouvrier Français parleront à leur tour. La réunion est contradictoire.*

— Où les chaises, l'estrade et le bureau? Où sont les formes indispensables d'un compte rendu?

— Elles y seront, car je suis un homme juste.

— Laisse-moi donc un certain délai. Il faut que je me prépare. Un peu. Il faut que j'y pense.

— On ne se prépare pas à dire la vérité. On ne se prépare pas à parler en public. Les grands orateurs bafouillent sans préparation. Es-tu donc un misérable cabotin, que tu veux te préparer à me faire un compte

rendu. Ce soir, tu m'entends, cette après-midi, et pas demain. Quand tu devrais en crever. Convoque tes amis. Je suis bon prince. Et puis je n'ai apporté aucun citoyen dans ma valise.

A deux heures sonnantes, heure fixée, mes amis Pierres Baudouin et Deloire passaient le seuil de la porte.

— Je suis patient, dit mon grand cousin. Mais il me déplaît qu'on me fasse poser. Tes amis ne se pressent pas. Je vois les deux premiers qui arrivent en se balançant comme deux gendarmes en retraite. Quand les autres vont-ils nous arriver ? quand nous arrivera la foule de tes amis ?

— Les deux que tu vois sont les seuls que j'ai demandés.

— Les deux que je vois ? Tu n'as donc pas une foule d'amis ?

— J'en ai moins depuis que je suis malheureux. Mais ils sont meilleurs. Les deux qui nous attendent sous le gros poirier sont les seuls qui demeurent dans mon pays.

— Descendons. Je me contenterai de cette assistance. Nous ferons une réunion réduite. Et nous ajournerons le grand cérémonial, que l'on ne doit pas profaner.

Le philosophe Pierre Baudouin et l'historien Pierre Deloire se taisaient ensemble au pied du vieux poirier. Pierre Deloire salua d'un geste sobre. Mais Pierre Baudouin, qui avait une espérance intérieure d'événement heureux, manifestait un commencement d'exubérance. Il s'avança droit sur mon cousin, le dévisagea, le toisa

de la tête aux pieds, reconnut en lui quelqu'un qui aimait à faire marcher pour de bon. Il s'arrêta net, retira cérémonieusement son chapeau, salua ; puis d'une voix grossièrement grosse :

— Bonjour monsieur.

Mon cousin le regarda fixement, reconnut son homme, celui qui ferait semblant de marcher. Il assura sa casquette sur sa tête, remit ses deux mains dans ses poches ; puis d'une voix violente :

— Bonjour citoyen.

Mais Pierre Baudouin répéta :

— Bonjour monsieur.

— Je ne sais pas qui vous êtes, répondit mon cousin avec emportement, puisque mon abruti de petit cousin a complètement oublié de me le dire. Mais sachez que je n'admets pas qu'on m'appelle monsieur. Qu'est-ce que je vous ai fait pour que vous m'appeliez monsieur devant tout le monde. Un jour de compte rendu de mandat, encore. Dans une réunion. Sachez qu'à Orléans je m'appelle toujours citoyen. Quand je veux allumer ma cigarette, en m'en allant, le matin, dans la rue Bourgogne, j'avise le premier fumeur qui passe : Pardon, citoyen, voulez-vous me donner du feu ? — Mais oui, qu'il me répond, citoyen. Tant plus qu'on en prend, tant plus qu'il en reste. Et puis quand je veux prendre mon apéro, pour ne pas faire suisse, à onze heures, j'appelle mon copain : Dis donc, citoyen, tu viens en boire une à la santé de la Sociale ? — Mais oui, qu'il me répond, citoyen. Faut jamais refuser.

— Il y a tant de capitalistes, répondit Pierre Baudouin, tant de rentiers, millionnaires et gros bourgeois qui se font appeler citoyens, à présent, que j'ai recom-

mencé à nommer tout le monde monsieur, et messieurs quand il y en a plusieurs. Ainsi je ne fais pas de jaloux. Vous avez tort de divulguer le beau nom de citoyen. Vous avez tort de fumer des cigarettes. Vous avez tort de vous alcooliser.

— J'ai tort? dit mon cousin, comme si le mot l'étranglait.

— Vous avez tort : si tous les républicains qui s'intitulent socialistes ou seulement bons républicains avaient envoyé à nos amis de Calais l'équivalent de ce qu'ils ont bu et fumé dans le même temps, nos amis les tullistes auraient tenu des années entières. Au lieu que nous les avons lamentablement laissés crever de faim, de misère et de froid. Nous sommes des lâches.

— J'ai tort, dit mon cousin, comme un qui s'essaye à prononcer un mot inconnu.

— Vous avez tort. Si tous ceux qui s'intitulent socialistes renonçaient au mauvais boire, la véritable révolution sociale serait avancée de plus de soixante et onze ans. Nous sommes des lâches.

— J'ai tort, j'ai tort, mais savez-vous, monsieur, que vous êtes un homme singulier. Vous êtes nouveau, vous. Vous êtes un homme qui a de l'audace. Vous m'enseignez des mots nouveaux. Un mot nouveau. Vous prétendez que j'ai tort. Savez-vous que vous êtes le premier qui ait osé me dire que j'ai tort. Quand je vais trouver les conseillers municipaux de mon pays, au moment des élections, ils ne me disent pas que j'ai tort; ils me disent toujours que j'ai raison, qu'ils sont de mon avis, qu'il faut que je vote pour eux. Jamais un conseiller d'arrondissement ni un conseiller général ni un député ne m'a dit que j'avais tort. Et pourtant ce

sont des hommes haut placés, capables, librement choisis par les suffrages de leurs concitoyens. Ils doivent s'y connaître un peu mieux que vous. Pourquoi dites-vous aussi qu'il y a des capitalistes qui se font appeler socialistes. Jamais M. de Rothschild, M. Lebaudy, M. Schneider, M. Chagot ne se sont fait appeler socialistes révolutionnaires.

— Aussi n'est-ce pas eux que je voulais dire. Mais nous avons des journalistes qui touchent des dix, douze et quinze cents francs.

— Quand cela serait, lui répondit mon cousin, on n'est pas capitaliste pour si peu. Ainsi moi mon patron me paie quatre francs par jour. Ça me fait près de quinze cents par an. Et je ne me prends pas pour un capitaliste.

Pierre Baudouin eût ainsi fait marcher mon cousin quelque temps. Mais Pierre Deloire intervint pour la première fois. Mon ami a l'esprit un peu lourd, un peu distrait, un peu bourré de faits. Il ne saisit pas toujours bien les nuances du *faire marcher*. Il me pardonnera ces quelques indications. Elles étaient indispensables.

— Monsieur, dit pédantesquement Pierre Deloire, c'est par mois et non par année que nos journalistes gagnent ces sommes considérables.

Pierre Baudouin esquissa un mouvement de mauvaise humeur. Mon cousin s'assit lamentablement. Il nous regarda un instant pour douter encore. Tout espoir de doute lui étant désormais fermé, il s'écrasa et compta comme en lui-même.

— Quinze cents par mois. Douze fois quinze font 180. Dix-huit mille par an. 180.000 en dix ans. Un million 800.000 en cent ans. Dix-huit millions en mille ans.

— Tenez-vous en là, dit Pierre Baudouin. Vous savez bien compter.

— J'ai appris chez les frères, quand j'étais petit, dit mon cousin. Les problèmes ressemblaient à ce que je vous dis. Les chers frères m'ont aussi enseigné la règle de trois et les calculs d'intérêts. Donnez-moi un crayon.

Pierre Deloire avait toujours sur lui de quoi prendre des notes.

— Dix-huit mille, qui multiplie cent sur trois. Deux zéros. Un million huit cent mille, divisé par trois. Six cent mille. Tout se passe comme si nos journalistes socialistes possédaient chacun six cent mille francs et vivaient chacun de ses rentes, sans toucher au fonds, l'argent supposé placé à trois pour cent, placement modeste. Vous voyez que je ne suis pas un ignorant. Mais comment les journaux peuvent-ils subsister?

— Il y a les annonces, les affaires, la pornographie, les paletots, le blanc. On n'est plus bien sûr qu'il n'y ait pas quelques fonds secrets. Il y a enfin les économies réalisées sur le petit personnel.

— Comment! tout le monde n'est pas payé pareil?

— On paie très cher le rédacteur en chef et la grande signature. Mais le commun des rédacteurs touchent de cent à cent cinquante.

— Par mois, dit Pierre Deloire.

— Il y a aussi les rentiers natifs. Le grand orateur belge a la situation d'un gros bourgeois. Nous avons des rentiers qui vont de quinze à trente mille.

— Par an, dit Pierre Deloire.

— On se demande s'il n'y en a pas plus d'un qui monte à la cinquantaine. Lafargue a moins. Mais il a beaucoup. Nous avons des citoyens qui ajoutent le

montant de gros traitements au montant de grosses rentes. Nous avons eu des journalistes qui à leurs gros traitements socialistes ajoutaient de gros traitements venus des journaux réactionnaires. On n'est pas bien sûr que ce régime soit passé. M. Millerand, qui est riche, n'a quitté *l'Éclair*, journal absolument indépendant, qu'un temps considérable après que les simples bourgeois honnêtes avaient fait leur paquet.

Mon cousin se leva sincèrement ému :

— Monsieur, dit-il, vous avez eu l'honneur de me faire marcher, avec toute cette histoire de mois que j'ai pris pour des années. Vous avez été plus fort que moi. N'ayez pas peur : je rends aux maîtres l'hommage que je leur dois. Écoutez, monsieur, vous pouvez m'en croire : c'est la première fois de ma vie que je marche. Mais aussi, monsieur, pouvais-je penser qu'il se passait des choses comme ça dans le parti. Pouvais-je imaginer tant de monnaie. J'en suis encore tout abruti.

— Asseyez-vous un peu, répondit Pierre Baudouin, ça va se passer. Vous en verrez bien d'autres à Paris, si vous restez quelque temps parmi nous. N'oubliez pas qu'aujourd'hui vous nous devez un compte rendu.

— Comment, je vous dois un compte rendu ! Vous abusez de votre victoire. C'est moi qui suis venu demander à mon petit cousin le compte rendu qu'il me doit depuis quatorze mois passés.

— Pourquoi vous doit-il un compte rendu?

— Parce qu'il fut vraiment mon délégué au premier congrès national des Organisations socialistes françaises, tenu à Paris en décembre 1899.

— Nous devons donc savoir comment vous l'avez délégué.

— C'est bien simple :

Quand nous eûmes lu dans les journaux que les socialistes français allaient tenir leurs États-Généraux pour commencer la révolution sociale, — immédiatement on s'est dit qu'il fallait que le *Groupe d'études sociales* d'Orléans fût représenté dans ces États-Généraux.

— Qui était ce groupe d'études sociales?

— Un groupe d'études sociales, quoi. Vous savez bien ce que c'est.

— Sans doute, sans doute. Mais faites comme si je ne le savais pas.

— Je vous vois venir, avec vos gros sabots. Vous voulez à présent me faire parler.

— Oui.

— Vous voulez me faire causer?

— Oui.

— Sachez donc ce qui en est. C'est mon petit cousin qui m'a fait entrer dans le groupe d'études sociales d'Orléans. Il en était avant moi.

— Qu'est-ce qu'il y faisait?

— De la propagande. Il travaillait avec Nivet à remonter le groupe, qui était descendu. Ils étaient toujours d'accord ensemble. Dans ce temps-là.

— Comment faisait-il de la propagande?

— Vous voulez tout savoir, et ne rien payer, vous. Je vous connais bien. Il parlait le samedi, quand on se réunissait, — quand *le Groupe* se réunissait. On se réunissait le samedi parce que c'est le jour de la paye —

— Chez un marchand de vin?

— Bien sûr, un marchand de vin qui avait la bonté

de nous donner tous les samedis sa grande salle sans nous demander seulement un centime. On se réunissait aussi le samedi parce qu'on pouvait rester longtemps le soir. Le lendemain matin, on restait au lit. Le dimanche on pouvait faire la grasse matinée.

— On avait le droit de consommer, chez le marchand de vin ?

— Oui, on consommait.

— Combien ?

— Ça dépend, trois francs, cent sous. Quelquefois plus.

— En combien ?

— Ça dépend, huit, dix, douze, quinze personnes.

— Sur combien ?

— Je ne sais pas. On a été cinquante, soixante inscrits. Il y en a qui disent quatre-vingts. Mais ils ne payaient pas leurs cotisations. Mais on ne les rayait pas. Il faut que le groupe soit important.

— Sur combien d'habitants, dans la ville ?

— Cinquante et quelques mille, en comptant les faubourgs. Mais il y a aussi le *comité ouvrier républicain socialiste,* qui est plus nombreux. En tout ça fait deux ou trois pour mille.

— Et quand il y avait réunion, est-ce qu'on faisait des quêtes ?

— Faut bien. Dans une casquette. Pour les grévistes.

— On ramassait combien ?

— Ça dépend, quarante, cinquante sous. Quelquefois moins.

— Alors, quand il y avait réunion, qu'est-ce qu'on faisait ?

— Il y avait mon petit cousin qui parlait. Nivet n'ai-

mait pas beaucoup parler, parce qu'il était fonctionnaire, et qu'il n'avait pas encore appris. Alors c'était presque toujours mon petit cousin.

— Bien?

— Ça dépend. Non. Il parlait comme tout le monde. Il ne parlait pas comme un orateur. En commençant on trouvait que c'était bien. Parce qu'on n'en avait jamais vu d'autres. On n'en avait pas encore vu. Mais une fois qu'on a eu vu et entendu les grands orateurs de Paris, alors nous avons connu ce qu'était la véritable éloquence. Pensez, monsieur, pensez que le citoyen Alexandre Zévaès lui-même est venu jusqu'à Orléans. Nous n'avons jamais pu avoir Jaurès. On ne sait pas pourquoi. Mais nous avons eu le citoyen Alexandre Zévaès. Il n'est pas aussi capable que Jaurès. Mais c'est un fameux orateur tout de même. Quelle flamme ! Un grand orateur. Il était jeune alors. Mais il parcourait déjà la France pour semer la bonne parole. C'en est un orateur, avec sa tête ronde noire en petite boule. Et son nez au milieu. Vous l'avez vu quand il balance le bras? Le monde bourgeois ne pèse pas lourd au bout d'un bras comme le sien. Alors nous avons connu que mon petit cousin n'était que de la Saint-Jean, comme on dit dans le pays. Mon petit cousin parlait assis, les deux coudes sur la table, comme un homme ordinaire, et il avait l'air de faire attention à ce qu'il disait. Il cherchait même, des fois, ce qu'il allait dire. Au lieu que Zévaès, il sait tout ça par cœur, lui. On ne peut pas lui en remontrer.

— De quoi qu'on parlait, quand il y avait réunion?

— Mon petit cousin parlait de quelque chose. Alors ce n'était pas intéressant. Les grands orateurs parlent de tout. Zévaès vous dépeint toute la révolution sociale en

quarante minutes. Après ça il faut encore vingt-trois minutes pour démontrer la république sociale. Parce que la révolution sociale, c'est quand on fait la république sociale, et la république sociale, c'est quand on a fait la révolution sociale. Je sais tout ça comme un Parisien. Je l'ai entendu dire assez souvent, dans les réunions. Je ferais un orateur comme tout le monde. Seulement je ne sais pas parler. Et puis ce n'est pas mon métier. De mon métier je suis ouvrier fumiste. Mon petit cousin, aussi, ne parlait pas assez longtemps. Il était tout de suite au bout de son rouleau. Il ne savait pas développer. Il parlait trop court. Trop sec. Pas assez de grands mots. Il nous faut des grands mots, n'est-ce pas ? Ça excite. Quand il avait fini, il ne disait plus rien. Quand il ne savait pas, il disait : Je ne sais pas. Ça faisait mauvais effet. Le grand orateur sait toujours tout. Le véritable orateur ne doit jamais avouer qu'il ne sait pas. Tenez, encore un détail qui me revient : mon petit cousin voulait nous faire causer, causer avec nous. Il nous demandait ce que nous savions, ce que nous pensions. Ça nous faisait réfléchir. C'était fatigant. Il voulait nous faire étudier, quoi. Le véritable orateur doit toujours parler lui-même. Et puis quand on demande à son voisin, on a l'air de ne pas savoir soi-même. Le véritable instituteur ne fait jamais parler son élève. Et puis je n'en finirais pas. Mon petit cousin n'aimait pas trinquer. Il buvait de l'eau. Il avait l'air de faire un peu la leçon à ceux qui buvaient du vin, ou autre chose de bon. Un bon verre de vin, moi, j'ai toujours aimé ça. Il voulait nous faire lire des brochures, des livres. C'est fatigant, la lecture. Il nous avait fait abonner aux revues socialistes. C'est pas amusant. Ce qui est beau,

c'est quand un orateur gueule bien, comme Zévaès, et qu'il sait balancer les deux bras. Ça, c'est passionnant. C'est aussi beau que dans *les Deux Gôsses*. Moi, j'ai vu des vrais drames. J'ai vu du Victor Hugo. Mais chez soi tout seul avec un livre, c'est rasant. Ça fatigue. Mon petit cousin dépensait tout ce qu'il pouvait ramasser d'argent à nous payer des brochures. Alors il avait l'air un peu bourgeois. C'est pas ce qu'il nous faut. *L'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.*

Le *Groupe d'études sociales d'Orléans* se réunit pour élire enfin son délégué au premier congrès général des Organisations socialistes françaises. Mon gamin de petit cousin fut élu sans grosses difficultés. Le groupe ajouta que cette élection était définitive.

Le samedi suivant, je crois, ou peu s'en faut, le *groupe d'études sociales* d'Orléans se réunit à nouveau pour élire enfin son délégué au premier congrès général des Organisations socialistes françaises. Mémorable séance où siégèrent jusqu'à onze membres. Et où mon étourneau de petit cousin fut dégommé, ce qui fut bien fait pour lui. Je lui avais dit de venir. Mais il n'en fit rien, comme je vais avoir l'honneur de vous le conter.

Mais il faut que je commence par vous dire que le *Groupe d'études sociales d'Orléans* est adhérent au *Parti ouvrier français*. Adhérent, ça veut dire qu'il adhère, quoi. Il tient, comme qui dirait, au *Parti Ouvrier Français*. Le *Parti Ouvrier Français*, vous savez ce que c'est : le parti des ouvriers français, comme nous. Vous n'avez qu'à lire le nom sur une affiche : *Parti — Ouvrier — Français*. Un enfant saurait tout de suite ce que ça veut dire. Nous sommes des ouvriers français, nous, pas vrai? Alors c'est pour ça que c'est notre parti.

Je crois bien me rappeler que c'est mon petit cousin, qui était une rude gourde, qui a fait adhérer le *Groupe d'études sociales d'Orléans* au *Parti ouvrier français.* Parce qu'il faut vous dire qu'on n'obtenait jamais d'orateurs pour les réunions publiques. On demandait à un député, à un militant. — Non, qu'il nous répondait, vous n'êtes pas de mon organisation. — Pourtant, qu'on lui disait, il y a besoin de propagande à Orléans. Il y a du travail à faire. — Vous n'êtes pas de mon organisation. — Les bourgeois y ont des orateurs. — Vous n'êtes pas de mon organisation. Si vous ne savez pas ce que c'est qu'une organisation, c'est comme qui dirait le *parti ouvrier français.* Quelque chose pour qu'on y adhère. Alors mon petit cousin disait : Toutes les organisations socialistes sont évidemment parfaitement bonnes, puisqu'elles sont socialistes. Adhérons à n'importe laquelle. On adhéra au *Parti ouvrier français*, à cause du citoyen Vinciguerra, qui en était, et du citoyen Nivet, qui en devenait.

Il faut croire que le *parti ouvrier français* ne fut pas content de ce que le *groupe d'études sociales* d'Orléans avait élu le citoyen Péguy pour le représenter au premier congrès général des Organisations socialistes françaises. Le *Conseil national* du *Parti ouvrier français* n'aimait pas le citoyen Péguy. On n'est pas forcé d'aimer tout le monde, pas vrai. Alors ils envoyèrent le citoyen Lucien Rolland, ou mieux Lucien Roland, qui était du parti.

Vous ne savez peut-être pas ce que ça veut dire. Dans les commencements, quand on parlait de quelqu'un devant moi, et qu'on disait : Il est du parti, j'entendais qu'il était du parti socialiste. Ignorance grossière où je

languissais. Grossier malentendu où dépérissait mon enfance intellectuelle. Sachez, monsieur, si vous êtes aussi bête que je le fus, connaissez que lorsqu'on dit de quelqu'un devant vous : Il est du parti, cela veut dire qu'il est du *parti ouvrier français.* Il y a des fois où je me trompe encore. Mais c'est que ça m'échappe.

La séance commença pour l'élection définitive. J'avais prévenu mon petit cousin. Tous ses amis l'avaient prévenu. — Viens, qu'on lui avait dit. Mais il nous avait répondu que le travail qu'il fournirait à Paris comme libraire éditeur pour le même prix et dans le même temps serait plus utile pour la préparation de la Révolution sociale que d'aller soutenir sa candidature sur place. Il avait tort, car la question n'est pas de travailler plus efficacement à la meilleure préparation de la Révolution sociale ; mais la seule question est de savoir plaire aux citoyens électeurs. Un voyage à Orléans, aller et retour, ne coûte pas dix francs de chemin de fer. En troisième classe. Mettons vingt francs avec les frais. Mettons deux jours, en comptant la fatigue. Mon petit cousin pensait que vingt francs de sa monnaie et deux jours de son travail à Paris donneraient beaucoup plus d'effet socialiste révolutionnaire qu'un bafouillage de trois quarts d'heure au *groupe d'études sociales d'Orléans,* devant quinze personnes. Il avait raison. Seulement il avait tort tout de même, parce que ces pensées-là on les garde pour soi. Nous savons tous que vingt francs d'éditions et deux jours de librairie valent beaucoup mieux pour la préparation de la Révolution sociale que tous les bafouillages de groupes. Seulement ça ne se dit pas, ces choses-là. Il faut faire croire aux électeurs que leur compagnie est la plus agréable du

monde, que leur entretien est la plus utile occupation, qu'il vaut mieux parler pour eux quinze que d'écrire pour dix-huit cents lecteurs, que tout mensonge devient vérité, pourvu qu'on leur plaise, et que toute servitude est bonne, à condition que l'on serve sous eux.

— S'ils veulent savoir ce que je pense, disait mon cousin, qu'ils regardent mes articles. S'ils veulent savoir ce que je veux faire et ce que je fais, qu'ils regardent ce que j'écris, et qu'ils vous demandent les renseignements complémentaires. Vanité grossière de cuistre. Demander à des électeurs de lire, à un groupe d'acheter des publications. Il faut que je vous dise que c'est dans *la revue blanche* que mon petit cousin écrivait dans ce temps-là. Demander à des électeurs de se déranger, de travailler, de se casser la tête. Invention grossière d'une imagination intellectuelle. Ça n'est pas ça qu'il faut aux citoyens électeurs, au véritable peuple, au vénérable militant. Il faut qu'on lui apporte son candidat devant lui. Comme ça il peut le faire marcher, le faire causer, le faire tourner, le faire monter, le faire baisser, le faire biaiser, le faire lever, le faire asseoir, le faire chanter, le faire jaser, le faire coucher, le faire emballer. Il faut bien que le citoyen électeur ait quelques amusements dans la vie.

N'oublions pas que le citoyen délégué est l'obligé du citoyen électeur. Le citoyen électeur est quelqu'un qui possède quelque chose. Il possède sa voix. Le citoyen candidat est quelqu'un qui demande quelque chose. Il demande cette voix. Il ne faut pas que tu te montes le coup là-dessus, mon petit cousin. Le citoyen candidat demande la voix du citoyen électeur. Comme disait ma grand mère, qui était aussi la tienne, quand on demande

la charité, il ne faut pas faire le fier. Comme dit mon patron, les affaires sont les affaires. Et les mendiants sont les mendiants. Quand on tend la main, il ne faut pas lever la tête. Ainsi parlait grand mère, mon ami, et je suis peiné que tu n'aies pas gardé le sens de ses leçons anciennes.

Les affaires sont les affaires. Tu veux que le citoyen électeur te donne sa voix. Il faut que tu lui donnes en compensation. Si tu étais député, tu lui donnerais des faveurs gouvernementales. Mais les délégués aux congrès socialistes n'ont encore aucuns bureaux de tabac. En attendant il faut que tu paies la voix que tu demandes. Il faut que tu paies. Si tu allais chez un marchand de parapluies et si tu lui disais : Le temps se couvre. Il me faut un parapluie. — Dans quels prix, monsieur, qu'il te demanderait. Pareillement quand tu te portes candidat il faut que tu donnes un prix des voix. Si tu étais venu toi-même, c'était donner au citoyen électeur, pour le prix de sa voix, cet avantageux sentiment qu'il pouvait te déranger à sa guise. C'est une antique jouissance, et dont la saveur n'est pas encore évaporée, que de tenir un homme, de lui faire sentir sa supériorité, de le tenir dans sa dépendance, de le plier à son caprice, de le subjuguer, de lui faire éprouver son autorité. Avoir à sa disposition le candidat plat. Jouir de ses platitudes. Voilà ce qu'il nous faut. Nous sommes le peuple souverain. C'est comme qui dirait que nous sommes tous des rois. Il nous faut donc des courtisans. Seulement dans le temps il n'y en avait qu'un seul qui était roi. Et il avait beaucoup de courtisans. Cela n'était pas juste. C'est pour ça qu'on a fait la révolution. Alors à présent tout le monde est roi, et c'est le même cour-

tisan qui sert pour plusieurs. C'est moins commode. Mais l'égalité avant tout.

Mon petit cousin ne vint pas. Il envoya une lettre. Inutile communication. Une lettre épouvantable, insolite, où, avec une incroyable audace, il attaquait violemment Guesde et Lafargue pour l'attitude qu'ils avaient eue pendant l'affaire Dreyfus. Inconcevable maladresse. Venant de quelqu'un qui a fait ses études. Grossier manque de tenue. Nous savons tous que Guesde et Vaillant ont lâché pendant l'affaire, qu'ils ont abandonné, comme vous dites, la justice et la vérité. Mais il ne faut pas dire ça dans le parti. Mon petit cousin parlait aussi de guesdistes. Il n'y a pas de guesdistes. Il n'y a que le *Parti ouvrier français.* Tous les membres du parti sont égaux entre eux. Moi qui vous parle, sachez que le citoyen Guesde n'est pas plus que moi dans le parti. Quand le *Conseil national* du *Parti ouvrier français* lance des manifestes, le citoyen Jules Guesde signe à sa place alphabétique : *a b c d e f g :* Guesde. Le citoyen Jules Guesde est même le secrétaire du parti : *secrétaire* pour l'intérieur. Vous savez ce que c'est qu'un secrétaire. Quand vous êtes le secrétaire de quelqu'un, c'est lui qui vous commande. Puisque le citoyen Guesde est le secrétaire du parti, ça veut dire que c'est nous, le parti, qui lui commande.

— Ce n'est pas, dit Pierre Baudouin, ce que l'on croit généralement.

— Ce n'est pas ce que l'on croit généralement. Le monde est si mal renseigné. Le citoyen Roland vint en personne. Il était envoyé par le *Conseil national* du *Parti ouvrier français*, ou par quelqu'un du *Conseil national,* peut-être bien par le secrétaire pour l'intérieur

du *Conseil national* du *Parti ouvrier français*. Nos candidats délégués nous sont en général envoyés de Paris. C'est ce que nous nommons les manifestations spontanées du pays socialiste, le choix spontané de nos groupes de province, un mouvement profond, l'autorité du peuple socialiste, la voix du peuple enfin. Tout ainsi des résolutions, ordres du jour, approbations, condamnations, indignations, propositions, notations, flétrissures et signalements. Tout nous vient de Paris. Ça nous demande moins de travail. Nous pratiquons ce que les républicains sous l'empire nommaient la candidature officielle. Nous nous apercevons que c'est fort commode. Nous recevons les candidatures toutes faites, aussi bien les citoyens candidats dignitaires que les textes candidats manifestes. Ça dispense d'inquiétude. Ça dispense de savoir. Ça dispense d'étude. Ainsi quand ce renégat de Millerand, vous savez, le ministériel, a fait voter par sa Chambre à tout faire son infâme loi scélérate Millerand-Colliard, que je ne connais pas, si on avait eu à se prononcer soi-même, il aurait fallu au moins regarder l'*Officiel*, demander, se renseigner auprès des camarades qui demeurent en ville, qui travaillent dans ces ateliers-là, dans ces usines-là, causer, discuter, réfléchir, — travailler. Tandis qu'avec la merveilleuse unité, avec l'inaltérable centralisation que nous devons aux bons soins de Son Éminence ou Excellence Armand Jean du Plessis, cardinal de Richelieu et de Sa Majesté l'empereur Napoléon premier, un mot d'ordre part de Paris, et *rran* cette loi criminelle est flétrie comme il faut, clouée au pilori.

— Qu'est-ce que le pilori, demanda Pierre Baudouin.

— C'est quelque chose pour qu'on y cloue Millerand.

Millerand l'infanticide ! Voyez l'utilité : moi je n'ai pas mon pareil à Orléans pour engueuler quelqu'un. Eh bien jamais je n'aurais trouvé un mot comme ça. Infanticide ! On a beau dire. Infanticide ! Il n'y a encore que ces avocats de Paris. Infanticide !

Seulement ce qu'il y a de roulant, c'est que Millerand s'en fout autant que nous, parce qu'il est à la coule.

— A la coule de quoi ?

— A la coule de la centralisation, puisqu'il est ministre. Alors il peut organiser pour sa loi des manifestations spontanées.

Moi, voyez-vous, il me faut de l'unité. J'aime l'unité. Je suis partisan de l'unité. J'aime l'alignement, l'ensemble. Si on laissait les provinces lointaines imaginer des manifestations disparates, non seulement ça manquerait de littérature, mais on n'obtiendrait pas ces admirables concerts, ces puissantes symphonies.

— Antiphoniques.

— Laissez-moi la paix. Quand j'emploie un mot savant, pour faire de l'effet, je vous défends d'employer un mot plus savant. J'en étais à symphonies. Et je maintiens que nous en avons donné une admirable. *Infanticide, infanticide, infanticide,* ça roulait de Quimper à Barcelonnette comme l'immense flot du son de la voix de la clameur du reproche et du remords de la conscience du peuple des citoyens du monde socialiste. Vous voyez bien que je réussis à faire des phrases longues. C'est pour cela que nous fûmes heureux de constater que le grand *Conseil national* de Paris du *Parti ouvrier français* avait bien voulu penser à nous. Il témoignait ainsi de la singulière estime où il nous tient. Qu'ils sont beaux les pieds de celui qui vient au

nom du gouvernement. Car enfin qui forçait le grand Conseil à s'occuper des quelques misérables épars que nous sommes. Et un tel désintéressement ne vaut-il pas de la reconnaissance?

Le candidat national convenait exactement. Il plaisait même. On l'avait choisi, désigné avec le sage discernement qui fait un bon ministre de l'intérieur. Ministre, c'est-à-dire secrétaire d'État pour l'intérieur. Le *Conseil national* du *Parti ouvrier français* nous avait désigné le citoyen Roland, un enfant du pays. Mais non pas un enfant du pays comme l'était mon petit cousin. Mon petit cousin aussi est du pays, puisqu'il est venu au monde faubourg Bourgogne. Je lui ai même servi de parrain. Seulement depuis qu'il est venu à Paris, sous prétexte qu'il a beaucoup à travailler, il nous dédaigne, il ne vient pas nous voir. Au lieu que le citoyen Roland est toujours fourré chez nous. C'est un homme infatigable. Ce n'est pas lui, quand on le demande, qui dit qu'il a beaucoup à travailler. On ne l'avait pas vu au commencement, quand le groupe allait mal. Mais depuis que ça marche un peu, que nous sommes une quinzaine, et que nous avons une voix dans les congrès, il va au devant de tous nos souhaits. Il s'est rattrapé. Réunions publiques ou privées, punch, conférence, fête, sauterie, allocution, programme, il ne nous refuse rien. Son dévouement est inépuisable. Toujours en chemin de fer. Et ce n'est pas lui qui s'abrutit les yeux dans les livres, comme tous ces sales intellectuels.

— De quoi vit-il, demanda Pierre Baudouin.

— Cela ne vous regarde pas, citoyen. Nous n'avons pas à franchir le mur de la vie privée, comme disait Schneider, ou quelqu'un des siens. Charbonnier est

maître chez soi, comme disait Rességuier. Le citoyen Roland, homme public, nous appartient corps et âme. Le citoyen Roland, homme privé, doit nous demeurer totalement inconnu. Du moment où nous le recevons à la gare jusqu'au moment où le punch a fini de flamber, tout citoyen propagandiste est à nous. Le punch éteint, commence la vie privée. Nous avons dans le parti un grand nombre de militants dont la vie privée serait douteuse, au cas où on l'examinerait. Mais elle n'est pas douteuse, puisque nous n'avons pas à l'examiner. Je ne sais si vous êtes assez intelligent pour saisir la distinction.

— J'y tâcherai, lui répondit Pierre Baudouin.

— C'est que je vais vous dire. Moi, qui ne suis pas la moitié d'une bête, comme on dit, je n'ai jamais bien entendu la différence. Mais il faut qu'elle soit capitale, puisque tout le monde le dit. Alors je l'ai apprise par cœur. Et je la sais bien, parce que je me la suis fait répéter souvent. Connaissez donc, mon ami, qu'il y a deux domaines : le domaine public, où les hommes sont nos esclaves, et le domaine privé, où ils sont, s'ils veulent, esclaves de leurs mauvaises passions. Ces deux domaines sont — attendez que je retrouve le mot qu'on m'a dit. Oui : ces deux domaines sont incommunicables. Incommunicable, ça veut dire que le même homme est mauvais dans le privé, bon dans le public. Dans le privé il est voleur, menteur, ivrogne, lâche, noceur, il a tous les vices. Dans le public il est honnête, sobre comme un chameau, rangé comme un employé de chemin de fer. Ainsi le veut la théorie. On à même remarqué dans le parti qu'une expérience constante semblait démontrer, confirmer, vérifier que c'étaient les plus crapuleux qui avaient le plus de talent. C'est pour cela

que nous leur avons confié les meilleures places. La haute pauvreté de Guesde couvre tout. Comme la grande honnêteté de Jaurès pour les indépendants. Et puis si les bourgeois ne sont pas contents, ils auront affaire à moi. Nous les valons bien. Nous avons bien le droit d'avoir un parti aussi sale qu'eux.

Mon petit cousin, qui n'est décidément pas fort, avait envoyé sa lettre à son ami Roy, qui devait la lire en séance et la commenter. Il avait aussi averti son vieil ami Pierre le Febvre. L'ami Roy ne devait pas plaider pour mon petit cousin, mais il faisait comme qui dirait le commissionnaire. Il arrivait, lisait la lettre, et disait ce que mon petit cousin aurait dit s'il avait été là. Parce que dans une lettre on ne met pas ce qu'on veut. Et puis mon petit cousin dit toujours qu'il n'a pas le temps d'écrire. Alors c'était Roy qui devait parler pour lui. Seulement mon imbécile de nigaud de petit cousin avait négligé le principal. Devinez.

— Je ne puis deviner ce qui était le principal.

— Ne faites pas l'innocent. Devinez un peu. Voyons, le principal.

— Vraiment je ne sais.

— Vous n'êtes pas malin non plus, vous. Le principal, c'est que Roy n'est pas inscrit au groupe. C'est roulant, hein !

— Oui, c'est roulant.

— Vous n'êtes pas gai, aujourd'hui. Mais je me roule encore, moi, rien que d'y penser. Alors, au moment que Roy pensait parler, le citoyen Roland demande innocemment si le citoyen est inscrit au groupe. — Non, mais il remplace le citoyen Péguy. — Le citoyen Péguy n'avait qu'à venir lui-même. Si le citoyen que

nous ne connaissons pas n'est pas inscrit au groupe, je ne puis lui donner la parole. Ainsi intervint le citoyen président de séance, qui s'était entendu sans doute avec le citoyen Roland. On pensa bien que c'était un coup monté à deux ou trois. Cela nous donna un supplément de considération pour des citoyens qui pratiquaient aussi doctement les moyens parlementaires.

— Je serais heureux, dit Pierre Baudouin, de vous demander un renseignement.

— Vous voulez dire, mon ami, que vous seriez heureux d'avoir le renseignement que vous voulez me demander. Vous ferez bien de surveiller votre langage. Vous bafouillez.

— C'est vous, monsieur, qui m'intimidez.

— J'en suis heureux. Vous me flattez. Je vous écoute.

— Les parlementaires qui avaient monté le coup étaient sans doute les pires ennemis de votre petit cousin ?

— Point : c'étaient ses meilleurs amis. Ainsi le veut la politique. Vous oubliez tout ce que je vous apprends. Incommunicable. Dans le privé on a des amis et des ennemis. Vos amis vous aiment. Vos ennemis vous haïssent. Vos amis vous tendent la main. Vos ennemis vous tournent le dos. Vous savez à quoi vous en tenir. Du moins c'est comme ça que je l'entends. Moi si j'avais un copain qui trinquerait le samedi avec moi, et puis le dimanche matin qui me débinerait quand j'ai le dos tourné, vous savez, je suis patient, mais dame je cognerais. Parce que c'est des saletés qu'on ne se fait pas entre copains. Dans le privé, il faut être franc. Et quand on veut me rouler, moi je fous la beigne, est-ce pas? Vous savez ce que ça veut dire.

— Oui, un agrégé de philosophie, dans une assemblée générale de société anonyme à capital et personnel variables, traduisait ainsi : *foutre* ou *donner sur la gueule à Péguy*.

— Voilà un agrégé qui me plaît. Si tous les agrégés de philosophie avaient cette vigueur, on pourrait peut-être consentir à faire une petite place dans le parti à tous ces rabougris d'intellectuels. Dites-moi son nom, mon ami, que j'aille lui présenter mes respects.

— Je vous le dirai *entre quatre-z-yeux*.

— *Entre quat'z yeux*, qu'il faut dire. Vous n'êtes pas accoutumé au langage vraiment populaire. On m'avait bien dit que vous êtes un aristocratiste et un personnaliste. Quand vous verrez cet agrégé vous lui ferez tous mes compliments. C'est un rude camarade. Peu de manuels parleraient aussi bien. Vraiment, monsieur, vous m'avez surpris, avec cet agrégé. On m'avait dit que tous ces intellectuels perdaient leur temps à des discussions, à des raisonnements, à des démonstrations. Quelque envieux, sans doute. On m'avait dit qu'ils gâchaient leur jeunesse et la force de leur âge en des spéculations rationnelles, qu'ils pâlissaient en Sorbonne et attrapaient des migraines. Je suis heureux qu'il y en ait de rouges, de barbus et de brutaux. Un *fort en gueule* intellectuel fait beaucoup dans mon esprit pour le relèvement de sa classe, qui en a besoin.

Je vous disais donc, mon ami, que dans le privé on n'admet pas les trahisons, félonies, jésuiteries, mensonges, roublarderies, escobarderies et duplicités. Mais par un juste retour ces ignominies non seulement on les admet dans la politique, mais sachez qu'elles en sont l'ornement, le couronnement, et pour ainsi parler

la fleur avec le fruit. Dans le privé nous sommes les amis de nos amis et nous aimons nos amis et les amis de nos amis. Dans le privé nous portons droitement le regard de nos yeux. Dans le privé nous tenons la parole que nous avons donnée. Dans le privé nos poignées de mains sont quelquefois sales, mais elles ne sont sales que de suie ou de plâtre ou de fumée. Dans le public, dans le politique nous avons imaginé d'abord que l'on doit passer en brutalité les nationalistes eux-mêmes, afin d'embêter les nationalistes. Puis nous avons imaginé que l'on doit passer en jésuitisme les jésuites eux-mêmes, afin d'embêter les jésuites. Nous les embêtons ainsi doublement. Comme adversaires nous les embêtons en leur portant des coups jésuites. Et comme concurrents nous les embêtons en faisant mieux qu'eux dans la même partie. Ce qu'ils doivent marronner. Sans compter qu'ainsi nous finirons bien par les éliminer totalement. Puisque, pour parler comme les savants, messieurs, *on ne supprime jamais que ceux que l'on remplace*. Nous nous exerçons utilement à supprimer les jésuites noirs. Tout nous fait espérer que nous y réussirons.

Non seulement nous avons imaginé que l'on doit passer les barbares en barbarie et les jésuites en jésuiterie, mais nous affirmons délibérément que ceux qui ne veulent pas, comme nous et avec nous, passer les jésuites en jésuitisme, à seule fin d'embêter les jésuites, sont incontestablement vendus aux jésuites. Ainsi nous pratiquons l'affirmation stupide, qui a si bien réussi à monsieur le marquis de Rochefort, et l'affirmation sans preuves, qui a si bien réussi à M. Édouard Drumont. Nous nous apercevons que c'est fort commode. Nous

reconnaissons, après tous les grands antisémites, qu'il est beaucoup plus facile de répéter une condamnation que de motiver une accusation, et que cela réussit beaucoup mieux. Nous avons éprouvé que les condamnations les plus stupides sont, à beaucoup près, celles qui obtiennent le meilleur accueil, et que les calomnies les plus grossières sont celles qui trouvent le plus large crédit. Nous utilisons pour le mieux de nos intérêts la mentalité démagogique depuis longtemps instituée par nos adversaires les plus précieux. Nous cultivons parmi nous cette singulière *mentalité du traître*, sur laquelle nous avons fait de si beaux articles au cours de l'affaire, mentalité où tout homme qui pense librement apparaît comme un espion et pour tout dire comme un vendeur de bordereau. Nous semons à pleines mains la suspicion. C'est beaucoup plus facile que de semer l'éducation. Nous poignardons les gens que nous aimons le mieux. Pour leur bien. Parce que nous les aimons. Pour assurer leur salut éternel. Nous les étouffons de tendresse. Quand c'est de tendresse feinte, le résultat est déjà remarquable. Mais quand c'est de tendresse vraie que nous étouffons les gens que nous aimons, nous touchons à la politique sublime. Il a dû y avoir des moines aussi beaux. Tourner les mauvais sentiments en actions mauvaises demande un certain métier, mais détourner les sentiments de l'amour aux fins de la haine exige un sens religieux de la politique. Nous devons convertir les infidèles. Mais surtout nous devons sauver quand même les hérétiques. Nous devons sauver l'hérétique malgré lui. Nous avons laïcisé tout cela. Car la bonne laïcisation n'est plus de faire sauter le joug religieux qui alourdissait la nuque de l'humanité.

La bonne laïcisation est de laisser le joug religieux, commode aux gouvernements. Seulement, parce que nous sommes les anticléricaux, nous écrivons *laïque* sur le joug. Ceux qui ne savent pas lire sont priés de s'adresser à leur voisin. J'oubliais de vous dire : nous écrivons *laïque* en lettres rouges, parce que nous sommes les socialistes révolutionnaires. Nous avons inventé l'honneur du rouge. Nous avons longtemps raillé l'honneur du tricolore. Mais nous reconnaissons qu'il est bon d'avoir une couleur. C'est commode. Il faut du rouge pour le peuple.

Je vous disais donc, mon ami, que dans le privé on n'admettait pas les trahisons, mais qu'elles sont la fleur de la politique. Les deux ou trois citoyens qui avaient manœuvré si supérieurement contre la candidature Péguy étaient les meilleurs amis — politiques — de Péguy. Des hommes qui jadis lui serraient la main chaudement. Mon cher Péguy par ci, mon cher Péguy par là. Et en ce mémorable samedi, au commencement de la séance, ils imaginèrent ce moyen scrupuleusement régulier d'intercepter la parole, de couper la communication à mon petit cousin absent. Telles sont les singulières beautés de la politique. D'abord elles nous paraissaient douteuses. Mais on a fait notre éducation. Nous aussi nous sommes devenus des connaisseurs. Et nous savons apprécier les beaux coups.

Pour un beau coup parlementaire, vous êtes forcé d'avouer que c'était un beau coup parlementaire, parfait sous tous les aspects. Ça se dit comme ça : — *imitant des acteurs de comédie bourgeoise* — Je demande la parole pour une observation préalable : pouvons-nous savoir si le citoyen qui demande la parole est réguliè-

rement inscrit au groupe. — *sourire aimable du citoyen président :* Voulez-vous nous dire, citoyen, on demande si vous êtes régulièrement inscrit au groupe. Citoyen, vous entendez ? — *stupeur du citoyen :* Mais, citoyen, puisque je remplace — — — *le président sévèrement heureux :* Non, citoyen, j'en suis au désespoir. Mais si vous n'êtes pas régulièrement inscrit au groupe, il m'est rigoureusement impossible de vous donner la parole. — *stupidité du citoyen remplaçant ainsi interloqué.* Il n'y a rien à dire à cela. Vous n'êtes pas inscrit : vous n'êtes pas inscrit. M. Péguy est inscrit, mais il n'est pas là. Vous êtes là, mais vous n'êtes pas inscrit. C'est clair. C'est vrai. C'est la vérité même. Vous qui aimez tant la vérité.

J'en suis au désespoir : mot admirable de politique, et dont moi-même je fus ému. Par un excès de bonté, avec l'assentiment de l'assistance, on permit à Roy de lire la lettre sans commentaire aucun. L'impression fut glaciale. Cette lettre sans commentaires se présenta comme un squelette. J'admirai à part moi l'habile bonté du président. Toujours la tendresse. Le citoyen Roland laissait aller.

Pierre le Febvre demanda la parole. Ce Pierre le Febvre est le plus vieil ami que mon cousin ait jamais eu dans Orléans. Un homme à l'âme ancienne. Aimant comme un père. Solide comme une barre. Ça ne bouge pas. Il a contribué beaucoup à former mon petit cousin. C'est un ancien ouvrier forgeron. Il a beaucoup beaucoup lu. Il sait beaucoup des livres et beaucoup de la vie. Tout appris lui-même. Comment nommez-vous ça ?

— Un autodidacte.

— Un autodidacte. Moi, vous savez, je n'aime pas ça, l'autodictature.

— L'autodidascalie.

— L'autodidascalie. Je suis pour la dictature impersonnelle, comme le citoyen Vaillant.

— Je vous assure que ces deux mots n'ont rien de commun.

— Taisez-vous. Je ne vous demande pas des renseignements. Je suis pour la dictature impersonnelle du prolétariat. Je vais vous dire. Je n'aime pas l'autodidascalie parce qu'on m'a dit que les autodidactes s'en ressentaient toujours un peu. Je n'aime pas non plus l'autre didascalie, parce que, n'est-ce pas, il ne faut jamais asservir sa pensée. Alors je ne m'instruis pas du tout. C'est comme ça que nous faisons tous dans le parti. Ainsi nous restons libres. Et puis on n'a pas besoin de savoir ce qu'il y a dans le monde bourgeois, puisqu'on va le remplacer un de ces quatre matins. Et ce qu'il y aura dans le monde socialiste on le sait d'avance : tout le monde sera guesdiste. Ou bien les livres sont contraires au programme du parti, — et alors ils sont dangereux. Ou bien ils sont conformes au programme du parti, — et alors ils sont oiseux. Nous ne lisons jamais. Et puis c'est fatigant. Et puis c'est rasant. Et puis c'est intellectuel.

Ce Pierre le Febvre a donc beaucoup lu pour se former et vivre comme un homme et par cela même il nous est désagréable. Et puis c'est un radical. Nous nommons radicaux les vieux républicains de province qui nous gênent. Le programme radical, c'est nous qui l'avons ramassé. Nous faisons de l'anticléricalisme bourgeois aussi fructueusement que les meilleurs élèves

de Clemenceau. Le débat redoutable où nous assistons parmi nous vient de ce que la moitié des socialistes sont devenus des opportunistes pendant que la moitié devenaient des radicaux. Viviani est gambettiste. Zévaès est clemenciste. — —

— Monsieur, demanda Pierre Deloire, qui de l'unité ôte les deux moitiés, il ne reste rien.

— Je ne parlais que de l'État-Major, monsieur, et nous pouvons espérer qu'il ne pèsera pas lourd. Vos interruptions sont donc oiseuses. Nous voulons bien que Zévaès parle exactement comme le citoyen Pichon discourait. Vous savez les fameux discours, *avant l'ambassade*. Nous voulons bien que Viviani parle un peu plus bourgeoisement que Jules Ferry. Mais nous ne voulons pas accueillir parmi nous, en province, les vieux républicains. Vous entendez la différence. Quand nous usurpons le programme radical, auquel ce pays est habitué, ou même le programme opportuniste, nous socialisons un excellent moyen de production. Quand nous fermons la porte au nez aux vieux républicains, nous sauvegardons nos moyens de consommation. Vous suivez ?

— Nous tâchons.

— Le programme opportuniste et le programme radical produisent beaucoup de mandats. Pour des raisons que nous examinerons plus tard. Et les mandats produisent beaucoup d'avantages. Quand donc nous captons les voix des électeurs opportunistes et radicaux en calquant nos programmes sur les programmes opportunistes et sur les programmes radicaux, nous accroissons d'autant nos moyens de production. Au contraire si nous faisions place aux vieux républicains parmi nous,

cela réduirait nos parts dans les moyens communs de consommation. Il y a si peu de places. Le monde est si étroit. Vous m'entendez à présent ?

— Nous y atteignons.

— Un exemple vous facilitera l'entendement. La République, c'est la maison. Les républicains, c'est l'habitant. Nous avons un double intérêt à nous approprier la maison, et à en chasser l'habitant. Comme le dit si éloquemment l'admirable vers de Vandervelde :

La maison est à moi : c'est à vous d'en sortir.

— Monsieur, dit Pierre Deloire, ce vers n'est pas de Vandervelde.

— Comment, il n'est pas de Vandervelde, Émile Vandervelde. La preuve c'est que je le lui ai entendu dire en province dans une tournée. Ailleurs qu'à Orléans. Si vous saviez comme il dit bien. L'admirable conférencier. Il est parfait. Il fait une grande grande phrase. Il attend un moment. L'auditoire, qui sent le coup, attend aussi. Et il vous envoie ça :

La maison est à moi : c'est à vous d'en sortir.

On appuie sur *vous*. Vous, c'est les bourgeois. Nous, moi, c'est les bons socios. Alors nous on applaudit frénétiquement.

— Monsieur, répéta Pierre Deloire, ce vers n'est pas de Vandervelde : il est de Molière.

— Qui ça Molière ? Je vous dis qu'il est de Vandervelde. La preuve c'est que le citoyen Roland nous a dit que c'est là-dessus que le grand orateur belge a bouclé son grand discours au congrès international. Je dis bouclé parce que je ne sais pas le mot. Je ne sais pas

tout, moi. Quand on finit un discours, enfin, quoi, le grand coup. Au moment qu'on garde le meilleur pour la fin.

— Monsieur, répéta pour la dernière fois Pierre Deloire, ce vers n'est pas de Vandervelde. Il est de Molière. Molière, comme le disaient nos professeurs de littérature, Molière le met dans la bouche de Tartuffe. Et il est déplorable que, séduit par l'éloquence du grand orateur belge, tout un congrès socialiste international ait aussi frénétiquement acclamé un vers de Tartuffe.

— Je vois bien, dit mon cousin, quand son premier étonnement fut passé, je vois bien, monsieur, que je devais me méfier de vous, qui ne disiez rien en commençant, et non pas de ce Pierre Baudouin qui parle à tort et à travers. Les silencieux sont dangereux. Vous imaginez des diversions pour me couper le fil de mon histoire. Vous savez bien que je veux vous dire vos vérités, qui vous déplaisent. M. le Febvre a donné pour la république tout ce qu'il avait de temps, d'argent, de santé, de force, de vie. Je n'avais pas bu ma première absinthe qu'il avait déjà ses trente ans de service républicain. Il a commencé sous l'empire, que je n'étais pas encore venu au monde. Seulement je vous conterai son histoire la prochaine fois, parce que c'est encore une diversion que vous essayez. Enfin M. le Febvre avait tout pour nous déplaire. Il est inscrit au groupe. Le citoyen Roland voulut bien lui laisser la parole.

M. Pierre le Febvre parla mal, parce qu'il était ému profondément, parce qu'il était sincère, parce qu'il croyait qu'il avait raison, et qu'ayant pendant sa jeu-

nesse fait son apprentissage pour le métier de forgeron il ne l'avait pu faire pour le métier d'orateur socialiste. Les moins avertis s'aperçurent aussitôt qu'il aimait beaucoup mon petit cousin et que les calomnies l'écœuraient et que ces calomnies en particulier lui faisaient beaucoup de peine. Alors les assistants convoitèrent de calomnier son jeune ami. Les assemblées populaires sont parfois pitoyables aux faibles, aux malheureux. Mais les assemblées parlementaires ne connaissent aucune jouissance plus profonde que d'écraser les faibles, et les malheureux peinés, qui sont les faibles des faibles. Quand les assistants connurent que l'échec de Péguy ferait une grosse peine à son vieil ami le Febvre, un désir politique leur monta de précipiter l'échec de Péguy.

M. le Febvre allait au devant de leurs vœux. Il présentait timidement des arguments ridicules : que mon petit cousin avait pour ainsi dire fondé le groupe au commencement, qu'il avait contribué beaucoup à l'entretien du groupe ensuite, qu'à Paris, comme libraire, il travaillait beaucoup pour le socialisme révolutionnaire, enfin qu'il saurait, au congrès, travailler efficacement à la préparation de la révolution sociale.

On écouta patiemment ces arguments misérables. Puis le citoyen Roland demanda la parole. Notez qu'il parlait le dernier. Par un excès de politesse.

Perpétuel enchantement. Nous connûmes aussitôt que la politesse était son fort. Le citoyen Roland n'est pas de ces forcenés comme l'est devenu mon petit cousin, qui se répandent bruyamment en accusations injurieuses contre les plus vénérables militants. Il conserve scrupuleusement, au plus fort de ses haines, cette savou-

reuse mansuétude recuite que nous reprochons si violemment aux jésuites, mais que nous admirons au fond et que nous aimons tant dans nos comités. Il conserve cette fausse égalité d'humeur qui fait les beaux parlementaires. La politesse bourgeoise nous plaît quand parmi nous elle nous vaut des compliments et des respects. Le citoyen Roland commença par n'imiter pas les brutalités de mon petit cousin.

— Monsieur, dit Pierre Deloire, je vous ai déjà demandé comme il vivait, de quoi il vivait.

— Monsieur, je vous ai déjà répondu que cela ne vous regardait pas. Vous avez la tête dure comme un Solognot.

— Monsieur, demanda Pierre Deloire, voulez-vous me dire pourquoi, au premier congrès national ou général des Organisations socialistes françaises, tenu à Paris en décembre 1900, quand le citoyen Roland monta, comme on dit, à la tribune, il fut accueilli par les huées de la moitié de l'assistance, voulez-vous me dire pourquoi les allemanistes étaient particulièrement furieux, et pourquoi un allemaniste qui siégeait dans mon dos — —

— Un allemaniste qui siégeait dans votre dos?

— Pourquoi un allemaniste qui était assis à la table qui était derrière celle où j'étais assis lui cria violemment : *Va donc t'établir à Orléans!*

— Monsieur, répondit mon cousin, vous devez savoir que ce fut le régime ordinaire des discussions au premier congrès de Paris. Quand un orateur venu de la moitié gauche montait à la tribune, la moitié droite le huait. Mais quand un orateur venu de la moitié droite montait à la tribune, la moitié gauche le huait. Justice impartiale. Équitable distribution. Roland ne fut pas

plus mal traité que la plupart de nos grands orateurs. Huer un orateur veut dire qu'on est de l'autre moitié. Cela n'a pas grande importance et l'unité socialiste avance quand même. Les allemanistes n'aiment pas le citoyen Roland. C'est qu'il a été des leurs, et que les quittant il est devenu guesdiste. On ne hait jamais personne autant que les gens qui vous quittent, si ce n'est ceux que l'on quitte. Il avait cependant le droit de quitter les allemanistes pour les guesdistes. On est libre. Mais les allemanistes ne sont pas contents quand on les quitte. Surtout pour aller aux guesdistes. Les allemanistes n'aiment pas les guesdistes. *L'unité avant tout.* Nous n'aimons pas les allemanistes. *L'unité quand même.* Il y a des allemanistes à présent qui prétendent qu'on a chassé du parti le citoyen Roland. *Vive l'unité!* On a chassé tant de citoyens de tant de groupes et de tant de partis, on a chassé tant de groupes et tant de partis de tant de groupes et de tant de partis que l'on ne peut plus savoir à quoi s'en tenir sur ces menus incidents. Ce sont ce que les bourgeois nomment les mille incidents de la politique journalière. Le citoyen Roland est guesdiste. Il a été allemaniste. A qui cela n'est-il pas arrivé? C'est presque de la vie privée. Nous ne devons pas respecter seulement la vie privée des citoyens. Nous devons respecter la vie privée du parti. Ce sont là des querelles de ménage, des guerres domestiques, des haines cordiales, des meurtres fraternels. Comme l'écrit si excellemment le citoyen Léon Blum : *En dépit des fautes, des rancunes, des violences, l'unité socialiste était en marche...*

— Monsieur, demanda Pierre Deloire, voulez-vous me dire ce que c'est que ce que vous nommez *l'unité socia-*

liste. Si j'ai bien suivi le discours que vous nous tenez, vous intercalez *l'unité* à des places non fortuites. Qu'est-ce que cette unité ?

— C'est un mot fort commode, qui fait qu'on peut se battre et se tuer la conscience tranquille. Vous, par exemple, monsieur, quand je vous donne un coup de poing, c'est une violence légère; si je vous donne un coup de bâton, c'est une violence grave; si je vous donne un coup de couteau, c'est une tentative d'assassinat; si je vous tue, c'est un assassinat. Tout ce mal vient de ce que nous n'avons pas encore *fait l'unité.* Quand au contraire on a fait l'unité avec une personne, les coups de poing, les coups de bâton et les coups de couteau deviennent permis, sinon encouragés. Quand on a fait l'unité, les haines, restant haineuses, deviennent piétés; les jalousies, demeurant envieuses, deviennent béatitudes. Que si l'on massacre et l'on ravage *pour l'unité socialiste,* les haines, parvenues pieuses, deviennent inexpiablement méritoires, les béatitudes envieuses deviennent jouissance infinie, sainte douceur du ciel, adorables idées. Le mal, demeurant mal, devient bien. Le mot d'unité est un mot merveilleux. Par lui nous faisons des miracles. Nous valons bien les curés. Nous avons bien le droit de faire des miracles. Seulement nos miracles à nous sont incontestables, prouvés, authentiques, et non pas de ces miracles douteux comme l'Église romaine. C'est pour cela que nous invoquons toujours l'unité au moment que nous nous disputons le plus. C'est pour cela que dans mon discours, aux endroits de haine et de guerre, j'intercale régulièrement le nom de l'unité comme une litanie : *Sainte unité, priez pour nous, sainte Unité, sainte Unité,* — — —

Notre attitude envers l'unité est bien simple : nous la combattons en nous réclamant d'elle; plus nous la combattons, plus nous nous réclamons d'elle; nous la démolissons de toutes nos forces, et nous l'acclamons de toutes nos voix. Nous avons d'abord pensé à l'accaparer, mais nous y avons renoncé : chacun des cinq ou des sept ou des quinze compétiteurs est trop faible pour s'approprier l'unité, mais trop fort pour la laisser approprier au voisin. Alors nous marchons contre la paix au nom de l'unité, nous marchons contre l'unité au nom de l'unité. Ce qui permet au citoyen Léon Blum, habileté suprême, et douce bienveillance, d'aller chercher *salle Vantier* les preuves de l'unité socialiste.

Pierre Deloire tira de sa poche le numéro 7 de la *bibliothèque socialiste* récemment inaugurée par la *Société Nouvelle de librairie et d'édition : les Congrès ouvriers et socialistes français,* par Léon Blum.

— Il faut avouer, dit Pierre Baudouin s'emparant du livre, que ce citoyen Blum est un homme singulièrement heureux, et, comme on disait, fortuné. Il vit sans doute en quelque pays de rêve. *Lisant :*

Cependant les délégués du Parti ouvrier, réunis salle du Globe, puis salle Vantier,

Parlé :

Il s'agit de la grande scission des guesdistes au récent congrès de Paris. Je continue :

puis salle Vantier, sous la présidence du citoyen Delory, votaient à l'unanimité les résolutions suivantes « appelées à réaliser à bref délai l'unité socialiste révolutionnaire ».

Ils expliquaient tout d'abord qu'en rompant « avec de

prétendus camarades qui, après avoir piétiné sur les décisions du Comité général, dépouillé de toute représentation, au moyen du vote par tête, le plus grand nombre de ses organisations, validé tous les groupes fictifs, escroqué toutes les présidences... ont été jusqu'au guet-apens contre — —

— Comme c'est vigoureux, interrompit mon cousin : *guet-apens, escroqué*. Les voilà bien les vrais révolutionnaires.

Puis il se ressaisit, se signa, et dit : vive l'unité.

— *escroqué toutes les présidences... ont été jusqu'au guet-apens contre les rapporteurs de la Commission de propagande...* », *le Parti ouvrier avait accompli son devoir envers le prolétariat conscient.*

Puis les délégués décidaient :

1° D'approuver les rapports de Dubreuilh, Bracke et Andrieux ;

2° De reprendre « le vote de désapprobation — ou de blâme » émis par le Comité général à l'égard de plusieurs élus socialistes.

Pierre Baudouin scanda nettement le troisième paragraphe :

3° « De réaliser entre tous les socialistes révolutionnaires non seulement l'union, mais l'unité, au moyen d'un nouveau Comité général ouvert à toutes les organisations inébranlables sur le terrain de la lutte de classes. »

— Vous voyez bien, s'écria mon cousin triomphant, ça y est. *Non seulement l'union, mais l'unité.* Il y a des militants qui s'imaginent en province que nous man-

quons d'unités. Nous en avons plusieurs. Nous en avons de trop. Pendant que mon petit cousin attaquait sottement le Comité général, nous les guesdistes nous en réclamons un deuxième. Quand on prend du Comité général — — Oui le citoyen Zola disait éloquemment : *l'unité est en marche, et rien ne l'arrêtera.*

— Monsieur, fit remarquer Pierre Deloire, le citoyen Zola n'a pas parlé de l'unité, mais de la vérité. Il a dit : *la vérité est en marche, et rien ne l'arrêtera.* Quand ce grand citoyen prononçait ces paroles mémorables, il ne prévoyait pas que d'ingénieux dreyfusards jetteraient l'amnistie dans les jambes de la vérité.

— Oui, dit mon cousin, ça retarde la marche, une amnistie.

— Ce n'est pas le citoyen Zola, c'est le citoyen Léon Blum qui a écrit en manière de conclusion —

— L'un vaut l'autre, tous les citoyens se valent.

— Tous les citoyens se valent. C'est le citoyen Léon Blum qui a écrit en manière de conclusion. *Reprenant le livre :*

Malgré toutes les réserves incluses dans cette phrase, le Parti ouvrier, lui aussi, parlait donc non plus d'union, mais d'unité. En dépit des fautes, des rancunes, des violences, l'unité socialiste était en marche.

Monsieur, j'ai un renseignement à vous demander.

— Faites, répondit mon cousin, je sais presque tout.

— Quand le citoyen Léon Blum écrivait cette conclusion, pensez-vous qu'il était sérieux ?

— Comment l'entendez-vous ?

— Pensez-vous qu'il était sincère ?

— Qu'est-ce que cela veut dire ?

— Pensez-vous qu'il croyait ce qu'il écrivait ?

— Nous n'entendons pas ce langage.

— Enfin, si quelque auteur avait tenu au citoyen Léon Blum lecteur le raisonnement suivant : *la preuve que l'unité socialiste fait des progrès, c'est que les guesdistes retirés salle Vantier réclamèrent l'unité pour eux-mêmes,* que pensez-vous que le citoyen Blum eût répondu à l'auteur ? Se serait-il fâché ou aurait-il marché ?

— Il eût souri, répondit Pierre Baudouin.

— N'y a-t-il pas quelque danger à publier pour le peuple des raisonnements dont on sourit soi-même ?

— Ce ne sont pas des mensonges, répondit vivement mon cousin. Ce sont des consolations. Et des encouragements. Il faut bien consoler le peuple. Il est si malheureux. Et il faut bien l'encourager. Il est si mou.

— Je me demande, continua Pierre Deloire poursuivant sa pensée, je me demande ce que voulait Léon Blum au moment où il écrivait cette singulière conclusion. Transportait-il aux âpres événements cette souriante indulgence que nous lui avons connue dans la critique littéraire ? Transportait-il aux misérables événements la facile philosophie des heureux de ce monde ? ou faisait-il de la mondanité, de la politesse mondaine à l'usage du peuple ? était-ce embourgeoisement ? était-ce calcul politique et habileté parlementaire ?

— Taisez-vous, malheureux, interrompit mon cousin. Vous avez franchi la frontière du privé. Il n'y a pas seulement le privé des citoyens et des partis. Mais il y a le privé des auteurs, le privé des orateurs, le privé des députés, le privé des journaux, le privé des ministres, et le privé du président de la République. On l'a bien

vu sous Félix Faure. J'oubliais le privé des sociétés anonymes à capital et personnel variables. Quand nous vous présentons un texte, vous devez le lire exactement comme s'il n'avait jamais été fait par personne. C'est ce que nous nommons l'impersonnalisme objectiviste, ou, plus familièrement, l'objectivisme impersonnaliste.

— Cependant, répondit Pierre Deloire, quand nous lisons les textes monuments des anciens âges nous commençons par nous entourer de tous les renseignements qui nous sont parvenus sur les auteurs de ces textes. Nous voulons savoir comme l'auteur était né, de quelle race, de quelle famille, de quelle terre, sous quel ciel, en quel climat, comme il vivait, comme il aimait, comme il travaillait, comme il mourait, comme il est mort. Nous voulons savoir comme il a conduit sa part de la recommençante et de la non décevante vie. Et nous ne pensons pas que nous aimons ces renseignements par fantaisie, ou par curiosité vaine, ou par admiration servile. Mais nous sommes assurés que ces connaissances nous sont indispensables pour l'intelligence du texte, parce que l'intelligence d'un texte en est la renaissance, le recommencement et la revie. Or je me disais : au moins pour nos contemporains nous avons ce bonheur que les renseignements nous soient prompts. Nous vivons avec eux. Nous les connaissons. Nous les voyons. Nous avons d'eux ces renseignements de première main, ces renseignements exacts que nous désirons si souvent pour l'intelligence des textes anciens. Comme il est heureux que nous soyons aussi bien partagés pour l'intelligence des textes qui nous sont contemporains. Donc je me disais : Quel bonheur que nous vivions dans le même temps que nos contemporains.

— Monsieur, dit mon cousin, vous avez dit une forte lapalissade.

— Une lapalissade vaut mieux qu'un mensonge. Ou plutôt une lapalissade ne vaut rien. Mais un mensonge vaut mal. Ce n'est pas du même ordre. Aussi aimerais-je mieux dire toute ma vie des lapalissades que de commettre un seul mensonge. Quand on dit beaucoup de lapalissades, on n'est qu'un sot. Mais quand on dit un mensonge on est un malhonnête homme.

— Et par peur de tomber dans le malhonnête, vous versez abondamment dans le sot.

— Oui. Je me disais, au nom de la même méthode historique, je me disais que nous devons recueillir, honnêtement mais scrupuleusement, honnêtement mais soigneusement, tous les renseignements que nous avons sur les auteurs dont nous lisons les textes. Nous devons, honnêtement mais attentivement, pénétrer leurs intentions, percevoir leurs modalités. Nous devons enfin nous entourer de tous les renseignements nécessaires, indispensables pour la connaissance du texte.

— On voit bien, dit mon cousin, que vous ne connaissez pas les deux méthodes.

— Les deux méthodes ?

— Ne faites pas la bête. Vous connaissez bien les deux morales ?

— Quelles deux morales ?

— Alors c'est moi qui dois vous enseigner. Permettez que je remette à plus tard. Je suis naturellement paresseux. Et on doit vivre conformément à sa nature. Sachez en bref qu'il y a deux morales, qui sont la morale publique et la morale privée. Incommunicable, comme je vous l'ai dit. Et de même que nous avons deux

morales, nous avons aussi deux méthodes. Pour étudier les textes anciens nous recueillons les renseignements qui leur sont contemporains. La méthode historique le veut ainsi. Mais pour étudier les textes qui nous sont contemporains nous ignorons tous les renseignements qui nous sont communs contemporains. Nous feignons que les textes se sont écrits tout seuls, eux-mêmes. C'est une fiction parmi tant de fictions. Comme la morale politique s'oppose à la morale privée, ainsi et non moins utilement la méthode politique s'oppose à la méthode historique. C'est ce qui permet à des historiens avérés de faire bonne figure sur le terrain politique. Historiens des âges révolus, ils y aiment sur tout la vérité. Mais citoyens de l'âge présent, ils y aiment sur tout l'unité. Ils juxtaposent dans leur conscience l'unité contemporaine à la vérité périmée. Je ne sais pas si ça y fait bon ménage, parce que je n'y suis pas allé voir. Puisque c'est du privé. La double morale nous sert à sauver la double méthode. Incommunicablement incommunicable.

Dans ma conscience à moi, pour ainsi dire, c'est beaucoup plus simple. L'unité est le commencement, le principe et la consommation. C'est un mot sans réplique : *l'unité, l'unité,* sur l'air des *lampions.*

Sachant ce que l'on doit à l'unité, le citoyen Roland commença par n'imiter pas les brutalités de mon petit cousin. La règle de nos réunions est la suivante, elle est bien simple : quand on est dans l'auditoire on a le droit et la licence et le devoir de huer les camarades, pourvu qu'ils soient de la seconde moitié. Mais quand on est à la tribune, je parle pour ceux qui ont le privilège d'y monter, à la tribune le devoir est de respecter en apparence l'adversaire et de vanter l'unité socialiste. Quand

on est en haut, il faut de la tenue. Le même citoyen, qui vient de gueuler *assassins, assassins,* doit inaugurer son discours par un redoublement de politesse obséquieuse. Telles sont les règles du genre. Nous ne sommes pas de ces révolutionnaires qui bouleversent les règles des genres. Quand le citoyen Roland commence à parler, on sent tout de suite qu'il respectera les lois de la véritable éloquence parlementaire. Il commence par dire du bien de son adversaire. Cela paraît d'autant plus méritoire que l'on voit bien dans le même temps qu'il ne pense pas un mot du bien qu'il dit. Quand il eut ainsi rendu à mon petit cousin l'hommage que mon petit cousin ne mérite pas, il se mit alors, mais alors seulement, à démolir, en douceur, la candidature Péguy.

Ce fut une rare jouissance pour des provinciaux longtemps sevrés d'éloquence et de politique. Je me sens bien incapable, moi simple citoyen, de vous produire une image même lointaine et même effacée d'un aussi habile et aussi balancé discours. L'éminent conférencier n'avait pas fini l'éloge de mon petit cousin que déjà tous les assistants reconnaissaient que le candidat Péguy n'était qu'un socialiste à la secousse.

— A quelle secousse, demanda Pierre Deloire.

— Vous ne connaissez pas l'argot. Vous n'êtes pas un travailleur. Ça veut dire un socialiste à la manque.

— Ah bien.

— Dans des considérations générales dont je ne puis vous redonner l'écho même affaibli, l'éminent conférencier nous remontra que la lutte de classe interdisait aux véritables militants de participer à l'affaire Dreyfus, que le prolétariat ne devait jamais se laisser duper, que le prolétariat doit toujours laisser tous les bour-

geois se manger le nez les uns les autres. Vous savez ça aussi bien que moi : on l'a mis dans tous les journaux. Mais où il fut inimitable, ce fut dans la polémique individuelle. Après les bagatelles de la porte et beaucoup d'ambages, il pénétra hardiment au cœur du sujet et nous démontra clair comme le jour que mon petit cousin n'était qu'un vil intellectuel.

— Monsieur, demanda Pierre Deloire, qu'est-ce qu'il est, lui, le citoyen Roland ?

— Roland : il est typographe. Il nous démontra hardiment — —

— Attendez un instant : Vous l'avez vu typographier?

— C'est-à-dire que je ne peux pas l'avoir vu, parce qu'il n'a pas le temps. Mais il est typographe tout de même.

— Alors il est typographe et ne fait pas de typographie.

— C'est cela même. Il est typographe et ne fait pas de typographie.

— C'est un ouvrier manuel ?

— Oui, que c'est un ouvrier manuel, puisqu'il est typographe.

— Alors il est ouvrier manuel et ne travaille pas de ses mains ?

— C'est cela même. Il est ouvrier manuel et ne travaille pas de ses mains. Vous commencez à devenir intelligent. Vous gagnerez beaucoup à causer avec moi. Je ne suis pas une bête. Je sais les distinctions.

— Classons un peu. Le citoyen Roland est un ouvrier manuel qui ne travaille pas de ses mains.

— Exactement : Il est ouvrier manuel et ne travaille pas de ses mains.

— Entendu. Et le citoyen Péguy.

— C'est un intellectuel, puisqu'il a été au lycée.

— Bien, mais il est devenu libraire éditeur.

— Ça ne fait rien : c'est un intellectuel tout de même.

— Il a été aussi longtemps qu'il a pu libraire éditeur et il est redevenu éditeur puis éditeur libraire. Comme éditeur il travaille avec les typographes, à l'atelier — — avec des vrais typographes — — —

— Vous aurez beau dire : c'est un intellectuel tout de même.

— Il travaille avec les typographes, à l'atelier, pour faire de belles pages, de belles couvertures ; il corrige les épreuves, s'abrutit les yeux. Comme libraire il fait des paquets, colle des timbres, dresse des listes, établit des fiches, aligne des commandes, empile des volumes. Il travaille de ses mains.

— Vous l'avez dit : Mon cousin travaille de ses mains, mais il n'est pas un manuel.

— Pour nous résumer :

a) Le citoyen Roland est un manuel, et il ne travaille pas de ses mains ;

b) Le citoyen Péguy n'est pas un manuel, et il travaille de ses mains ; seconde proposition que l'on peut énoncer aussi :

b) Le citoyen Péguy travaille de ses mains, et il n'est pas un manuel.

— Vous y êtes. Je suis fier de vous. Vous ferez honneur à votre maître. Vous serez l'honneur de ma vieillesse, admirable élève, la gloire de mes cheveux blancs. Sachez donc, monsieur, que le citoyen Roland travaille de la langue. Il est orateur en pied dans le parti ouvrier français. Il fait des tournées interminables en province.

Il est causeur infatigable. Tous les soirs il fait des réunions. Toujours en chemin de fer. Mais il suffit pour nous qu'il ait une fois fait quelque apprentissage manuel. Vous savez que l'ordination confère aux curés un caractère indélébile, qui les suit jusqu'en enfer. Dans notre église à nous c'est l'apprentissage manuel qui donne cette consécration. Et l'apprentissage intellectuel donne la consécration contraire. Un ancien manuel, quand il deviendrait le plus retors et le plus riche des politiciens, est toujours du vrai peuple. Un ancien intellectuel, quand il serait pauvre comme le citoyen Job, et quand il serait devenu maçon, est toujours fâcheusement noté. Il est toujours un aristo. Nous ne faisons d'exception que pour les médecins et pour les avocats.

— C'est dit.

— Le citoyen Roland n'eut pas de peine à nous démontrer que mon petit cousin n'était qu'un de ces vils intellectuels, un dreyfusard, un bourgeois, qui veulent commander au prolétariat, duper le prolétariat, le détourner de ses devoirs et de ses intérêts propres, lui faire oublier la lutte de classe. Puis il examina, comme il disait, la seconde face de la question. Le citoyen le Febvre avait dit que mon petit cousin, participant au congrès, y ferait un travail plus utile que le citoyen Roland. — J'admets, répondit le citoyen Roland, que le citoyen Péguy s'est rendu beaucoup plus fort que moi. — Nous lui sûmes le plus grand gré de cette humilité feinte. — J'admets que le citoyen Péguy est beaucoup plus fort que moi. La question n'est pas là. Mais la question est beaucoup plus précise. — Nous aimons les questions précises, n'est-ce pas. Nous sommes des hommes d'affaires, et non pas des hommes parleurs.

La question n'est pas de savoir qui travaillera le plus et le mieux dans le congrès à la préparation de la révolution sociale ; mais la question est de savoir qui soutiendra le plus dans le congrès les intérêts du groupe. L'électeur avant tout. Nous valons bien les bourgeois. Nous avons longtemps déclamé avec eux pour le scrutin de liste contre le scrutin d'arrondissement. Le scrutin d'arrondissement substituait à la politique d'idées la politique d'affaires locales. Mais quand nous eûmes à constituer nos assemblées parlementaires, nous imaginâmes un scrutin près de qui le scrutin d'arrondissement paraît vaste ainsi que le vaste monde. Nous imaginâmes le scrutin de groupe, ou de quartier. Enfin nous pratiquons pour nos assemblées parlementaires ce suffrage restreint et ce suffrage à deux degrés, et à plusieurs degrés, contre lesquels nous avons mené de si ardentes campagnes. A l'usage nous nous apercevons qu'ils sont fort commodes.

Un exemple vous facilitera l'entendement. Quand les électeurs de la première circonscription d'Orléans sont convoqués pour élire un député, ils ne se demandent pas qui sera le meilleur député. Car le député d'Orléans n'est pas le délégué d'Orléans à la meilleure administration de la France *avec* les délégués des autres circonscriptions françaises. Mais, puisque nous vivons sous le régime universel de la concurrence, et puisque la concurrence politique est la plus aiguë des concurrences, le député d'Orléans est exactement le délégué d'Orléans à soutenir les intérêts orléanais *contre* les délégués des autres circonscriptions, qui eux-mêmes en font autant. Le meilleur député d'Orléans sera donc celui qui défendra le mieux le vinaigre et les couver-

tures, et le canal d'Orléans à Combleux. Ainsi se forme ce que le citoyen Daveillans nomme à volonté la volonté démocratique du pays républicain, ou la volonté républicaine du pays démocratique.

Les députés socialistes que nous envoyons au Parlement bourgeois obéissent au même régime. Ceux qui sont du midi sont pour les vins, et ceux qui sont du nord sont pour la betterave. Ceux qui représentent le midi protègent vigoureusement les courses de taureaux. Mais ceux qui sont du nord ont un faible pour les combats de coqs. Il faut bien plaire aux électeurs. Et si on ne leur plaisait pas, ils voteraient pour des candidats non socialistes.

Les délégués socialistes que nous envoyons au Parlement socialiste obéissent au même régime. Le délégué du groupe d'études sociales d'Orléans n'est pas le délégué du groupe d'études sociales d'Orléans à la meilleure administration de la préparation de la révolution sociale en France *avec* les délégués des autres groupes français. Mais, puisque nous aussi nous vivons sous le régime universel de la concurrence, et puisque la concurrence politique socialiste est la plus aiguë des concurrences politiques, le délégué du groupe d'études sociales d'Orléans est exactement le délégué du groupe d'études sociales d'Orléans à soutenir les intérêts du groupe d'études sociales d'Orléans *contre* les délégués des autres groupes d'études sociales, qui eux-mêmes en font autant. Le meilleur délégué d'Orléans sera donc celui qui est le plus utile au groupe. Et sur ce terrain-là il était évident que mon petit cousin ne pouvait soutenir la concurrence avec le citoyen Roland.

Quand on passa au vote, la candidature du citoyen

Roland obtint six voix. Mais la candidature du citoyen Péguy obtint cinq voix, minorité respectable inattendue : la voix du citoyen le Febvre, ma voix, parce qu'on est bien forcé de voter pour son cousin, et les trois voix des trois citoyens qui se disputaient le plus franchement avec mon petit cousin quand il venait au groupe.

Ainsi parvenu à la conclusion de son compte rendu, mon grand cousin prit un air solennel et continua :

— Ici, continua-t-il, ici intervint une opération mystérieuse, une opération singulière, sur laquelle vous me renseignerez sans doute, messieurs les intellectuels, vous qui savez tout.

Nous dressâmes l'oreille, intrigués.

— Aussitôt, continua froidement mon cousin, aussitôt que le président de séance eut proclamé le résultat du vote, aussitôt que le citoyen président de séance eut proclamé que le citoyen Roland avait obtenu six voix, tandis que le citoyen Péguy n'avait obtenu que cinq voix, d'un commun accord il fut proclamé que le citoyen Roland serait au premier congrès général des Organisations socialistes françaises le délégué du groupe d'études sociales d'Orléans. Et il ne fut plus question du citoyen Péguy. Si bien que le citoyen Roland, ayant obtenu six voix, valut pour onze, et que le citoyen Péguy, ayant obtenu cinq voix, valut pour zéro. Voulez-vous m'expliquer, messieurs les intellectuels, ce que c'est que cette opération d'arithmétique par laquelle six est égal à onze, et cinq égal à zéro.

Nous nous regardâmes hébétés.

— Monsieur, dit Pierre Baudouin, ma philosophie n'avait pas considéré cela.

— Monsieur, dit Pierre Deloire, c'est une opération que l'histoire a fort souvent enregistrée, mais les opérations les plus nombreuses ne sont pas pour cela raisonnables. Je vous avoue que je n'y avais pas encore pensé.

— J'ai fort oublié mon arithmétique, dit Pierre Baudouin. Il faut que nous allions chercher le maître d'école.

— Je savais mon arithmétique à l'école primaire : allons chercher le maître d'école.

— Il ne pourra pas venir aujourd'hui, répondis-je, car il est secrétaire de mairie et doit s'occuper de l'élection. Moi-même je vais vous quitter pour aller voter. Le scrutin ferme à six heures. Vous savez que c'est aujourd'hui que nous donnons définitivement un successeur à M. Marcel Habert. Je tiens à voter, car je ne suis pas un abstentionniste, comme le prétendent mes noirs ennemis. Je vais voter pour le candidat *patriote*.

Ce mot sur mon cousin fit un effet prodigieux. Tout le temps que mes deux amis s'étaient récusés, il rayonnait, attendant le maître d'école. Mais au mot de *patriote* il fit un saut prodigieux.

— C'est donc vrai, hurla-t-il avec des éclats terribles, on me l'avait bien dit que tu trahissais la République. Tu vas voter pour un sale nationaliste, pour un militariste, pour ce comte de Caraman dont j'ai vu sur la route les affiches tricolores.

— Non, les affiches tricolores étaient de M. l'abbé Louis Georges. Je vais voter pour M. Olivier Bascou, candidat de la défense républicaine. C'est lui qui a mis sur une affiche : *patriote avant tout,* en lettres grosses comme le doigt.

LIBRAIRIE DES CAHIERS

Nous ne voulons pas cacher à nos abonnés que les deux mois prochains décideront beaucoup pour l'institution de nos cahiers. Nous ferons fin juin l'inventaire administratif et l'inventaire financier de cette seconde série. Nous prions instamment nos abonnés de faire d'ici là un effort *sérieux,* pour que cet inventaire soit le meilleur possible.

André Bourgeois a fait les envois suivants :

	Neuvième cahier	Dixième cahier (1)
Paris	454	451
Seine	52	82
Seine-et-Oise	33	44
Départements	724	741
Belgique et autres pays . . .	35	37
En tout	1298	1355

Dans ces nombres comptent beaucoup d'abonnés éventuels. Nous continuons en effet à recenser dans *l'Aurore* les citoyens qui encouragent le journal et nous leur envoyons éventuellement nos cahiers. Sans doute ils souhaitent que la véritable propagande ne meure pas d'inanition. Nous avons commencé à recenser dans le *bulletin* de la *Ligue des droits de l'homme* les répu-

(1) *Cahier d'annonces.*

blicains qui fondent à Paris et en province de nouvelles sections, et nous leur envoyons éventuellement nos cahiers. Nous prions tous ces abonnés éventuels de vouloir bien nous manifester sans retard leurs intentions.

Nous préparons deux cahiers qui auront une haute valeur administrative et commerciale :

a) Le douzième cahier de la deuxième série sera le roman d'Antonin Lavergne : *Jean Coste, ou l'instituteur de village*. Le cahier aura 216 pages environ, sera mis dans le commerce, et vaudra 3 francs 50 ;

b) Le seizième cahier de la deuxième série sera le compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième congrès socialiste international tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900. Ce cahier aura au moins 180 pages. Il sera mis dans le commerce, et vendu 3 francs 50.

Nous sommes résolus à n'envoyer ces deux volumes qu'à des abonnés *sérieux*. Le présent cahier est donc le dernier que nous envoyons à tout le monde. A partir du premier mai nous ne maintiendrons sur nos listes que

a) les abonnés qui ont payé une somme égale ou supérieure à huit francs pour leur abonnement à la deuxième série ;

b) les abonnés qui paient régulièrement leur abonnement par mensualités ou fractions.

Dans les premiers jours de mai nous ferons présenter des reçus complémentaires à tous ceux de nos abonnés qui sont en retard avec nous. Nous prions nos abonnés de faire bon accueil à ces reçus.

Nous avons un gros travail de rédaction, d'administration et de librairie. Nous ne voulons pas retarder ce travail pour en donner un compte rendu fragmentaire et précaire. Nous pouvons assurer nos amis et nos abonnés que s'ils donnent un effort sérieux pendant ces deux mois le bilan de la deuxième série sera satisfaisant.

Nous tenons gratuitement à la disposition de nos abonnés :

Marcel et Pierre Baudouin : Jeanne d'Arc, drame en trois actes ;

Jérôme et Jean Tharaud : la lumière;

Pierre Baudouin : Marcel, premier dialogue de la cité harmonieuse.

Envoyer un franc pour les frais d'envoi.

Nous avons publié le programme de l'École des Hautes Études Sociales et de l'École Socialiste. Nous devons publier le programme du Collège libre des Sciences sociales :

COLLÈGE LIBRE

DES

SCIENCES SOCIALES

Fondé en 1895

Sixième année : 1900-1901

RUE DANTON, A PARIS (Entrée : 28, rue Serpente)

COMITÉ DE PERFECTIONNEMENT

MM.

Aulard, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. — Berteaux, député. — Docteur Jacques Bertillon, chef des travaux statistiques de la Ville de Paris. — Léon Bourgeois, député, ancien président du Conseil des ministres. — Ferdinand Buisson, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. — Debidour, inspecteur général de l'Instruction publique. — Docteur E. Delbet, député. — Le R. P. Feuillette, directeur de l'École Albert-le-Grand. — Doumer, gouverneur général de l'Indo-Chine. — Espinas, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. — Arthur Fontaine, directeur du Travail. — Raoul Jay, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris. — Ernest Lavisse, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. — L'abbé Lemire, député. — Henri Lorin. — Georges Perrot, directeur de l'École normale supérieure. — Raymond Poincaré, député. — Tarde, professeur au Collège de France. — Thaller, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

COMITÉ DE DIRECTION

MM.

Le Docteur E. Delbet, député, directeur ; Joseph Bergeron, secrétaire-trésorier ; E. Tarbouriech, bibliothécaire.

MM.

Aulard, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. — Charles Barrat, enquêteur permanent de l'Office du Travail. — Docteur Jacques Bertillon, chef des travaux statistiques de la Ville de Paris. — Debidour, inspecteur général de l'Instruction publique. — Espinas, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. — Raoul Jay, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris. — Henri Lorin. — Louis Marin, secrétaire-adjoint de la Société de Géographie commerciale. — Du Maroussem. — Tarde, professeur au Collège de France. — Thaller, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

PROFESSEURS

MM.

Charles Andler, maître de conférences à l'École normale supérieure.

Charles Barrat, enquêteur permanent de l'Office du travail.

Marcel Bernès, professeur de philosophie au lycée Louis-le-Grand.

Docteur Jacques Bertillon, chef des travaux statistiques de la Ville de Paris.

Georges Blondel, docteur en droit, docteur es lettres, agrégé de l'Université.

Jean Brunhes, professeur à l'Université de Fribourg (Suisse).

Charles Brun, agrégé de l'Université.

Chénon, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.

Cruppi, député de la Haute-Garonne.

Victor Dalle, secrétaire de la Fédération des Employés, conseiller parlementaire et judiciaire des ouvriers des manufactures de l'État.

LIONEL DAURIAC, professeur à l'Université de Montpellier.
A. DELAIRE, secrétaire général de la Société d'économie sociale.
Docteur E. DELBET, député de Seine-et-Marne.
MAURICE DUFOURMANTELLE, docteur en droit.
MAURICE EMMANUEL, docteur es lettres.
ARTHUR FONTAINE, directeur du Travail.
EUGÈNE FOURNIÈRE, député de l'Aisne.
PAUL GUIEYSSE, député, président de l'Institut des Actuaires.
GUIRAUD, professeur adjoint à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.
YVES GUYOT, ancien ministre.
HAMON, professeur à l'Université Nouvelle de Bruxelles.
G. DE KELLÈS-KRAUZ, associé de l'Institut international de Sociologie.
KEUFER, ouvrier typographe, membre du Conseil supérieur du travail.
MAXIME KOVALEVSKY, ancien professeur à l'Université impériale de Moscou.
LAGARDELLE, directeur du *Mouvement socialiste*.
DE LANESSAN, ancien gouverneur général de l'Indo-Chine.
FÉLIX LE DANTEC, docteur es sciences.
ANDRÉ LICHTENBERGER, docteur es lettres.
LOUIS MARIN, secrétaire-adjoint de la Société de Géographie commerciale.
E. MAYER, officier d'artillerie en retraite.
DU MAROUSSEM.
MARILLIER, professeur à l'École des Hautes Études.
ALBERT MÉTIN, agrégé de l'Université.
EUGÈNE MUNTZ, de l'Institut.
L'abbé NAUDET.
Le R. P. DE PASCAL, docteur en théologie.
EDMOND PICARD, sénateur du royaume de Belgique.
PILLET, professeur agrégé à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.
FRANCIS DE PRESSENSÉ.
RÉVELIN, professeur au collège Sainte-Barbe.
ÉMILE RIGOLAGE, agrégé de l'Université.

E. de Roberty.
Rouanet, député de Paris.
Félix Roussel, conseiller municipal de Paris.
Saleilles, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.
Seignobos, professeur adjoint à la Faculté des lettres de l'Université de Paris.
Madame Souley-Darqué.
Paul Strauss, sénateur de la Seine.
Tarbouriech, docteur en droit.
Tarde, professeur au Collège de France.
Thaller, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.
Max Turmann, publiciste.
Vila, ouvrier papetier, secrétaire de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production.
Maurice Wahl, inspecteur général honoraire de l'enseignement aux colonies.
Weber, actuaire de l'Office du Travail.

PROGRAMME DES COURS

THÉORIE ET MÉTHODE

VISITES INDUSTRIELLES ET SOCIALES

sous la direction de M. Charles Barrat, enquêteur permanent à l'*Office du Travail*

A. *Utilisation des déchets d'une grande ville.*

a) Industrie du chiffon. — *Les cités d'ouvriers chiffonniers.* — Les ouvriers chiffonniers ramasseurs. — Les petits marchands revendeurs. — Le triage des résidus. — Le commerce des chiffons et du vieux papier. — Les grandes usines. — Les fabriques de carton de la banlieue parisienne.

b) Industrie des engrais. Utilisation des ordures ménagères pour la fabrication des engrais. — L'usine de broyage des ordures ménagères. — Les champs d'épandage. — Les usines élévatoires. — Les égouts de la Ville de Paris.

B. *Les Sociétés coopératives.*

a) Sociétés coopératives de consommation. — Celles qui sont composées en majeure partie d'adhérents ouvriers. — Celles dont les

ouvriers ne forment pas la majeure partie des adhérents. — Origines. — Résultats.

b) Sociétés coopératives ouvrières de production, fondées : 1° à la suite d'une grève pour recueillir les ouvriers renvoyés; 2° par un syndicat pour maintenir les salaires ; 3° en vue de l'émancipation du prolétariat.

c) Les organisations d'assistance par le travail.

DÉMOGRAPHIE

M. le docteur Jacques Bertillon, chef des travaux statistiques de la Ville de Paris

Lois du développement de la population. — Nuptialité. — Natalité. — Mortalité. — Migration. — Mouvements de population par classes sociales, par professions.

Statistique morale (religion, instruction, divorce), statistique judiciaire, etc.

MÉTHODE GÉOGRAPHIQUE

Application des données géographiques à l'étude de quelques problèmes pratiques d'économie sociale

M. Jean Brunhes, professeur à l'Université de Fribourg (Suisse)

La localisation de l'homme, la forme de l'habitation et notamment de l'habitation rurale, les types divers de groupement ou de dispersion, et l'agglomération urbaine comme faits de géographie humaine.

GÉOGRAPHIE MÉDICALE

d'après les procès-verbaux des Conseils de revision pour le recrutement de l'armée

M. le docteur Chervin, membre du Conseil supérieur de statistique

1. Examen des travaux antérieurs. — 2. Exposé de la méthode de calcul adoptée par M. Chervin. — 3. Géographie médicale de la France. — 4. Comparaisons internationales. — 5. Résultats de l'enquête spéciale faite en Suisse sur les enfants faibles d'esprit ou atteints d'infirmités physiques.

BIOLOGIE APPLIQUÉE A LA SOCIOLOGIE

M. Félix Le Dantec, chargé de cours à la Sorbonne

1. Création et évolution. — 2. Darwin. La lutte pour l'existence et la sociologie. — 3. Lamarck. La fonction crée l'organe. — 4. L'hérédité et l'éducation. — 5. Les caractères acquis sont transmissibles.

— 6. Le sexe. La diathèse sexuelle n'est pas la base des sociétés. — 7. — L'espèce. — 8. La race et l'individu. — 9. Colonies et sociétés. Parthénogénèse. Spécialisation des individus reproducteurs. — 10. La mort et la douleur ; les sentiments altruistes.

MÉTHODES ETHNIQUES ET SOCIALES

M. Louis Marin, secrétaire-adjoint de la Société de géographie commerciale

Exposé sommaire de la méthodologie des études sociales. Examen détaillé et exercices d'application des méthodes descriptives.

I. Méthode *ethnique* descriptive : l'ethnographie. Application aux origines et à la classification des races apparues au cours de l'histoire de la Civilisation occidentale.

II. Méthode *sociale* descriptive : la sociologie descriptive. Application à l'étude monographique et évolution des divers types de Famille et d'État.

III. Méthode *pratique* descriptive : les procédés de documentation dans les Arts sociaux. Application à un problème d'économie sociale : étude des modes suivant lesquels les peuples colonisateurs ont utilisé les coutumes et institutions indigènes.

L'UNION INTERNATIONALE D'ENQUÊTES

M. P. du Maroussem

Le projet du docteur E. Schwiedland et de l'auteur. — Nécessité d'enquêtes internationales. — Organisation de l'Union. — Enquêtes déjà commencées et mises d'accord. — Enquêtes nouvelles sur questionnaires unifiés. Exemples. — Problèmes *industriels et commerciaux*. L'industrie en Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, France. — Problèmes *agraires*. Les producteurs et la crise du blé : Russie, Hongrie, France, Angleterre, Belgique. — Problèmes *coloniaux*. Le partage de l'Afrique ; les colonies françaises, belges, anglaises, allemandes. — Problèmes *financiers*. Les établissements de crédit en Angleterre, France, Allemagne, Autriche. — Publication des enquêtes sous forme de résumé. — Utilité pratique des enquêtes ; réglementation internationale du travail ; union douanière.

LE DROIT ET LA SCIENCE SOCIALE

M. Saleilles, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris

Les rapports du droit et de la science sociale étudiés : 1° dans leur dépendance traditionnelle ; 2° dans leur concordance historique. — Modes de développement du droit : prédominance de l'influence prétorienne, droit romain ; prédominance de l'évolution coutumière, moyen âge ; prédominance de l'esprit philosophique des méthodes

d'observation sociale ; 3° dans leur utilisation pratique. — Méthodes d'interprétation : l'application judiciaire, l'enseignement.

LA SCIENCE FINANCIÈRE

M. Yves Guyot, ancien ministre

I. Évolution du caractère des dépenses communes et de l'impôt. — II. Caractère du progrès fiscal. — III. Principes des budgets modernes. — IV, V, VI. Leur mise en pratique. Caractère des dépenses, etc. — VII. Emprunts d'État. — VIII. Le bilan comparé des nations. — IX. Les réformes fiscales illusoires et les réformes fiscales nécessaires. — X. L'empirisme financier et la science financière.

ÉTUDES HISTORIQUES ET DESCRIPTIVES

LA QUESTION SOCIALE EN ALLEMAGNE

M. Georges Blondel, agrégé de l'Université

Vue d'ensemble sur l'histoire économique de l'Allemagne. Aspect nouveau du problème social dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Comparaison entre l'Allemagne industrielle et l'Allemagne agricole.

Progrès du socialisme. Décomposition du Marxisme. Interventions diverses de l'État en matière économique et sociale. Tentative des ouvriers pour s'organiser eux-mêmes. Progrès des syndicats : leur lutte contre le patronage sous ses diverses formes. Œuvres de prévoyance et d'assistance. Rôles respectifs de l'initiative individuelle et de l'association.

ACTION SOCIALE DE LA LITTÉRATURE

M. Charles Brun, agrégé de l'Université

La littérature et la femme française au dix-neuvième siècle

La littérature française et la femme : généralités. — Évolution au dix-neuvième siècle du type social de la femme française : part prise par la littérature dans cette évolution. — Principaux agents d'influence : la poésie, le théâtre, le roman. — Quelques types littéraires de femme dans ces trois genres. — Influence des formes parlées de la littérature : la conversation et les salons, la conférence, le journal. — Revendications de la femme : la littérature et le féminisme français. — Conclusion.

LA SOCIOLOGIE D'APRÈS AUGUSTE COMTE

M. le docteur E. Delbet, député de Seine-et-Marne

Civilisation et progrès. — Théorie positive du Progrès continu. — La civilisation progressive et ses trois mouvements essentiels. — Cul-

ture intellectuelle de la Grèce. — Incorporation sociale de l'Europe occidentale par Rome. — La Religion romaine. — Organisation catholico-féodale de l'Europe au moyen-âge. — Sa décadence et sa décomposition. — L'ère moderne et l'élimination progressive des tuteurs fictifs. — La Science et la Religion.

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE MODERNE SOUS LE RÉGIME DE LIBERTÉ ET DE CONCURRENCE

M. Maurice Dufourmantelle, docteur en droit, chargé de conférences à la Faculté de Droit de l'Université de Paris

Plan d'ensemble du cours. Les origines de l'organisation économique moderne. Ses caractères : liberté et concurrence; individualisme et association; rôle interventionniste de l'État.

Première Partie : l'Individualisme

I. La liberté et la concurrence individuelles dans la production. — 1° *Agriculture*. Son développement et ses transformations. Démocratisation de la propriété rurale. Grande et petite culture. La concurrence intérieure et étrangère. Ses effets au point de vue du producteur, des relations du travail et du capital, et du consommateur. — 2° *Industrie*. Son développement et ses transformations. La grande et la petite industrie. Le machinisme. La concurrence intérieure et étrangère. Ses effets au point de vue de l'entrepreneur, de la main d'œuvre et du consommateur.

II. La liberté et la concurrence individuelles dans les échanges. Aperçus sur les divers systèmes de politique commerciale. Développement du commerce et ses transformations. Le grand et le petit commerce. La concurrence intérieure et étrangère; les intermédiaires. Ses effets au point de vue de l'entrepreneur, des salariés et du consommateur.

Conclusion : Résultats du régime de liberté et de concurrence individuelles dans le domaine économique (production et circulation des richesses) et dans le domaine social (répartition des richesses, conditions sociales des agents économiques).

LE TRAVAIL DANS LA GRÈCE ANCIENNE

M. P. Guiraud, professeur adjoint à la Faculté des Lettres, maître de conférences à l'École Normale supérieure

Le travail agricole. — Modes divers d'exploitation du sol : exploitation directe, fermage, servage. Les journaliers agricoles.

Le travail industriel. — Division du travail. Les professions au cinquième et au sixième siècle. Opinion des Grecs sur le travail. — Les patrons (citoyens étrangers). — Les ouvriers : esclaves (formes diverses du travail servile), affranchis étrangers, citoyens, — salaires. — Condition des ouvriers.

COLLÈGE LIBRE DES SCIENCES SOCIALES

SOCIOLOGIE MARXISTE

M. C. DE KELLÈS-KRAUZ, associé de l'Institut international de Sociologie

Le monisme économique

I. Genèse dialectique du marxisme, en tant que confluent du matérialisme révolutionnaire bourgeois et de l'idéalisme romantique.

II. KARL MARX. Théorèmes essentiels de sa sociologie : déterminisme social ; base économique ; « classification » de la société ; survie de la forme et conséquence révolutionnaire ; dialectique ; optimisme moral.

III. FRÉDÉRIC ENGELS. — Sa philosophie générale. Dialectique positive. — Philosophie sociale. Notion de la base économique élargie, sa portée limitée. Superstructure analysée : série des « étages ». Indépendance relative de la forme due à la division du travail. Tripartition de l'histoire. « Production et reproduction de la vie ». « Saut dans la liberté ».

Série formelle chez Engels et chez DE GREEF.

Tripartition de l'histoire chez Engels et chez WEISENGRUN.

IV. KARL KAUTSKY. Vie humaine résultat de trois facteurs : nature, organisme, société. Base économique seul déterminant variable. — Survie de la forme résultat de l'inertie psychologique. Dialectique observable des transformations sociales. Substitutions et reviviscences révolutionnaires. — Identité psychique de tous les faits sociaux, basiques ou formels. Le rôle de l'individu et le principe éthique du devoir individuel.

Principe psychologique et moral de la sociologie morale chez Kautsky et chez ED. ABRAMOWSKY.

Déterminisme social ; l'individuel irréductible et le problème des innovations.

V. Analyse des rapports entre la base et la superstructure sociales. Idées générales et monographies. KAUTSKY, MEHRING, PLEKHANOV, LABRIOLA, LAFARGUE, DEVILLE, POTOCKI, etc.

VI. « Facteur » économique et facteurs extra-sociaux : nature et organisme.

Milieu naturel et milieu social : MEHRING, LAFARGUE, LABRIOLA, PLEKHANOV.

Le problème de la race. Un anthropologue marxiste, LOUIS KRZYWICKI. Types et courants émotionnels ; criminologie ; sélections sociales. Darwinisme. DRAMARD, ENRICO FERRI, H. CUNOV.

Un marxiste organiciste : ST. KRUSINSKY.

Origines du facteur économique. Côté « fait » et côté « idée » chez l'homme au sortir de l'animalité (argument de Jaurès, Koudrine, Bax, etc). Instruments de travail prenant la suite d'organes naturels : Plekhanov. Matérialisme psychologique et matérialisme naturaliste.

VII. Interprétation économique de l'histoire chez les non-marxistes : LORIA, ROGGERS, LACOMBE, LIPPERT. Historiens économistes.

VIII. Prétendue « crise du marxisme ». Kareiev, Bax, Mazaryk, etc. Problème de la genèse d'un idéal social devançant les faits économiques. Dialectique sociale et loi de la rétrospection révolutionnaire.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET LES DOCTRINES SOCIALES DE LA FRANCE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

M. Maxime Kovalevsky, ancien professeur à l'Université Impériale de Moscou

Les classes dirigeantes et les classes dirigées. — Le droit seigneurial et la situation économique des paysans. — Les corporations de métiers et les origines de la libre industrie. — Les théories économiques et sociales du dernier siècle. — Le droit de propriété et le droit au travail. — L'harmonie des intérêts et la libre concurrence. — La question de l'émancipation des serfs. — La question ouvrière. — Les théories financières et leur influence sur la rédaction des cahiers de 1789.

LE SOCIALISME EN FRANCE DEPUIS LA COMMUNE

M. Lagardelle, directeur du *Mouvement Socialiste*

Les origines et les caractères du mouvement socialiste français actuel. — Les premiers congrès ouvriers après la Commune et l'Internationale. — La constitution du parti socialiste et le congrès de Marseille (1878). — La scission et le congrès de Saint-Étienne (1882). — Les fractions en lutte : leurs théories, leurs programmes, leur organisation, leurs hommes. — Les progrès du socialisme : les élections de 1893. — Les « Indépendants ». — L'Union électorale. — Nouvelles divisions. — L'entente socialiste. Le congrès de Paris de 1899. — L'unité socialiste. — L'évolution du socialisme français.

LE MARIAGE ET LA STRUCTURE DE LA FAMILLE CHEZ LES NON-CIVILISÉS

M. L. Marillier, maître de conférences à l'école des Hautes Études

I. Le clan, la tribu et la famille. Relations de l'individu et du clan. Notion religieuse du clan. Les institutions totémiques.
II. L'hypothèse de la promiscuité primitive.
III. Les règles exogamiques et la prohibition de l'inceste.
IV. Le mariage collectif *(group-marriage)*.
V. Le mariage par capture et le mariage par achat.
VI. La famille maternelle. Détermination des liens de parenté.
VII. La structure de la famille et les conditions économiques.
VIII. La conception des liens de parenté entre le père et l'enfant. La couvade.

IX. Le mariage religieux et la famille patriarcale. Les rites et les cérémonies du mariage.
X. La polygamie et la monogamie dans la famille patriarcale. Epouses légitimes et concubines.
XI. La famille matriarcale.
XII. La polyandrie.

CONSTITUTION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES

M. Émile Mayer, officier d'artillerie en retraite

Étude des armées étrangères (Suisse, Angleterre, Allemagne, Autriche, Italie, Russie et autres États) au point de vue des effectifs, du mode de recrutement, de la durée du service, de l'esprit des institutions militaires. Des rapports de l'armée avec la nation.

HISTOIRE DU TRAVAIL ET DES DOCTRINES RELATIVES A SON ORGANISATION

M. Albert Métin, agrégé d'histoire et de géographie, boursier de voyage autour du monde

La démocratie sociale en Australie et Nouvelle-Zélande

Histoire de la démocratie depuis l'établissement du gouvernement parlementaire. — Histoire du mouvement syndical. La journée de huit heures. Influences venues du mouvement anglais de 1830 à 1848. Formation des partis ouvriers. — Les grèves, les crises. — Les lois ouvrières. La législation foncière. — Le féminisme. — Les colonies d'Australie et de Nouvelle-Zélande sont-elles socialistes ? – Comparaisons avec le mouvement ouvrier d'Angleterre et celui des États-Unis.

DOCTRINE SOCIALE CATHOLIQUE

M. l'abbé P. Naudet

La femme et le féminisme dans l'ordre social chrétien

Qu'est-ce que le féminisme ? — Y a-t-il un féminisme chrétien ? — La femme dans le droit chrétien. — Influence du christianisme sur la condition de la femme. — La femme dans la famille. La femme dans la cité. — Les revendications civiles et politiques de la femme. La femme dans l'ordre économique. — Conclusion.

HISTOIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

M. Révelin, professeur au collège Sainte-Barbe

La théorie de la rente foncière. — Les Physiocrates. — Adam Smith. — Ricardo. — Karl Marx.

onzième cahier de la deuxième série

LE TRAVAIL PARLEMENTAIRE

M. Félix Roussel, conseiller municipal de Paris, secrétaire de la *Revue Politique et Parlementaire*

Comparaison des méthodes suivies en France et à l'étranger. — Histoire et statistique. — Parlementarisme et régime représentatif. — Réformes proposées.

FÉMINISME

Madame Souley-Darqué

I. L'Évolution physique et psychique de la femme.
II. L'Évolution sociale de la femme.
III. Situation actuelle de la femme au point de vue de la loi, de la famille, du travail.
IV. Les précurseurs du féminisme.
V. Le monde féministe.
VI. Les ennemis de la femme.
VII. Les victoires féministes.
VIII. Les travaux des femmes : arts, sciences, industrie, instruction, commerce, agriculture.
IX. Les espérances du féminisme.
X. Le rôle de la femme dans la société future.

HISTOIRE DU DROIT MODERNE

M. E. Tarbouriech, docteur en droit

La propriété

Partie générale. — I. Réformes et Révolution. Le droit civil et le socialisme. Méthode à suivre pour réformer notre législation. Méthode historique. — II. La propriété. Critique de la théorie abstraite de la propriété. Théorie concrète. Multiplicité des formes de la propriété ; leur régime juridique distinct ; essai de classification. — III. Propriété individuelle et propriété collective.

Partie spéciale. — Les biens communaux et les usages exercés par des communautés d'habitants sur la propriété privée *(suite)*. — I. Portions ménagères. — II. Usages. — III. Affouage. — IV. Les biens communaux et les doctrines économiques. — V. Les biens communaux et le collectivisme agraire.

LE MOUVEMENT SOCIAL CATHOLIQUE CONTEMPORAIN

M. Max Turmann

L'action organisée

En Allemagne. — Les Gesellenvereine. — Les associations ouvrières. — Les Bauernvereine. — Les caisses rurales. — Le Volksverein. — L'Arbeiterwohl. — Les « cours pratiques sociaux ».

En Belgique. — La Ligue démocratique. — Les institutions économiques : coopératives et caisses rurales. — Le Bœrebond.

En Hollande. — La Ligue démocratique. — Les œuvres économiques. — Les divers modes de propagande.

MATHÉMATIQUES FINANCIÈRES

M. Weber, actuaire de l'Office du Travail

I. Opérations financières à court terme

1. Intérêts simples. — 2. Escompte. — 3. Comptes courants. — 4. Monnaies et matières précieuses. — 5. Change. — 6. Arbitrages. — 7. Opérations de bourse, au comptant et à terme.

II. Opérations financières à long terme

1. Théorie de l'intérêt composé. — 2. Rentes et annuités. — 3. Emprunts remboursables à époque fixe. Théorie de l'amortissement. — 4. Prêts hypothécaires. — 5. Emprunts divisés en un grand nombre de titres. Obligations. — 6. Fonds publics français. — 7. Actions et obligations de chemins de fer. — 8. Obligations diverses. — Émissions publiques.

CONFÉRENCES ET LEÇONS SUPPLÉMENTAIRES

La réglementation du travail industriel. L'inspection du travail. — M. Breton, directeur de l'Industrie.

La législation de la presse. — M. J. Cruppi, député de la Haute-Garonne.

Questions financières. — M. Delombre, ancien ministre.

La musique plébéienne. — M. Emmanuel, docteur es lettres.

Les résultats de la conférence de la Paix. — M. d'Estournelles de Constant, député de la Sarthe.

L'inspection du travail par des délégués ouvriers. — M. A. Fontaine, directeur du Travail.

La doctrine socialiste. — M. Vaillant, député de la Seine.

CERTIFICAT D'ÉTUDES SOCIALES

Article premier. — Pour obtenir le *Certificat d'Études sociales*, l'étudiant doit produire trois attestations, délivrées chacune par un professeur.

Article 2. — Une de ces attestations porte mention

d'un mémoire approuvé, après discussion publique, sur le rapport du professeur compétent.

Article 3. — Des questions seront adressées au candidat par les deux professeurs adjoints au rapporteur. Le texte de ces questions est communiqué d'avance au candidat.

Article 4. — La durée des études est de deux ans. Par exception et sur demande motivée, cette durée peut être réduite pour les étudiants étrangers qui feront foi d'études sérieuses, attestées par les cahiers de présence et par le rapport du professeur chargé d'examiner le mémoire. — Les demandes sont présentées au commencement de l'année scolaire à l'administration, qui statue avant la fin de l'année.

Article 5. — Le *Certificat d'Études sociales* est délivré par le Directeur du Collège, après avis du Comité de Direction.

STATUTS

But de la fondation

Article premier. — Le *Collège libre des sciences sociales*, établissement libre d'enseignement supérieur, a organisé l'enseignement des sciences sociales à Paris.

Article 2. — Les chaires sont autonomes. Chaque professeur a la direction et la responsabilité de son cours dans la limite du respect de la loi. Le titre de professeur au Collège libre des Sciences sociales s'acquiert par l'inscription sur les listes publiées chaque année, et revisées par le comité de perfectionnement.

Administration

Article 3. — Le Collège est administré par :

1° Un comité de perfectionnement ;

2° Un comité de direction composé de dix membres et des administrateurs ;

3° Un directeur ;

4° Un secrétaire général ;

5° Un secrétaire-trésorier.

ARTICLE 4. — Le comité de perfectionnement reçoit les rapports et comptes rendus du directeur et du comité de direction.

ARTICLE 5. — Le directeur est chargé du maintien de l'ordre. Il préside de droit le comité de direction.

ARTICLE 6. — Le comité de direction désigne les professeurs, les suppléants, établit le budget et contrôle les dépenses.

Les membres du comité de direction, le directeur et le secrétaire-trésorier sont désignés par le comité de perfectionnement, sur la présentation du comité de direction.

Conditions d'admission

Groupes d'études. — Conférences du soir

ARTICLE 7. — Sont admises aux cours toutes les personnes qui en font la demande, sous les conditions suivantes :

a) Inscription au secrétariat (1) ;

b) Versement d'un droit d'inscription de 30 francs.

Les étudiants inscrits aux établissements d'enseignement supérieur, les professeurs de toutes catégories et les maitres auxiliaires ou répétiteurs ne paient qu'un droit de dix francs.

ARTICLE 8. — Des groupes d'études et des visites d'ateliers, ainsi que des conférences du soir, sont organisés durant chaque exercice, selon les convenances de l'enseignement régulier.

ARTICLE 9. — Recevront le titre de *membres fondateurs :* 1° les professeurs qui auront enseigné pendant les deux

(1) Cette inscription donne droit à l'usage gratuit de la bibliothèque et de la salle de lecture (journaux, revues).

premières années de la fondation du Collège; 2° toute personne ayant fait au Collège un don de 500 francs au moins. Les membres fondateurs ont droit d'assister en tout temps aux cours, conférences et visites, et reçoivent toutes les publications du Collège.

Recevront le titre de *membres donateurs*, les personnes ayant versé une somme de 100 francs au moins ; elles pourront assister en tout temps aux cours, conférences et visites.

Article 10. — Des modifications peuvent être apportées aux présents statuts par un vote du comité de direction, sous réserve de l'approbation du comité de perfectionnement.

Je saisis cette occasion de rappeler à nos abonnés qu'il y a une école socialiste. *Il est scandaleux que les leçons souvent admirables de M. Andler et les leçons parfaitement probes de Lagardelle aient un public aussi peu nombreux. Il est particulièrement regrettable que les sociétaires de la Société Nouvelle de librairie et d'édition, d'où provient cette école, en soient aussi ponctuellement absents. Assister à des leçons bien faites est plus utile que de participer à des condamnations téméraires.*

Le Gérant : Charles Péguy

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

Imprimerie de Suresnes (G. Richard, administrateur), 9, rue du Pont.—4290

Nous prions instamment ceux de nos abonnés qui demeurent à Paris de vouloir bien venir nous voir, quand ils ont affaire à nous. La correspondance écrite est beaucoup plus onéreuse, moins commode et moins exacte que l'entretien le plus bref.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des documents et des renseignements de vouloir bien écrire très lisiblement et d'un seul côté de la page. Quand leurs études sont d'ensemble et un peu longues, ils peuvent les rédiger. Mais toutes les fois qu'ils nous envoient des renseignements pour ainsi dire instantanés, mieux vaut nous écrire privément et laisser au citoyen rédacteur le soin d'exercer son métier.

La rédaction et l'administration des cahiers, la librairie des cahiers sont installées 16, rue de la Sorbonne, au second.

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration et pour la librairie tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — de huit heures à onze heures et de une heure à sept heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction

le jeudi soir de deux heures à cinq heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance d'administration et de librairie : abonnements et réabonnements, rectifications et changements d'adresse, cahiers manquants, mandats, indication de nouveaux abonnés. N'oublier pas d'indiquer dans la correspondance le numéro de l'abonnement, comme il est inscrit sur l'étiquette, avant le nom.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nous avons pu reconstituer avec nos retours quelques premières séries complètes. Nous les vendons au prix d'un abonnement ordinaire. Nous ne les vendons qu'à nos abonnés.

Nous avons donné le bon à tirer après corrections pour seize cents exemplaires de ce onzième cahier le jeudi 25 avril 1901.

LA RÉVOLVTION
SOCIALE SERA
MORALE OV
ELLE NE SERA PAS

